

M. Gorbatchev ballotté

LE « plan anti-crise » que M. Gorbatchev a soumis, mardi 9 avril, à son Conseil de la Fédération aurait pu apparaître convaincant dans d'autres circonstances, et pour peu que l'on veuille bien prendre à la lettre certaines de ses dispositions : en préconisant une « désatatisation et une privatisation énergique », des mesures pour « encourager l'entreprise privée et démonopoliser l'économie », le président soviétique retrouve un ton quel que peu oublié depuis son tournant conservateur de l'automne dernier et l'abandon du plan Chataline de réforme radicale.

Son malheur - et celui de l'URSS - est que ces mesures ne sont pas autrement précises et voisinent avec toutes sortes d'appels beaucoup plus familiers à la discipline, notamment à un « moratoire sur les grèves, meetings et autres actions déstabilisatrices jusqu'à la fin de l'année ». Il est surtout que de tels appels, pour avoir été lancés tant de fois en vain, n'ont plus aucune crédibilité.

LS étaient d'ailleurs démentis le jour même par une nouvelle grève à Minsk, s'ajoutant à celle, rampante depuis cinq semaines, de dizaines de milliers de mineurs, et par la célébration, à Tbilissi, de l'indépendance de la Géorgie, nouveau défi au pouvoir central. Bien évidemment, M. Gorbatchev, le président géorgien, n'assistait pas à la session du Conseil de la Fédération à Moscou, mais il n'était pas le seul, six autres présidents de république ayant boudé ce rendez-vous.

Seul reste donc le constat, pas très nouveau lui non plus mais formulé sur un ton particulièrement dramatique, de l'effondrement de l'économie soviétique. M. Gorbatchev reconnaît que le revenu national a chuté de 12 % au cours du premier trimestre, et l'on peut ajouter à cela, sans grand risque d'erreur, la perspective d'une inflation à trois chiffres pour l'année en cours. Restent aussi les conséquences politiques de cette crise, qui commencent à se concentrer dangereusement sur la personne du président soviétique.

De fait, des personnalités condamnées jusqu'à présent, par leurs fonctions à une même prudence - de M. Richard Cheney, le secrétaire américain à la défense, à M. Nazarbaev, le président du Kazakhstan - expriment aujourd'hui ouvertement leur préoccupation quant au sort politique de M. Gorbatchev. Le « Journal indépendant », une publication radicale de Moscou, titre sur « les alternatives à Gorbatchev », et l'agence Tass, si elle critique de telles spéculations, leur consacre un long commentaire.

Fait plus significatif, M. Gorbatchev a reçu longuement, mardi, les responsables du groupe conservateur Sojuz, dont plusieurs ont réclamé ces derniers temps, sans être rappelés à l'ordre, sa démission. Sans doute son porte-parole a-t-il démenti que la question d'une convocation du Congrès des députés, seule institution capable de destituer le président, ait été évoquée. Mais la double hostilité de la « droite » comme de la « gauche » à la politique suivie ne constitue pas moins, pour l'architecte d'une perestroïka en panne, une menace redoutable.

Des observateurs de l'ONU seront envoyés dans le sud de l'Irak

Les Etats-Unis réservés sur le projet de zones de sécurité au Kurdistan

Le Conseil de sécurité a adopté, mercredi 10 avril, une résolution créant une Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït chargée de surveiller la frontière commune aux deux pays, 1 200 militaires, parmi lesquels une centaine venant des cinq pays membres permanents du Conseil

(Chine, URSS, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne), pourraient être déployés dès la semaine prochaine. Endossée par le sommet européen de Luxembourg, l'idée britannique de constituer au nord de l'Irak des « zones de protection » pour les Kurdes se heurte aux réticences des Etats-Unis.

« Avancez ! Avancez ! »

CUKURCA
(frontière irako-turque)
de notre envoyée spéciale

« Avancez ! Avancez ! » hurle un soldat au béret bleu, un membre des troupes de choc turques. Tenant d'une main un chien féroce, il pousse brutalement les réfugiés à l'aide d'un bâton, comme un berger rassemblant, sans ménagement, son bétail, les forçant à rebrousse chemin en direction de la crête, où est visible la ligne de démarcation qui sépare la Turquie de l'Irak.

La majorité des 40 000 réfugiés kurdes et chrétiens qui vivent actuellement sur les hauteurs de Cukurca forme une tapisserie humaine multicolore sur les collines, où ils sont installés du côté irakien et où les autorités turques espèrent les maintenir en atten-

dant la création officielle par l'ONU d'une zone de sécurité. 60 000 réfugiés du camp d'Uzumlu devraient également s'établir dans ce camp sous peu. D'autres continuent d'arriver d'Irak, chargés des maigres bagages qu'ils ont pu transporter. Le camp continue de s'agrandir chaque jour et s'enfonce plus profondément sur le territoire irakien.

Certains réfugiés, les hommes surtout, descendent plusieurs fois par jour en direction de la petite bourgade de Cukurca pour rencontrer, à mi-chemin, les camions qui montent avec peine sur le chemin boueux, chargés de nourriture et d'équipement.

NICOLE POPE
Lire la suite page 4
ainsi que les articles
d'AFANE BASSIR POUR
et de CHRISTIANE CHOMBEAU
pages 3 et 4

Michelin victime de la récession dans l'automobile

Premier fabricant mondial de pneumatiques, Michelin a annoncé, mardi 9 avril, la suppression de 4 900 emplois en France (13 % de ses effectifs). Victime de la récession du marché automobile et d'une concurrence très vive, le groupe, très endetté, prévoit de réduire aussi ses effectifs à l'étranger.

Expliquant ce cinquième plan social depuis 1983, un « drama », M. François Michelin, le PDG, a déclaré qu'il s'agissait de « la seule solution qui puisse nous permettre de survivre ». Le maire de Clermont-Ferrand, M. Roger Guilloit souhaite, dans un entretien au Monde, que sa ville « reste bien le centre nerveux du groupe ».

Lire page 29 l'article de FRANÇOIS RENARD

Au chevet de l'hôpital

Les députés examinent un projet de loi visant à endiguer la crise du système hospitalier

par Franck Nouchi

Le projet de réforme hospitalière présenté par MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, et Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, mercredi 10 avril devant le Parlement, est-il à la hauteur de la très grave crise que traverse aujourd'hui le système hospitalier français ? C'est à cette question difficile qu'auront à répondre députés et sénateurs au moment du vote, sachant que des lois de cette importance ne se font pas tous les jours - la dernière remonte à 1970 - et qu'il en va de l'avenir de notre système de santé.

Les données de base sont connues. En 1989, la consommation médicale totale avait atteint en France la somme de 500 milliards de francs, soit 8 920 francs par habitant. En 1950, elle repré-

sentait 3 % du produit intérieur brut (PIB). En 1985, ce pourcentage était passé à 8,6 %. A niveau de PIB par habitant à peu près équivalent, les Français dépensent 38 % de plus que les Danois pour leur santé, et 13 % de plus que les Allemands.

Avec environ 573 000 lits, l'hôpital occupe une place considérable dans l'économie française. Ne serait-ce qu'en termes d'emploi, les personnels hospitaliers représentent 4 % de la population active, soit près d'un million de personnes. Comme le soulignait le docteur Francis Peigné dans le rapport (1) qu'il avait remis à M. Claude Evin, ministre de la santé, avant la mise en chantier de ce projet de réforme « l'hôpital est généralement le premier employeur des villes ou localités où il existe ». A l'intérieur de l'hôpital, où l'on retrouve plus de cent métiers différents, deux phénomènes sont apparus ces dernières années : le nombre croissant des personnes travaillant à temps partiel et une féminisation très forte du personnel non médical.

Lire la suite page 11

(1) « Notre système hospitalier et son avenir », Editions ENSP, avenue du professeur Léon-Bernard 35043 Rennes Cedex. Tél : (16) 99-54-90-98.

PARIS • ÎLE-DE-FRANCE

■ Le parc Cousteau entre deux eaux. ■ La révision du SDAU. page 36

MODIANO



Editions du Seuil

■ Les accusations de l'opposition par PASCALE ROBERT-DIARD
■ La contre-attaque du garde des sceaux par ANNE CHEMIN
■ Retour en « enfer » par PIERRE SERVANT
pages 9 et 10

Un entretien avec M. Chérèque
Le ministre de l'aménagement du territoire demande que l'Etat « s'adapte à la décentralisation » page 29

L'avenir de Télé-Free-DOM
La mansuétude de M. Mitterrand irrite M. Lang et M. Tasca page 44

ÉDUCATION • CAMPUS
■ La casse-tête des nouvelles universités parisiennes.
■ Un entretien avec M. Robert Chapuis.
■ La maladie de langueur de Strasbourg-II.
pages 13 à 16

Une sélection d'ouvrages immobiliers se trouve pages 38 et 39

■ Sur le « vil » et le somnolent complet se trouvent pages 44

سكزا بن الاميل

حزبنا الوطن

DÉBATS

Témoignage

Le message de Jean Prat

par Claude Santelli

Jean Prat vient de se donner la mort, non sans avoir, avant le grand sommeil, écrit, avec la froide méticulosité que nous lui connaissons, une vingtaine de lettres soigneusement libellées à l'intention de ses amis. J'en étais, sans doute, puisque je lis ce matin, à moi adressé d'une main ferme : « Je voudrais que ma décision... ait une utilité plus générale, qu'elle contribue à dénoncer ces éternels vœux au commerce. »

On ne résiste pas au vœu d'un ami mort. D'un grand, de surcroît. Je n'abuserais cependant pas de cette tragédie, de cette mission à moi confiée, si les jours que nous vivons ne ramenaient comme un écho obsédant à nos oreilles cette formule pour tant de gens délicate : « Service public de la télévision. » Si un ministre courageux, un président de chaîne fait pour le combat ne s'acharnait avec entêtement à tenter d'abandonner le placard où gît, abandonné de tous, ce grand fantôme, comme un objet répété précieux, mais dont on a oublié la raison d'être et le mode d'emploi.

C'est Jean Prat - déjà lui - qui, un soir d'automne de 1961, offrait les Perses en partage à l'émotion de tout un peuple. C'est Albert Olivier, un directeur du programme comme on en vit peu, qui, des jours durant, avait annoncé l'événement à l'antenne. Albert Olivier dont la devise était : « Pour le grand public, une grande télévision. » Le lendemain, toute la France parlait d'Eschyle.

On peut sourire aujourd'hui de cette solennité, de cette unanimité, à l'époque des chaînes multiples et des publics diversifiés. Considérons qu'il s'agit avant tout d'une date : une cérémonie sacrée en effet, marquant

l'événement d'une nouvelle manière de vivre et de communiquer. Victoire technique : cet instrument neuf, par sa puissance imaginaire et son universalité, allait permettre de se parler d'homme à homme. Ce défi avait son corollaire, cette victoire supposait une morale : le respect du public.

Tout, désormais, devenait possible, à partir de ce soir-là : la tragédie - parfois, - l'opéra, le rire, l'émotion, les idées entraient dans les foyers, rassemblaient les citoyens, distribuant à chacun selon sa faim.

C'est là, je crois, le grand secret inoublié du service public.

Nos gouvernants, qui sont sensibles aux grands manques de notre société actuelle, qui savent, quand il le faut, renflouer Renault, bâtir le Grand Louvre et distribuer des milliards aux étudiants en colère, oublient-ils que les enfants d'aujourd'hui apprennent le monde d'abord devant le petit écran ; qu'il dépend de nous que l'image qu'ils en reçoivent soit la pire ou la meilleure ; que les poètes de cette fin de siècle, les dramaturges, les marchands d'histoire, l'imagination française, que les temps futurs risquent d'invocuer en vain, ne trouvent que malaisément leur place dans un programme peu digeste d'un grand peuple.

On ne suit pas un public, comme une bête à piéger. On l'invogue. On le provoque. On le fait naître du dialogue qu'il peut avoir avec ses créateurs.

C'est sans nostalgie aucune, et avec confiance, la leçon des Perses, aujourd'hui.

► Claude Santelli, réalisateur de télévision, est président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

Défense

Le combat pour la paix

par Antoine Waechter

qui a été cent cinquante fois démentie depuis 1945.

Dix propositions peuvent fonder une telle stratégie.

1. - Tout d'abord un effort de recherche sur la signification et la naissance des conflits armés. Boutoul voit dans la guerre une dissipation périodique des forces productives et du potentiel démographique, un infanticide différé, ainsi qu'une libération des instincts homicides par un meurtre collectif légal. La polémiologie n'est qu'à ses balbutiements faute d'un investissement suffisant.

Pas de droit à deux vitesses

2. - La justice est le premier fondement de la paix. Nous avons un devoir d'ingérence pour défendre partout et sans faiblesse les droits des nations et ceux des peuples.

Cette ingérence ne peut pas prendre la forme d'une intervention armée, mais nous disposons d'une vaste panoplie de moyens pacifiques, de la pression diplomatique à l'isolement économique et politique. Il est choquant de voir Roland Dumas renouer des relations commerciales avec la Chine, moins de vingt mois après le massacre de Tiananmen et sans qu'aucun signe de démocratisation n'ait été donné par le gouvernement chinois. Il est choquant de voir notre pays soutenir des régimes autoritaires et vendre armes et technologies nucléaires dans des régions du monde particulièrement sensibles. L'embarco comme moyen de pression aurait pu gagner ses lettres de noblesse dans la crise du Golfe si les coalisés n'avaient voulu en découdre : l'Irak tirait 98 % de ses devises du pétrole et le pétrole sans acheteurs occidentaux n'a pas grande valeur.

3. - Il ne saurait y avoir un droit à deux vitesses, l'un pour les faibles, l'autre pour les puissants et leurs protégés. Après s'être donné la défense du droit international comme vertu cardinale, la France doit s'attacher à contribuer sans relâche à la résolution des problèmes douloureux en suspens qui ont pour nom Kurdes, Palestiniens, Chypriotes, Tibétains... sans oublier les autochtones sud-américains et autres peuples persécutés.

4. - Le commerce des armes doit

être soumis à des règles éthiques et stratégiques : il est inacceptable d'armer des régimes non démocratiques et d'alimenter en munitions les régions conflictuelles du globe.

5. - La misère, les énormes disparités Nord-Sud, l'explosion démographique et la compétition pour les ressources limitées de la planète, au premier rang desquelles se trouvent le pétrole et l'eau, sont les principaux aliments des conflits du vingt et unième siècle. Aucune stratégie de paix, aucun concept de sécurité nationale ne peut faire l'impasse sur ces données essentielles. Bien sûr, la France ne peut, à elle seule, dissiper ces facteurs belligènes, mais elle peut y contribuer dans le cadre de la Communauté européenne et de l'Organisation des Nations unies. Mais soyons clairs : l'aide financière ne permet pas le décollage des économies africaines ou sud-américaines ; c'est un nouvel ordre économique bâti sur le partage et l'usage économe des ressources, sur des échanges non spéculatifs et des transferts gratuits de technologies conviviales qui peut seul apporter une réponse.

6. - Les armes de destruction massive, nucléaires, chimiques et bactériologiques, inopérantes pour la stabilité et la paix du monde (plus de cent cinquante conflits ayant fait plus de vingt millions de morts depuis 1945), lourdes de menaces pour l'humanité et dont le principe de dissuasion s'apparente à une prise d'otages des populations urbaines, ne trouveront aucune place dans une telle stratégie de paix. La nouvelle géographie des conflits potentiels, plus méridionale qu'orientale, leur enlève une grande partie de leur pertinence dans la logique même des achats occidentaux. Mais la démonstration de la guerre du Golfe va sans doute pousser les Etats non alignés à se doter de la bombe, plus accessible que l'électronique sophistiquée des armes conventionnelles américaines. La prolifération de l'arme atomique est un risque qu'il faut conjurer sans attendre, par une mise hors la loi de ces armements, avec comme première étape l'arrêt total de tous les essais nucléaires.

7. - La défense de nos libertés et de notre territoire ne peut être confiée aux seuls professionnels :

la conscription est une garantie de contrôle démocratique des instruments de notre sécurité ; ce sont l'implication et la motivation de toute une population qui réduisent les risques d'absorption du pays par un éventuel envahisseur. Le service national doit sans doute être modernisé, revu dans sa durée et ses modalités, l'insistant surtout ici sur la possibilité pour les jeunes de choisir entre un service conventionnel et un service civil de même durée expérimentant les méthodes d'une résistance non armée.

8. - Cela suppose de renforcer la cohésion sociale du pays. S'il est possible de détruire un peuple, il est impossible de le soumettre par la force. Mais la volonté de résistance est à la mesure de l'adhésion aux valeurs communes, des valeurs qui ne doivent pas être contraires par la réalité vécue et ressentie par les membres du corps social.

9. - Le renforcement de la défense civile comporte la réduction de la vulnérabilité du territoire, par la déconcentration économique, la diversification des sources d'énergie, la diminution du nombre d'unités industrielles à haut risque, la mise en souterrain des réseaux de transports d'électricité et de télécommunication.

10. - Enfin, la construction d'une Europe politique appelle la création d'une structure de sécurité collective à finalité strictement défensive. La constitution d'un nouveau bloc militaire organisé autour de la force de frappe française et du colosse économique allemand serait une dramatique régression par rapport à l'évolution récente qui a vu se dissoudre le bloc de l'Est et qui devrait aboutir à la disparition du bloc de l'Ouest.

Les conceptions de défense devront évoluer en fonction des vrais enjeux actuels de la sécurité, qui ne se mesurent plus en rapport de force militaire. Il s'agit parfois de changements radicaux. Je ne conçois pas un seul instant que ces choix ne soient soumis à l'arbitrage de tous les citoyens. Logique de guerre ou logique de paix, la décision ne doit plus être l'appanage d'un pouvoir régulier.

► Député européen, Antoine Waechter est le principal porte-parole des Verts.

Contrôler les armements

par Bertrand Gallet

La solennité qui avait entouré, à Vienne et à Paris, la signature de la Convention de réduction des forces conventionnelles en Europe (CFCE) n'était pas excessive, puisqu'elle accompagnait l'envoi à la casse de 100 000 pièces d'armement, de quarante-cinq ans de guerre froide et, accessoirement, du mythe de l'armée rouge « première armée du monde ».

Le processus concerté de désarmement ne peut pas se limiter à envisager une longue période de paix en Europe. Au même moment, un pays du Moyen-Orient, trop bien armé, déclencherait une impressionnante mobilisation internationale. Il aura fallu une coalition militaire et des semaines de bombardements meurtriers pour régler le surarmement de l'Irak.

Cela pose un nouveau problème de sécurité collective. Celui de l'accès de puissances moyennes aux armes de destruction massive avec, en arrière-pensée, la domination d'une région ou la rectification des frontières ; maîtrise des armements, lutte contre le surarmement, désarmement, tout cela relève de la volonté politique et de la longue négociation. Dans le Golfe, tout reste à faire. En Europe, même si l'URSS traîne les pieds et triche un peu, les négociations ont abouti.

Reste à mettre en œuvre le désarmement, et il ne peut y avoir de désarmement sans contrôle.

Trois méthodes de contrôle existent et se complètent : la vérification au sol est en voie de réalisation. La France, avec la base de Creil, y fait bonne figure. Nos vérificateurs pourraient s'appuyer sur la reconnaissance aérienne, mais le traité FCE n'a pu aboutir sur l'utilisation des avions en matière de vérification, renvoyant à une grande négociation ultérieure (Open Skies).

Reste le satellite : l'espace est en effet à la vérification ce que les eaux internationales sont aux navires ; il échappe aux susceptibilités de souveraineté ainsi qu'à tout contrôle.

Dans ces conditions se posent deux questions, l'une technique, l'autre politique.

La question technique peut être résolue : les Etats-Unis, l'URSS et la France maîtrisent la chaîne industrielle et scientifique de l'imagerie spatiale. En revanche, le traitement des renseignements est plus politique : il nécessite, outre des moyens en hommes et en matériels, une autorité qui définit les critères de présélection à l'observation, c'est-à-dire détermine les zones à observer et répartit l'information.

Retour de l'Europe

Que faire ? Dans cette phase de « destruction créatrice », quantité de schémas sont possibles. Notre pays pourrait ainsi - en collaboration avec l'Allemagne - mettre dans une corbeille dont les contours restent à définir un satellite de vérification, un civil ni militaire, pourrait être pris en charge par l'Agence spatiale européenne (ESA). Ce ne serait pas incompatible avec ses statuts, qui affirment la vocation pacifique de l'Agence. Ces mêmes statuts prévoient la possibilité d'adhésion par tout Etat qui en ferait la demande.

Quant au problème du cadre géopolitique et de l'organisation ayant en charge la maîtrise d'ouvrage et l'exploitation des données de cette imagerie spatiale, divers schémas pourraient être envisagés.

La CEE ? Elle appartient autant à l'Ouest que l'UEO, et le traité de Rome exclut, pour le moment, la sécurité de ses compétences.

Le Conseil de l'Europe de Strasbourg offre l'impressionnante avantage d'être déjà ouvert à l'Europe de l'Est, mais n'a pas, lui non plus, de compétences dans ce domaine. Quant à la Commission pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), c'est, à l'heure actuelle, plus une instance de négociation et d'élaboration d'idées qu'une agence fonctionnelle.

La solution pourrait venir du projet prévu dans le document final de la Conférence de Paris sur la CSCE : un centre de prévention des conflits, à créer, et qui serait basé à Vienne, pourrait parfaitement être la structure d'accueil d'une agence de vérification spatiale. Son objectif est de prévenir d'éventuels conflits par « un renforcement de la transparence et de la connaissance des dispositifs et mouvements militaires ». Les membres pourraient en être les trente-quatre pays signataires de la CSCE.

Alors qu'en Europe centrale, comme la Conférence de Paris l'a noté, des foyers potentiels de tension bilatéraux existent, une agence de vérification peut, au-delà du contrôle du désarmement de l'Atlantique à l'Oural, contribuer à la coopération et à la sécurité en Europe en imposant la transparence dans une zone qui a été celle de Sarajevo et de Dantzig.

Un tel dispositif pourrait-il contribuer à prévenir le surarmement hors de l'Europe ? Tout dépendra du tour que prendront les négociations bilatérales ou globales qui vont s'organiser concernant par exemple le Moyen-Orient. Tout dépendra aussi de la forme que l'on donnera au contrôle international des flux d'armes. Agence sous l'égide de l'ONU ? Initiative de quelques pays fabricants ? En

tout état de cause, l'existence d'un satellite de vérification non militaire sera fort utile pour repérer les engins balistiques, les blindés, les avions, etc. Et il n'est pas indifférent que ce soit par ce biais que l'Europe - dont on a déploré l'absence lors des événements récents - se mette au service de la communauté internationale. L'idée de sécurité collective fait son chemin. Un tel projet pourrait y contribuer utilement.

► Bertrand Gallet est député PS d'Eure-et-Loire, auteur d'un rapport d'information pour la commission de la défense nationale sur la situation actuelle et future des moyens français d'observation aériens et spatiaux.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 201.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
420 000 F

Principaux associés de la société :
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé
au « Monde »
12, rue N. Gumbour
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0390-3037

Renseignements sur les microfilms
et bandes du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDIPUB 206 136 F
Toujours à l'adresse ci-dessus

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 38-15 - Tape LEMONDE
ou 38-15 - Tape LMI

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à l'envoyer leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Je vous prie d'insérer l'adresse ci-dessus dans tous les numéros de votre bulletin d'abonnement

Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément
consacré à la vie
et aux initiatives
des communes,
départements
et régions

Chaque samedi - sauf dimanche et jours fériés

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
Bruno Frappart
directeur de la rédaction
Jacques Duba
directeur de la gestion
Maurice Leca
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Arnault
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint et directeur
de la rédaction)

Thierry Frenet
Philippe Harrois
Jacques-François Simon

Daniel Varret
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1968)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1988)
André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-30-10
Télécopieur : 40-65-30-10

PROCHE-ORIENT

L'organisation de l'aide internationale aux réfugiés irakiens

Accord franco-iranien pour l'aide aux populations kurdes

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a déclaré, mardi 9 avril, que l'Iran et la France se sont mis d'accord sur « un plan en quatre points qui prévoit les modalités de l'aide aux réfugiés irakiens ».

M. Kouchner a précisé que, lors de sa rencontre avec le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, « les deux parties sont convenues d'acheminer l'aide française par avions et de la distribuer dans des camps de réfugiés en Iran ». Il a ajouté que « ce plan prévoit également l'achat en Iran même par la France d'un total de 800 tonnes de vivres, qui seront acheminés ensuite dans des camps de réfugiés par une dizaine de camions ».

Le responsable français a indiqué que « le quatrième point de cet accord prévoit la visite en Iran d'une mission d'exploration française », chargée d'évaluer les besoins des réfugiés. M. Kouchner était arrivé dans l'après-midi dans la province iranienne de Tabriz, en Azerbaïdjan oriental, et devrait également visiter des camps de réfugiés dans l'Azerbaïdjan occidental (Nord). Le chef de la diplomatie iranienne avait, lors de son entretien avec M. Kouchner, remercié le gouvernement

français pour son aide humanitaire aux réfugiés irakiens. Un Boeing 707 affrété par le gouvernement français est arrivé mardi à Tabriz, dans le nord-ouest de l'Iran, transportant des vivres.

Les opérations aériennes américano-franco-britanniques pour larguer des secours aux réfugiés se trouvent de part et d'autre de la frontière turco-irakienne, se sont poursuivies mardi depuis la base aérienne d'Incirlik. Commencées dimanche, ces missions avaient permis, mardi soir, de parachuter plus de 200 tonnes de fret (tentes, couvertures et vivres) aux réfugiés dont le nombre ne cesse de croître depuis dix jours.

Quelque 300 000 réfugiés ont déjà trouvé refuge sur le sol turc, dont les deux tiers du côté de Çukurca-Uzumlu (Est) et un peu plus de 100 000 autres du côté d'Uludere (Sud-Est). De 500 000 à 1 million de réfugiés restent bloqués entre l'armée irakienne, qui les chasse vers le nord du pays et l'armée turque, qui leur interdit l'accès de son territoire. 150 000 tonnes de vivres ont été parachutées par les C-130 Hercules américains depuis dimanche.

Les forces aériennes françaises et britanniques qui ont participé lundi aux opérations ont pour leur part largué environ 50 tonnes de fret, dont quelque 35 en sept vols effectués par des C-160 Transall de

l'aviation française. Les C-130 britanniques ont, quant à eux, effectué trois vols depuis lundi. Les colis de 576 rations sont largués notamment sur les régions à haute altitude, particulièrement au sud du village de Çukurca (province de Hakkari) sur les chaînes Cilo, où se trouveraient beaucoup plus de réfugiés que dans les autres lieux de rassemblement, situés plus à l'ouest dans la région d'Uludere (province de Sirnak). A partir de mardi l'aviation française devait larguer chaque jour environ 27 tonnes de fret acheminées quotidiennement de France.

A Rome, les autorités ont pris une série de mesures en faveur des populations kurdes, dont l'envoi de médicaments pour une valeur de 500 millions de lires (410 000 dollars). La Suisse, pour sa part, a décidé de débloquer 10 millions de francs suisses (environ 10 millions de dollars) pour organiser trois vols de ravitaillement vers l'Irak et la Turquie.

A Paris, quelques milliers de personnes ont manifesté mardi soir entre la place de la République et la place de la Bastille pour marquer leur solidarité avec le peuple kurde d'Irak. Le cortège a quitté la place de la République aux cris de « Saddam assassin, halte au massacre du peuple kurde et irakien ! » - (AFP, Reuter, AP).

Quatre journalistes occidentaux portés disparus au Kurdistan

Quatre journalistes occidentaux, dont un Français, étaient toujours, mardi 9 avril, portés disparus dans le nord de l'Irak. Les quatre hommes sont Alain Bui, un photographe français de l'agence Gamma-Liaison, Frank Smyth, un journaliste indépendant travaillant pour CBS Radio News, Gad Gross, un photographe allemand travaillant pour Newswatch, et Nick Delcasi, un cameraman indépendant travaillant pour la BBC. Ils ont disparu à Kirkouk le 27 mars, date à laquelle l'armée irakienne a lancé l'offensive qui lui a permis de reprendre en quelques jours les villes « libérées » par les Kurdes trois semaines auparavant. - (AP).

Le départ des avions-ravitailleurs américains de Mont-de-Marsan. - Le 807^e escadron de ravitaillement de l'armée de l'air américaine, déployé depuis le 6 février sur la base aérienne de Mont-de-Marsan (Landes) avec une dizaine de KC-135 pour ravitailler en vol les bombardiers B-52 pendant la guerre du Golfe, a entamé, mardi 9 avril, son départ de France. Le mouvement des avions et de l'ensemble du personnel, soit deux cents aviateurs, navigants et mécaniciens, prendra une semaine, selon des sources militaires françaises.

Incité les gens à se soulever. Ils sont entièrement responsables de ce désastre, explique un prêtre catholique qui œuvre pour défendre les droits des 3 000 chrétiens exilés avec les Kurdes. Nous ne voulons pas suivre, mais nous avons eu peur. J'étais en train de célébrer la messe : les gens se sont levés un par un et ont dit dix personnes. J'ai été le dernier à fuir.

« Où sont les secours ? »

Parmi les réfugiés, nombreux sont ceux qui ont un bon niveau d'éducation et parlent un anglais ou un français presque parfait. La quasi-totalité de la population du nord de l'Irak s'est déplacée, et aucune classe sociale ne semble avoir été épargnée. Nous évoquons sa maison à deux étages, son mobilier qu'il ne retrouvera jamais ; d'autres ont quitté leur domicile en voiture mais ont dû l'abandonner lorsqu'ils sont arrivés au pied des montagnes.

Tous affirment qu'ils ne retourneront probablement pas en Irak, mais pas tant que Saddam Hussein sera au pouvoir. Mais ne sachant pas ce que l'avenir leur réserve, ils refusent de donner leur nom pour éviter d'éventuelles représailles. Ils conservent l'espoir que les pays occidentaux finiront par percevoir leur détresse et qu'ils obtiendront le droit d'asile.

« Où est l'aide humanitaire internationale ? » s'étonne un jeune réfugié de vingt-cinq ans. Il sort une radio de sa poche : « Chaque jour, nous entendons qu'un avion français est arrivé, qu'un avion anglais est arrivé. Où sont les secours ? Quelques instants après, des avions de guerre apparaissent dans le ciel, soulevant un vent de panique. Mais, rapidement, la foule se rend compte que les chasseurs sont américains. Ils sont suivis de trois avions-cargos qui parachutent plusieurs ballots de nourriture et d'équipements au-dessus du camp. Les secours sont bienvenus. Mais la joie est de courte durée : pour eux, qui ont tout quitté, tout perdu, cette aide est insuffisante et elle arrive beaucoup trop tard.

NICOLE POPE

EUROPE

URSS : après les trois Républiques baltes

La Géorgie proclame à son tour son indépendance

Fort de l'approbation massive des Géorgiens, qui avaient voté à plus de 90 % pour l'indépendance lors du référendum du 30 mars (le Monde du 2 avril), le Parlement de Tbilissi a adopté, à l'unanimité, mardi 9 avril, une déclaration « proclamant l'indépendance ». La Géorgie devient ainsi la quatrième République de l'Union soviétique à s'engager sur le chemin de la sécession.

« Par cette initiative, la Géorgie a suivi l'exemple des Républiques baltes qui recherchent la sécession de l'Union soviétique », a déclaré l'agence officielle Tass. Elle a ajouté que le Soviet suprême de cette République multiethnique de 5,3 millions d'habitants, coincée entre le Caucase et la mer Noire, s'était basé sur la déclaration d'indépendance adoptée par la Géorgie le 26 mai 1918, qui lui accordait le droit d'autodétermination.

Le président géorgien Zviad Gamsakhurdia, qui a demandé aux députés d'adopter la déclaration le jour anniversaire de la mort de dix-neuf manifestants, tués par les troupes soviétiques le 9 avril 1989 à Tbilissi, a accusé Moscou d'avoir massé 1 500 soldats en Ossétie du Sud, une région de la République en proie à de violents affrontements ethniques.

Selon Tass, cinquante personnes, au moins, ont été tuées au cours des derniers mois. La Géorgie a annulé récemment le statut de région autonome de l'Ossétie du Sud, qui compte 125 000 habitants pour la plupart des musulmans fidèles à Moscou. Dimanche, M. Gamsakhurdia avait menacé le président Mikhaïl Gorbatchev de lancer un appel à la grève générale si les troupes soviétiques n'étaient pas évacuées.

La République, qui compte, en

plus de l'Ossétie du Sud, deux Républiques autonomes - l'Abkhazie au sud et l'Abkhazie à l'ouest, - avait proclamé son indépendance peu avant la fin de la première guerre mondiale avant d'être absorbée par l'Union soviétique près de trois années plus tard. Elle avait été intégrée à l'Union par le traité de 1924.

Le référendum organisé le 31 mars sur l'indépendance par la Géorgie, approuvé à plus de 90 % par ses habitants, se basait également sur la déclaration d'indépendance de 1918. La Géorgie faisait partie des six Républiques qui avaient refusé de prendre part au référendum organisé par le président soviétique sur l'état de l'Union. Mais l'Ossétie du Sud, fidèle à Moscou, et l'Abkhazie avaient refusé de participer au référendum sur l'indépendance, préférant voter le 17 mars pour le maintien dans l'Union soviétique.

Si l'impact de la déclaration d'indépendance adoptée mardi lors d'une session spéciale pourrait être dans l'immédiat que symbolique - le pouvoir central ne devrait pas la reconnaître - quelques mesures concrètes pourraient prendre effet, telles que la création d'une monnaie. Le président Gamsakhurdia a déjà commencé à mettre en place une armée géorgienne et appelé à l'accélération de la transition vers une économie de marché.

Le mouvement indépendantiste géorgien avait été renforcé par l'intervention soviétique du 19 avril 1989. Les députés géorgiens avaient déclaré en novembre dernier que la République entrerait dans une phase de transition vers une « indépendance totale », sans préciser la durée de cette phase de transition.

Dans un rapport sur la crise économique

M. Gorbatchev propose d'interdire les grèves

Le président Mikhaïl Gorbatchev a dressé, mardi 9 avril, devant le conseil de la Fédération un tableau catastrophique de la situation économique en URSS, avant de demander des pouvoirs spéciaux pour y remédier, notamment pour interdire les grèves et les manifestations pendant les heures de travail.

« La chute de la production affecte presque tous les domaines, le revenu national a baissé de 12 % au premier trimestre 1991 par rapport à la même période l'an dernier. Les finances du pays sont en désordre, le pouvoir d'achat du rouble baisse, le marché de la consommation est désorganisé, les relations économiques normales sont remplacées par le troc, l'espace économique autrefois uni est morcelé, affirme le rapport présenté par le chef de l'Etat soviétique. Nous risquons l'effondrement économique, avec toutes les conséquences que cela impliquerait pour le peuple et pour la défense de l'Etat ».

Selon ce rapport, rendu public par l'agence Tass, M. Gorbatchev a présenté ensuite un plan « pour sortir l'économie de la crise », qui propose une série de mesures dans un délai d'un an, parmi lesquelles l'interdiction des grèves et la mise hors la loi « de toutes les formes de rassemblements sociaux et politiques pendant les heures de travail ».

La réorganisation de l'agriculture est longuement évoquée, dans la mesure où « l'approvisionnement du pays est une priorité ».

Le rapport suggère d'accorder aux fournisseurs le droit d'appliquer des « prix négociés » (entre les entreprises et l'Etat) à une partie de leur production ; les mots de « propriété privée » n'y apparaissent cependant pas. Il y est aussi proposé d'instaurer un régime centralisé de distribution des céréales et de « toutes sortes de ressources alimentaires », ainsi que d'utiliser l'armée pour les récoltes ou le contrôle des transports.

Le plan « anti-crise » prévoit également une accélération de la déstatisation, en priorité dans les secteurs des services, du commerce et de la restauration collective. Le plan doit être soumis la semaine prochaine au Soviet suprême.

Dans un entretien accordé au quotidien espagnol El País, le président de la république fédérale du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaev, déclare que « 1991 pourrait bien être la dernière année de M. Gorbatchev ». « Cela dépend de lui. S'il prend un tournant radical, s'il commence à prendre les choses en main, s'il propose un programme intéressant susceptible d'être accepté par la population, alors il peut [conserver le pouvoir]. Cette année est sa dernière chance », ajoute le dirigeant kazakh. - (AFP, Reuter, Tass.)

Les organisations humanitaires ont plus besoin d'argent que de dons en nature

Le gouvernement français a immédiatement réagi à la tragédie kurde en envoyant son secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, à la rencontre des réfugiés. Depuis quelques jours, la cellule d'urgence installée au Quai d'Orsay reçoit plus d'un millier d'appels par jour de responsables d'associations et surtout de particuliers cherchant à se rendre utiles.

La réponse à ces appels est la même que celle formulée par les associations qui ont déjà mis en place un réseau d'aide aux Kurdes : « N'envoyez surtout pas d'aide en nature mais plutôt des dons en argent ». Les raisons avancées sont nombreuses. « Les entrepôts sont déjà pleins de vêtements et de boîtes de conserve, et nous avons des difficultés de stockage », explique-t-on à France-Liberté, la fondation de M^{me} Danielle Mitterrand, et à la Croix-Rouge française. « Le transport par Paris est difficile et coûteux », souligne-t-on au Secours populaire français. Enfin, des dons en nature mobilisent beaucoup de monde pour le tri, l'emballage et l'envoi, et ne correspondent pas forcément aux besoins des réfugiés.

Difficultés d'acheminement

Dans la mesure du possible, les associations préfèrent acheter sur place les denrées alimentaires et les vêtements. Les avions affrétés par Médecins du monde (MDM) ou Médecins sans frontières (MSF) transportent essentiellement des médicaments, des équipements de secours et des produits difficiles à trouver sur place.

Les associations humanitaires rencontrent de nombreuses difficultés liées à la dispersion des réfugiés sur de vastes zones. Si, comme le soulignent les représentants de MSF, il est aisé de travailler avec l'Iran, qui a montré lors du tremblement de terre de juin 1990 une parfaite organisation et une maîtrise de ses équipes de secours, les réticences de la Turquie à ouvrir sa frontière aux réfugiés et à laisser les organisations pénétrer dans les zones frontalières, rendent l'acheminement de l'aide plus difficile.

De même, les incursions en Irak s'effectuent sous la menace des bombardements de l'armée irakienne. Or l'efficacité des secours dépend dans une large mesure de la rapidité et de la coordination à l'arrivée, les associations françaises et le gouvernement n'étant évidemment pas les seuls à apporter leur soutien aux Kurdes. Bien rodé à ce genre d'aide d'urgence, MSF - qui possède un réseau européen - répartit ses missions entre des équipes venues de France, de Hollande et de Belgique, chacune intervenant dans une zone précise. La communauté européenne a attribué des fonds à MSF, MDM, au Secours populaire et à Pharmaciens sans frontières.

CHRISTIANE CHOMBEAU

« Avancez ! Avancez ! »

Suite de la première page

« Je suis venu trois fois pour chercher de la nourriture pour mes neuf enfants, explique un instituteur de Dohouk. A chaque fois je suis reparti les mains vides. Nous ne sommes pas habitués à nous battre pour manger, seuls les plus forts gagnent. » Les femmes, les petites filles, munies d'ustensiles de cuisine rudimentaires, recueillent l'eau sale du ruisseau.

Les soldats veillent. Leur fonction est d'empêcher les Kurdes de pénétrer plus avant sur le territoire turc et ils semblent l'exécuter avec un zèle tout particulier. « Je voudrais aller au village pour acheter du pain, mais à chaque fois les soldats me refusent », se plaint un réfugié. Dix jours après le début de l'exode, les nouveaux arrivants vivent dans des conditions presque inchangées.

Cloaques de bone

L'aide internationale n'est pas encore arrivée et les équipements réunis localement ne sont pas suffisants, malgré l'enthousiasme touchant des Kurdes locaux qui veulent aider leurs cousins. Seuls, quelques dizaines de réfugiés chanceux ont une tente pour s'abriter. La plupart n'ont que des bâches de fortune, 5 mètres de plastique pour une famille de dix personnes - et nombreux sont ceux qui campent à la belle étoile autour des feux qui s'allument au flanc des montagnes dès la tombée de la nuit.

C'est du froid que les réfugiés se plaignent le plus ; la pluie est tombée à plusieurs reprises au cours des dix derniers jours, transformant le site où ils sont installés en un cloaque de boue collante qui recouvre corps et vêtements. Ils passent de longues nuits sans sommeil, grelottant sous des couvertures trempées et des vêtements mouillés en permanence. Mardi, un jeune homme a perdu une jambe lors de l'explosion d'une mine alors qu'il ramassait des branches pour un feu.

Un camion arrive, chargé de pain. Les réfugiés se précipitent, mais despôt éclate les soldats tirent : un mort, un blessé. A la boulangerie de Çukurca, plusieurs réfugiés qui ont réussi à franchir la dizaine de barrières militaires sans être détectés se battent pour acheter du pain. La faim, le désespoir, rendent les trop rares distributions de plus en plus difficiles. Dans la modeste, de nombreuses mèches tombent au sol et sont piétinées par la foule. A chaque arrivée de camion, les soldats doivent tirer en l'air pour éviter une émeute.

« Laissons Saddam nous pendre plutôt que de mourir ici à petit feu », déclare tristement Boutros, un chrétien de Dohouk. « Nous avons marché pendant sept jours et nous dormons ici sans abri depuis quatre jours », se plaint Nouri, un professeur kurde. « Je veux bien mourir, mais je ne veux pas voir mourir mes enfants devant moi », s'inquiète Ahmed, qui n'a pu pro-

curer à sa famille que quelques biscuits au cours des deux derniers jours.

Les enfants sont partout dans le camp, pieds nus, sales. Ceux qui paraissent en relative bonne santé pataugent dans des flaques d'eau polluée utilisée pour la toilette, la lessive et la consommation personnelle. D'autres, souffrant de malnutrition ou de diarrhée, gémissent en sourdine, trop faibles pour crier.

Au dispensaire de Çukurca, les malades ne cessent d'affluer. Une vieille femme roulée en boule dans une couverture est portée par quatre jeunes gens. Une autre attend, silencieuse, couchée par terre à côté d'une jeune mère atteinte de dysenterie avec vomissements, que les médecins tentent de réhydrater par perfusion. Frissonnante sous une mince couverture, presque inconsciente, elle émet des plaintes de douleur continuels sous le regard anxieux de ses deux jeunes fils qui lui caressent tendrement le visage. Un jeune pehlerga (coiffeur kurde) en uniforme traditionnel se fait traiter pour une blessure au bras, causée, affirme-t-il, par un soldat turc lors d'une distribution de nourriture.

Trois mille chrétiens exilés

Les réfugiés se plaignent amèrement de l'absence d'aide internationale ainsi que de la brutalité des soldats turcs. De la Turquie, ils n'espèrent pas grand-chose, mais des alliés, des Américains, ils attendaient un soutien qui leur a fait défaut au moment crucial. Leur ressentiment est intense. « Tout ça, c'est la faute de George Bush : nous sommes un jeu de cartes. Les politiciens jouent sans se préoccuper de nous », constatait une grand-mère de soixante ans, vêtue à la manière kurde d'une robe colorée.

« L'opinion est au courant de notre tragédie : les politiciens ne font rien », renchérit l'un des nombreux instituteurs logés dans le camp. « Ce sont les alliés qui ont

BENNETON

Graveur-Héraldiste

Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage

Chevalières gravées

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél : (1) 43.87.57.39

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs

Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs

FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66

B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07

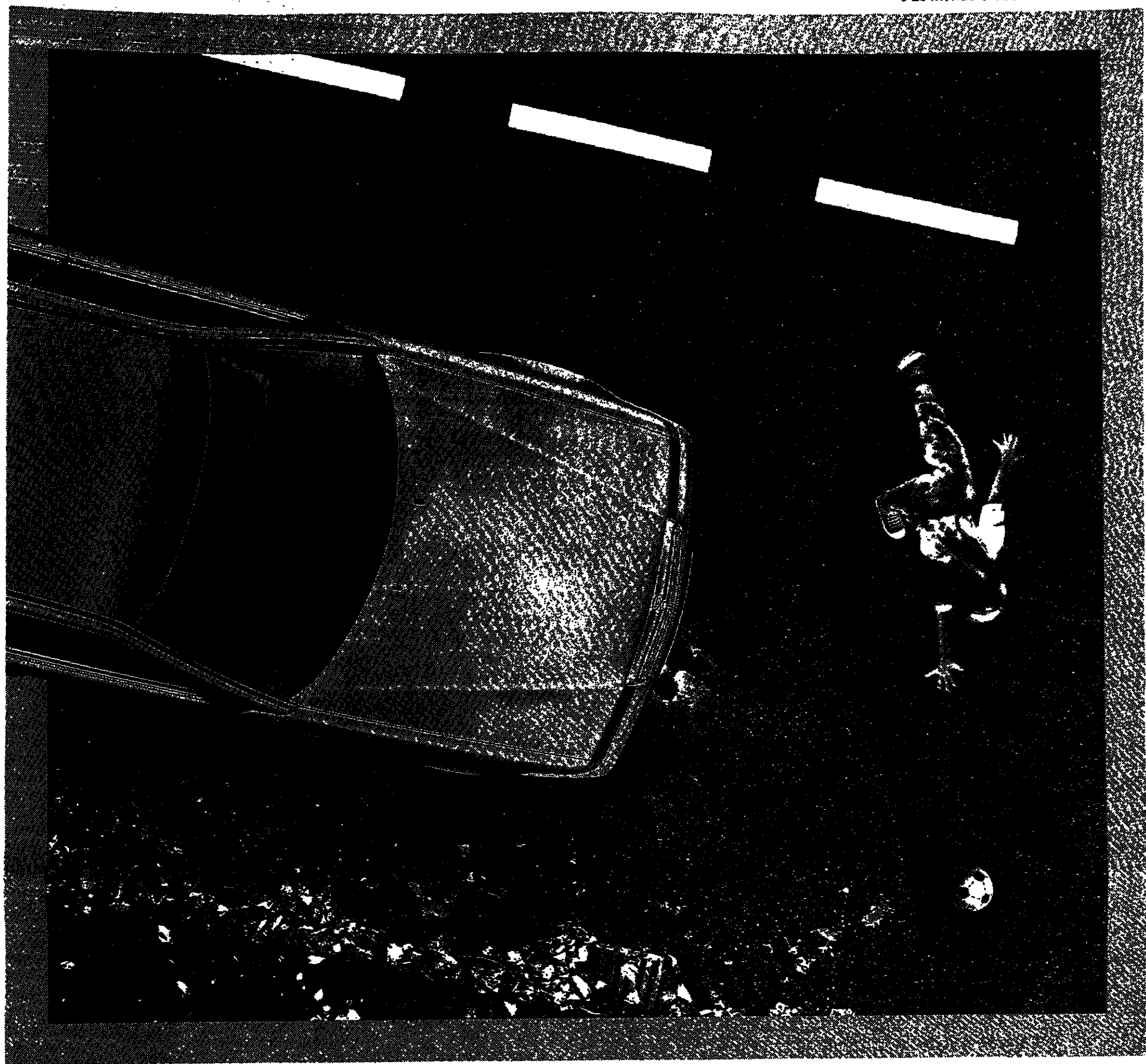
Siege social : Institut britannique de Paris

Après une longue enquête
Roland Jacquard
ouvre
les dossiers secrets
de la guerre du Golfe.

Un livre choc plein
de révélations,
un document
indispensable pour
comprendre.

Prix : 120 F

Edition n° 1 / Editions Gérard de Villiers



Notre avance vous
permet de stopper net.

Ici, pouvoir freiner à mort signifie préserver la vie. Ce qui implique des freins efficaces. Et c'est là que Du Pont de Nemours intervient. Car, si nous ne sommes pas constructeur automobile, nos produits contribuent à la réalisation des modèles les plus sûrs. Avec notamment l'invention d'une fibre cinq fois plus résistante que l'acier*: le KEVLAR®. Un matériau qui

entre dans la composition des garnitures de freins
parmi les plus fiables du marché.

Mais, Du Pont de Nemours participe aussi à l'élaboration des circuits électriques, des réservoirs de liquide de frein, des capteurs ABS, des circuits hydrauliques et des flexibles.

Et il ne s'agit là que du domaine du freinage !

Du Pont et votre voiture

Beaucoup de chemin a été parcouru depuis notre première collaboration avec Henry Ford sur son fameux modèle T.

Depuis quelques années, avec l'arrivée des matériaux modernes, les petites cylindrées n'ont plus rien à envier aux berlines de luxe. Aujourd'hui, en effet, grâce à l'apport technique des fibres, des

polymères et de l'électronique développés par Du Pont de Nemours, la voiture n'est plus seulement synonyme de liberté mais aussi de confort, de sécurité et de fiabilité.

Et une amélioration en entraînant une autre, la contribution de Du Pont de Nemours au progrès automobile se concrétise de façon multiple : des pare-

chocs à haute résistance, des peintures moins agressives pour l'environnement, un démarrage sans problème chaque matin... et mieux encore : le pouvoir de stopper net.

Pour plus d'informations, contacter
Du Pont de Nemours (France) S.A.:
137 rue de l'Université, 75334 Paris
Cedex 07 - Tél.: (1) 45.50.63.81.

* Pour un point égal - ** Marque déposée de Du Pont de Nemours

De meilleurs produits pour une vie meilleure.



هكذا في الأصل

EUROPE

ITALIE : 200 000 candidats pour 960 places dans la police

La ruée sur la casquette à galons dorés

ROME

de notre correspondant

Qu'est-ce qui pousse, en 1991, deux 200 000 jeunes, dont 80 000 filles épanouies et souvent belles, à vouloir entrer dans la police ? Au ministère de l'intérieur, à Rome, on ne sait trop comment expliquer cette ruée sans précédent sur la casquette à galons dorés. Il n'y a pas eu de campagne de publicité, pas d'affiches, rien. Rien que la discrète annonce dans le *Journal officiel* de l'ouverture, à partir du 8 avril, d'un concours national pour le recrutement de 960 gardiens de la paix.

Et ils sont venus à 200 000 ! 197 416 exactement, soit 200 candidats par place, alors qu'en France, malgré les bonnes vieilles affiches sur « le métier d'avenir » qui ornent tous les commissariats, il y a rarement plus de dix postulants pour chaque poste. Il y a trois ans, précédant record d'affluence, 120 000 aspirants s'étaient présentés pour 3 500 uniformes à

distribuer. Comment expliquer ce raz de marée ? Le chômage, sans doute.

Plus des trois quarts des candidats viennent du Grand Sud, où le chômage atteint 20 à 25 % contre 8 à 9 % dans le nord de la péninsule. Mais une bonne proportion de ceux qui faisaient le pied de grue lundi devant le centre d'inscription, via Aurelia à Rome, ont déjà un emploi, et pour certains il s'agit là de la deuxième ou troisième tentative pour endosser l'uniforme gris-bleu.

Rachetiers

Alors ? La sécurité de l'emploi ? Le salaire ? Les traitements des 95 000 shimi (flics) italiens ont augmenté ces dernières années, certes. La polizia statale comme d'ailleurs les carabinieri (110 000 hommes) ou la guardia di finanza (80 000 hommes) offrent de nombreux avantages en nature : des réfectoires gratuits, des aides au logement, etc. Pourtant, un jeune policier gagne moins de

7 500 francs par mois, pas plus qu'un employé de banque.

Alors ? Le caractère enfantin du test d'entrée a-t-il pu attirer les cancras avérés ? Il est sûr que les 80 questions de culture générale soumises pendant quarante-cinq minutes aux aspirants, avec un choix de quatre réponses, ne présentent pas de difficultés insurmontables. D'autant moins qu'une bonne moitié des postulants affirment avoir réussi leur baccalauréat.

Finalement, pour M. Sabbatino Marchionni, directeur des concours au ministère de l'intérieur, il n'y a pas de mystère : c'est à la fois « l'amélioration de l'image de la police, la délimitation du corps et l'ouverture aux femmes » — elles représentent aujourd'hui 10 % de la police — qui ont fait le succès sans précédent de la session 1991. Accessoirement, les heureux élus seront quand même chargés du maintien de l'ordre dans un pays qui détiend le ruban bleu de la criminalité organisée.

PATRICE CLAUDE

PAYS-BAS

La bataille de Hendrik et Janny pour deux petites îles

AMSTERDAM

de notre correspondant

Trois cents hectares pour l'une, neuf cents pour l'autre. Battues par les vents de la mer du Nord, plantées à l'embouchure de l'Esse occidentale au nord-est des Pays-Bas, les îles Rottumerog et Rottumerplaat n'accueillent d'ordinaire que des phoques et des oiseaux marins. Mais, depuis le vendredi 29 mars, deux êtres humains tiennent compagnie aux animaux : ils rehaussent une dune, débroussaillent une « plage » et dressent un inventaire de la faune et de la flore.

Hendrik Toxopeus et sa femme Janny sont en infraction. Et ils s'en réjouissent. Occupant légalement la seule bâtisse existant sur Rottumerog, ils protestent contre la suppression de l'entretien des îles, condamnées à un engorgement certes lointain (plusieurs décennies) mais irrémédiable. La nouvelle annoncée de Rottumerog ne peut qu'affecter

Hendrik. Il est né en 1944 dans cette île.

Son père, à la suite de son grand-père, en était le préposé aux épaves, mais lorsqu'il prit sa retraite, en 1985, la fonction fut supprimée et les îles désertées par la seule famille les ayant jamais habitées. Depuis vingt-six ans, des fonctionnaires de l'administration des eaux effectuent des missions de remise en état sur ce qui est devenu une double réserve naturelle.

La lutte séculaire livrée à l'eau

C'est au nom du développement écologique des îles que plusieurs services des ministères des eaux et de l'agriculture proposent de ne plus les entretenir et d'y laisser la nature faire son œuvre, quitte à accepter que la mer, le moment venu, reprenne possession de ces lieux.

Mais c'est aussi en cela que l'action des Toxopeus a une por-

tée symbolique, qui n'échappe à aucun Néerlandais. Pour la première fois, leur pays jetterait l'éponge dans la lutte séculaire qu'ils livrent à l'eau. Les Pays-Bas investissent encore chaque année plusieurs dizaines de millions de francs dans le rehaussement des digues ou l'ensablement de leur ligne côtière grignotée par chaque marée. Un « salaire de la peur » élevé en temps de disette budgétaire. Aussi les Toxopeus sont-ils prêts à suppléer l'Etat en organisant l'entretien bénévole de Rottumerog et de Rottumerplaat.

Emue, comme la plupart de ses compatriotes, par la volonté du couple, le ministre des eaux, M. Harja May-Weggen, lui a téléphoné en fin de semaine. Loin d'enjoindre les Toxopeus de quitter les lieux, ce qu'ils feront spontanément vendredi prochain, elle a promis de les consulter avant de prendre une décision définitive, à la fin de l'année.

CHRISTIAN CHARTIER

EN BREF

■ ÉTATS-UNIS : l'espagnol seule langue officielle à Porto-Rico. — Le gouverneur de Porto-Rico, M. Rafael Hernandez Colon, a promulgué, vendredi 5 avril, une loi faisant de l'espagnol la seule langue officielle de l'île. Cette mesure annule une loi datant de 1902 établissant l'anglais et l'espagnol comme langues officielles. Certains estiment que cette loi vise surtout à empêcher que Porto-Rico ne devienne le cinquante et unième Etat de l'Union. Un référendum devait être organisé cette année, pour permettre aux Porto-Ricains de choisir entre le maintien du *statu quo*. L'île restant territoire américain, sa transformation en Etat de l'Union, ou encore son accès à l'indépendance. Après la décision du gouverneur, le texte risque d'être bloqué au Sénat de Washington. — (APF)

■ Fermeture ou réduction de trente bases militaires. — Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, va recommander la fermeture ou la réduction de plus de trente bases militaires importantes aux États-Unis. Il doit tenir, jeudi 11 avril, une conférence de presse au Pentagone pour annoncer ces mesures. Selon les prévisions, les effectifs de l'armée américaine (deux millions d'hommes actuellement) devraient être réduits de 400 000 hommes au cours des cinq prochaines années, en application d'un programme de réduction des coûts de la défense. — (Reuters)

■ HAÏTI : M. Jacques Vergès contre M. Jean-Claude Duvalier. — Le gouvernement haïtien a choisi l'avocat français, M. Jacques Vergès, pour engager des poursuites contre l'ancien président Jean-Claude Duvalier, exilé en France, afin de récupérer des fonds détournés sous la dictature, a annoncé mardi 9 avril, à Port-au-Prince, le ministre haïtien de la justice, M. Bayard Vincent. — (AFP)

■ ALLEMAGNE : contacts entre la Stasi et la RAF après 1985. — La Stasi (l'ancienne sécurité d'Etat allemande) a entretenu des contacts avec le groupe terroriste Fraction armée rouge (RAF) dans la seconde moitié des années 1980, période pendant laquelle la RAF a relancé ses attentats meurtriers, a indiqué, mardi 9 avril, le gouvernement allemand. Les autorités confirment ainsi une information de la télévision allemande ARD, selon laquelle des « rencontres régulières » se sont poursuivies entre la Stasi et les militants de la RAF dans des appartements de Berlin-Est après 1985. Cette précision provient des dépositions jusqu'ici non publiées de l'ancien terroriste repent de la RAF, Werner Lotze, qui purge actuellement une peine de prison. Le parquet fédéral avait déjà révélé, fin mars, que la Stasi avait aidé la RAF à commettre des attentats anti-américains en Allemagne au début des années 1980. — (AFP)

■ IRLANDE DU NORD : assassinat d'un protestant. — Un protestant a été abattu, mardi soir 9 avril, à Coagh, un village situé à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Belfast. Les enquêteurs n'excluent pas un acte de représailles après l'assassinat de quatre catholiques par des protestants, il y a un mois. — (Reuters)

Arrivé dans les fourgons de l'armée américaine, il y a quinze mois, le président du Panama, M. Guillermo Endara, est de plus en plus contesté par ses compatriotes, qui lui reprochent son incompétence, et par ses alliés politiques, avec qui il vient de rompre.

SAN-JOSÉ

de notre correspondant en Amérique centrale

La coalition au pouvoir depuis l'intervention militaire des États-Unis au Panama, en décembre 1989, a éclaté, lundi 8 avril, à la suite de la décision du président Guillermo Endara de limoger les cinq ministres démocrates-chrétiens du gouvernement. Le départ le plus lourd de sens sur le plan

politique est celui du vice-président de la République, M. Ricardo Arias, également chef du Parti démocratique-chrétien. Il est remplacé au ministère de l'intérieur et de la justice par un proche de M. Endara, M. Juan Chevalier, jusqu'alors chargé du commerce.

« Le président Endara, nous a déclaré M. Arias, vient de commettre une très grave erreur en mettant fin à une alliance historique qui avait permis d'instaurer la démocratie et restait indispensable pour mener à bien la reconstruction du pays. Il rompt ainsi l'engagement pris lors des élections de mai 1989 largement remportées par la coalition d'opposition et annulées à l'époque par le régime du général Noriega, ce qui constitue une trahison à l'égard de l'opinion publique ».

La crise s'est dénouée après plusieurs semaines d'affrontements entre les partisans du chef de l'Etat et les démocrates-chrétiens, principale composante de la coalition au pouvoir, avec vingt-huit députés

sur soixante-sept à l'Assemblée législative. Les relations ont toujours été difficiles entre les deux alliés mais elles sont devenues franchement tumultueuses à la suite du mariage de M. Endara, cinquante-quatre ans, avec une étudiante de vingt-quatre ans, Ana Mae Diaz, qu'on soupçonne de vouloir devenir une nouvelle Eva Peron.

L'incident le plus grave est survenu le 20 mars, lorsque M. Endara a dénoncé sur les ondes d'une radio locale un « complot » des démocrates-chrétiens contre son mari. Celui-ci renchérit quelques jours plus tard en laissant entendre que ses alliés politiques espionnaient les conversations téléphoniques de l'opposition et celles de nombreux fonctionnaires démocrates chrétiens.

Des révélations sur les liens entre le cabinet d'avocats de M. Endara et des compagnies spécialisées dans le blanchiment de milliards de dollars sont arrivées à point nommé pour alimenter la controverse, d'autant qu'elles venaient de la DEA américaine, l'organisme chargé de la lutte contre les stupéfiants.

Les activités douteuses du président

Ea fait, comme beaucoup de ses compatriotes, le président de la République a fait fortune en offrant ses services pour la constitution de sociétés écrans et en participant aux conseils d'administration de plusieurs banques.

Selon la législation locale, ce genre d'activités est tout à fait légal, mais cela ne contribue pas, évidemment, à améliorer l'image d'un président dont la bonhomie

ne suffit plus à cacher ce que beaucoup de Panaméens appellent « son incompétence ».

Quinze mois après la chute du général Noriega, provoquée par l'intervention militaire des États-Unis, et dont le procès pour trafic de drogue doit s'ouvrir en Floride le 24 juin, la situation économique du pays reste toujours aussi difficile, d'autant plus que l'aide promise par Washington, tardée, arrive.

La signature, dans les prochains jours, d'un « traité d'assistance mutuelle judiciaire » pour permettre aux États-Unis, dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants, d'avoir accès à certaines informations sur les mouvements financiers dans les banques installées au Panama « devrait permettre de dé geler 34 millions de dollars, soit 20 % de l'aide américaine », souligne M. Arias, qui estime que cet accord, « calqué sur le traité signé par Washington avec les Bahamas, respecte la souveraineté du Panama ».

Le vice-président de la République est également satisfait d'avoir réussi à transformer l'ancienne armée au service de la dictature en une police au service de la démocratie. « Sur ce plan, dit-il, j'ai pu compter sur l'appui du président Endara ».

La désignation d'un antimilitariste connu, M. Gonzalo Menéndez, à la tête de la Force publique (police), au remplacement de M. Ibrahim Asvat, confirme la volonté du nouveau gouvernement de poursuivre la politique de M. Arias et d'abolir l'armée, comme l'a fait le Costa-Rica voisin après la révolution de 1948.

Le chef de la démocratie chrétienne n'a pas obtenu, en revanche, la collaboration du chef de l'Etat dans le secteur judiciaire, où le maintien d'un procureur général très contesté, M. Rogelio Cruz, a empêché le progrès des enquêtes en cours sur une centaine de dirigeants de l'ancien régime impliqués dans des affaires de corruption et d'abus de pouvoir, y compris des assassinats. « Il n'y a pas encore eu un seul procès », déplore M. Arias.

Malgré de profonds désaccords avec son ancien allié — il regrette en particulier la précipitation dans la réduction des services sociaux, « même s'il faut, reconnaît-il, réduire le déficit de la Sécurité sociale », — le dirigeant démocrate chrétien estime que « M. Endara doit aller jusqu'au bout de son mandat constitutionnel, en 1994 ».

Il déplore cependant que le président soit désormais condamné à gouverner avec l'appui des anciens partisans du général Noriega, représentés au Parlement par le petit groupe de députés du Parti révolutionnaire démocratique.

BERTRAND DE LA GRANGE

AMÉRIQUES

PANAMA : après quinze mois de pouvoir

La coalition anti-Noriega éclate

L'influence des Eglises protestantes en Amérique latine
Sectes en tout genre au Brésil

La progression des Eglises évangélistes inquiète la hiérarchie catholique en Amérique latine (*le Monde* des 9 et 10 avril). Leur influence a été notable au Pérou, lors de la dernière élection présidentielle. Au Guatemala, c'est un protestant qui est devenu, il y a trois mois, chef de l'Etat. Au Brésil, les sectes en tout genre se multiplient. Elles regroupent déjà le dixième de la population.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Dans un Brésil considéré comme l'un des plus grands pays catholiques du monde, l'Eglise catholique souffre d'une certaine désaffection, qui s'ajoute aux tensions opposant toujours les adeptes de la théologie de la libération et les membres conservateurs du clergé. Dans sa huitième encyclique, Jean-Paul II soulignait en janvier dernier la nécessité d'actions missionnaires « plus actives », notamment en Amérique latine, en raison de « l'expansion des sectes, qui constituent une menace pour l'Eglise ».

Principal motif de cette inquiétude : les sectes brésiliennes — protestantes et autres — qui regroupent un peu moins de 10 % de la population, un chiffre en constante augmentation depuis une vingtaine d'années. Douze millions de fidèles environ — quarante millions selon les intéressés — se pressent dans des « temples » : Congrégation du Christ du Brésil, Dieu est amour, Eglise universelle du règne de Dieu, de la Nouvelle Vie... Ils ont pignon sur rue, dans les grandes villes où se trouvent des immeubles souvent luxueux, et en

province dans de simples hangars ou de petits bâtiments.

Outre les sectes, il y a les cultes traditionnels hérités d'Afrique, canabombé et umbanda, et aussi les adventistes, mormons, Témoins de Jéhovah... Pour le Père Jesus Hortal, directeur du département de théologie à l'Université catholique (PUC), « trois facteurs expliquent la croissance de ces sectes : la profonde religiosité des Brésiliens, l'absence d'identité confessionnelle, et le déclin de l'Eglise catholique ». Grand connaisseur de ces mouvements, il explique qu'ils « ne peuvent que croître dans les années à venir », car, dit-il en paraphrasant le discours de saint Paul aux Athéniens, « les Brésiliens sont trop religieux, et ils sont attirés dans leur quête par les exigences des moins difficiles à supporter ».

Accompagnement des populations

Un sondage, réalisé par Gallup en 1990 pour le Centre Jean-XXIII (IBRADES), illustre ce propos : 89,7 % des Brésiliens qui se disent « sans religion » croient en Dieu, et 44 % d'entre eux ne doutent pas de l'existence de l'Enfer. Une raison plus historique est aussi avancée par le Père Hortal : « L'Eglise catholique n'a pas, au Brésil, accompagné les mouvements de population. Pas plus au moment de l'ouverture de la route du café au XIX^e siècle qu'aujourd'hui parmi les pauvres des favelas, ou aux côtés de la bourgeoisie dans les quartiers résidentiels de la périphérie des grandes cités ».

Les sectes protestantes, qui connaissent de loin la progression la plus rapide, se développent donc à-tout-va. En connaissant parfois un déclin aussi rapide que leur ascension : l'Eglise de la Nouvelle Vie, qui tenait le haut du pavé il y a

quelque temps, est aujourd'hui divisée et en perte de vitesse. Mais d'autres l'ont remplacée. Leurs pasteurs sont riches, certains possèdent même une véritable fortune, et ne s'en cachent pas.

« Grand-messe » au Maracana

L'Eglise universelle a connu, parmi les sectes, la plus forte croissance de ces dernières années. Depuis quatre ans, elle a rempli à six reprises le stade du Maracana (1), à Rio-de-Janeiro, pour une « grand-messe » suivie d'une quête non moins importante. En novembre dernier, elle y aurait reçu 60 millions de croisés (1,2 million de francs environ), même si elle affirme officiellement n'avoir recueilli que le dixième de cette somme. Son fondateur et chef suprême, Edir Macedo, défend de toute manière une théorie originale qui le met à l'abri des tracasseries financières : « Jésus n'était pas pauvre. Il disait : Je suis le Seigneur des Seigneurs, le Roi des Rois. Un roi n'est jamais pauvre », expliquait-il, lors d'une entrevue réalisée à cette époque par la revue *Vôga*.

Les pasteurs participent à des émissions de radio ou de télévision régulières quand ils ne possèdent pas leurs propres moyens de diffusion. La chaîne Record appartient ainsi à l'Eglise universelle, qui a déboursé la modique somme de 45 millions de dollars (225 millions de francs) pour s'en rendre propriétaire, il y a deux ans. Cette aïeuse se traduit partout : « Ils ont des moyens considérables, dit ce Jésuite qui travaille dans plusieurs favelas de Rio-de-Janeiro, et ils occupent le terrain alors que nous continuons, nous, à travailler avec nos faibles ressources pastorales ».

Principale source de cette richesse, les dons des fidèles, qui, en plus des offrandes exceptionnelles — type stade du Maracana — versent chaque mois à « leur » Eglise le dixième de leurs ressources. Si certaines sectes ont leurs groupes de rock, leurs chanteurs, les fidèles adoptent parfois une attitude très prude : le carnaval de Rio-de-Janeiro est fui comme la peste, tout comme le sont les plages où les tenues légères. Les règles de vie sont cependant souvent les moins contraignantes possibles.

La puissance de ces différentes « assemblées » s'exprime aussi sur le plan politique. Lors de la précédente législature, pas moins de trente-quatre députés revendiquaient leur appartenance à des Eglises évangélistes. Même si cette proportion a diminué de moitié dans l'Assemblée élue en novembre, les Eglises les plus importantes possèdent toujours leurs représentants, et l'Eglise universelle a fait son entrée dans ce cercle.

Pour tenter de lutter contre cette présence, un prêtre catholique de l'Etat de Pernambuco, au nord-est du pays, a décidé de multiplier le nombre d'Eglises dans sa paroisse. Quatre ont été construites en cinq ans, et l'idée du Père Francisco Casiano Pereira « est d'en construire une tous les quatre kilomètres ». La conférence des évêques brésiliens (CNBB) souhaite profiter de la campagne de la Fraternité pour se rapprocher des populations les plus nécessiteuses, et s'opposer à celles que le Père Hortal appelle « les agences de prestation de services religieux ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) Le plus grand stade de football du monde, qui peut accueillir jusqu'à 200 000 spectateurs.

ABADIA Jean-François ABADIE François ABADIE* Antoine ABADIE Adrien ABARNOU Gilbert ABEU Pierre ABRAD Louis ACHARD Marcel AFFORTIT Lucien AGOSTINI Jeanne AGUETTANT Denys ALBERT Joseph
ALBERTINI François ALBERTINI Nicolette ALBERTINI Pierre-François ALESSANDRINI Alexandre ALESSANDRINI Emmanuel ALFONSI Jean-René ALIS Jacques ALLARD Edgard AMBOISE Pierre AMBROGINI Jean-Marc
AMBROSINI Jean-Claude ANDRE Louis ANDRE Claude ANDRE Bernard ANDRE Antoine ANTONINI Jean-Claude ARBEAU Jean-Claude ARGENTI Léon ARJALAS Fernand ARNAUD Adrien ARNAUD Gabriel ARVIN
BEROD Alain ASCHIERI André ASTOUL Pierre AUBERT Raymond AUBIJOUX René AUGUSTIN Jean-Pierre AURY Pierre AUTISSIER Jean-Jacques AUVERT Bernard AYMARD Michel AZAIS Gilbert BAFFAIE Michel
BALACEY Paul-Henry BALDACCIO Dominique BALDY Louis BALOCHE Robert BALSAN Marius BANA Gustave BARBAROT Pierre BAREYRE Marc BARITEAUD André BARNIER Marcel BARRAL Jean BARRAU Laurent BARRE
Lucien BARTHELEMY Jocelyne BARTOU Camille BATAILLE Serge BATTAIS Maurice BATTISTI Paul BAUDIN Jean-Jacques BAUMET Gilbert* BAUMONT Guy BAYLES René BAYLET Jean-Michel* BEAU Eugène BEAU Henri
BEAUVERGER Bernard BEDEL Gaston BEDEL Georges BEHAGUE Michel BELIAH Jean-Claude BELLANGER Joël BELLEVILLE Jean-Pierre BELVEZE Edmond BENOIT Jean-Paul* BENTEJAC Alain BERAUD René-Christian
BERBERIAN Vanick BERGE LAYAL Claude BERGE LEFRANC Pierre BERGER Michel BERGIER René BERUON Daniel BERNAD Christian BERNARD Jean BERNIER Roger BERTHEZEN Alain BERTOUX Guy BERTRAND Roger
BERTRAND Hubert BESSON André BEUCHER Jean-Charles BEUZIT Jean-Jacques BEZIN André BHUR Jacques BIANCHINI Chantal BIENVENU Paul BIER Roland BIET Bernard BIGIE Gilbert BILWEIS Charles BIRR Vincent
BISCARRAT Henri BLADINIÈRE Serge BLANC Marcel BLEIN René BLOCH Colette BOBEE Pierre BODA Didier BOFFY Roger BOGGIANI BOISSIER Jean-François BOISSON Maurice BOISSON André BOLLIER Louis
BONDUEL Stéphane BONUREN André BONNANS Paul BONNEFOND Etienne BONNEL Yves BONNET Alain* BONO Yves BORDES Eric BORIES Elie BORREDON BORREL Robert BOSSU Gérard BOSSUT DENEUX
Jacques BOUCHAMA Saïd BOUCHARD Philippe BOUCHARDEAU Hugues* BOUCHET Christophe BOUDIN Adhémair BOUET Rémi BOUGAIEFF Serge BOUILLARD Gabriel BOURDIL Claude BOURGUIGNON Gérard
BOURQUIN Robert BOURRIER Bertin BOUSQUET Jean-Louis BOUSSIERES Maurice BOUTARIC Georges BOUTTAZ Max BOUVET Marcel BOUYSSOU Gérard BOUZANQUET Régis BOYER André* BRANCA François
BRAUN Théo BRECHETEAU Jean-Joseph BREMAUD Annie BRESSOLES Francis BRESSON Yvan BRET Jean-Paul BRET René BRETAGNOL Michel BRETHENOUX François BRETON Marcel BREUGNOT Pierre BRIERRE Jacques
BRILAND Claude BROSSIER Henri BROTTES Jean BROUCHET Raoul BRUL Denis BRULE Joseph BRUNET Paul BRUNET Etienne BRUNET-LECHENAULT Claudette BUCHE BUCHELET Robert BULOT Michèle BUREAU Jean-
Paul CABANE Jean-Pierre CADAS Jean CADEOT André CADOT Serge CAHOIRS Raymond CAILLERE Marie-Yvonne CALLONI Albert CALVET René CAMBOULIVES Brigitte CAMET-LASSALLE Henri CAMPANA Joseph
CAMPANA Jeanne CANOT Philippe CANTALOUBE Alain CANTAREL Vaillant CAPDENAT Michel CARPENTIER Danièle CARRIERE Jean-Claude CARRIERE Alain CARRIERE Michel CASABIANCA Paul-François CASSAN
Jean CASSOU Jean CASTAGNEDE Henri CASTANG Michel CASTANIER Maurice CATESSON Claude CATHERAS Edmond CATHÉLIN Danièle CAYROL Henri CELARIE Jacques CESARI Jean-Dominique CESARINI-
GRAZIANI Jacqueline CESIN Jean-Daniel CHANTELOT Jean-Louis CHAPON Daniel CHARASSE Gérard CHARBONNEL Jean* CHARLES Bernard* CHARPENTIER Geneviève CHARREAU Jean-François CHAUDERON
Maurice CHAZAL Jean-Claude CHENOT Bernard CHESTELLIERE Joseph CHEVALLIER CHIARELLI Joseph CHIBRET Antoine CHIPPONI Ange CHIRAT Francis CHOPIER Louis CHOTARD CIARENS Jean Claude CLAUZEL
René CLAVEL Bernard CLAVILLIER Louis COBERT Pierre COURET André COGNET Maurice COLLETTE José COLLIN Yvan COLLIN* Emile Jean COLOMBANI Anne-Marie COLONNA Dominique COMBES Monique
COMPERE André CONNET Christian CONSAUVI Viviane CONSEIL Gildas CONTE Jean-Jacques CONTRASTY Gabriel COQUELET Philippe CORCY Daniel CORNIOL Pierre CORTEZ Jacques COSTA Dominique COSTE
Robert COUCHET Francis COUDENNE René COUDROY de LILLE Maylis COUDYSER Philippe COUPEZ COUPIN Jean COURTÉS André COUSTES Paul COVIN Henri CRAMPSCOS Paul CREMASCHI Hugues CRES Max
CRESPIY Pierre CROS Irénée CROUZET Paul CROUZILLAT Henry CURIE Armand
Marie* DAMAY René DANIEL Louis DANTIN Edmée DARY Pierre DARY Michel
DAVID Jean-Pierre DAVOT Rose-Marie DAYMARD René DE BARBARIN Christian
de MOUZON Jean DE NES DEBET Michel DEBONS René DEBOTTE Albert DEBUREAUX Marcel DECK Jean-Pierre DECONINCK Yves DEFONTAINE Jean-Pierre* DEFONTAINE André DEGOUY Michel DEGUINES Antoine
DEKESTER DELPLANQUE DELAUREUX Philippe DELAVALLEE Jacques DELBES
Robert DELORD Martin DELOIRNE Léon DELPECH Hubert DELPEUCH François
DENATTE Louis DENIS Jean DENNEMONT Michel DENOJEAN Bernard DEORESTIS
Jean-Claude DESPAGNET André DESPLOS Gérard DESPONTIS André DESRUÉS Michel DESSOUBRIE Gaston DETHIRE Fernand DEVILLERS Michel DIAZ André DIDIER Emile DIDIER Claude DIESTE Raymond DINGUIRARD
Henri DIOQUE Georges DOCK Jean DOJAT Raymond
Guy DORIN Jean DORLHAC Hélène* DORMACHI
DOUMENC Emile DROMARD Alain DUBINEAU Hervé
Michel DUFOUR Marcel DUFRAT Jean DUJOL Jean-Paul DULOT René DUMAS Gérard DUMAT Jean-Marc DUMAY Roger DUMONTEIL Raymond DUPUIS Daniel DUPUY Paul DURAFOUR Michel* DURAND Henri
DURBEC Guy DURIANI Laurent DUSSAUT Robert DUTARD Francis DUTOYA
EME Michel EMILLI René EPAULE Jacques ERNST Georges ESCALIER Jean ESPAZE
André FABRY Pierre FAISSAT Eliane FARINEAU Henri FATTET Freddy FAUBERT
FAVELL Antoine FAVEREAUX René FAYAUD René Louis FELIX Alexis FERRADOU Roger FERRAGUT André FERRANDI Jules-Laurent FERRI Charles FERRU Jean-Paul FERRY Alain FEUVRIER Louis FEYDEL Marcel FICHTENBERG
Roger FILIPPI Félien FILLOIA Daniel FIDARIS Gérard FLORENTIN
FONTAINE Charles FONTASSIN François FOUAN Yves FOUCHER
Raymond FOURCADE Josette FOURNIER Henry FOURQUET
FRANCHIS Serge* FRANCHILLARD Maurice FRANCISCI Panceira FRANZONI Roger FRAYSSE Alain FREITAG Daniel FRESLON Louis FRESNEL FRESSOZ Jean FRIOLAUD Yves FRITSCH Gérard FRITZ Mauricette FROELIGER
Arsène GAILLARD Roger GAITS Claude* GAIHAUT Albert GALLAIS André
GARNAULT Jean GAROCHAU Lucien GAROT Philippe GARRIGOU Michel
René GAUOUR Jean-François GAUMET René GAYE Louis GAYET Danielle
Marcel GEOFFROY Bernard GERARD GERAUD Gaston GERAULT Jean GEVREY Raymond GIACOBBI François* GIACOBBI Paul GIARD Jacques GIBAUD Pierre GILLOT André GIBERT François GIRARDIN Claude
GIRARDIN Jean GIRAUD Joël GLAIVE Jean Pierre GLEYZE Pierre GOHIER Gérard GONNAND
Jacques GOUX Gilbert GOYON Roger GRAFFEAUX GRAS Paul GRAS Jacques GRAS Pierre
Jean-François GROSS Gilbert GROSSERY Roland GUEIDAN René GUENOY Michel GUERIN
Bernard*GUILLIOT-Daniel GUILLOT Robert GUILLOUX Alexandre GUIMBAUD Bernard GUYOT Patrick HAMEAU André HAMECHER Michel HARDEL Jean-Paul HARDY Joseph HARRY Jean-Gabriel HEBRARD HELLIS
Christian HELLY Gérard HEMMLER René HENRIAT Pascal HERAN Yves HERAUD
Bernard HOGQUET-Gérard HONDE Robert HOOGE Xavier HORY Jean-François*
Camille HUOT Denis HUYENNE Colette HUWART François HUYGHE HUYSMAN
Louis JARDEL Gaston JARDIN Philippe JAUBERT JEANJEAN Georges JEANLIN Claude JEANNEY Daniel JEHANNIN Roland JODOCIUS Philippe JOFFRE Fernand JOLLIET Jean JORAND Gérard JOSSERAND André
JOUANNY Leon JOUET Roger JOURDA Pierre JOURDE
Raymond JULIAN Jean-Louis JUMAIN André KALOUP
Jacques KRATINGER Yves KRIF Michel KROMMENACKER
LABRUYERE Francis LACROIX Bernard LACROIX Gérard LACROIX Jacky LAFAILLE Paul LAFFONT LAFOITTY Raymond LAFON Jean-Paul LAFON Jean LAFOSSE Jean-Robert LAGEYRE Gérard LAJUGEE Christian
LALANNE Georges LALLAU Lucien LALLEMENT Gérard LALONDE Marcel LAMARCHE Louis
Henri LARET Roger LAROCHE Pierre LAROCHE Gaston LARS Roger LASCAUD Robert LASSERADE
LAURENT Michel LAURENT Marie LAURENT Jean-Claude LAUZE Jean Paul LAVALUX Claude
LE-DOUA-LE-FRAPPER DU HELLEN Marc LE MAPPAIN Michel LE TYRAN Félix LEBAS André LEBLANC Christiane LEBRETON Bernard LECAUDEY Yves LECLERCQ Eugène LECLERCQ Jean-Marie LECLERE Marc LECOMTE
André LECORDIER Thierry LEENHARDT Claude LEFEBVRE Albert LEFEBVRE
LENOIR Claude-Jean LENTES Jean-Claude LEONI Ours-Pierre LEPELIER Georges
LHERMITE Georges LIGOU Daniel LINGUN Denis LION Auguste LOBRY Jean
Sylvain LOQUAIS François LORENZI Michel LOUPIAS Paul LOUVION Jean-Pierre LOVISI Ange LUCAND Charles LUCQUIN Roger LUDMANN Maxime LUISI Antoine-Louis LUISI Jean-Paul MAAREK Lucien MAGER-
MAINGONAT Georges MAIZERET Marcel MAILGRAS Robert MAILLET Raymond
Fernand MARCANTONI MARCEL Jean MARCANTONI François MARGAILLAN
MAROSSELI Jacques MARROU Paul MARTIN Régis MARTIN Pierre MARTY
MAZZORANA Alexandre MESSEMAN Michel MEINWELLE Christian
MERIEL-BUSSY Liliane MERLOT Paul MERSCH MESPOULET Albert
Georges MICHAUX Colette MICHEL Francis MICHEL Bernard MICHEL
Guy MORACCHINI Etienne MOREAU Michel MOREAU Michèle MOREAU Alain
Gérard MOUILLAUD Marcel MOULET Albert MOUTON Désiré MULLER Alfred
Claude NEDELLEC Jean NEGRALI Guy NERAIL Frédéric NICLOT Michel NICOLAS
Jean NICOLAS NISSE Jean-Claude NOEGELE Denis NOGIER Roger NONORGUES André NOUGAREDE René ODOBERT André OLASO Salvador ORANGE Pierre ORLANDI Antoine ORLIAC Hugues ORSONI Gérard
ORSSAUD Paul OSTERMANN Jacques OTHILY Georges* OTTAVI Jean-Toussaint OUAGGINI Didier OUDIT Michel OURCIVAL Roland PABOEUF Michel PAHIN Marcel PAIMBOEUF Michel PAISANT Yannick PALAYSI
André PALOANTONI Pascal PALOSSE Louis PANAZZA Francis PANNETIER Bernard PAOLACCI Jean-Toussaint PAQUIN Jean-François PARIGGI Maurice PARYSECK Jean-Michel PASQUET Gilbert PATUREAU Jean-Paul
PAULIN Michel PAULY Fernand PAURIOL Gilbert PAURON Pierre PAUX Max PAVANT Jacques PAVOT Robert PAX Robert PAYE Raymond PEIRO Fernand PELLETIER Gérard PELLETIER Jacques*PELON René PELRAS
Eliette PEN Albert* PENAUD Guy PERIN William PERALDI Pierre PERCHE Serge PERDRIEL Yves PERES Michel PERFETTINI Antoinette PERRAUDIN Jean PERREAU Marie-Lou PERRIAUX Jean PETIT Jean-Claude PETITFILS
Octave PEYOU Hubert* PFEFFER Christian PHILBE Bernard PIACENTINI Antoine PIANON Maurice PICHON Xavier PIETRASANTA Yves PIETRI Jean-François PIGINO PIET Gérard Michel PINNA José PIOZIN Roger
PITAUD Jean-Louis PLAMES Martin PLANTADE Gustave PLESSIS Jack POGGI Auguste POIRET Claude POIRIER William POIROU Alfred POLI Henri POLI Sylvester PONS Sylvie PONS Robert PONTROT Thérèse PONTIER
Jean PORCHER Roland PORTAL William POTEI Jean POUDEUX Monique POUJAL Emile POULARD Jean POULET Michel POUSSIER Marcel PRADELLE Paulette PRALON Jean-Yves PRALONG Francis PRIEUR Gérard
Roland PRUDHOMME Victor PRUVOST PRUVOT Alain PUCEL André PUEYO Joachim PUIG Jacques PUISSEUR Jean QUERY François QUEYROI Jean-Marie QUILLLET Michel QUILLIEN Michel QUITTEMELLE Roger RAAD
Razah RAFFALLI Claire RAINAUD Marcel RAMEL Pierre RAIMBAULT Renée RAOULT Jean-Claude RASSEMONT Freddy RASTOIN Pierre RAUSCH Jean-Marie* RAYNAUD Jacques RAYNAUD Bernard REBELLE Christian
REBILLARD Jacques REBOURG Pierre REGGI Jean-Claude REINER Reine RENAUDIN Pierre RENAULT Auguste RENE-CORAIL Arnaud RENOUS Jacques RENUCCI Jean RENUCCI Paul REPELLIN Dominique REPOSEUR
Michel REQUI André REQUIER Jean-Claude RESSOUCHE REY Guy REY François RIBET Serge RICCI Nicolas RICHAUDEAU Albert RICOIS Albert RIGAL Jean RIGNAC Roger RIVOLLIER Michel ROBERT Simon ROBERT
François ROBERT Robert ROBIN Robert ROBLIN Robert ROCCA-SERRA Jacques* ROCHE Louis ROGER Jean* ROHMER François ROHRER Pierre ROLLIN Michel ROMAND Lucien ROMANO Ginette ROS Sébastien ROUET
Jean-Louis ROUGON Henri ROULET Doris ROUMANI-ELBEZ Danielle ROUSSEAU Jean ROUSSEAU Paul ROUSSEAU Raoul ROUSSEL Robert ROUSSEL Marc ROUYEROLLES Luc ROUX Jean-Maximin ROUX André
ROY André ROYER Jean RUAS Henri RUDE Gabriel-Emile SABINI Louis SABRAZAT Jean-Pierre SAINT-PIERRE Dominique SAUCETTI Paul-François SALLES Francis SANFOURCHE Yvon SANSON Albert SARRAZIN André
SARRE Jean SARRION André SARROLA Noël SAUQUES Pierre SAUVAGEOT Henri SAVARY Jean-Pierre SAVELLI Antoine SAVY Francis SCARBONCHI Michel SCHEID René SCHOTT Pierre SCHWARTZBROD Jean-Louis
SCHWEITZER Eric SEGUIN William SELOSSE Dominique SEMIDEI Louis SENAC DE MONSEMBERNA Guy SERMENT Henri SERRANO Joseph SERVIERE Francis SICRE Pierre SILVAGNOLI René
SIMIAN Jean SINET André SINGLE Fred SIRENA Jean-Marc SISCO Henri SKLADANA Eric SOISSON Jean Pierre* SONZOGNI Antoine SOUBILLEAU Raymond SOUDIEUX Georges SPIRIDION Serge STEFANI Ariane
STEILER Joseph STENGEL René STOLER Lionel* STOLZ Christiane STURM Michel TACHE Michel TAILHAN Jean-Pierre TAJAN Pierre TALARMIN André TALES André TASSIN Jean TAULELLE Edmond TAULELLE Lucienne
TERRIOT Simone THENAULT Lionel THIBAUT René THIBAUT Guy THOMAS Jean TISON Jacques TISSOT Roland TORTEAU Serge TOULOUSE Jacques TOURRET Alain TRAMIER Roland TREPAUDOU Alain
TRIMAILLE Jean-Marie TRISCHETTI Aimé TROUSARD André TUROT Roger UGUEN Yves VALAT Calas VALLET André* VAREON Ernest VARIN D'AINVILLE Joseph VASSAL Serge VAUCAISON Guy VAYSSIERES
Jean-Louis VEILLERAUD Louis VENTURA Félix VERBRACKEL VIARDOT Philippe VIDAL Fernand VIDAL Jean-Henri VIDALOT André VIEILLE William VIEVILLE Daniel VIGNAL Yvon VIGNALS Fernand VIGNES Gabriel
VIGROUX Michel VILLECHANOUX Jean-Louis VILLENEUVE Jean VINANDY Pierre VINCENT Marcel VINCENT Joël VINCENT Maxime VINCENTELLI Fernand VINCENTELLI François VINCIGUERRA Sauveur
VIOLE Louis WAILLY Gilbert WAISSÉ Christian WANNENMACHER Jean-Claude WARHOVER Aloyse WEBER Robert WILLIAMS François WOZNIAC Robert WURTH Yves ZILBERSTEIN Philippe
ZUCCARELLI Jean ZUCCARELLI Emile* ZUCCARELLI Pascal ZUCCARELLI Henri (* Parlementaires et membres du gouvernement) FRANCE UNIE 13, RUE DE NISLE 75006 PARIS - TEL. (1) 43 25 64 38

1 000 ELUS APPELLENT CHAQUE FRANCAIS A RELEVER LES DEFIS POUR UNE SOCIETE PLUS SOLIDAIRE UNE DEMOCRATIE PLUS EXIGEANTE AU SERVICE D'UNE FRANCE PLUS UNIE

50.000.000.000

AFRIQUE

ALGÉRIE : les élections législatives du 27 juin

Les « démocrates » face aux islamistes

front-ils, front-ils pas ? C'est oui pour le « Groupe des huit » partis d'opposition, qui réunissent, notamment, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de M. Saïd Sadi, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de l'ex-président Ahmed Ben Bella et le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD) de l'ancien premier ministre Kasdi Merbah. Mais, ces huit-là iront aux élections législatives du 27 juin un peu contraints et forcés car les règles du jeu fixées par ceux qui détiennent les leviers de commande ne leur conviennent pas.

Ce groupe juge, en effet, que le redécoupage des circonscriptions électorales est « anticonstitutionnel, injuste et conçu pour la reconduction du parti au pouvoir ». Il proteste aussi contre la limitation à deux du nombre des candidats au second tour, qui, selon lui, place l'opposition devant un choix potentiellement inacceptable, en clair l'obligation de reporter ses voix sur le Front islamique du salut (FIS) ou sur le Front de libération nationale (FLN).

Or, l'objectif de ces formations d'opposition est justement de

constituer une « pôle démocratique » entre le FIS et le FLN et, pour ce faire, de s'orienter vers la « candidature unique ». Aussi la tactique du gouvernement les empêche-t-elle de pousser, au second tour, le candidat « démocratique » le mieux placé au premier. Pas question, disent-ils aujourd'hui, de choisir entre l'« obscurantisme » des islamistes ou les « forces de régression et de corruption » de l'ancien parti unique.

Avant le démarrage de la campagne électorale, prévu le 1^{er} juin, le « Groupe des huit » va donc s'employer à faire pression sur le pouvoir pour qu'il modifie, un tant soit peu, le cours des choses, c'est-à-dire les modalités de ce scrutin uninominal. Aussi a-t-il lancé un mot d'ordre de grève générale dont la date sera fixée dans la seconde quinzaine d'avril, à l'issue du Ramadan.

Reste à savoir quelle sera l'attitude du Front des forces socialistes (FFS) de M. Ali Ahmed, qui semble pour le moment faire un peu cavalier seul. Quant au FIS, qui connaît des dissensions internes entre « durs » et « modérés », il s'est dit favorable à des élections

anticipées à la fois législatives et présidentielle. Mais il n'a pas encore très clairement affiché ses positions, même s'il a menacé de ses foudres islamiques tous ceux qui, au pouvoir, n'opteraient pas à ses exigences.

Passe-temps « diaboliques »

En tout cas, prenant de court tout le monde y compris les siens, le premier homme politique à se porter candidat a été M. Mouloud Hamrouche, le premier ministre, sur une liste du FLN, qu'il qualifie de « réformateur ». Y aura-t-il donc place, au sein de l'ancien parti unique, pour l'expression de plusieurs sensibilités ? Il est vrai que le chef du gouvernement, quarante-huit ans, compte parmi les « jeunes têtes » ceux qui souhaitent notamment faire basculer l'Algérie dans l'économie de marché contre l'avis des « barons » du régime, qui continuent de croire aux vertus du tout-Etat.

Pour M. Hamrouche, qui vient de s'en expliquer dans un entretien accordé à l'agence Reuters, « l'opinion est orientée vers deux cou-

rants. Un courant fort qui a toujours opté pour l'Algérie des patriotes qui regardent vers l'avenir sans renier ni leur religion ni leur riche passé. Ce courant se trouve dans trois ou quatre partis, dont le FLN. Le deuxième courant principal est celui des religieux. Ils ont un écho très large quand ils parlent d'un Islam de foi et de règle morale. Mais ils ne trouvent plus d'écho dans la majorité [de la population] dès qu'ils abordent le vécu, le quotidien et la gestion de la vie de chacun des citoyens ». Preuve entre mille : l'interdiction faite aux habitants d'Amouchas, dans l'est du pays, par la municipalité islamiste, de jouer aux cartes ou aux dominos lors des longues soirées du Ramadan, ces pratiques étant jugées comme un « danger pour la société ». Les autorités préfectorales ont annulé cet oukase intégriste, un parmi d'autres qui, ailleurs en Algérie, frappent aussi bien le cinéma, le théâtre, la chanson et autres passe-temps « diaboliques »...

J. de B.

DIPLOMATIE

En visite à Paris

M. Walesa appelle à la création d'un « nouvel ordre politique et économique » européen

Les présidents François Mitterrand et Lech Walesa ont signé, mardi soir 9 avril à l'Élysée, peu après l'arrivée du chef de l'Etat polonais à Paris, un traité « d'amitié et de solidarité », le premier du genre entre la Pologne et un pays occidental, de même qu'entre la France et un pays de l'ex-zone soviétique.

Au cours d'un dîner offert en son honneur par M. et Mme Mitterrand, le président Walesa s'est d'ailleurs félicité que le « mot solidarité entre par ce biais dans le vocabulaire du droit international ». L'ancien dirigeant du premier syndicat libre de l'Europe communiste a ensuite appelé à la création « en commun, sur les débris de cette bastille contemporaine qu'a été le communisme, d'un nouvel ordre politique et économique durable », qu'il faut « doter aussi d'un nouveau système de sécurité européenne ».

M. Walesa a également souligné que « la lutte pour l'indépendance et pour la force de la Pologne » se déroulait désormais « sur le champ économique », demandant à l'Occident de comprendre « l'importance

des questions économiques pour le sort de la démocratie polonaise ».

Tout en reconnaissant qu'il ne fallait pas qu'à l'Europe des blocs se substitue « l'Europe des inégalités de développement », le président français, lui, a mis en garde les nouvelles démocraties européennes contre « les illusions sur une adhésion facile » à la CEE. Mieux vaut, pour M. Mitterrand, « renforcer les liens d'association entre la CEE et la Pologne ». Le chef de l'Etat a quand même confirmé l'effacement de la moitié de la dette polonaise à l'égard de la France, dont, en outre, 10 % vont être convertis. M. Mitterrand a souligné que « les discussions ne sont pas finies » sur ce point. A titre de comparaison, a-t-il tenu à rappeler, cela signifie que par tête d'habitant la France consent un effort sept fois plus important que les Etats-Unis.

Face au couple Walesa, un peu raide dans tant de décorum, une partie du gouvernement français, Yves Montand, Anna Prucnal, M. Jacques Chérèque, lui-même ancien syndicaliste devenu ministre, et le cardinal Lustiger assistaient aussi à ce dîner à l'Élysée, où le clergé polonais était d'ailleurs bien représenté. Le président Walesa a commencé très tôt sa seconde journée en France, mercredi, par une messe dite à 7 h 30 à l'église polonaise.

Prochaine visite de M. Boris Eltsine au Parlement européen. — Le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, fera une visite au Parlement européen, lundi 15 et mardi 16 avril à Strasbourg. Il rencontrera le président de l'Assemblée européenne, M. Enrique Baron, et les présidents des groupes parlementaires. Il s'adressera également aux députés socialistes. (AFP, UPI)

TUNISIE

Le président Ben Ali installe le comité des droits de l'homme

TUNIS

de notre correspondant

Le Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales a été installé, mardi 9 avril, par le président Ben Ali, dans le cadre des cérémonies marquant la célébration de la Journée des martyrs à la mémoire des Tunisiens morts pendant la lutte pour l'indépendance.

Ce Comité ne devrait pas battre en brèche les activités des organisations non gouvernementales existantes, telles la Ligue tunisienne des droits de l'homme ou la section locale d'Amnesty International, mais au contraire leur être complémentaire. Rattaché à la présidence de la République, il aura un rôle consultatif. Outre les avis qu'il donnera sur les dossiers que lui transmettra le chef de l'Etat, il pourra aussi soumettre à celui-ci des propositions.

M. Rachid Driss, ancien ambas-

MICHEL DEURÉ

TOGO

Le gouvernement décrète le couvre-feu sur tout le territoire

La radio nationale togolaise a annoncé que le gouvernement a décrété, mardi 9 avril, le couvre-feu sur l'ensemble du pays, de 19 heures à 7 heures, pour « protéger les populations civiles et les biens publics et privés ».

« Des bandes organisées cherchent à profiter de la situation », et les manifestations « dans la capitale et certaines localités ont rapidement dégénéré », en raison des « actes de vandalisme, des destructions, du pillage, et parfois des atteintes aux vies humaines », précise le communiqué gouvernemental. L'annonce du couvre-feu a été faite après une journée de violents affrontements dans les rues de Lomé, opposant les forces de l'ordre à des milliers de jeunes qui réclamaient la démission du président Eyadéma. Le bilan des victimes est encore incertain : selon l'Agence France-Presse, ces heurts ont fait, dans la seule capitale, au moins deux blessés graves et plusieurs dizaines de blessés plus légèrement touchés. L'agence Reuters, citant « une source autorisée », affirme que deux personnes ont été tuées dans un village proche de Kévé, localité située à une cinquantaine de kilomètres au nord de Lomé. De son côté, la radio natio-

nale a signalé, sans donner de bilan, que des incidents étaient aussi survenus à Kpalimé, à 200 kilomètres au nord de Lomé, où des échauffourées avaient déjà eu lieu lundi.

Malgré de nouveaux signes d'ouverture de la part du gouvernement — qui a, notamment, accepté de baisser le prix du carburant, comme le réclamaient les chauffeurs de taxi, en grève depuis lundi matin — la tension reste vive dans le pays. A Lomé, de nombreux jeunes ont mis à profit l'annonce du couvre-feu pour rançonner les rares automobilistes s'aventurant dans les rues. « C'est la pagaille, on ne sait pas de quoi demain sera fait », a commenté Me Kokou Koffigoh, un des chefs de file de l'opposition, président de la Ligue togolaise des droits de l'homme et membre du Front des associations pour le renouveau (FAR, modéré). Le FAR demande la légalisation des partis politiques, l'amnistie générale et l'organisation d'un forum national pour nommer un gouvernement de transition et fixer des élections générales. — (AFP, AP, Reuters)

LIBÉRIA

Les incursions des rebelles se multiplient en Sierra-Leone

Le président libérien par intérim, M. Amos Sawyer, a estimé, mardi 9 avril, à Conakry, en Guinée, qu'il n'existait « aucun espoir de solution immédiate du conflit, en raison de l'entêtement de Charles Taylor (chef du Front national patriotique du Libéria), dont les troupes ne cessent de mener des incursions, notamment en Sierra-Leone ». Ces « incursions » ont poussé quelque 60 000 civils à abandonner des villages en Sierra-Leone et à se réfugier en Guinée. L'arrivée massive de ces populations et la situation alarmante qui prévaut dans les

villages guinéens de Témessadou-Pompo, Nogo et Guékédou, où elles ont trouvé refuge, a amené les autorités de Conakry à renforcer la surveillance dans la région et à fermer la frontière avec le Libéria. A Freetown, capitale de la Sierra-Leone, des sources proches du Conseil islamique ont annoncé, mardi, que le chef spirituel de la communauté musulmane sierra-léonaise, M. Alhaji Jalloh Timbo, avait été tué lors d'une embuscade tendue par les maquisards du FNPL, non loin de la frontière avec le Libéria. — (AFP, Reuters)

Le président soviétique va se rendre en Corée du Sud

Le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, rencontrera son homologue sud-coréen, M. Roh Tae-woo, sur une île appartenant à la Corée du Sud, à l'issue de sa visite officielle au Japon, le 19 avril, a annoncé, mardi 9 avril à Moscou, le porte-parole présidentiel, M. Vitali Ignatenko. Ce sera la première visite d'un haut dirigeant soviétique sur le sol sud-coréen. Sur le chemin du Japon, où il est attendu du 16 au 19 avril, M. Gorbatchev passera deux jours à Khabarovsk, en Extrême-Orient soviétique, les 14 et 15 avril. — (AFP, UPI)

ASIE

CHINE : justifiant l'usage de la force à Tiananmen

M. Li Peng annonce son intention de rester premier ministre jusqu'en mars 1993

Le premier ministre chinois, M. Li Peng, s'est efforcé, mardi 9 avril, de désamorcer les attaques croissantes dont il est la cible au sein de l'appareil en annonçant son intention de demeurer à la tête du gouvernement jusqu'en mars 1993.

PÉKIN

de notre correspondant

Non pas qu'il ait été question de voir l'impopulaire artisan de la répression de la place Tiananmen mollir face à l'opposition qu'il cristallise dans la bureaucratie. Mais, en abattant ses cartes aussi visiblement au cours d'une conférence de presse marathon concluant la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, M. Li Peng a confirmé l'ampleur de cette offensive qui veut faire de lui un fusible idéal à faire sauter à l'heure où l'on règlera les comptes de la crise de 1989.

Visiblement sur la défensive face à la presse chinoise et étrangère, en direct à la télévision, M. Li a affirmé qu'il conserverait son poste jusqu'au terme de la législature et qu'il était fort de question de convoquer un XIV^e congrès anticipé du PCC, prévu pour 1992, ou encore une conférence extraordi-

naire du parti. Il a ainsi du même coup laissé entendre que les libéraux du régime cherchaient effectivement à provoquer, par ce biais, un réexamen de la politique répressive de l'après-Tiananmen et du statut des hommes qui la firent.

Même en ces temps d'opacité, l'exercice obligé que constitue cette conférence de presse annuelle du premier ministre depuis l'époque de la « tournée » (transparence) de M. Zhao Ziyang, secrétaire général du parti limogé en 1989, a nettement tourné au désavantage de M. Li. Celui-ci a été contraint de répondre aux questions que le Parlement, bâillonné, n'était pas en mesure de poser.

Ainsi, la population a-t-elle appris par le biais d'une question que l'édition étrangère du Quotidien du peuple avait imprimé un poème le priant de quitter son poste (le Monde du 27 mars). Il s'en est tiré par une phrase passe-partout qui, dans sa bouche, représente un début de retraite. « La Chine est un si grand pays avec une telle population qu'il n'est pas étonnant d'y trouver des gens opposés aux politiques actuelles du parti et du gouvernement », a-t-il dit, avant de souligner qu'à ses yeux la véritable expression de la volonté populaire réside dans le Parlement, qui vient d'approuver massivement ses plans économiques pour

les années à venir. Ainsi encore, M. Li a-t-il dû s'entendre dire publiquement qu'il semblait être revenu sur sa parole en laissant condamner à un peine de prison le leader étudiant de 1989, M. Wang Dan. Et prior de dire si, oui ou non, il envisageait une mesure de clémence envers les dissidents emprisonnés (c'est non) ; si le gouvernement publierait un jour la liste des victimes de l'armée les 3 et 4 juin 1989 (c'est non) ; s'il considérait que l'usage de la force était plus justifiable contre une agitation intérieure que contre l'Irak (c'est oui). « Si nous n'avions pas pris ces mesures énergiques (en 1989), la Chine (...) aurait été plongée dans un chaos énorme qui n'aurait pas été moins grave que les difficultés rencontrées par un certain nombre de pays qui ont, un temps, pratiqué le socialisme », a-t-il affirmé.

Pas de clémence pour les dissidents

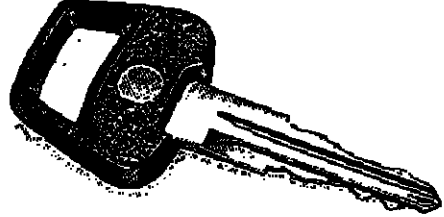
Le plus révélateur de l'ambiguïté actuelle est que le chef du gouvernement, passablement mal à l'aise, se soit senti obligé de subir un tel interrogatoire afin de préserver une image d'ouverture. Si, sur le fond du débat politique, il s'est montré aussi dur que par le passé,

notamment à l'égard de M. Zhao, et sur le terrain économique aussi vague que possible, sa prestation illustre un phénomène contre lequel la vieille garde s'est, en vain, mobilisée depuis 1989 : l'influence croissante de l'opinion internationale sur l'évolution de la Chine.

Prompt à dénoncer les « ingérences » des journalistes étrangers, le régime n'en est pas moins condamné à faire appel à eux pour révéler le malaise de la population que ses structures dépassées occultent. Mercredi, le Quotidien du peuple consacrait plus d'une page à la retranscription de ces deux heures de questions et réponses qui concernent le pays entier, et qu'il n'aborde jamais de manière aussi directe en temps ordinaire.

Le contraste entre ces passes d'armes et la séance de clôture de l'Assemblée, à laquelle on venait d'assister, était saisissant. Au par de charge, le Parlement venait d'adopter, en trente minutes et avec l'interdiction de se livrer au moindre commentaire, huit résolutions à la quasi-unanimité. Seuls les rapports concernant l'exercice de la justice avaient permis à une minorité de manifester son opposition, sans explication de vote. Peut-être une retombée des procès politiques récents.

FRANCIS DERON



L'ALLUMETTE.

Mode d'emploi : installez-vous en face du volant, attachez-vous bien, prenez la clé, allumez la M

La contre-attaque du garde des sceaux dans « l'affaire » Urba

M. Nallet : « Les règles de la procédure pénale sont aussi des garanties pour le justiciable »

DIJON

de notre envoyée spéciale

Le dessaisissement du juge Thierry Jean-Pierre, auteur, dimanche 7 avril, d'une perquisition au siège d'Urbatech, selon M. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du garde des sceaux, a provoqué de vifs incidents, mardi 9 avril, à l'Assemblée nationale. L'opposition a déposé une motion de censure qui sera discutée jeudi. Les députés UDC, UDF et RPR estiment que « l'indépendance de la justice est bafouée » et dénoncent « un recul de la morale républicaine, une négation de l'état de droit ». M. Henri Nallet, garde des sceaux, considère cette affaire comme une « manipulation politique ».

Les communistes, qui n'excluent pas, à l'occasion, de voter une motion de censure avec la droite, comme ils l'ont fait sans succès le 19 novembre 1990 à propos de la contribution sociale généralisée, réservaient encore leur décision, mercredi matin. La veille, le gouvernement n'avait disposé que d'une voix de majorité - encore a-t-elle été contestée - pour obtenir le vote, en première lecture, du projet de réforme de l'administration territoriale.

En novembre 1990 la censure avait recueilli 284 voix (la majorité absolue requise étant de 289 voix). Six députés de l'opposition de droite, un apparenté communiste et quatorze non inscrits ne l'avaient pas voté.

Clin d'œil ou simple coïncidence ? Le film vidéo que l'Ecole nationale des greffes de Dijon avait choisi de montrer au garde des sceaux portait sur le difficile problème de l'opposition des sceaux. M. Henri Nallet restera de marbre mais certains de ses conseillers, amusés par le rappel des règles élémentaires de procédure évoquées dans le film, ne pourront réprimer un sourire. « L'affaire » Urba est dans toutes les têtes.

« Ce n'est pas la chancellerie qui a dessaisi le juge Jean-Pierre », a expliqué M. Henri Nallet à l'issue de la visite. Le procureur du Mans a publié un rapport net et ferme, et c'est le président du tribunal, qui est un magistrat du siège - donc indépendant et inamovible - qui a décidé de prendre l'ordonnance de dessaisissement dans l'heure même.

Le garde des sceaux dénonce alors les faux pas commis par ce « jeune juge » dans la conduite de la procédure. Il lui reproche de s'être « auto-saisi » en se contentant de demander un réquisitoire supplétif à un substitut du parquet qui n'a pas averti son procureur, et d'avoir « judiciarisé les déclarations d'un policier-journaliste qui n'avaient aucun lien avec son affaire ». M. Henri Nallet fait ici

allusion à l'audition par M. Thierry Jean-Pierre, le 28 mars, de l'ex-inspecteur Antoine Gaudino, l'auteur de l'Enquête impossible. Plus graves sont les doutes sur la régularité de la perquisition effectuée dans les locaux d'Urbatech alors que M. Thierry Jean-Pierre aurait été averti de son dessaisissement par le commissariat de Noisy-le-Sec : « J'ai vu un magistrat qui se livre à une enquête qui ressemble à un western », conclut M. Henri Nallet. (...) Si on laissait faire ces pratiques, tout justiciable, tout citoyen, pourrait être perquisitionné sans titre. Ce n'est pas possible. Les règles de la procédure pénale sont aussi des garanties pour le justiciable.

« Concorré à l'apaisement »

Loin de s'arrêter aux erreurs de procédure commises par le juge Jean-Pierre, M. Nallet s'empresse de crier à la manipulation politique. Nous sommes en train de toucher les dividendes d'une manipulation politique qui dure depuis des mois, lance-t-il. Il y a des hommes politiques qui essaient de réunir dans de petits groupes quelques magistrats et quelques officiers de police devenus journalistes, pour les convaincre de jouer aux justiciers au mépris de leurs règles professionnelles et même du mépris du droit.

M. Nallet vise clairement le Forum pour la justice, créé en novembre 1990 par le juge Jean-Pierre et qui revendique aujourd'hui une centaine d'adhérents. Il soupçonne le groupe de jouer autour d'un projet de loi d'opposition : « On y retrouve, comme par hasard, M. Gaudino et des militants connus du R... », lance-t-il avant de se raviser brutalement. « On y retrouve des militants d'un parti politique », conclut-il dans un sursaut. Parmi les cinq fondateurs du Forum se trouve effectivement un avocat qui ne cache pas ses sympathies pour le parti de M. Chirac : il s'agit de M. Alain Boucheron. Mais les positions politiques du reste de la troupe sont bien éloignées de celles du RPR : le Forum compte parmi ses adhérents l'avocate Françoise Gallot-Lavallée, militante du Parti socialiste, et M. Roland Becdelièvre, ancien président de la communauté urbaine de Mans, qui est aujourd'hui conseiller général et conseiller municipal socialiste du Mans.

Le fondateur du Forum, M. Thierry Jean-Pierre, est lui-même membre du Syndicat de la magistrature (SM) depuis 1984. « Nous avons choisi volontairement des gens de tous horizons politiques », explique le juge d'instruction. Croyez-moi, nous ne sommes pas manipulés (!).

Au lendemain de ce dessaisissement spectaculaire, le dossier Urba a été confié à M. Jacques Liberge, premier juge d'instruction au tribunal de Mans, dont la première en liberté sous contrôle judiciaire M. Christian Giraudon, l'ancien délégué régional d'Urbatech pour les pays de la Loire. Inculpé de faux et d'usage de faux et extorsion de fonds au profit de partis politiques par le juge Jean-Pierre, M. Christian Giraudon avait été écroué, samedi 6 avril, à Orléans. Quant aux cinq cartons placés sous scellés dimanche, lors de la perquisition dans les locaux d'Urbatech, ils sont arrivés mardi après-midi au Palais de justice du Mans, où ils ont été transportés dans le bureau du nouveau juge d'instruction.

Estimant que la justice reprenait « son cours normal », M. Yves Baudouin, l'avocat de la société Urbatech, a renoncé mardi soir à assigner en référé les trois juges d'instruction du Mans concernés par le dossier, afin de « concourir à l'apaisement ».

M. Antoine Gaudino lui-même se montre aujourd'hui plus prudent : dans une mise au point

publiée mardi à Paris, l'inspecteur révoqué dément avoir remis les « cahiers Delcroix » au juge Jean-Pierre. Une affirmation appuyée dans la journée par son éditeur, Albin Michel. L'enquête de l'inspection des services judiciaires diligentée, lundi 8 avril, par la chancellerie tendra de reconstituer le fil de cet imbroglio judiciaire.

L'inspecteur général des services judiciaires, M. Jean Geronimi, est parti sur place aussitôt. Il a entendu mardi MM. Edouard Wawrzyniak et Noël Trompant, les deux représentants du ministère public que le procureur du Mans, M. Henri Bertrou, avait accusés de « collusion ». La chancellerie attend son rapport dans les jours qui viennent.

ANNE CHEMIN

(1) Dans un communiqué, M. Thierry Pflister, mis en cause par le garde des sceaux, nous précise qu'il n'est pas membre du Forum : « J'ai l'impression de ce mouvement, j'ai pris la parole au cours d'une de leurs manifestations ». M. Pflister ajoute : « Je n'ai remis aucun document au juge Jean-Pierre et n'ai pas présent au siège d'Urbatech. Si je comprends l'exagération naturelle des magistrats devant les pressions politiques dont ils sont l'objet de la part de la chancellerie en vue d'écarter des affaires et d'enterrer des dossiers, je ne crois pas que l'on puisse légitimement défendre l'état de droit en joignant le code de procédure pénale, comme cela vient d'être le cas, ne semble-t-il, dans l'affaire Urba... La seule origine de ces événements est à rechercher dans l'attitude du ministre de la justice qui refuse à plusieurs procureurs d'engager des poursuites et de prononcer des inculpations sur des faits de trafic d'influence et de corruption postérieurs à 1986 et même constatés, faits qui, contrairement à ce que ne cesse de vouloir faire croire le gouvernement, ne sont couverts par aucun texte d'amnistie ».

Le feuilleton des « fausses factures » et du financement des partis politiques

Plusieurs enquêtes policières et judiciaires ont démonté le système du financement occulte des partis politiques. Un système simple : des entreprises obtiennent des marchés publics auprès de collectivités territoriales, notamment dans le secteur du bâtiment, en usant de la corruption. Des fausses factures permettent de verser des commissions aux élus et aux partis politiques, par le biais de bureaux d'études, de sociétés de marketing ou de publicité. Dans le cas du parti socialiste, les bureaux d'études Urbatech-Gracco sont impliqués.

Le point de départ : Marseille. Le 2 avril 1986, une information judiciaire est ouverte à Marseille pour faux en écritures, complicité et recel, visant une petite entreprise de travaux publics, la SMPE. Un important trafic de fausses factures dans le milieu phocéen de la construction est découvert. Les policiers de la brigade financière de la PJ marseillaise, dont l'inspecteur Antoine Gaudino, vont tirer sur le fil des fausses factures de la SMPE. Leur enquête permet l'ouverture d'autres informations judiciaires à Lyon (société Groupe de recherche et construction) et à Toulon (les Travaux du Midi).

Le pot aux roses de la SORMAE. Grâce aux fausses factures de la SMPE, les policiers marseillais interrogent, le 1^{er} février 1989, M. Paul Pellicier, directeur général de la SORMAE (filiale de la SAE - premier groupe français du bâtiment - couvrant les régions du Rhône, des Alpes et de la Méditerranée). Celui-ci met en cause une dizaine d'élus, couvrant tout l'échiquier politique. Mais le dossier est retiré à la justice marseillaise, pour des raisons de procédure, et confié à M. Paul Culié, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Trente-trois inculpations

D'un accident du travail à un « accident de procédure »

« L'affaire » commence en juin 1990, avec un banal dossier d'accident du travail instruit par un juge d'instruction du Mans, M. Thierry Jean-Pierre. Au début du mois de janvier, le juge reçoit un coup de téléphone d'un correspondant anonyme qui affirme que l'entreprise concernée « arrosait » des partis politiques, notamment par l'intermédiaire d'Urbatech. Le correspondant l'invite alors à contacter un ancien militant socialiste, le docteur Coicadan. Entendu le 6 janvier, le médecin, qui n'a rien à dire sur l'accident du travail à l'origine de l'affaire, se contente de répéter les révélations de la presse concernant le rôle d'Urbatech dans le financement du PS. M. Thierry Jean-Pierre juge pourtant cette audition suffisante et obtient du parquet un réquisitoire supplétif pour une nouvelle information concernant cette fois les fausses factures et le financement du PS. Le 8 janvier 1991, une information est ouverte contre X des chefs d'extorsion de fonds, faux, usage de faux et complicité, dit aujourd'hui le procureur de la République du Mans, M. Henri Bertrou, à la « collusion de membres du parquet ».

Le juge d'instruction entend alors, le 23 mars, M. Jean Montaldo, journaliste et directeur de collection chez Albin Michel, la maison d'édition du livre d'Antoine Gaudino, l'Enquête impossible, qui lui remet copie des cahiers Joseph Delcroix sur Urbatech saisis par l'inspecteur Gaudino à Marseille en 1989. Cinq jours plus tard, c'est l'ex-inspecteur lui-même qui se rend dans ses bureaux pour certifier l'authenticité de la copie.

M. Thierry Jean-Pierre passe alors à l'offensive : le samedi 6 avril, il fait interpellier l'ancien responsable d'Urbatech pour les

pays de Loire, M. Christian Giraudon, qu'il inculpe avant de l'incarcérer à Orléans. Le lendemain, accompagné d'officiers de police du Mans, il tente de se rendre à Noisy-le-Sec, au domicile du président-directeur général des bureaux d'études Urbatech-Gracco, M. Gérard Monate, qui est absent. Les policiers du commissariat de Noisy-le-Sec l'auraient alors informé alors de son dessaisissement, et le directeur départemental des polices urbaines du Mans le lui confirme au téléphone en début d'après-midi. Abandonné par les policiers du Mans, M. Thierry Jean-Pierre se rend malgré tout dans les locaux d'Urbatech, 5 bis, rue de Rochecouart, à Paris, en compagnie de ses greffiers. Sur place, il retrouve M. Denis Langlois, porte-parole, ces derniers mois, de l'appel des 75, et interrompt un passant. A 17 h 30, le juge du Mans fait ouvrir la porte par un serrurier qui remplace immédiatement de nouveaux verrous. Protégés par cette nouvelle serrure, le juge, ses greffiers, et les deux témoins restent enfermés près de quatre heures dans les locaux d'Urbatech. A leur sortie, à 21 h 15, vingt-huit scellés cachetés à la cire ont été stockés dans des caisses de carton.

M^{me} Isabelle Paulat, substitut du procureur de la République de Paris, attend M. Thierry Jean-Pierre sur le trottoir pour lui notifier son dessaisissement : à la requête du parquet, qui dénonce « les considérations purement personnelles » du juge et son « partialité », la présidente du tribunal du Mans, M^{me} Marie-Hélène Tric, dessaisit le juge afin de garantir « une bonne administration de la justice ». M. Jacques Liberge, premier juge d'instruction du Mans, succède alors à M. Thierry Jean-Pierre.

seront prononcées, dont celles de sept responsables politiques de droite et de six socialistes, ainsi que de M. Gérard Monate, socialiste et président-directeur général des bureaux d'études Urbatech-Gracco (parmi lesquels Urbatech et Gracco).

Le financement du PS. Lors d'une perquisition au siège phocéen du bureau d'études Urbatech, le 17 avril 1989, effectuée dans le cadre de l'information de M. Culié, les enquêteurs marseillais découvrent d'autres documents qui détaillent le financement national du PS. Le parquet de Marseille ouvre une enquête préliminaire, qui restera au point mort après la mutation dans un autre service de l'inspecteur Gaudino.

L'amnistie des infractions liées au financement des partis politiques. Complétant la première loi d'amnistie de juillet 1988, la loi du 15 janvier 1990 sur le financement

des partis est assortie d'une nouvelle amnistie des délits liés au financement de la vie politique (seuls les parlementaires sont exclus du champ de l'amnistie). Après application des non-lieux et des amnisties, la chambre d'accusation de Paris blanchit, le 2 mai 1990, tous les élus mêlés à l'affaire SORMAE. Seuls les industriels et les responsables d'Urbatech-Gracco, dont M. Monate, se retrouveront en correctionnelle.

La révocation de l'inspecteur Gaudino. Le policier publie un livre, l'Enquête impossible, dans lequel il dévoile son travail d'enquête et les trévas et les « votes du pouvoir politique » qui lui ont été imposés. Le 18 mars 1991, il est révoqué de la police nationale, pour manquement à l'obligation de réserve et violation du secret professionnel.

Perquisition du juge Jean-Pierre au siège parisien d'Urbatech. (Lire ci-dessus.)

Une lettre des éditions Albin Michel

M. Francis Espenard, président, directeur général des éditions Albin Michel, nous écrit :

J'ai été extrêmement surpris et choqué par la mise en cause des éditions Albin Michel dans l'article, en première page du Monde du 9 avril, suivi de celui d'Edwy Plenel en page 11, à propos de l'affaire Urbatech et du juge d'instruction Jean-Pierre.

J'ai relevé en particulier l'affirmation suivante : « (...) M. Jean-Pierre ayant reçu communication par l'éditeur de l'ex-inspecteur Antoine Gaudino d'une copie des fameux cahiers de M. Joseph Delcroix (...) ».

Les éditions Albin Michel ont publié l'excellent ouvrage de

M. Antoine Gaudino l'Enquête impossible en édition libre et indépendante et suivent l'idée qu'elles se font de leur métier.

En revanche, je n'ai jamais eu en ma possession, ni à ma connaissance aucun « responsable » de nos éditions, les « fameux » cahiers de Joseph Delcroix et, à plus forte raison, ne les ai communiqués au juge d'instruction Jean-Pierre.

Les éditions Albin Michel ne peuvent être tenues pour responsables de l'exploitation politique, au demeurant fort compréhensible dans un pays démocratique, qui a pu être faite de l'ouvrage de M. Antoine Gaudino.

LES USA
AVEC
JUMBO :

5950 F*

Triangle de l'Est
Avion A/R + services d'hôtel
+ circuit accompagné.

Jumbo

St-Etienne : 77.32.39.81 Montpellier : 67.60.60.22

VOYAGES JET AMERICA

Et toutes agences de voyages.

PARIS-NEW-YORK :

2500 F*

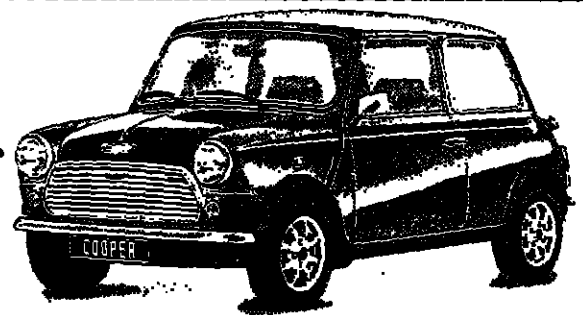
Avion A/R + services d'hôtel
+ circuit accompagné.

Jumbo

3615 CHARTER Dunkerque : 28.66.67.68

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

er et vroum... Et surtout ne laissez pas la clé entre n'importe quelles mains. LA POUDRE.



Mini Cooper, chez votre concessionnaire Rover. Tél.: 05 102 102.

5000 F

Retour en « enfer »

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

secrétaire général adjoint
Tranchot (Europe n° 1)
taires, Arlette Chabot (FR
rence Muracciole (*le Jo
dimanche*); syndics, Jacq
Boitel (AFP), Anita Ha
Gérard Lamotte (*la Dè
Midi*), Emile Picy (R
Robert Quiriconi (retrait

□ André Passeron réuni près des journalistes parlementaires l'Assemblée générale de l'Association des journalistes parlementaires, qui s'est tenue lundi 8 avril, notre confrère André Passeron a été réélu président avec 94,48 % des voix, pour un troisième mandat de deux ans. Le nouveau mouvement partiel, le nouveau bureau est ainsi composé : président, André Passeron (Mouvement); vice-présidents, François Bége (Sud-Ouest) et Jean Vettu (Les Dernières Nouvelles d'Alsace); secrétaire général adjoint, Jean-Pierre Filard (Le Figaro); trésorier, Arlette Chabot (France Marciac); secrétaire, Syracuse (Le Journal du dimanche); syndics, Jacques Boitel (AFP), Anita Haas (Général Lamoignon) (La Dépêche du Midi), Emilie Peyrat (Région), Robert Quiliconi (Petit

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Réunion au Vatican de tous les présidents de conférence épiscopale

Le pape veut taxer les diocèses riches pour soulager les finances du Saint-Siège

Faire payer les riches pour aider les pauvres. C'est la formule sur laquelle ont travaillé, lundi 8 et mardi 9 avril au Vatican, les cent neuf présidents de conférence épiscopale convoqués par Jean-Paul II pour soulager les finances du Saint-Siège. Pour la première fois, les contributions des diocèses au budget central de leur « gouvernement » romain ne seraient plus volontaires, mais obligatoires.

ROME

de notre correspondant

Le conseil des quinze cardinaux « financiers » devait rendre publiques les conclusions des travaux mercredi 10, mais on évoquait déjà, la veille, la possibilité de taxer dorénavant les diocèses en fonction de leur taille et de leurs ressources. En clair, le Saint-Siège invente l'impôt sur la fortune, la taxe de solidarité généralisée. Ce sont d'ailleurs ces valeurs éminemment chrétiennes, « justice » et « partage », dont le pape s'est réclamé, mardi 9, pour imposer sa volonté aux présidents. Citant saint Paul, il a insisté sur « la nécessité d'une expression concrète de cette sollicitude que tout évêque doit avoir pour l'Eglise universelle ».

Le chef de l'Eglise catholique a rappelé l'article 1271 du code de droit canon : « En raison du lien d'unité et de charité [avec Rome], les évêques contribuent, selon les disponibilités de leur diocèse, à procurer au Saint-Siège les moyens qui lui sont nécessaires ». Il y a plusieurs années déjà que la curie romaine invite les évêques à se conformer à cet article. Jusqu'ici sans succès.

Or, a indiqué Jean-Paul II, si « les modestes ressources du Saint-Siège suffisent jadis à couvrir les dépenses », ce n'est plus du tout le cas. « Avec les nouvelles exigences pastorales des services, avec la nécessité de rétribuer justement les collaborateurs (laïcs), dont le nombre a notablement augmenté pour répondre aux nécessités nouvelles du siège apostolique (...), il n'est plus possible de faire front aux besoins financiers croissants ».

Un déficit record de 400 millions de francs

Toujours secret dans le détail, le bilan consolidé du Saint-Siège a terminé l'année 1989 avec un déficit record de 400 millions de francs, et le déséquilibre devrait encore augmenter de 7 à 8 % pour l'exercice suivant. Le 7 à 8 % pour l'exercice suivant, c'est le déficit des commissions et ministères (ministères) est maintenant de quatre-vingt-dix, aux

quels il faut ajouter le doublement, en vingt ans, du nombre de nonciatures à l'étranger (une centaine aujourd'hui) et de salariés laïcs, qui étaient 1 400 il y a dix ans et sont à présent 3 200 (dont 900 retraités qu'il faut bien aussi rétribuer).

Dans le même temps, il a fallu moderniser et informatiser tous les services, à commencer par Radio-Vatican, qui émet en cinquante langues dans le monde entier et refuse la publicité. L'Observatoire Romano coûte aussi beaucoup d'argent pour être édité en sept langues, et nombreux sont les évêques qui plaident régulièrement pour un élargissement de la disparition complète de ce vénérable organe officiel.

Au total, les dépenses du Saint-Siège en 1989 ont atteint 950 millions de francs. C'est à la fois peu, compte tenu de l'importance internationale du gouvernement central de l'Eglise, et beaucoup trop, eu égard à ses ressources. On ignore certes toujours ce que sont les relations financières entre le Saint-Siège et les évêques, et le fameux Institut des œuvres de la religion (IOR), présidé pendant vingt ans par Mgr Paul Marcinkus.

Après le scandale de 1982, lié à la fraude frauduleuse de la banque Ambrosiano, l'Institut, qui gère notamment l'argent des ordres religieux, a subi une sérieuse restructuration, et il est désormais administré par des spécialistes laïcs. Officiellement, l'IOR demeure indépendant de la préfecture économique du Saint-Siège – le ministère des finances – et ses investissements, comme d'ailleurs le montant de ses dépôts ainsi que ses résultats, demeurent confidentiels.

Hors la contribution des Eglises riches – dans l'ordre, celle des Etats-Unis, suivie par les pays d'Europe, Allemagne en tête – le pape n'a, en principe, comme ressources que celles de la Cité du Vatican et du denier de Saint-Pierre. La Cité en tant que telle, avec ses musées, ses timbres et ses services publics, gagne de l'argent, et elle a contribué, en 1989, à combler le déficit global à hauteur d'environ 75 millions de francs. Le reste est venu comme les années précédentes du denier de Saint-Pierre.

Mais, d'une part, cette quête traditionnelle paraît avoir atteint son rendement maximum et, d'autre part, Jean-Paul II l'a dit clairement mardi 9, « le denier de Saint-Pierre ne doit plus être destiné » à combler le déficit de l'administration centrale de l'Eglise. Inventée en 1870 par la France et la Belgique pour venir en aide au successeur de Pierre, alors privé des ressources de ses Etats pontificaux, la fameuse obole n'a rapporté en 1989 « que » 290 millions de francs environ, contre plus de 360 millions l'année précédente.

Les chiffres de l'an dernier n'ont pas encore été rendus publics mais, quels qu'ils soient, Jean-Paul II souhaite désormais utiliser les sommes recueillies à d'autres fins. Il a notamment évoqué la situation « à la limite de l'extrême indigence » de certaines Eglises – en particulier dans l'est de l'Europe – qui ont, selon lui, « le droit de s'attendre à un geste concret de solidarité du pape ».

PATRICE CLAUDE

MÉDECINE

Rupture de contrat avec la SEITA

Feu la cigarette Chevignon

MM. Guy Azoulay, PDG, et Said Amroui, directeur général de la société Chevignon, ont annoncé, mardi 9 avril, la rupture du contrat qui les liait à la SEITA pour la commercialisation sous cette marque d'une nouvelle cigarette blonde. Ils ont été « félicités » par M. Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la solidarité. Pour sa part, la SEITA annonce sa décision d'arrêter la fabrication de cette cigarette.

Il aura donc fallu attendre deux mois pour connaître l'épilogue de cette affaire. Celle-ci a entre autres choses permis de mettre en lumière les profondes divergences gouvernementales existant sur ce type de sujet, une véritable politique de santé publique ne pouvant que se heurter à différents intérêts particuliers.

En décidant, après de longues hésitations, de rompre le contrat qui les liait à la SEITA, les responsables de Chevignon acceptent un manque à gagner important. Ce contrat datait du 20 juillet 1989 et concernait la SEITA « le droit exclusif de fabriquer et de vendre dans le monde entier des cigarettes sous la marque Chevignon ».

Il prévoyait notamment que la SEITA s'engageait « à dépenser annuellement, pendant les cinq premières années du contrat, une somme au moins égale à cinq fois le montant de la redevance versée à Chevignon ». Le budget public promotionnel de lancement sur le marché français devait s'élever, pour l'année 1991, à un minimum de 10 millions de francs. La SEITA s'engageait par ailleurs à verser 8 % du prix des cigarettes vendues à Chevignon avec un minimum de 100 millions de francs annuels.

Publicité gratuite et inattendue

La promulgation de la loi Evvin en janvier 1991, coïncidant avec le lancement de la cigarette sur le marché français, devait ruiner cet accord, la loi interdisant en effet tout usage de produits portant le nom de la marque ou l'emblème publicitaire d'un produit du tabac. En toute rigueur, la loi Veil de 1976 interdisait de la même manière les accords de ce type.

En acceptant ce manque à gagner, Chevignon réussit à se sortir d'une impasse, puisque la loi Evvin strictement appliquée avait pour effet d'interdire la vente de tous les vêtements portant une marque qui devenait, à cet égard, une marque de cigarettes.

« Il n'y a rien de plus jeune, une marque de cigarettes ».

Cette rupture de contrat a-t-elle pu se faire sans que la SEITA ne soit en mesure de demander des dommages et intérêts ? Faut-il au contraire imaginer qu'un dépôt du soutien financier de M. Michel Charasse, ministre du budget, le gouvernement a, sans arbitrage explicite de M. Michel Rocard, su passer sur l'attitude de cette société où l'Etat est majoritaire ? Il restera à savoir jusqu'où une logique d'entreprise publique peut s'opposer à celle des lois visant à protéger la santé publique, et en particulier celle des plus jeunes.

C'est la SEITA qui, aujourd'hui, est la grande perdante de cette affaire. Chevignon, félicité par M. Evvin, se payant le luxe de déclarer « ne pas exiger d'indemnité pour rupture de contrat ». Forte de la publicité inattendue et gratuite que lui a fournie cette polémique, la firme de MM. Azoulay et Amroui annonce de nouveaux accords de licence avec les papeteries Clairfontaine ainsi qu'avec une firme fabriquant des casques de moto, passant de la sorte avec profit de l'indication à la consommation de tabac à la prévention des séqueles des accidents de la circulation...

JEAN-YVES NAU

Au chevet de l'hôpital

Suite de la première page

Cela posé, l'hôpital public est aujourd'hui en crise. Le souvenir des grandes manifestations d'infirmeries dans les rues de Paris, en octobre 1988, est encore dans les esprits, et en dépit d'accords salariaux la malaise persiste. Il existe une véritable crise de recrutement des infirmières, en particulier en Ile-de-France : à l'Assistance publique de Paris, sur 1 000 places offertes en 1990, à peine la moitié ont été pourvues.

Du côté des praticiens, les choses vont tout aussi mal. Comme le note le docteur Peigné, « les inégalités de carrière et de rémunération sont de plus en plus mal supportées par des médecins hospitaliers issus d'un même concours et dont une très grande partie n'aura pas l'espoir d'exercer de véritables fonctions de responsabilités ». Cette situation fait qu'en 1990 environ 2 500 postes de praticiens hospitaliers étaient vacants sur les 15 000 recensés dans les hôpitaux généraux.

Certaines disciplines, comme l'anesthésie-réanimation, la radiologie, la gynécologie-obstétrique et la chirurgie, ne recrutent plus qu'environ 50 % des postes offerts. Plus grave encore, 250 à 350 chirurgiens qui exercent des fonctions de responsabilité à temps plein n'ont pas suivi la qualification requise pour obtenir la qualification de l'Ordre des médecins. Et pourtant ils exercent, faute de praticiens qualifiés... Les raisons d'une telle situation sont évidentes : d'une part, les plus jeunes sont tentés, dès le début de carrière, par la « fuite » vers le secteur privé, qu'ils jugent beaucoup plus attractif, au moins financièrement. Et, d'autre part, les conséquences des études médicales commencent à se faire très nettement sentir (en 1990, il y avait 3 826 étudiants admis en deuxième année pour 5 000 enseignements théoriques et d'externes, y compris dans certains CHU).

Trop peu de médecins qualifiés, mais aussi trop de lits. Comme le rappelle récemment le professeur Bernard Debré, député RPR, devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, le X^e plan évaluait à 60 000 le nombre de lits d'hospitalisation aiguë excédentaires. « Cette situation, ajoutait-il, est largement due à la multiplication des « hôpitaux politiques », dont la responsabilité est partagée par les gouvernements successifs ».

La question est donc de savoir si le projet de réforme hospitalière sera suffisant pour endiguer ce mal profond qui ronge l'hôpital public. Les grandes lignes de ce projet sont aujourd'hui largement connues (le Monde du 28 septembre 1990). Il vise à doter le système hospitalier de règles d'organisation et de fonctionnement garantissant, à la fois, une plus large autonomie et une meilleure concertation. A propos du budget hospitalier, la principale nouveauté est qu'il sera adapté, ainsi que l'avait

précisé M. Bruno Durioux (le Monde du 28 mars), « en fonction de la variation d'activité mesurée à partir d'indicateurs médicaux ». Dans l'esprit du gouvernement, il s'agit de substituer une logique budgétaire, purement économique, une « logique médicale » qui devrait permettre de mieux répondre aux besoins de la population.

L'autre maître-mot de cette réforme, encore que le terme n'appartienne qu'à très rares esprits, est la notion de « l'hôpital-entreprise » qui veut que, pour être réellement performant, un hôpital doit être géré comme une entreprise. C'est dans ce but que le gouvernement souhaite en particulier voir rapidement se généraliser le système du PMSI (un instrument d'évaluation permettant de mieux gérer un hôpital).

Hôpitaux obsoletes

Tout cela sera-t-il suffisant à la fois pour mieux armer l'hôpital public face à la concurrence du privé (dont le projet de réforme harmonise les règles de fonctionnement par rapport au secteur public) et pour remobiliser des personnels gagnés par un désenchantement toujours plus grand ? Sans parler des malades et de leur entourage qui se plaignent souvent à juste raison, des mauvaises conditions d'accueil, du confort médiocre, de l'anonymat dans lequel on les confie, du manque d'information, etc.

En d'autres termes, le gouvernement a-t-il fait suffisamment preuve de courage et n'aurait-il pas dû, cancérent, s'attaquer aux problèmes de fond, comme par exemple le trop grand nombre d'hôpitaux obsoletes et médiocrement adaptés à la médecine moderne ? N'était-ce pas le moment de mettre en place des procédures visant, le plus vite possible, à fermer certains de ces hôpitaux ou à les regrouper ? Certes, le risque politique était grand dans la mesure où l'on connaît l'attachement des maires, de droite comme de gauche, pour « leurs » hôpitaux. Mais à trop tarder à prendre ce qui peut reconnaître même à l'opinion publique – ne sera-t-on pas contraint, dans cinq ans, dans dix ans, quand la note sera devenue trop lourde à supporter pour la collectivité, lorsque des accidents seront survenus dans certains hôpitaux sous-équipés en matériels et personnels qualifiés, de prendre des décisions autrement plus drastiques, qui risqueraient alors de mettre en péril l'ensemble du système hospitalier public tel qu'il existe aujourd'hui ? Gouverner, c'est prévoir, dit-on. Il ne faudrait pas que la seule précaution qui en définitive se réalise soit, un jour, l'avènement d'un secteur hospitalier privé omnipotent.

FRANCK NOUCHI

A l'initiative de MM. Soisson et Gillibert

Une vingtaine de mesures pour l'emploi des handicapés

MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés, devaient présenter, mercredi 10 avril au conseil des ministres, une vingtaine de mesures destinées à relancer la politique d'insertion professionnelle des handicapés.

La politique de réinsertion des handicapés passe par la vie professionnelle, qui procure à la fois un statut, une autonomie et des ressources. Pour vaincre les résistances des employeurs, une loi de 1987 oblige les entreprises privées de plus de vingt salariés et les services publics de compter dans leur personnel au moins 6 % de handicapés. Des paliers étaient prévus en 1988 (3 %), en 1989 (4 %) et en 1990 (5 %). Deux échappatoires avaient tout de même été laissées : payer une redevance à l'Etat ou à un Fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés (AGFIPH) ou bien passer un contrat de sous-traitance avec un atelier spécialisé équipé pour recevoir des infirmes (un Centre d'aide par le travail, par exemple).

A l'usage, ce dispositif a montré ses imperfections. Les patrons ont tendance à se débarrasser de leurs obligations d'embauche et à préférer signer un chèque à l'AGFIPH. Celle-ci a reçu 640 millions de francs en 1989, dont deux-tiers ont été mis en réserve faute d'usage immédiat. Quant aux services publics, nationaux ou locaux, personne ne sait s'ils appliquent la loi puisque, pour la plupart, ils ne rendent pas compte de leur politique du personnel.

Effort sur la formation

Les trois-quarts des handicapés candidats à un emploi n'ont pas le niveau du certificat d'études et ne possèdent pas le moindre CAP. A leur infirmité s'ajoute donc la sous-qualification. Aussi les invalides ayant un travail ne sont-ils guère plus de 400 000. 250 000 autres seraient, estime-t-on, en état de s'employer. M. Gillibert n'est pas du tout satisfait de cette situation : « Si nous échouons à donner aux handicapés une vie professionnelle normale et donc une utilité économique, dit-il, les autres aspects de notre politique de réinsertion – accès aux transports, accueil dans les lieux publics, ouverture à la vie culturelle – apparaîtront comme des œuvres de bienfaisance ».

Le secrétaire d'Etat va donc s'attacher à corriger les imperfec-

tions de la loi de 1987. D'abord, en combinant l'une de ses omissions majeures : la formation. Cinq des mesures qu'il devait présenter, avec M. Soisson, au conseil des ministres touchent à ce préalable indispensable. L'Association de formation professionnelle des adultes (AFPA) acceptera désormais des handicapés dans ses stages, de même que les centres de formation ordinaires, qui toucheront une aide financière spéciale lorsqu'ils accueillent des invalides.

La scolarisation des 340 000 enfants handicapés que compte la France devient aussi une préoccupation majeure. Une circulaire, cosignée par MM. Gillibert et Jospin, demandera bientôt aux chefs d'établissements d'ouvrir plus largement leurs classes aux petits écoliers « pas comme les autres », et cela dès la rentrée prochaine.

Même mieux armés, les handicapés ont besoin qu'on les aide à trouver un emploi. Six dispositions nouvelles sont prises en ce sens : l'Agence nationale pour l'emploi leur apportera pour concours spécifique et officier de contrats emploi-jeunesse, dès qu'un invalide aura été reconnu comme tel par les commissions spécialisées, il aura droit à une consultation dite de bilan-orientation.

Par ailleurs, les centres d'aide par le travail seront incités à suivre la carrière de ceux de leurs anciens bénéficiaires ayant trouvé une place dans une entreprise. Enfin, dans une vingtaine de

départements, vont être installés des comités coordonnant les efforts de tous les organismes (les commissions d'orientation, les centres de formation, l'ANPE, les chambres de commerce, les associations) qui peuvent faciliter l'insertion professionnelle des handicapés.

Plusieurs mesures adoptées par le conseil des ministres concernent la fonction publique où beaucoup laissent à désirer. 80 % des handicapés embauchés dans ce secteur le sont en Ile-de-France. Les conditions d'engagement des infirmes dans les services publics vont donc être réexaminées. Les administrations seront tenues désormais d'assurer aux invalides une formation professionnelle complémentaire.

L'application de ce train de mesures suppose de nouveaux moyens financiers. M. Gillibert se tourne vers l'Association de gestion des fonds d'insertion professionnelle des handicapés (AGEFIPH) qui dispose d'importantes réserves. « Il faut élargir le champ d'action de cet organisme, dit-il, afin qu'il intervienne sur tous les maillons de cette chaîne continue qui, des bancs de l'école aux postes de travail, permet ou non l'insertion professionnelle des handicapés ».

Cette réforme est, en réalité, destinée à fournir indirectement à la politique du secrétaire d'Etat les moyens qui lui ont fait défaut jusqu'ici. Elle ne sera pas acquise sans d'âpres discussions.

MARC AMBROISE-RENDU

EN BREF

Six nouveaux membres élus à l'Académie des sciences. – L'Académie des sciences a élu, lors de sa séance du 8 avril, six nouveaux membres. Il s'agit de MM. Henri Cagan, soixante et une ans, et Robert Corriu, cinquante-six ans, qui rejoignent la section chimie de l'Académie. De Pierre Dejeans, soixante-neuf ans, et Michel Thellier, cinquante-huit ans, (biologie animale et végétale), de Henri Cabannes, soixante-huit ans, et de Philippe Ciarlet, cinquante-trois ans (mécanique et informatique).

Incidents à Sartrouville lors de la reconstitution du meurtre de Djemel Chetoui. – Des heurts ont opposé, dans la soirée du mardi 9 avril, une trentaine de jeunes de la cité des Indes de Sartrouville (Yvelines) aux CRS qui bloquaient le quartier du centre commercial où avait lieu la reconstitution du meurtre de Djemel Chetoui, ce jeune de dix-huit ans tué par un

vigile le 26 mars. Plusieurs dizaines de jeunes de la cité étaient venus pour « réclamer justice ». Deux cocktails Molotov ont été lancés sur les forces de l'ordre, qui ont riposté avec des grenades lacrymogènes. Auparavant, deux journalistes de télévision, l'un de la Cinq, l'autre de TF1, avaient été pris à partie et l'un d'eux, blessé.

Une présidente pour Sotheby's France. – M^{me} Laure de Beauvau-Craon succède à M. Julian Barran à la tête de Sotheby's France. Ancienne présidente du Comité international de la demeure historique, elle était, depuis 1986, membre du bureau français de la firme anglo-saxonne.

La Medina
Spécialités orientales
56, bd du Colonel-Fabien
92240 Malakoff
Tél. : 46-45-94-57
Fermé le dimanche soir et lundi

سكن في الامم

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Le casse-tête des nouvelles universités parisiennes

Le pari lancé il y a un an par le ministère de l'éducation est loin d'être gagné.

Constructions, recrutements, financements : rien n'est encore acquis

Annoncée à grands sons de trompe depuis un an par le ministère de l'éducation nationale, la naissance des quatre nouvelles universités d'Ile-de-France se fait attendre. Initialement prévus pour le début de l'année, leurs décrets constitutifs ne sont toujours pas parus. Et derrière l'optimisme à toute épreuve affiché par les quatre équipes désignées en juin dernier pour concevoir et lancer ces nouveaux établissements, commence à pointer, sous l'influence du manque de perspectives de développement à court terme.

Il est vrai que les enjeux sont considérables et le dossier d'une complexité extrême. En décidant d'implanter, *ex nihilo* ou presque, des pôles universitaires à Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Cergy-Pontoise, Evry et Marne-la-Vallée, le gouvernement a engagé un triple pari.

Son objectif primordial est de désengorger les treize universités de la capitale et de la proche banlieue, asphyxiées par le nombre de leurs étudiants et l'étriquettement de leurs locaux. A l'horizon de l'an 2000, ces quatre établissements de vingt mille étudiants chacun devraient permettre de fixer, dans des zones de résidence dynamiques, les nouveaux flux de jeunes qui viendront frapper à la porte de l'enseignement supérieur. Encore faut-il veiller à ne pas déstabiliser pour autant les universités de la grande couronne parisienne (Rouen, Caen, Amiens, Orléans, Tours, Reims, Le Mans), qui subissent déjà douloureusement l'attrait de la capitale.

Le deuxième pari consiste à associer l'Etat et les collectivités territoriales des quatre nouvelles universités. La difficulté ne serait-elle pas mince s'il ne s'agissait que de tracer les bases d'un partenariat financier rendu indispensable par l'ampleur des investissements. Elle est corée par le débat redoutable sur l'inevitable dévaluation des compétences dévolues aux décideurs nationaux ou locaux. Sans compter le morcellement, les rivalités et les tensions multiples entre collectivités territoriales d'Ile-de-France, qui compliquent encore le problème. Conseil régional, conseils généraux, municipalités, syndicats ou établissements publics d'aménagement des villes nouvelles, chacun clame haut



Sur le chantier de l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines

et fort sa volonté de fonder son développement sur le dynamisme des formations supérieures et de la recherche, mais tous espèrent bien autant que possible, tirer, la couverture à eux.

Enfin, la gageure consiste, dans les quatre sites retenus, à trouver vite un équilibre convaincant entre les contraintes de l'enseignement supérieur de masse, les impératifs de la recherche de haut niveau et les demandes des décideurs locaux, très attentifs à développer des formations à vocation professionnelle débouchant sur des emplois.

Comment échapper à la loi Savary ?

Pour réaliser ces vastes ambitions, cinq conditions élémentaires sont indispensables : créer ces universités, les installer ou les construire, définir leurs formations, recruter leurs enseignants et

leurs personnels, enfin financer l'ensemble. Autant de casse-tête ! Car, dans l'immédiat, on est encore loin du compte. Le plus urgent était, tout simplement, d'assurer l'existence juridique des nouvelles universités, de les doter de décrets constitutifs et de statuts leur permettant de rompre le cordon ombilical avec les universités parisiennes qui ont accepté d'en assumer la gestion sous forme d'antennes. Ce n'est pas toujours le cas.

Suivant les recommandations initiales du ministère et du gouvernement, les pilotes des quatre projets ont, en effet, préparé, durant l'automne, des statuts échappant largement aux contraintes de la loi Savary de 1984, qui régit l'organisation de l'enseignement supérieur. Ils y étaient d'autant plus enclins que les uns et les autres plaident depuis longtemps pour une autonomie beaucoup plus large des universités. Depuis le début de l'an-

née, ils ont été obligés d'en raboter sérieusement : devant le risque de déstabiliser l'ensemble de l'édifice fragile des autres universités françaises, le ministère a coupé court aux demandes des plus iconoclastes.

Après plusieurs semaines de discussions souvent houleuses, il s'apprête donc à présenter, le 15 avril prochain, au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), les projets de décrets portant sur la création et l'organisation provisoire des quatre nouveaux établissements. Ceux-ci seraient administrés par un conseil d'université et un administrateur provisoire, eux-mêmes chapeautés par un conseil d'orientation, où les universitaires seraient nommés par le ministre. Cette base minimum d'accord devrait permettre aux nouvelles universi-

tés d'être formellement créées dans les prochaines semaines.

Toutefois, les équipes de pilotage n'ont pas renoncé à toutes leurs ambitions et espèrent bien négocier, par la suite, des assouplissements plus sérieux à la loi de 1984. Sans aller, comme certains le firent au début, jusqu'à réclamer la contractualisation de tous les personnels, ils souhaitent, notamment, obtenir une globalisation de leur budget, afin de pouvoir utiliser avec plus de souplesse les crédits du ministère.

Retard à l'allumage

Mettant en jeu le mode de gouvernement et de gestion des universités, ce débat a provoqué un sérieux retard à l'allumage. Actuellement, les nouveaux établissements sont toujours contraints de passer par leurs universités mères pour le recrutement de leurs professeurs. Surtout, ils n'ont pas le pouvoir d'engager réellement les multiples et complexes négociations qui leur permettraient d'amorcer la construction de leurs futurs locaux.

Or les besoins sont considérables et urgents. Pour accueillir vingt mille étudiants dans dix ans, chacun des nouveaux établissements aura, en gros, besoin de 150 000 à 200 000 mètres carrés. Dès 1995-1996, ce sont au moins la moitié de ces surfaces d'enseignement, de recherche et de bâtiments administratifs qui devraient être disponibles, sans parler du problème des logements d'étudiants. Le pari apparaît gigantesque quand on dresse l'état des lieux.

Les embryons d'universités qui fonctionnent depuis un, deux ou trois ans sur les quatre pôles retenus ne disposent, pour l'instant, que de locaux provisoires, qui deviendront nettement insuffisants dès la rentrée prochaine : immeubles de bureaux loués à Marne-la-Vallée ou prêtés par le conseil général à Cergy-Pontoise, locaux déjà trop étroits à Versailles pour envisager, cette année, une croissance des flux de nouveaux étudiants, immeuble en cours d'aménagement à Evry pour accueillir quelques centaines d'étudiants supplémentaires à l'automne prochain.

GERARD COURTOIS

Lire la suite page 14

Poker

La partie est engagée depuis plus d'un an. En lançant son plan Universités 2000, destiné à développer l'enseignement supérieur et à remodeler la carte nationale, le gouvernement a placé très haut les premières enchères. Au mois de mai dernier, il posait sur la table une enveloppe de 16 milliards de francs pour les cinq ans à venir. Et engageait, d'un même mouvement, les collectivités locales (régions, départements et villes) à le suivre. Ou, comme on dit, à « venir voir ».

Depuis près d'un an, la période d'observation psychologique se prolonge. L'Etat tâte le terrain, dans chaque région, pour tenter d'évaluer les concours qu'il peut espérer. Et les élus locaux se gardent bien de révéler leur jeu avant que le gouvernement n'ait précisé sa mise, académique par académie. Pendant ce temps, les « gros crocodiles » politiques tentent d'obtenir des gages, à coups de contacts au plus haut niveau.

Prolonger l'attente risquerait cependant de ramener en cause toute la dynamique lancée il y a un an. Le gouvernement en est conscient. Malgré l'extrême complexité des arbitrages nécessaires, il s'apprête à fixer, dans les prochains jours, l'enveloppe attribuée à chaque région. Le poker va donc pouvoir reprendre sur des bases plus claires avec les collectivités locales. Mais la partie sera plus longue que prévu. On n'espère plus guère, côté gouvernement, bouclier l'ultime comité interministériel d'aménagement du territoire avant juillet, voire septembre. Quant au débat parlementaire qui devait solennellement entériner la nouvelle carte universitaire, lors de l'actuelle session de printemps, il semble de plus en plus aléatoire.

A moins que la partie ne rebondisse d'ici là. L'appel des responsables socialistes à une loi de partenariat redéfinissant les relations Etat/collectivités locales au stade d'enseignement supérieur (lire le point de vue page 16) accorde ce nouveau scénario. D'autant qu'il rejoint des réflexions menées au ministère de l'éducation nationale et qui ne sont pas sans écho du côté des régions. Il s'agit, en quelque sorte, de repenser les règles du jeu. Il était bien temps !

G. C.

Un entretien avec le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique

M. Robert Chapuis estime que « l'objectif des cent mille bacs professionnels sera atteint plus rapidement que prévu »

« Le ministre de l'éducation nationale semble hésiter sur la réforme des lycées. Comment expliquez-vous le retard pris sur le calendrier prévu ? »

— Il n'y a pas d'hésitation sur les orientations à prendre mais un approfondissement de la réflexion. Les propositions formulées par M. Lionel Jospin vont reposer à la fois sur les constats établis ces dernières années, sur les réflexions du Conseil national des programmes et sur les réflexions de l'ensemble des organisations présentes dans le Conseil supérieur de l'éducation. Ces propositions porteront sur les choix d'organisation, sur les programmes, sur les grandes voies (général, technique et professionnelle) et sur la passerelle à établir entre le secondaire et le supérieur. Le débat national et académique. Le débat national et académique. Le débat national et académique. Le débat national et académique.

— Il semble néanmoins que, dans un premier temps, la technique ait été un peu oubliée dans la commande passée par le ministre de l'éducation au Conseil national des programmes.

— Pas du tout. Dès son premier

rapport, le Conseil national des programmes notait que depuis la loi de 1985, avec la création des bacs professionnels, la rénovation des bacs d'enseignement professionnel (BEP) et du certificat d'aptitude professionnelle (CAP), la modernisation de l'enseignement technique et professionnel était déjà en marche. En outre, en ce qui concerne les sections industrielles (SI), j'ai fait personnellement le choix de mettre en œuvre la réforme des programmes dès la rentrée 1989, grâce à un plan de formation des enseignants et un financement de 800 millions sur quatre ans pour les équipements. N'était-ce pas déjà un événement ?

— Le CNP a donc choisi de privilégier la réflexion sur les autres secteurs : l'enseignement général et les filières tertiaire, les sections G.

— Il est apparu aussi très vite qu'il ne fallait pas raisonner en référence à l'avenir, dans la perspective d'une véritable égalité entre les voies générales, technologiques et professionnelles. D'où un second rapport qui, à la fois, justifie et préfigure la réalité de cette égalité.

— Depuis trois ans, vous vous êtes attaché à revaloriser l'image du technique. Or il semble que les

jeunes et leurs familles continuent à préférer les filières générales.

— Dans tous les débats du Conseil supérieur de l'éducation, l'enseignement technique a été présenté comme le bien où la rénovation a commencé et où va se jouer la réalisation des objectifs de la loi d'orientation. C'est l'élément d'équilibre principal des mécanismes de l'orientation.

— Il est vrai, en revanche, que l'image négative de l'enseignement technique persiste. Mais cette image ne traduit plus la réalité de cet enseignement. Nous sommes actuellement dans ce paradoxe.

— Quand vous parlez d'égalité entre les voies du lycée, les familles, à l'évidence, ne vous croient pas. N'est-ce pas précisément cette façon d'envisager les choses qui brouille le débat ?

— Mais non ! Il y a globalement plus d'élèves qui se dirigent vers le technique que vers le général. Lorsqu'il y aura trois jeunes sur quatre au niveau du bac, ce sera grâce à l'enseignement technique et professionnel. En 1985, quand on a créé les bacs professionnels, on prévoyait 80 000 élèves scolarisés dans les deux années de préparation du bac pro en 1990. Or, cette année, ils sont en réalité 95 000. A ce rythme, l'objectif des 100 000 jeunes par an titulaires d'un bac pro sera atteint plus rapidement que prévu. A la rentrée dernière, 250 000 jeunes sont entrés en BEP.

— Les gros problèmes qu'il va falloir résoudre sont plutôt l'insuffisance des formations scientifiques, l'élitisme fondé sur les mathématiques et la hiérarchie des formations scientifiques, qui pèse très lourd sur l'ensemble du système. Il est urgent aussi de renforcer la capacité des sections industrielles, techniques et professionnelles. Et enfin de s'attaquer au problème de l'orientation des filles dans les formations techniques et scientifiques.

— La situation est effectivement paradoxale. Tout le monde semble conscient du déficit en diplômés du technique, le gouvernement comme les entreprises. Les jeunes sont inquiets de trouver des formations conduisant à de mauvais emplois. Et ils préfèrent l'incertitude des voies générales.

— L'image du technique évolue. D'après un sondage que nous venons de réaliser, les trois quarts des jeunes estiment qu'il donne une bonne formation.

Propos recueillis par GERARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

Lire la suite page 15

ETUDES EN SUISSE

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Maturité suisse
- Diplôme de commerce, secrétaire, de texte
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Aussi en Internet
- Cours de vacances juillet - septembre

Ecole Lémania - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne
Tel. 021 20 15 01 - Fax 021 912 67 00 - Telex 450 600

Programme de haut niveau dispensé par des consultants et des dirigeants à des élèves consultants, diplômés du second cycle de l'enseignement supérieur (maîtrise - diplôme d'ingénieur - école supérieure de commerce...)

APPELEZ NOUS 43 29 97 60

EAD - 15, rue Soufflot - 75240 Paris Cedex 05
Enseignement technique supérieur privé.

سكن في الالحل

سكننا في الالحل

EDUCATION • CAMPUS

Le casse-tête des nouvelles universités parisiennes

Suite de la page 13

Partout, à l'exception relative de Saint-Quentin-en-Yvelines, les futures universités se contentent, pour l'instant, de solutions de fortune.

Pour faire face aux échéances des quatre ou cinq prochaines années, chacun a déjà tracé des plans sur la comète. A Cergy, le chantier d'un bâtiment de 20 000 m² doit démarrer d'ici deux mois et devrait accueillir ses premiers étudiants en sciences humaines et en droit à la rentrée 1992; deux autres sites de développement sont déjà retenus pour les pôles scientifiques et technologiques. A Saint-Quentin-en-Yvelines, l'implantation actuelle devrait être portée à 18 000 m², mais un autre aménagement est déjà envisagé au Parc des Sources-de-la-Bievre pour accueillir plusieurs dizaines de milliers de mètres carrés.

A Versailles, le site existant devrait être agrandi (30 000 m² à terme), mais un vaste projet est prévu, près de la gare de Versailles-Chantiers, pour accueillir 40 000 à 50 000 m² supplémentaires. Sans parler du bâtiment industriel de 21 000 m² acheté par les collectivités locales pour abriter les formations technologiques à Vélizy. A

Evry, ce sont 100 000 m² en centre-ville qui sont jugés indispensables à moyen terme, contre 12 000 m² aujourd'hui disponibles. Quant à Marne-la-Vallée, 75 000 m² seront nécessaires pour accueillir la première phase d'installation de l'université, en attendant un hypothétique doublement des surfaces à l'horizon 2000.

Le savoir-faire de M. Biasini

Les difficultés soulevées par de tels projets s'avèrent innombrables. Si l'Etat et les collectivités locales sont décidés à promouvoir une architecture de qualité, nécessairement coûteuse, les problèmes fonciers et le morcellement fréquent des collectivités territoriales responsables se révèlent fort épineux. L'obstacle le plus redoutable restant, bien sûr, le financement.

Tout le monde compte, à cet égard, sur le savoir-faire indéfectible de M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux et nommé l'été dernier, par M. Jospin, président du Comité de développement des universités nouvelles d'Ile-de-France (CODUNIF). Chargé de coordonner l'ensemble des opérations, notamment immobilières, pour les

quatre universités, M. Biasini a remis, en janvier dernier, un rapport d'orientation au ministre de l'éducation. Le secrétaire d'Etat préconise un partenariat financier à parité entre Etat et collectivités locales, mais aussi la création, pour chacun des quatre pôles universitaires, d'une société d'économie mixte associant les différents acteurs et servant d'opérateur pour l'ensemble du projet.

L'expérience de M. Biasini sera de peu d'utilité, cependant, si les financements ne suivent pas. Selon les estimations, le coût de démarrage des nouvelles universités pour la période 1991-1996 devrait se situer entre 4 et 5 milliards de francs pour les seules constructions. A l'horizon de l'an 2000, il faudrait doubler la mise. Cela suppose un effort considérable de la part des collectivités locales, qui sont loin d'être toutes enthousiastes, à commencer par le conseil régional. Mais cela implique surtout que l'Etat, responsable de l'enseignement supérieur, amorce le développement très rapidement. Or l'enveloppe de 16 milliards de francs sur cinq ans sur laquelle le gouvernement s'est engagé pour développer l'ensemble de l'enseignement supérieur français (plan Universités 2000) n'a toujours pas été répartie par région. Comme le note Marie-Hélène Wayss, secrétaire générale du CODUNIF, « on a effectivement besoin d'arbitrages rapides pour pouvoir entrer dans le vif du sujet et engager la programmation des opérations ».

Manifestement plus anxieux, l'un des responsables des nouvelles universités estime, pour sa part, que « l'on a déjà un an de retard sur la programmation. Pour commencer à avoir les premiers

bâtiments à la rentrée 1992, il faudrait lancer études et appels d'offres dès cet été et les constructions à l'automne prochain. Si l'on est obligé d'attendre 1992 pour que les premiers crédits soient débloqués, c'est tout le plan de charge qui sera en retard ».

Avec des conséquences prévisibles sur les recrutements d'enseignants et de chercheurs, mais aussi sur la mise en place des programmes pédagogiques.

La concurrence de la « bande des quatre »

De manière plus ou moins feutrée, en effet, chaque équipe ambitionne de construire une université tournée vers l'avenir et appuyée sur un solide potentiel de recherche dans les domaines de pointe. Autrement dit, la « bande des quatre » chasse sur les mêmes terres et tente d'attirer, d'emblée, chercheurs et laboratoires d'excellence. Or il est clair que, au-delà de la notoriété ou de l'entregent des différentes équipes de pilotage, la principale « carotte » susceptible d'attirer certains des meilleurs chercheurs parisiens tient précisément aux équipements et aux conditions de travail que chaque établissement nouveau pourra leur proposer. Si cet environnement tardait à se mettre en place, c'est l'équilibre général de chaque projet qui risquerait d'être déstabilisé.

Ni l'Etat, ni les collectivités locales, ni les universitaires engagés dans l'aventure ne peuvent prendre un tel risque. Tous vont devoir rapidement se donner les moyens de le conjurer.

GÉRARD COURTOIS.

POINT DE VUE

Pour un nouvel élan

par Dominique Gambier et Sylvie François

APRÈS une longue phase de discussion et de travail dans les régions, le plan Université 2000 entre dans sa phase terminale. Les projets qui sont remontés des régions sont inégaux : certains sont ambitieux, d'autres le sont moins, et dans certaines régions le foisonnement éloigne de la cohérence.

L'Etat a le devoir de corriger ces inégalités à travers une véritable démarche d'aménagement du territoire, notamment par un rééquilibrage du développement universitaire au profit de la province. Il doit, aussi, faire des choix de fond dans les prochaines semaines.

D'abord les perspectives de développement des universités dans chaque région doivent s'inscrire dans une démarche nationale cohérente. Il ne s'agit pas de tout faire partout, mais d'accueillir l'ensemble des étudiants dans un réseau qui soit compétitif par rapport à nos voisins européens et qui offre à chacun des chances réelles de succès. Les étudiants n'ont pas intérêt à une prolifération anarchique des délocalisations. Des critères scientifiques, universitaires, économiques stricts doivent encadrer leur croissance pour éviter le développement d'un enseignement à deux vitesses.

Ensuite, l'implantation des nouveaux sites universitaires doit marquer nettement la volonté de rapprocher la vie des universités et la vie des villes. Les campus éloignés du centre des agglomérations, coupés des acteurs économiques sociaux ou culturels doivent laisser la place à des sites plus ouverts sur la cité.

Pour les villes, il s'agit d'un investissement majeur pour leur développement, pour leur animation. C'est le moyen aussi de faire en sorte que ces investissements immobiliers soient utilisés plus complètement dans la journée, ou dans l'année, et de ne pas réserver à une tranche d'âge ces outils de formation.

Pour les universités, c'est une des conditions de leur transformation, de leur adaptation à un monde qui bouge. Le maintien des jeunes dans la ville n'est pas seulement un pari sur l'avenir, c'est un moteur de leur animation et donc de leur développement. L'idée qu'il y aurait à une perte de recettes en termes de taxes professionnelles ou de taxe d'habitation est un raisonnement fallacieux, à court terme comme à long terme.

Par ailleurs, la politique universitaire ne peut se réduire à ces seuls aspects quantitatifs. Le plan Université 2000 doit être l'occasion de s'engager enfin dans une rénovation des enseignements des 1^{er} et 2^{es} cycles qui assure une démocratisation de la réussite au-delà de la seule démocratisation de l'accueil. Il peut permettre de diversifier encore les premiers cycles, de développer les formations professionnelles supérieures

et de donner à la formation continue toute sa place dans l'université.

Beaucoup de collectivités locales, et pas seulement des régions, sont déjà prêtes à s'engager pour assurer la réalisation du plan Université 2000. Il est temps de rechercher les moyens d'assurer leur place à toutes ces collectivités, régions, départements, communes, dans le cadre d'un véritable partenariat avec l'Etat. Ni nouvelle tutelle des universités ni simple bailleur de fonds, les collectivités locales pourront ainsi participer à l'élaboration d'un contrat entre la nation et son université. Cela suppose qu'elles puissent être consultées sur leurs orientations et sur leurs formations, mais aussi qu'elles sachent inscrire leurs projets dans l'ensemble du développement universitaire. Il ne saurait être question qu'elles participent au financement de filières « nobles ou valorisantes » et délaissent les autres filières, tout aussi indispensables à la nation. C'est dans le cadre d'un contrat et non pas « à la carte » que l'Etat et les collectivités locales devraient ainsi réfléchir à l'élaboration d'une loi de partenariat pour l'enseignement supérieur.

Des fondations de statut particulier

Dans le même temps, la mise en œuvre du schéma Université 2000 doit aussi être l'occasion de favoriser l'innovation et l'adaptation des filières de formation. A l'évidence, la conduite d'une telle croissance universitaire ne peut se faire dans le strict prolongement des structures actuelles. Les moyens financiers mis au service des universités ont permis de retrouver une certaine confiance dans l'avenir; ils doivent maintenant conduire à plus d'audace, à l'innovation d'initiatives que le législateur pourrait favoriser : par exemple, pourquoi ne pas permettre à toutes les universités qui le souhaitent de créer des fondations à statut particulier qui, placées auprès d'elles, pourraient leur offrir de nombreux avantages, à la fois dans la gestion quotidienne (en les libérant de certaines contraintes comptables parfois contraignantes à leur autonomie) et dans l'implication d'autres partenaires économiques comme les entreprises, les partenaires sociaux ou les municipalités.

Le bouleversement quantitatif des universités doit être aussi un bouleversement qualitatif. Il doit s'inscrire dans une cohérence nationale qui favorise l'initiative. Université 2000 pourra alors être l'occasion d'un nouvel élan.

► Dominique Gambier est député de Seine-Maritime et délégué national du PS pour l'enseignement supérieur.

► Sylvie François est secrétaire nationale du PS, chargée de l'éducation et de la recherche.

LE MONDE diplomatique

Avril 1991

- **UNION SOVIÉTIQUE** : La Russie contre l'Union, par Jean-Marie Chauvier.
- **ALLEMAGNE** : Après l'unification, le chagrin, par André Gieselbrecht.
- **PROCHE-ORIENT** : Les embûches de la paix, par Claude Julien. — Un grand dessin, par Eric Rouleau. — Les Palestiniens dans le grand jeu, par Alain Gresh. — Les facteurs de la guerre, par Olivier De La Tour, par Frédéric F. Clairmonte. — Le jeu régional de la Turquie, par Semih Yasar. — Au Pakistan, l'armée affirme son nationalisme, par A. Dastgheer et M. Levent.
- **MAGHREB** : Déchirements après la « nouvelle défaite arabe », par Zakya Dacoul.
- **MALI** : Les convulsions et la chute d'une dictature, par Catherine Copery-Vidrovitch.
- **JAPON** : Faiblesse d'un titan économique, par Karoline Postel-Vinay.
- **SANTÉ** : Combattre le sida « au nom de la civilisation » ? par Meredith Tarsben et Annie Thibaud-Mossy.
- **MÉDIAS** : Guerre et mensonges, par John Berger.
- **ART ET SOCIÉTÉ** : Soudain les murs de Dakar fleurissent sous les fresques, par Jacques Buguinourt.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

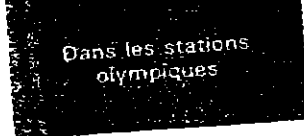
LA SNCF PRÉPARE LA SÉLECTION FRANÇAISE POUR ALBERTVILLE



LA SNCF A ORGANISÉ AVEC LA COLLABORATION DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, LES OLYMPIADES DES NEIGES SUR LES



SITES OLYMPIQUES. 5 JOURS D'ÉPREUVES EN AVRIL 1991 POUR LES CLASSES DE NEIGE DE CM1 ET CM2 SÉLECTIONNÉES AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL PUIS RÉGIONAL.



TROIS CLASSES GAGNANTES SERONT INVITÉES À SUIVRE LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER À ALBERTVILLE. IL NE SUFFIT PAS D'ÊTRE SAGE POUR AVOIR UNE IMAGE.

SNCF, TRANSPORTEUR NATIONAL OFFICIEL DES XVI^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER



EDUCATION • CAMPUS

La dure école du ramadan

Les établissements scolaires s'efforcent de gérer en douceur le mois d'abstinence des élèves musulmans

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

C'est à l'heure de midi que les contraintes du ramadan sont les plus sensibles. Plus encore pour les jeunes qui, dès l'âge de douze ans, comme le prévoit la tradition, décident de respecter le carême. Bouabdallah, quatorze ans et élève de cinquième au collège privé Saint-Mauront de Marseille, s'est levé à 3 h 30, comme toute sa famille. Trois, quatre heures de sommeil à peine, et un nouveau repas pour « tenir le coup », sans manger ni boire (ni fumer) de la journée, entre lever et coucher du soleil.

Installé devant un échiquier, cerné sous les yeux et bras alanguis, il s'efforce, à l'heure du déjeuner, de « penser à autre chose ». Comme Tarak, son copain de classe, guère plus éveillé que lui. Comme Norah, qui est la seule à jeûner chez elle, avec sa mère. Au collège Saint-Mauront, un bon tiers des élèves font le ramadan. Pour les occuper, les professeurs leur proposent de jouer aux échecs, « qui obligent à se concentrer », pendant que les autres, un peu plus loin, grignotent dans la cour.

« C'est l'heure des plaisanteries », explique M. Sali Bouknouch, professeur d'anglais. De la compétition, des « tu tiendras pas » lancés à la cantonade. Car jeûner, c'est aussi, littéralement, « aller à la table des grands », le soir, une fois le jeûne rompu. Si nombre d'entre eux craquent au bout de quelques jours, la pratique est très forte chez les plus jeunes.

Cependant, même en zone à forte densité musulmane, pas question de changer le rythme de l'école pour le ramadan. De travailler plus tôt et de se reposer l'après-midi, par exemple, comme c'est le cas dans les pays du



Maghreb. La tolérance, la bienveillance sont de règle. « Par la force des choses, on adapte nos cours en douceur », explique M. Bouknouch. Le travail oral, qui réclame une attention soutenue, s'efface devant l'écrit, la course à pied devant les exercices de basket.

Mais si le professeur d'éducation physique et sportive veille à ne pas attiser la soif des enfants, si d'autres prennent en considération « les coups de pompe de 11 heures », l'attention particulière des enseignants « ne peut être une généralité ». « Tout le monde, dans la classe, ne

fait pas le ramadan », observe M. Bouknouch. Il faut trouver des solutions pour que, au sein de l'école, cette diversité soit facilement gérable.

Un choix personnel

Aussi la bienveillance et la compréhension sont-elles encore de mise quand, le matin, il s'agit d'enregistrer les absences. Au lycée d'enseignement professionnel La Calade, elles tripleraient dans la première heure, selon la conseillère d'éducation. « Ce qui ne veut pas dire que le ramadan doit constituer une excuse pour ne pas travailler », prévient M^{me} Denise Bossard, enseignante au collège Edgar-Quinet, dont les élèves de sixième observent presque tous le jeûne. Je leur explique que le ramadan est un choix personnel, mais que cela ne doit rien changer en classe.

Ahmed, dix-huit ans, en première année de BEP de vente à La Calade, et Ghani, élève de terminale B au lycée Saint-Exupéry, racontent qu'on leur a demandé, le premier jour, quels étaient ceux qui faisaient le ramadan. Tous deux reconnaissent que leurs camarades et les enseignants respectent leur choix et admettent que le carême n'interfère pas dans leur vie scolaire. « Surtout », précise Ahmed, tout doit continuer comme si de rien n'était. C'est le but. Poursuivre sa vie en supportant le jeûne. Ces lycéens n'aspirent qu'au calme, au silence, car le

ramadan doit aussi marquer un temps de réflexion.

Rafika, vingt-trois ans, étudiante en troisième année de médecine, souligne, elle, les effets négatifs du ramadan sur la concentration. Mais elle en rappelle les fondements : « C'est une période où l'on se rapproche de Dieu. » « Un temps pour se recueillir, pour s'entraîner », poursuit son amie Najat, qui, chaque soir, porte des bocaux de nourriture pour améliorer l'ordinaire d'amis qui vivent en cité universitaire.

De plus en plus tôt, dès la sixième

Les avis divergent, en revanche, sur le taux de pratique et sa constance avec l'âge. Ahmed constate avec amertume qu'avec le temps ses copains du LEP « s'en foutent », qu'ils abandonnent progressivement. M^{me} Bossard remarque, au contraire, que, dans le quartier Belcaire, « les élèves pratiquent de plus en plus tôt, dès la sixième ». Et surtout, fait nouveau, que depuis quelques années « ils en parlent ». De même, dans les quartiers nord de la ville, M. Jean Desanti, proviseur du lycée Saint-Exupéry, estime que « le ramadan connaît une recrudescence de pratique et de rigueur ». Elle serait, selon lui, liée à la volonté de marquer « une différence ».

M. Desanti estime cependant que « le ramadan ne change pas le comportement des élèves ». L'institution laïque et républicaine ne saurait être ébranlée par une pratique religieuse... et quelques demandes de dispenses d'éducation physique. « Le ramadan n'est vraiment pas un souci pour moi », note M. Desanti. Je suis bien plus embêté, en temps normal, par la restauration scolaire et la distribution de viande halal. Le service à la place ne s'accommode guère des distinctions de label pour la viande, et le proviseur, encouragé par les parents musulmans, envisage, lors de la prochaine rénovation du lycée, de remplacer le réfectoire par un self-service plus adapté aux contraintes religieuses de chaque élève.

« L'institution n'est pas dérangée », renchérit Fatia, étudiante en psychologie à l'université d'Aix, mais le poids culturel reste important et détermine naturellement son milieu scolaire. Elle se souvient : « Dans ma cité, nous n'allions jamais à l'école le jour de l'Aïd (1), comme si c'était un jour férié. Les profs n'ont jamais rien dit, et ils ne disent toujours rien. Ce qui ne les empêchait pas, dans le même temps, de nous demander d'obtenir, de nous faire raconter, dans nos récréations, ce que nous faisons le jour de Noël... »

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) La « fête de la rupture du jeûne », l'Aïd el-Fitr (ou Aid el-Seghir), consacre la fin du mois de Ramadan.

SOURCES

L'école des ouvriers

Avec son nouveau livre sur l'Enseignement professionnel en France, Lucie Tanguy poursuit son travail en profondeur sur ce domaine trop négligé du système éducatif et sur les relations entre formation et production, monde ouvrier et monde de l'école. Sociologue de l'éducation et du travail, elle se livre, en réalité, à une analyse des institutions d'enseignement professionnel qu'à une sociologie historique de cette catégorie particulière d'enseignants du technique : les professeurs d'enseignement pratique et professionnel (PEPP), qui occupent une place essentielle dans les lycées professionnels. Plus précisément encore, elle centre le projecteur sur les enseignants de deux filières industrielles « qui expriment de manière condensée les changements en cours » : la mécanique, associée à l'élite traditionnelle des « métalliques », et l'électrotechnique, qui répond au mobile de compétences recherchées aujourd'hui.

En dépit du terrain d'observation à première vue étroit, Lucie Tanguy décortique de façon passionnante les mutations et les trajectoires qui ont conduit, depuis quarante ans, l'élite ouvrière à accéder à la profession enseignante, au prix d'une « forte mobilisation » individuelle, fondée notamment sur la formation et la promotion sociale. Depuis deux décennies toutefois, ce profil-type, qui, à bien des égards, a façonné les valeurs et les pratiques de l'enseignement professionnel, est, de plus en plus, contrecaréné par une nouvelle génération d'enseignants plus jeunes et diplômés de l'enseignement technique supérieur court (titulaires d'un BTS ou d'un DUT).

Contrairement à leurs aînés, qui avaient « triomphé des multiples obstacles qui s'opposaient à une mobilité aussi exceptionnelle », ces diplômés du supérieur se sont orientés vers l'enseignement technique plutôt « par défaut », faute de trouver des emplois et des conditions de travail dans l'industrie correspondant à leurs aspirations. Alors que les anciens ouvriers quittaient l'industrie « dotés de savoirs et d'expériences concrètes du travail qui les mettaient en position d'enseigner ces métiers industriels », les jeunes diplômés n'ont, en général, que des expériences brèves et négatives de l'usine, bref un profil « a priori peu propice à faire de ces enseignants des agents actifs d'une socialisation au travail ouvrier ».

Ces deux figures d'ensei-

gnants « virtuellement opposés » expliquent pour une bonne part, selon Lucie Tanguy, les fractures qui traversent ce corps des professeurs de l'enseignement professionnel et, au-delà, la « dévalorisation des normes et des valeurs », bref la « crise d'identité » qui traverse le technique depuis des années. Car cette hétérogénéité se retrouve sur tous les terrains. Celui de la conception même de l'enseignement fondé sur la pratique chez les uns, sur la connaissance rationnelle chez les autres. Celui du rapport à l'autorité. Celui des pratiques pédagogiques. Celui, enfin, de l'orientation qui, pour les uns, conduit naturellement à l'étude dans le monde du travail quand les autres, préconisant plus volontiers la poursuite d'études pour les meilleurs élèves.

Au-delà de ces fractures, c'est tout le système de représentation de l'enseignement technique parmi ses enseignants qui s'effrite. Cet « état d'anomie », conclut Lucie Tanguy, s'oppose « à la mobilisation qu'appelle la politique de formation professionnelle élaborée par l'Etat ». Faire du technique une « filière de la réussite » suppose, en premier lieu, que les enseignants concernés en soient persuadés. Ce n'est plus le cas. Ou pas encore.

GÉRARD COURTOIS

► L'Enseignement professionnel en France. Des ouvriers aux techniciens. Presses universitaires de France, 228 p., 115 F.

► DÉVELOPPEMENT. - Le Groupe de recherche et d'étude en économie du développement (GREED) de l'université Paris-I organise le jeudi 11 avril à la Sorbonne, de 13 h 30 à 18 heures, un colloque consacré à la crise des systèmes d'éducation en Afrique subsaharienne.

► Renseignements : Centre d'études du développement, université Paris-I, tél. : 48-34-97-73.

► L'UNIVERSITÉ ET LA VILLE. - Des rencontres nationales sur les villes et l'exploration universitaire se tiendront à Dunkerque, les 10, 11 et 12 avril prochain avec le patronage du ministère de l'éducation nationale et du ministère de l'équipement et du logement. Trois approches seront traitées : université et territoire urbain ; armature urbaine régionale et maillage universitaire ; enjeux culturels et université.

► Renseignements : Agence d'urbanisme et de développement de la région Flandres-Dunkerque (AGUR), tél. : 28-63-52-31.

Psychodrame au lycée

Les profs de François-Villon sont orphelins. Leur proviseur les a trahis en publiant sans leur accord un livre (1) où il raconte sans fioritures, avec un brin de méchanceté, ses états d'âme de patron d'un bahut de banlieue. « Leur » bahut.

Le poète est rompu, la confiance envolée et ils sont en colère. Ils le disent dans une curieuse « lettre ouverte » aux lignes serrées, adressée à l'AFP et aux journaux. Vingt-six d'entre eux expriment leur malaise de se sentir « enfermés », « menottés du doigt », « jetés en pature à l'opinion ».

Lycées, l'état d'urgence présente pourtant toutes les garanties de l'anonymat dont l'éducation nationale est friande. L'action se situe à Ville-Belle, une cité imaginaire, et M. Lamareuil, la bête noire de l'inspecteur, n'est qu'un enseignant de papier. Le hic, c'est que l'auteur, Jean-Pierre Berland, n'est pas, lui, un proviseur imaginaire. Fier de sa trajectoire exemplaire, instituteur, puis prof, puis censeur, puis principal de collège et enfin proviseur, il a choisi de débiter ses humeurs sans parer et sans nom d'emprunt. D'où le drame, attisé par la publication, fin février, d'un article de Paris-Match révélant la véritable identité du lycée de Ville-Belle (en fait, le lycée François-Villon des Mureaux).

Un chapitre surtout a retenu l'attention des vingt-six professeurs. Vingt pages consacrées aux profs justement, aux profs « lumineux » et à ceux « qui disjonctent », aux « professionnels honnêtes et solides » et à « la troupe sans grâce des figurants où quelques escrocs sont ambusqués ».

Le stylo rouge à la main

« Escroc », surtout, est mal passé. « Nous pensions jusqu'à qu'un chef d'établissement avait pour mission de protéger la dignité humaine et professionnelle de ses propres subordonnés, écrivait les professeurs [...] Votre livre est sans éthique. Pour analyser un objet aussi complexe que la crise des lycées de banlieue, poursuivent ces incriminables, le stylo rouge à la main, il faut, par honnêteté intellectuelle de la méthode et du style, un discours contrôlé par les faits et la raison. »

Jean-Pierre Berland a choisi le

coup de gueule. Au risque, de temps en temps, de dérapage dans le portrait un peu grossier sur les sans-grade de l'éducation nationale, maîtres auxiliaires, profs étrangers, débarquant du Maghreb ou d'Afrique noire, ballottés par le recort de poste en poste pour boucher les trous.

Mais il y a aussi les portraits d'élèves, justes et tendres. Portraits croisés imaginaires de Marc et Alexandre, Alexandre, l'élève du lycée « classé monument historique », et Marc, le banlieusard, qui attend « dans le vent frisé » son car de ramassage scolaire.

Et il y a, surtout, le proviseur. « L'Intouchable », grognent les profs. L'homme à tout faire du lycée, rétorque Jean-Pierre Berland. « Secrétaire, standardiste et planton », réduit à l'impuissance et croulant sous la tâche : l'auteur n'est guère optimiste : la noble lignée serait en voie d'extinction. « Les vieux maîtres blanchis sous le harnais » ont disparu depuis belle lurette. « Le flot des profs-traités égarés, défrayés », dont il s'enorgueillit d'être un spécimen, se tarit à son tour. Place donc aux bureaucrates, aux gestionnaires frileux, retranchés à l'abri des salles de classe et surtout des élèves.

Et, dans un moment d'égarement, le proviseur « plume », comme l'épinglent ses professeurs, se prend à rêver : d'un ministère qui préférerait, pour diriger les lycées, « aux gestionnaires de procédures, des experts en pédagogie », investis d'un vrai « pouvoir éducatif ». Bref, de vrais patrons et non plus des « fusibles toutes tensions », pétris d'obédience, experts en reniement. Là, les profs, les vrais, ceux des Mureaux, s'égarèrent. En cherchant à établir « votre pouvoir managérial local, (...) vous voulez tuer les lycées », et avec eux les professeurs, leur savoir, leurs concours et leurs inspecteurs, s'écrient-ils à l'adresse de leur proviseur. Etrange dialogue, curieux détours pour que s'échangent ces paroles. Et bon courage, M. le proviseur !

► Lycées, l'état d'urgence, de Jean-Pierre Berland. Lattès, 250 p., 99 F.

Un entretien avec M. Robert Chapuis

Suite de la page 13

Et ils estiment aussi, à près de 90 %, que l'enseignement technique permet de trouver un emploi. Parallèlement à cela, il y a l'information donnée par les médias, qui colle davantage aux mentalités qu'aux réalités. Et les Français restent persuadés que plus on retarde le moment du choix, plus on se donne de chances. Or cet état d'esprit conduit quantité de jeunes à des impasses. Toute notre action depuis trois ans consiste à faire évoluer ces mentalités. Les choses commencent à bouger. Je suis convaincu que l'enseignement général comporte actuellement davantage d'impasses que l'enseignement technique. En cas d'échec dans l'enseignement général, il est très difficile actuellement de revenir vers une filière permettant une qualification.

Alors que dans l'enseignement technique et professionnel, on a la fois la possibilité de se qualifier et de poursuivre des études. Mais les évolutions sont très récentes. Qu'on puisse réussir le bac par la voie professionnelle, à partir d'un BEP, beaucoup de familles ne le savent pas encore.

Pourquoi ne pas affirmer et assumer plus clairement qu'il y a une filière de promotion scolaire

et sociale, qui passe par le BEP notamment ?

Je commence à connaître des familles où le père est ingénieur et où le fils aura un bac technique ou un bac pro, sans que ce soit un drame. Je ne veux pas que l'enseignement professionnel soit réservé aux fils ou aux filles d'ouvriers, parce qu'il est un élément de la transformation sociale et qu'il est d'abord un enseignement de qualification. Notre objectif principal est de donner à tous une formation qui débouche sur une qualification minimale mais réelle. Le BEP aujourd'hui offre une garantie de qualification intermédiaire par rapport à un bac. On oublie par exemple qu'il y a autant de diplômés de BTS et de DUT délivrés que de DEUG. Beaucoup d'étudiants se perdent à l'université, particulièrement le bac G. C'est pourquoi la rénovation des filières tertiaires autour de deux pôles sera un des enjeux importants de la rénovation des lycées.

L'afflux dans les sections G aujourd'hui traduit un échec de la filière générale. Qu'il y ait plus de bacs G délivrés que de bacs C est tout simplement aberrant.

Propos recueillis par GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

Institut Le Rosey
CH-1800 Rolle (sur les bords du lac Léman)
CAMP D'ÉTÉ « un des meilleurs en Suisse »
Four garçons et filles 9-17 ans en juillet et août 1991

- Ancien château et domaine seigneurial avec centre nautique.
- Des cours de conversation intensifs en français, anglais et allemand.
- Des petites classes dans une atmosphère personnalisée.
- Des cours d'informatique avec un équipement moderne.
- 18 sports au choix.
- Programme complet d'excursions et loisirs.
- Camp de montagne.

Pour tous renseignements contactez l'adresse ci-dessous ou
Tél. : 18-41/21/825 47 51, tél. 456311, Fax. 18-41/21/825 20 55.

ECOLE NATIONALE D'ASSURANCES

Grande Ecole commerciale du secteur des assurances

Créée par le Conseil National des Assurances, prépare à des carrières de haut niveau dans un secteur de premier plan et en expansion de l'économie nationale.

- Niveau d'entrée : Bac + 2
- Durée de la scolarité : 2 ans
- Formation entièrement gratuite et allocation d'études versée aux élèves
- Stages pratiques et voyage d'études à l'étranger
- Diplôme de l'enseignement supérieur homologué au niveau II par l'Etat et délivré par le Conservatoire National des Arts et Métiers
- Inscriptions au concours d'entrée reçues jusqu'au 24 mai 1991. Epreuves écrites : 3 et 4 juin 1991. Epreuves orales : 17 et 18 juin 1991.

Ecole Nationale d'Assurances (ENASS)
9, rue Chaplal 75009 PARIS -
Tél. 48.74.75.59.

سكن في الرحيل

سكزاوينا الاميل

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

ARTS ET MÉTIERS. — M. Guy Gauthier a été nommé directeur général de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM) par un décret du président de la République en date du 3 avril. Né le 10 janvier 1938 à Autun (Saône-et-Loire), M. Gauthier a fait ses études à l'ENSAM de Cluny, avant de devenir docteur de sciences en 1967. Maître de conférences à l'université de Paris-Sud Orsay à partir de 1968, il a ensuite occupé les fonctions de directeur du département des mesures physiques de l'UT-Orsay, puis le poste de directeur adjoint de l'Ecole normale supérieure d'enseignement technique de Cachan entre 1980 et 1985. Professeur à Paris-Sud jusqu'au début de 1991, il animait le département de recherche de l'Institut d'électronique fondamentale d'Orsay, ainsi que le service des relations industrielles de l'université Paris-Sud.

IUFM. — M^{me} Josiane Serre est nommée au cabinet du ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin. Elle remplace M. Daniel Bancel, nommé recteur de Lyon le 27 février dernier. Elle sera chargée des IUFM (instituts universitaires de formation des maîtres) qui doivent ouvrir, dès la prochaine rentrée, dans toutes les académies. M^{me} Josiane Serre, agrégée de l'université et docteur en chimie, a dirigé l'Ecole normale supérieure de jeunes filles de Sèvres entre 1975 et 1985, avant la fusion en un seul établissement mixte avec Normale Sup Ulm auparavant réservée aux garçons.

MÉDIAS. — Après le « semaine de la presse à l'école », organisée du 2 au 5 avril par le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI), plusieurs manifestations seront mises en place pour favoriser l'éducation aux médias. A l'initiative de l'association Les pieds dans le PAF, la Semaine du jeune téléspectateur actif se déroulera du 13 au 20 avril dans des collèges, lycées et maisons des jeunes de toutes régions pour développer un regard critique chez les jeunes. « Scoop en stock » rassemblera à Poitiers, du 12 au 14 avril, des jeunes participants à un concours de vidéo-magazines. Enfin, l'Association nationale des radios en milieu scolaire réunira, du 12 au 14 avril à Aubenas (Ardèche), des acteurs scolaires ayant des pratiques de radio dans leurs établissements.

VOILE. — Le 3^e Trophée des lycées réunira, du 18 au 20 mai à Quiberon, des jeunes venus de trente-cinq établissements français. Cette régate de monotype First class 8, organisée par l'UCPA, sera parrainée cette année par la direction de l'information et de la communication du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports. Qualifié de « formidable outil pédagogique au service des jeunes », le Trophée doit inciter les lycéens à trouver des sponsors.

La maladie de « langueur » de Strasbourg-II

Le Conseil national d'évaluation vient d'épingler l'université locale des sciences humaines. Sans pitié

STRASBOURG

de notre correspondant

ATENTION, université malade : sans que ces mots se retrouvent dans le rapport du Comité national d'évaluation (CNE) sur l'université des sciences humaines de Strasbourg, c'est bien le sens général de la longue analyse menée par une vingtaine d'experts, après trois ans d'enquête sous la responsabilité de M. André Mandouze. La conclusion est sans pitié, sinon sans nuance. « S'il est une chose indéniable à l'issue d'observations longues et minutieuses, c'est que l'histoire de cette université l'a amenée à donner l'impression, dans la conjoncture actuelle, de souffrir plus d'une sorte de langueur généralisée que de turbulences particulières, plus d'allergies des composantes les unes à l'égard des autres que de conflits déclarés entre elles, plus des conséquences d'une fragmentation favorisant partout des situations d'isolement et des craintes d'asphyxie que de carences originelles ou fondamentales. La vérité, c'est que si l'USHS (université des sciences humaines de Strasbourg) a sans doute conscience des immenses richesses qu'elle doit à son histoire, elle n'en a pas actuellement une véritable maîtrise. A elle donc de faire,

sans complaisance aucune, son propre bilan. » Une telle sévérité est rare sous la plume des experts du comité d'évaluation.

De fait, Strasbourg-II, qui ne s'est pas encore trouvé de vrai nom, a beaucoup hérité de l'histoire ancienne et beaucoup souffert de l'histoire récente. Le rapport note bien que l'université est « héritière incontestable de quatre cent cinquante ans de vie universitaire à Strasbourg (...) effectivement issue de la Haute Ecole créée par Jean Sturm en 1538 ». La présence simultanée des deux facultés de théologie catholique et protestante atteste encore aujourd'hui de cette originalité et de cette richesse. Cette unité universitaire s'est développée et prolongée sous le régime allemand d'après 1871, puis dans la République française après 1918.

En revanche, la partition des universités après la loi d'orientation de 1968 n'a pas aidé Strasbourg-II. Entre l'université Louis-Pasteur (Strasbourg-I) consacrée aux sciences exactes, à la médecine, mais aussi à l'économie et à la psychologie, et l'université Robert-Schumann (Strasbourg-III), riche du droit, des sciences politiques et des premiers IUT, Strasbourg est apparue assez approximativement décapitée : autour de la théologie, d'une bonne

part des lettres — mais sans la géographie et la psychologie, — se sont groupés éducation physique et sportive, musicologie, arts plastiques, langues étrangères appliquées, communication et sciences du langage, notamment.

Le rapport souligne à quel point subsistent, dans certains domaines, les anciennes formes des instituts de la période allemande, aujourd'hui étiolés et dépeçés, quelles que soient leurs enseignements. Quatorze instituts d'histoire, dix-sept départements de langue, ce sont souvent autant de bibliothèques ou de fonds documentaires sous-exploités. « Peut-on continuer ainsi ? » interroge le rapport, sans méconnaître que c'est l'absence de bibliothécaires qui contrainst, bien souvent, à fermer les portes. Message déjà entendu par l'université, si l'on en croit la réponse du président, M. Claude Régnier : « L'université vient d'adopter les statuts de son service commun de documentation (...) et prévoit à terme de construire une bibliothèque du premier cycle. »

Querelles intestines

Deuxième remarque de fond du rapport : la coordination de la recherche serait insuffisante, d'autant plus que « Strasbourg-II compte très peu de chercheurs dans ses équipes, et la plupart du temps n'en compte pas du tout ». Sans trop « enfoncer le clou », le rapport fait l'addition : quarante formations de recherche déclarées, dont seulement huit sont associées au CNRS et sept recommandées par la direction de la recherche... Vingt-cinq seraient donc en danger, « parce que susceptibles au cours de leur vie de ne pas avoir pris le tournant de la recherche actuelle ». Visiblement, les rapporteurs ne se sont pas laissés convaincre par les plaidoyers strasbourgeois, et ils suggèrent aux intéressés de « montrer, preuves en main, que ce n'est pas la modernité, mais la misère, qu'ils refusent ».

Plus encore, le rapport dénonce « le faux-semblant pluridisciplinaire des unités de formation et de recherche (UFR) ». Les UFR ne sont qu'une « alternative médiocre », reconnaissent les rapporteurs, mais particulièrement mal employée à Strasbourg-II. « D'où l'erreur d'accepter d'habiller une UFR en déshabillant l'autre », soulignent-ils, par exemple en utilisant les moyens de l'UFR langues étrangères pour faire tourner l'UTR langues et sciences humaines appliquées, ou en sollicitant abusivement l'institut de latin, au point « qu'il n'y a plus en service ».

à l'université des sciences humaines de Strasbourg, un seul professeur titulaire de latin ou de grec ! »

Enfin, les rapporteurs semblent avoir été quelque peu lassés des querelles intestines qu'ils ont ressenties dans l'université. Une « querelle des anciens et des modernes » pèse, semble-t-il, sur toute réforme : « Ce n'est pas en contestant la légitimité des formations nouvelles (...) ou en dansant sur leur coin qu'on peut redorer le blason des lettres classiques ou de l'histoire ancienne et médiévale, mais bien en administrant la preuve de la capacité de ces disciplines anciennes à contribuer à un humanisme pour notre temps (...) Inversement, ce n'est pas en chicanant sur la place encore reconnue aux fonctions anciennes qu'on peut faire valoir leurs lettres de noblesse aux formations nouvelles (...) mais bien en administrant la preuve que celles-ci relèvent du progrès du savoir et non de modes transitoires et coûteuses. » La misère est là, reconnaissent les rapporteurs, mais elle ne devrait pas envenimer de conflits paralysants.

Le rapport prend le soin d'indiquer qu'il s'agit d'aider Strasbourg-II et non de l'écarter, et que son redressement passe, bien sûr, par des constructions nouvelles et l'aménagement du site du Palais universitaire, par des créations de postes et par un accroissement du nombre d'ATOS (personnel administratif, technique, ouvrier et de service). Mais il conseille aussi, en termes très nets « une révision des instances de consultation et la constitution (ou la reconstitution) d'une véritable équipe présidentielle, se tenant très régulièrement au courant de tous les problèmes majeurs, et non de modes transitoires et coûteuses. » La misère est là, reconnaissent les rapporteurs, mais elle ne devrait pas envenimer de conflits paralysants.

Le « pavé » du rapport d'évaluation est assez durement ressenti à Strasbourg, même si de nombreux universitaires expliquent que Strasbourg-II a largement commencé à corriger certaines erreurs, à mesure qu'elles étaient relevées par les évaluateurs.

Le plus dur sera sans doute de redresser l'image d'une université des sciences humaines « malade de langueur » et laissée à la traîne par ses deux sœurs en pleine santé. L'université Louis-Pasteur, qui avait été le premier établissement évalué par le CNE en 1987, avait été largement couronnée de lauriers.

JACQUES FORTIER

Etudiants édités

Les éditions L'Harmattan lancent une collection originale — « Dossiers sciences humaines et sociales » — qui se propose d'être « un espace éditorial réservé aux jeunes chercheurs en sciences humaines ». Une chance est donc donnée aux étudiants de voir leur travail échapper à la « confidentialité » d'usage dans les universités.

Tous les ouvrages de la collection réuniront entre deux et dix communications, versions réduites des mémoires de maîtrise, de DEA, ou des travaux intermédiaires de thèses. Chaque recueil formera un dossier autour d'un thème, afin de favoriser les échanges entre les recherches en cours.

Pour la constitution du dossier, les animateurs de la collection, les sociologues Sophie Taponier et Dominique Desjeux, et Simon Leach, directeur littéraire chez L'Harmattan, ont imaginé deux possibilités : soit un étudiant ou un groupe d'étudiants intéressés appellent leurs condisciples à communiquer leurs recherches ; soit c'est un professeur ou un chercheur, disposant des travaux de plusieurs étudiants autour d'un même sujet, qui prend la direction d'un dossier. Au regard des premières propositions, la voie professionnelle semble l'emporter. « Les étudiants sont assez isolés, tandis que les enseignants qui participent à des réseaux inter-universitaires, peuvent être de bons relais », souligne Sophie Taponier. Ils peuvent présélectionner les communications et rédiger une introduction. Elle espère néanmoins que les étudiants prendront aussi leur part d'initia-

tives. Sociologie, ethnologie, psychologie, anthropologie, économie, géographie... aucune discipline n'est écartée. Les études doivent cependant rester centrées sur l'homme et le social, et reposer sur des enquêtes et des recherches de terrain.

La qualité de la méthodologie mise en œuvre constitue un critère de sélection important. « Mais, précise-t-on, une collection consacrée aux étudiants doit accepter des imperfections, certaines limites descriptives et théoriques propres à une pensée en maturation. »


Le premier volume, paru sous le titre *Le Social dans tous ses états*, regroupe une partie des interventions au colloque *Etats généraux pour la jeune sociologie* qui s'est tenu en 1989, à l'instigation du Centre d'études sur l'actuel et le quotidien. Les synthèses des études, menées par des chercheurs en formation doctorale, éclairent divers fragments d'un « social éclaté » : lieux de sociabilité comme le café ou l'automobile, formes d'exclusion par le sida ou la prison, mémoire ouvrière... Les prochains dossiers de la collection auront pour thèmes « Les petits métiers », « La justice » (sous la direction de Michel Crozier et Werner Ackermann), « L'édition en sciences humaines ». Peut-être aura-t-on alors une meilleure idée des lendemains que prépare la recherche française.

MARIANNE ROUGE

Les dossiers doivent être proposés à Sophie Taponier, à l'adresse de L'Harmattan, 7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75006 Paris.

FERRARELLE.

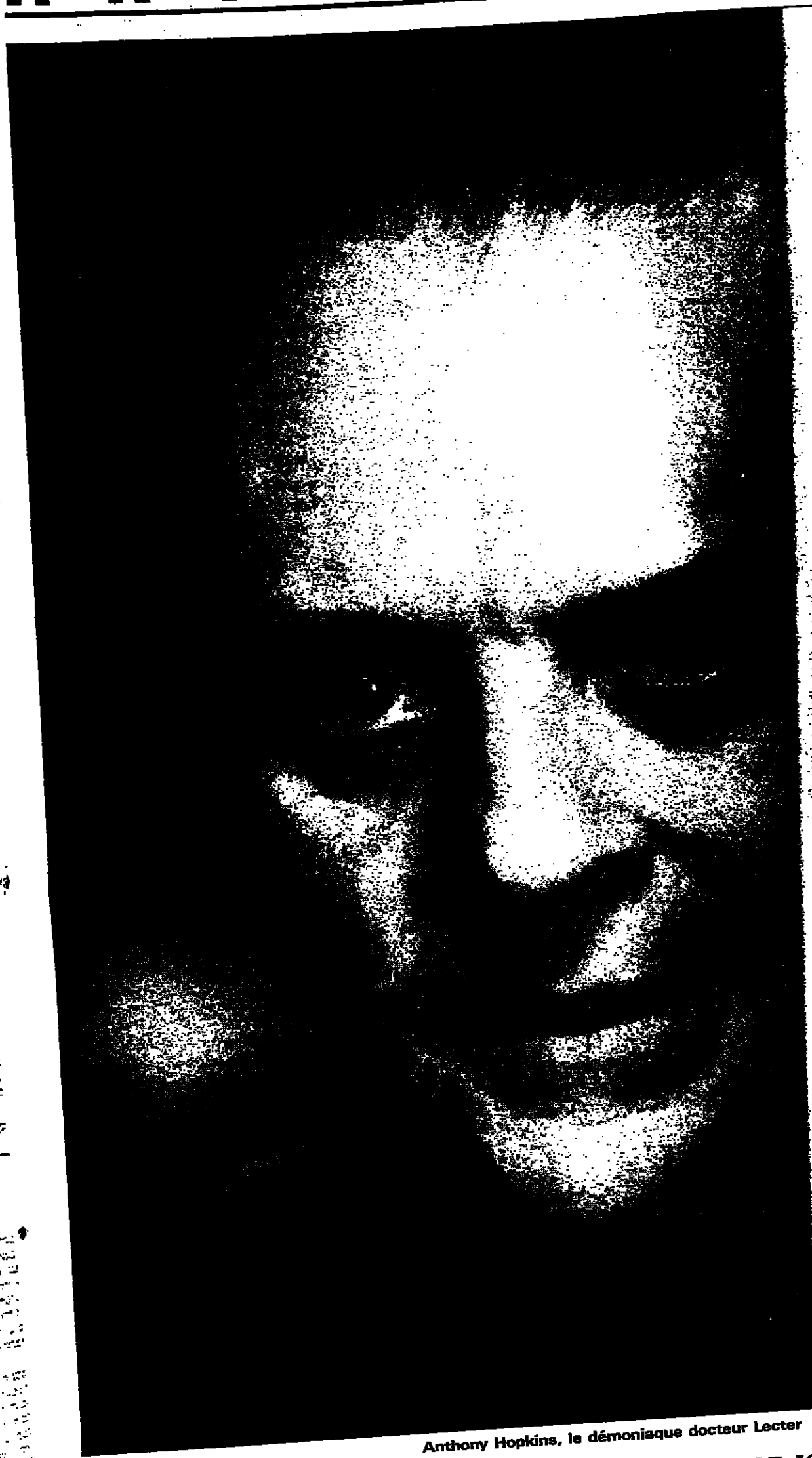
Ca commence par F, comme fine.
Et ça prend deux L, comme bulle.



(Exclusivement dans les restaurants.)

Ses fines bulles prennent leur source à Riardo, Italie.

ARTS • SPECTACLES



Anthony Hopkins, le démoniaque docteur Lecter

« LE SILENCE DES AGNEAUX », NOUVEAU FILM DE JONATHAN DEMME

Le diable certainement

Le Silence des agneaux, de Jonathan Demme n'est pas un grand film d'horreur. C'est un grand film. Pour la première fois depuis longtemps (plus précisément depuis *Shining*, de Kubrick), une mise en scène jouant sur les ressorts de la terreur – et parvenant parfaitement à ses fins – dépasse les procédés du film de genre pour s'appuyer sur les ressources de la mise en scène. Le cinéaste réserve la portion congrue aux torrents d'hémoglobine, aux effets plus ou moins spéciaux soulignés à plaisir et aux machineries high-tech, tous ingrédients qui font les délices des aficionados d'Avoriaz ou des Nuits du fantastique. Il préfère suivre les circonvolutions d'un cerveau pervers plutôt que les méandres d'horribles grottes en carton-pâte.

Les éléments de scénario et de décors, plus encore le jeu des comédiens, sont, et c'est déjà peu courant dans ce domaine, de premier ordre. Mais la véritable réussite du film tient à la manière diaboliquement efficace dont le cinéaste orchestre ces éléments. Réussite d'autant plus remarquable qu'elle est signée d'un cinéaste dont on ne l'attendait pas. A quarante-six ans, Jonathan Demme compte douze films à son actif depuis 1974, dont fort peu ont été distribués en France – malgré les deux Oscars obtenus par son *Melvin and Howard*, inédit de 1980. Également documentariste pour le cinéma (*Stop Making Sense* consacré au groupe rock Talking Heads) et pour la télévision (*Haiti Dreams of Democracy*), il ne fut vraiment remarqué ici qu'après la

projection au Festival de Cannes de *Dangereuse sous tous rapports* en 1987, allégre comédie de mœurs qui mettait en valeur l'énergie de Melanie Griffith face à Jeff Daniels. Deux ans plus tard, sa comédie policière, *Veuve mais pas trop* confirmait le savoir-faire de Jonathan Demme pour filmer avec vivacité des scénarios bien verrouillés, mais sans leur apporter grand-chose.

Avec *le Silence des agneaux*, il change de registre en état de grâce luciférien. Et, au passage, redonne des lettres de noblesse au « film d'angoisse » dévalué par les innombrables « sequels » des *Vendredi 13*, *Halloween* et autres *Freddy*.

(Lire pages 18 et 19.)

JEAN-MICHEL FRODON

MUSIQUES

20

Le panier du pianiste



Toute la musique s'installe sous la verrière du Grand Palais à l'occasion du salon Musicora, qui se tient du 7 au 14 avril. Les luthiers, les éditeurs, les grandes institutions, ont leur stand. Et, bien sûr, les importateurs et fabricants de pianos. Trouver le piano de ses rêves est aujourd'hui un véritable casse-tête. Bonne occasion de proposer un banc d'essai des instruments, de la formule 1 à l'engin de série.

VARIÉTÉS

21

Gérard Manset, Yves Simon, la chanson revue et corrigée

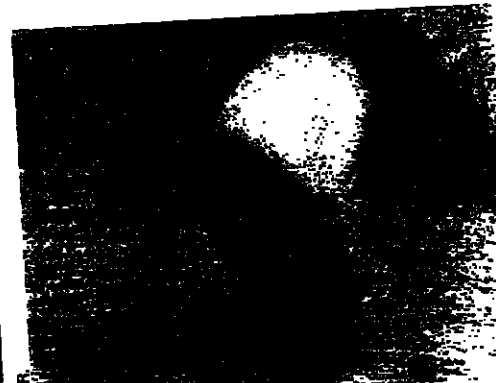


Le nouvel album de Gérard Manset s'appelle *Revivre*. Inquiet, rockeur torturé et inspiré, Manset est sorti de sa réserve le temps d'un entretien. « une conversation honnête, une rencontre de hasard ». Yves Simon aura les honneurs de l'intégrale en dix CD d'ici à la fin de l'année. Petit recueil d'actualités subjectives, *Jours ordinaires et autres jours* vient de paraître au Livre de poche. Hommes publics, hommes secrets, amoureux de la littérature ou de la peinture, voyageurs gourmands, Manset et Simon ont des chemins croisés par la force de leur époque, les années 70. Mais l'un chante et l'autre pas.

ARTS

28

Seurat, l'homme mathématique



Singulier personnage que Georges Seurat. Silencieux, secret, il élabore, d'après des livres d'optique et de géométrie, une doctrine de l'art qu'il n'aimait guère à partager. Ses tableaux sont à son image : muets, mathématiques, d'une splendide et neutre perfection. Le Grand Palais lui rend hommage au moyen d'une rétrospective de ses tableaux – peu nombreux – et de ses dessins.

سكزا من الاصل

صكزاونا الاصل

« LE SILENCE DES AGNEAUX », Voyage au pays de



Réalisateur de *Dangereuse sous tous rapports* et de *Veuve mais pas trop* – le cinéaste américain Jonathan Demme entre de plain-pied, dans un genre qu'il magnifie : le film d'horreur. Triomphe inattendu aux Etats-Unis, *le Silence des agneaux* met aux prises une jeune fille filic, interprétée par Jodie Foster, et un psychopathe joué par Anthony Hopkins. Le cinéaste et son principal interprète témoignent ici de leur dangereux parcours dans la déviance, qui a suscité outre-Atlantique une polémique violente.

DEPUIS quelques années, le roman noir a subi aux Etats-Unis une radicale métamorphose. De la jungle des grandes villes à la province profonde, les tueurs psychopathes y rôdent et leurs terrifiants méfaits semblent témoigner d'un détraquement intérieur de la société. Ce détraquement s'étend aux représentants de la loi, eux-mêmes psychopathes, détraqués sexuels, acharnés à se débarrasser de leurs complexes et de leurs frustrations dans la violence exacerbée, l'exercice de la corruption et, même, le meurtre expiatoire.

Au « thriller psychologique » a succédé, avec force détails dans l'horreur macabre et le sado-masochisme, le « thriller psychanalytique ». Un écrivain du désespoir existentiel comme Jim Thompson, dont les récits, concis et hallucinants, frappaient pourtant très fort, en arrive à paraître presque « tiède », en face des romans-cauchemars de James Elroy, si bien connu en France qu'il est considéré comme le maître du genre.

Thomas Harris, auteur du *Silence des agneaux*, ne le lui cède en rien, même s'il distille ses histoires épouvantables avec un froid raffinement. Thomas Harris fut journaliste, spécialisé dans les affaires criminelles. Il n'a écrit que trois romans. *Black Sunday* fut porté à l'écran par John Frankenheimer en 1977, *le Dragon rouge*, où apparaissait déjà le psychiatre Hannibal Lecter, le héros négatif du *Silence des agneaux*, par Michael Mann, en 1986, sous un autre titre, *le Sixième Sens*. On ne s'y est pas trop arrêté. L'adaptation de son troisième roman, *le Silence des agneaux*, exemplaire dans la transposition cinématographique et la fidélité à l'atmosphère d'horreur et de mal absolu, le révèle aujourd'hui (1). Et comme le *Silence des agneaux* est aussi le meilleur film de Jonathan Demme, on peut bien parler d'événement. Clarice Starling (Jodie Foster) est stagiaire au département des

sciences du comportement du FBI, chargé des meurtres en série. Elle étudie avec conscience, avec passion. Elle veut obtenir son diplôme. A cette jeune femme inexpérimentée, Jack Crawford, le chef du département (Scott Glenn), confie une difficile mission. Clarice doit aller visiter dans un hôpital d'Etat pour malades mentaux criminels le psychiatre Hannibal Lecter (Anthony Hopkins), qui a commis plusieurs meurtres et dévoré ses victimes. « Hannibal le cannibale » peut, selon Crawford, donner quelques indications qui conduiraient le FBI sur la piste d'un « tueur en série » dont les méfaits traumatisent le Middle West. On a surnommé ce tueur « Buffalo Bill » parce que, non content de tuer des femmes d'une façon répugnante, il les écorche, chacune, partiellement et méthodiquement.

Voilà, en somme, l'itinéraire habituel d'une intrigue « policière ». Mais ce n'est, dans le roman comme dans le film, que le mécanisme déclenchant des réactions en chaîne, plus inquiétantes, des révélations de secrets enfouis, et l'exploration des abîmes de la conscience humaine. « Buffalo Bill », même s'il existe bien, et si on finit par le voir, est un prétexte. Jonathan Demme a toujours aimé les situations insolites, absurdes, les faux-semblants, les personnages à double face et la violence. Si *Meurtres en cascade* était un pur drame criminel, *Dangereuse sous tous rapports* et *Veuve mais pas trop* mélaient, bizarrement, le film noir et la comédie, avec une bonne dose d'épices sexuelles et des piroquettes de mise en scène.

Changement à vue : la mise en scène du *Silence des agneaux* est d'un classicisme net et précis. Le cinéaste s'est permis un « gag » : donner à Roger Corman, chez lequel il débuta dans les années 70, le rôle d'Hayden Burke, directeur du FBI. *Private joke* !

LES MÉANDRES DE LA PATHOLOGIE CRIMINELLE

Il est bien évident, dès la première séquence où Clarice traverse le camp d'entraînement pour arriver au bureau de Jack Crawford, que le personnage essentiel du film, c'est elle. Et si l'on plonge, à sa suite, dans les méandres et les mystères de la pathologie criminelle, son enquête est un voyage initiatique, une mise à l'épreuve voulue par son chef, et un affrontement avec le psychiatre cannibale qui va la transformer. Pour rencontrer Hannibal, Clarice doit, plusieurs fois, descendre dans les souterrains de l'hôpital-prison, décor qui rappelle d'autant plus certains films de Fritz Lang que l'acteur Anthony Hopkins, tapi dans sa cellule renforcée de protections pour l'empêcher de nuire, évoque, avec son regard hypnotiseur, son sourire diabolique, son assurance orgueilleuse et son tempérament manipulateur, le célèbre Docteur Mabuse, et son pouvoir maléfique.



Le personnage de Hannibal Lecter (Anthony Hopkins) est peut-être le plus terrifiant de l'histoire du cinéma mondial depuis le Norman Bates de *Psychose*. Confrontation avec le diable en personne.

Lecter se vante d'avoir mangé le foie d'une de ses victimes avec des fèves. Mais il ne veut pas de mal à Clarice. Au contraire, il l'attendait. A partir du moment où Crawford la lui a envoyée, il va lui fournir, sous forme de devinettes qu'elle doit élucider, les renseignements nécessaires à son enquête. Mais, en échange, il veut qu'elle soit franche avec lui, qu'elle lui parle de ce qu'elle fait, de ce qu'elle ressent, de ses problèmes. En guidant Clarice sur la piste du tueur – et ses découvertes, à mesure, sont d'une horreur fascinante, telle cette larve d'un papillon rare extraite de la gorge d'un cadavre – Lecter la psychanalyse. Il finira par la délivrer de ces cris d'agneaux égarés qu'elle entend dans ses rêves depuis son adolescence.

Ce « thriller » à double détente est admirable par la façon dont Jonathan Demme suit le comportement de Clarice, l'élève de Crawford et de Lecter, dans les péripéties morbides (le travail des éclairages glauques pour les scènes d'horreur est d'un onirisme impressionnant) de sa recherche. « Buffalo Bill », ou celui qui se cache sous ce nom, pitoyable détraqué sexuel, écorcheur cherchant à réaliser un fantasme, ne fait pas le poids en regard de Lecter, haute figure du mal, comme il y a des mémoires – rares – de haute époque ; celui-ci s'arroge le droit de guérir une âme en se référant à Freud, et de dépecer et manger les représentants de l'ordre social dont il est prisonnier. Le réalisme horrifique de Jonathan Demme se situe aux antipodes du cinéma « gore ». Il ouvre, en fait, les portes de l'univers intérieur de deux êtres liés par un jeu de troubles rapports père-fille : Hannibal et Clarice. La ruse et le machiavélisme du psychiatre ont des effets bénéfiques pour une seule personne.

Tout le film repose donc sur les réactions de Clarice, celle qui reçoit les ordres des hommes et se cherche en acceptant les épreuves et en résolvant les énigmes. Triomphe personnel – interprétation aussi contrôlée que la mise en scène – de Jodie Foster. Longtemps marquée par ses rôles de filleule et d'adolescente, elle a pris une posture de grande actrice dans *les Accusés* de Jonathan Kaplan, et reçu, pour cela, un Oscar. Ici, elle est encore plus étonnante dans un personnage à la fois énergique et angossé, malléable et fermé, innocent et culpabilisé, séduisant et complexe, en proie tout à tour au doute et à la certitude, à l'humiliation et à l'épanouissement d'une force presque virile. Elle joue avec retenue, avec subtilité, on la voit dans la vie réelle, dans un miroir et de l'autre côté du miroir.

JACQUES SICLIER

(1) Ce roman extraordinaire a été publié, l'automne dernier, aux éditions Albin Michel. 342 pages. 120 F.



CINÉMA

NOUVEAU FILM DE JONATHAN DEMME

l'horreur absolue



Lui, Jack Crawford (Scott Glenn) est en charge du département au FBI. Elle, Clarice Starling (Jodie Foster), élève dans ce département, est envoyée dans un hôpital d'Etat pour interroger un psychopathe (Lecter) qui a commis plusieurs meurtres et dévoré ses victimes.



Anthony Hopkins joue l'injouable

Le personnage de Hannibal Lecter dans le Silence des agneaux est peut-être le plus terrifiant de l'histoire du cinéma depuis le Norman Bates de Psychose. Non sans ironie, l'acteur qui incarne « Hannibal le Cannibale » se dit végétarien. D'origine galloise, Anthony Hopkins, cinquante-trois ans, est l'un des acteurs les plus célèbres de la scène britannique, aussi à l'aise en magnat de la presse (Pravda, de David Hare) qu'en roi Lear, Marc-Antoine ou Iago. Au cinéma et à la télévision, il va de Hitler au Capitaine Bligh du dernier Boumy en passant par Magic où il est un ventriloque qui tue sous l'influence de sa marionnette. En somme, les personnages dérangeants et dérangés ne le dérangent guère.

« Je ne me suis pas livré à une recherche intensive » sur le personnage de Lecter. De sang-froid, de Truman Capote, m'en a cependant fourni une des clés : lorsque le jeune Perry tue toute une famille, il dit s'être senti totalement détaché. Hors de lui-même... Quand j'ai découvert le rôle, je ne comprenais pas ce qui rendait Lecter si séduisant. Peut-être que ce soit un homme qui ne doute pas (nous avons eu un premier ministre qui, elle non plus, ne doutait de rien, ce qui la rendait fascinante - au début)... Certitude. Folle certitude, mais folle pure, logique. J'ai pensé à Faust et Mephisto, de Goethe, au Richard III, de Shakespeare, à Iago d'Othello, dont on ne sait jamais ce qui a fait de lui ce qu'il est.

« Dès la lecture du scénario, j'ai entendu sa voix, j'ai vu son masque, sa coiffure, sa manière de bouger, j'ai senti le rapport sexuel, le contact érotique avec Clarice. Pure intuition. Inconscience. Je suis un acteur. Et si, dans une image, vous vous sentez aussi à l'aise qu'une main dans un gant, ne changez rien, ne cherchez pas, construisez... Sur le plateau, parce que l'équipe semblait aimer ce que je faisais, j'ai eu le sentiment d'être sur la bonne voie.

« Dans le livre, Lecter est derrière des barreaux doublés de grillage. Ce qui posait des problèmes au metteur en scène et au chef opérateur :

les barreaux brisant constamment une image. Lors des premiers essais, le chef décorateur a suggéré une cage de verre. Bizarre, me suis-je dit, un peu comme un insecte dans une bouteille, ou un cobra dans un aquarium. Lorsque je suis revenu pour le début du tournage, Demme m'a pris par la main : « Viens voir ta cellule, elle est terrifiante. » Elle m'a fait l'effet d'une chambre de pressurisation. Quelque chose de clinique. D'étrangement érotique, aussi.

« L'uniforme de prisonnier de Lecter devait être orange. Je me suis permis de suggérer qu'il soit blanc, pour renforcer le côté clinique. Déjouant les problèmes de lumière, le chef opérateur a décidé de « faire claquer » l'uniforme : une manière physique de traduire un esprit chauffé à blanc.

« Je me souviens que, pour la première rencontre avec Clarice, Jonathan m'a pris à part et m'a dit : « Tony, ça fait dix minutes qu'on parle de cet homme. Comment voudrais-tu qu'on le découvre ? Assis, étendu, accoudé sur sa banquette ? » Puisqu'il me le demandait, j'ai répondu que j'aimerais qu'il soit debout au milieu de sa cellule. Comme s'il la flairait de loin. Que la première vision que Clarice ait de lui soit celle d'un homme qui la dévisage.

« C'est après le tournage que j'ai commencé à comprendre le film. C'est un conte de fées. L'énigme des mythes grecs. Le rébus du Minotaure. Qui le résout obtient la reine. Et j'ai compris que le rapport de Lecter vis-à-vis de Clarice était fait de respect puis d'admiration, d'une forme d'affection puis d'une forme d'amour. Hannibal Lecter, devenu son ange gardien, l'invite à entrer au plus profond d'elle-même, à affronter ses démons, puis le Diable en personne. La seule fois qu'il la touche, c'est comme s'il lui imprimait un peu de son pouvoir. Un talisman magique, qui permet à Clarice de tuer la Bête.

« Les spectateurs aiment Hannibal Lecter parce que, je crois, il représente les ténérades qui hantent chacun de nous. Il dit, il fait l'indicible. »

H. B.

« JE SUIS RECONNAISSANT A QUICONQUE ME FAIT PEUR »

Rencontre avec Jonathan Demme

« D'UNE certaine manière, ça a été pour moi un film facile à faire, dit Jonathan Demme. Le matériel était fort : je travaillais avec des gens épouvantés, j'avais le sentiment que mon travail s'améliorerait, je faisais meilleur usage de mon temps et de mon énergie. Mais déterminer la manière juste de présenter les carnages imaginés par Tom Harris est ce que j'ai connu de plus exigeant... Je ne pense pas que le film soit déprimant, mais il traite de choses qui me dépriment, moi - le meurtre en série, les enfants molestés. Et ces choses, il a bien fallu les obéir tout au long du tournage. Je ne pouvais pas imaginer comment réagiraient les spectateurs recevant le tout en bloc, en moins de deux heures. Lorsque les gens viennent vous dire : « J'ai été terrifié, je n'en ai pas dormi de la nuit », que pouvez-vous répondre ? Tant mieux ! Personnellement, j'adore les films d'horreur, je suis reconnaissant à quiconque me fait peur.

« Pourquoi alors nous avoir peur ?
- Dès que nous atteignons l'âge de deux ou trois ans, lorsqu'on nous lit une histoire, nous en réclamons « une qui fait peur ». Comment expliquer le douloureux plaisir - ou l'exquise douleur - qu'elle provoque ? Le pense que ça tient à la nature humaine. Cette image incroyablement horrifiante, dans Alien, de la créature faisant exploser la poitrine d'un homme et s'échappant en poussant des petits cris m'a fait hurler et bondir de mon fauteuil ! Mais je sais qu'en sortant de la salle, j'étais un homme plus équilibré. Déchargé d'une énorme dose d'angoisse. Purgé. La catharsis au sens classique du terme. Le monde qui nous entoure nous procure tant de raisons d'être angoissés - aujourd'hui plus que jamais - qu'il me paraît essentiel de se porter parfois volontaire pour donner un coup de frayer. Si un film remplit sa part du contrat, je crois l'expérience très salutaire.

« Quels sont les films qui vous ont le plus terrifiés ?
- Outre Alien, il y en a une demi-douzaine. Dawn of the dead, Day of the dead, deux chefs-d'œuvre. Massacre à la tronçonneuse - sublime ! - Rosemary's Baby et L'Exorciste.

« Rosemary's Baby est le plus céleste du lot.
- Oui, et c'est celui que Tak Fujimoto, mon chef opérateur, Kristy Zea, le chef-décorateur et moi-même avons revu le plus attentivement. Comme le film de Polanski, le Silence des agneaux devait être d'une tension sans relâche et comme lui, un film intérieur. D'intérieurs.

« Vos protagonistes s'adressent souvent directement à la caméra.
- J'ai toujours été conscient - c'est la première leçon à tirer de Hitchcock - du pouvoir de la caméra subjective, qui amène le public à s'identifier au personnage dont vous

montrez le point de vue. Je voulais ici pousser cette identification avec Clarice jusqu'à sa limite absolue. Faire partager au public son appétit à vouloir sauver la vie de la jeune fille enlevée, son rapport avec le Dr. Lecter, son affrontement avec « Buffalo Bill ».

« N'y a-t-il pas danger - et Dieu sait si Anthony Hopkins s'y emploie - à rendre le mal terriblement séduisant ?
- Oubliez un instant toute question de moralité. Lecter est un très grand personnage. Il le faut bien, pour qu'il s'empare aussi fortement de notre imagination. Cela ne signifie pas pour autant que nous prenions son parti. Je ne pense pas que quiconque s'identifie à Lecter lorsqu'il exerce ses talents de cannibale. Il me paraît astucieux de montrer ce dont Lecter est capable puis de le faire disparaître un moment de l'histoire. Curieusement, lorsqu'il reparait, c'est comme un vieil ami qu'on retrouve.

Plus étrange encore - et pour moi plus troublant sur le plan moral, - nous éprouvons apparemment du plaisir à savoir qu'il pourra à nouveau exercer ses talents particuliers. Personne n'est plus perplexé que moi sur ce point : en tant que spectateur, je sais que ça fonctionne, mais pourquoi - et cela devrait-il fonctionner ? Je l'ignore.
- Il n'y a pratiquement aucun contact physique entre les trois personnages principaux. Dès lors, pour Lecter, le cannibalisme n'est-il pas une forme suprême de sexualité ?

« Ou d'amour. Certaines civilisations ne se demandent-elles pas si nous ne devrions pas faire de ceux que nous avons aimés une partie de nous-mêmes en dévorant leur chair ? Lecter pour sa part est au-dessus, ou au-delà, du sexe. Tout dans la tête...

« Le personnage de « Buffalo Bill » a provoqué aux États-Unis une violente controverse dans les milieux « gays ». On vous a accusé de donner au tueur tous les attributs propres à conforter les puritains dans leurs préjugés racistes, y compris un caniche ! Je ne fais que résumer le débat...
- D'abord, je vous défie de trouver dans le film la moindre indication d'une sexualité quelconque chez cet homme, tant vis-à-vis des hommes que des femmes. Il est présenté comme un être si plein de mépris vis-à-vis de lui-même qu'il veut devenir autre, ce qu'exprime bien son obsession pour les papillons. Changer de sexe lui paraît, dans son esprit tordu, le meilleur moyen d'y parvenir. Pour moi, le film véhicule cette information de manière très articulée.

« Cette image se complique du fait que certains des éléments qu'utilise « Buffalo Bill » pour exprimer son désir sont plutôt l'apanage des homosexuels ou de certains travestis. Bon, il porte un anneau au sein. Apparemment, cet accessoire est exclusivement porté par des homosexuels. Je croyais qu'il était plutôt celui de certains masochistes. Moi, j'aime bien l'anneau, car il indique chez cet homme qui arbore également un tatouage hyper-mâle (un couteau qui lui entre dans la chair) un autre niveau. Cette identité que recherchent les enquêteurs mais que nous avons le privilège de connaître, est celle d'un homme lui-même à la recherche d'une identité, ce qui le rend d'autant plus difficile à trouver.

« Le caniche... ?
- Cessez donc de m'envoyer ce caniche à travers la figure ! Le caniche n'est pas réservé aux « vieilles folles ». Il est aussi très prisé par les femmes d'un certain âge et je suis persuadé que le chien appartenait à la femme dont « Buffalo Bill » occupe la maison. Croyez-moi, j'ai passé au peigne fin mes propres sentiments vis-à-vis de l'homosexualité.

« Vous deviez bien vous douter cependant que cela pouvait être perçu aussi grossièrement que ça.
- Nous savions que nous avançons en terrain miné. Nous avions dressé une liste des stéréotypes dont les homosexuels sont victimes et les avons évités point par point. Sauf l'anneau perso-sein - et là, j'ai probablement commis une erreur. Dans ma petite famille, dans mon gentil petit quartier, dans ma gentille petite banlieue, il n'y a pas d'homophobie.

« En revanche, je suis extrêmement conscient - et ça me touche de près, en tant que cinéaste - de l'indéfinissable absence à l'écran de personnages « gays » positifs. D'homosexuels « normaux » menant une vie « normale ». C'est une faute, un vide terrible dans ce pays engoncé dans les préjugés, et ce vide renforce l'appréhension erronée que peut susciter le Silence des agneaux. Je pense aux adolescents homosexuels qui vont au cinéma et cherchent inlassablement quelqu'un à qui s'identifier à ce niveau très personnel. « C'est comme si nous n'existions pas. Et puis déboule un film avec un tueur fou. Ce tueur fou, c'est moi ? C'est donc ainsi que je suis perçu ? » Ça, je ne l'avais pas vraiment compris.

« Depuis six mois, je travaille sur un film intitulé Probable Cause avec Ron Nyswander, qui avait écrit Mrs. Soffel. Il s'agit d'un jeune et brillant avocat qui, ayant le sida, est licencié. Pour incompréhension. C'est plus ou moins tiré de cas réels. Il s'associe à un autre avocat et, ensemble, ils traitent cet énorme cabinet en justice. Puis je l'appelle « un film bi-sexuel » ? L'un est homo, l'autre hétéro, on entre dans leurs foyers respectifs, mais il ne s'agit pas de ça. Il s'agit du procès, et des préjugés. »

Propos recueillis par HENRI BEHAR

Psychostars

Du docteur Caligari au docteur Lecter en passant par M le Maudit, le Norman Bates de Psychose, le Voyeur de Michael Powell, l'Alex d'Orange mécanique que ou le Travis Bickle de Taxi Driver, le cinéma a toujours été attiré par les assassins, les sociopathes, les tueurs en série ou les tueurs de masse.

Depuis un an, cette récurrence de l'esprit criminel s'intensifie étrangement : en moins de douze mois, les écrans, les théâtres et les rayons des librairies ont été envahis par les psychopathes. Henry : Portrait of a Serial Killer connaît une carrière cinématographique estimable ; la fan d'une héroïne de roman qui torture son auteur (Misery) remporte l'Oscar de la meilleure actrice ; un homme martyrisé sa femme parce qu'elle ne range pas parfaitement les serviettes dans la salle de bain et Sleeping with the Enemy est un film à succès.

Dans le domaine littéraire, American Psycho de Brett Easton Ellis (l'auteur du best-seller Less Than Zero) fait scandale : rejeté par l'éditeur initial, les « Mémoires » d'un tueur en série obsédé par les marques et les labels de grands couturiers (omis-

ments garantis) sont devenus le cheval de bataille chez un autre éditeur...

Les exemples de la fascination croissante qu'exercent les psychopathes sur le public américain sont chaque jour plus nombreux. Le plus surprenant - et peut-être le plus ambigü - est celui d'Assassins, une comédie musicale de Stephen Sondheim qui, en février dernier, sautant les années, sinon les siècles, réunissait sur une même scène (à Chacun a droit à ses rêves), chante le M. Loyal de la pièce) neuf assassins - ou assassins manqués - de présidents américains, dont John Hinckley qui s'en prit à Ronald Reagan par amour pour Jodie Foster...

Cette histoire de l'assassinat aux États-Unis, dont le récit est un chanteur folk monté sur bottes de cow-boy, n'a pas connu le succès escompté. Sondheim l'a remise sur l'échafaud. Elle a cependant le mérite de signaler un phénomène de plus en plus inquiétant : la banalisation de la violence par l'élevation des assassins au rang de pop stars.

H. B.

هكذا ان الامل

صكزا من الالهل

MUSIQUES

UN INSTRUMENT AU BANC D'ESSAI

Des pianos de toutes factures

Du 7 au 14 avril, Musicora s'installe au Grand Palais. Instruments, disques, partitions, institutions y viennent au devant du public. Comme chaque année, il y aura sous la nef beaucoup de pianos. Excellente occasion d'éclairer le chemin excessivement piégé que devra parcourir l'éventuel acquéreur de cet instrument aux très - trop - nombreux visages.

PENDANT un siècle, la France a occupé le premier rang de la facture du piano dans le monde. Elle n'est pas loin d'occuper aujourd'hui la dernière place en quantité d'instruments produits. Seules deux marques subsistent : Rameau et Klein. Pleyel, Erard, Gaveau ont été rachetés par l'allemand Schimmel, qui appose ces prestigieuses signatures sur des instruments fabriqués selon ses propres plans, dans ses propres usines. Ces instruments ne sont donc pas caractéristiques de la facture française. Des marchands soucieux de faire vibrer la fibre nationale de quelques acheteurs leur laissent croire que ces pianos sont français. De même, les pianos Bord ou Krügerstein ne sont plus français, mais hollandais et coréens.

Si la France ne tient plus son rang, il est impossible de faire l'impasse sur les instruments fabriqués dans l'archipel nippon. Pour deux raisons. La première tient à la quantité de pianos produite ; la seconde à la qualité irréprochable de leur fabrication. En un siècle, les Japonais sont, en effet, passés maîtres dans l'art de produire en grandes quantités des pianos solides, fiables, bien finis, d'un rapport qualité/prix imbattable. Tous ces instruments ne sont certes pas sans défauts, et plus d'un amateur aura remarqué la sonorité toute faite, portée vers les aigus des moins chers d'entre eux. Ils auront aussi remarqué la régularité avec laquelle différents pianos du même modèle sonnent dans les différents magasins où ils sont exposés, gage de la maîtrise de leur fabrication en série. Cette réussite est tellement patente que la mécanique des pianos Yamaha est devenue un standard.

Le grand tort des Européens et des Américains aura été de mépriser la concurrence nipponne, ressortant pour l'occasion des reproches mille fois entendus (« Leurs pianos ne tiennent pas dans le temps », « Ce ne sont que de pâles copies », « Les Japonais pratiquent le dumping pour gagner des parts de marché », etc.). Cette morgue a été fatale, ou peu s'en faut, à l'industrie photographique et optique, à la haute-fidélité, à la moto et à l'automobile. Elle le sera peut-être bientôt au piano, si certains constructeurs européens ne réagissent pas au plus vite.

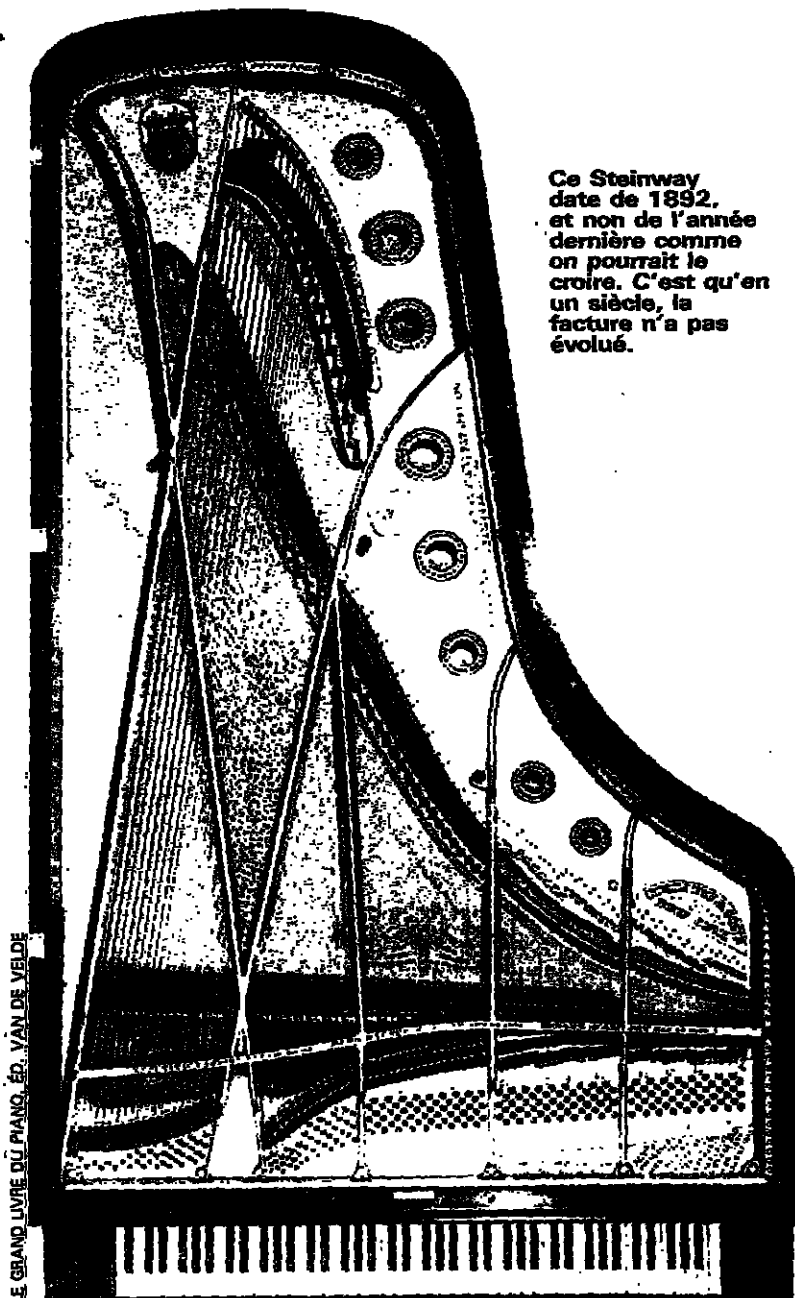
Il faudrait d'abord que certaines marques européennes cessent de livrer aux importateurs ou aux détaillants des pianos bruts de montage qui nécessitent trois jours de réglages avant d'être jouables, quand les Japonais se font un point d'honneur de livrer des pianos « bons à jouer », quel qu'en soit le prix. Il faudrait aussi que la régularité de leur fabrication soit à la hauteur des prix demandés, qu'ils per-

dent l'habitude de présenter des pianos identiques sous des marques différentes, ce qui ne fait que brouiller les pistes.

Quelques facteurs échappent en partie à ces reproches. Les pianos Sauter droits ou à queue sont d'une qualité et d'une musicalité à peu près sans reproche. Leur sonorité profonde, riche, malléable est dans la grande tradition d'avant guerre, même si elle est un peu trop séduisante. Un droit de 130 cm de hauteur vaut 52 000 F en noyer, 57 000 F en noir brillant.

Les pianos du groupe Feurich, Euterpe, Hoffmann se distinguent par la qualité exceptionnelle de leur fabrication : leur sonorité est charnue, très riche

Ce Steinway date de 1892, et non de l'année dernière comme on pourrait le croire. C'est qu'en un siècle, la facture n'a pas évolué.



LE GRAND LUTHE DU PIANO, ER. VAN DE VELDE

en harmoniques ; le clavier est élastique en même temps que résistant. Ces pianos ont le défaut de leur qualité : leur beauté sonore dépend directement de la qualité de leur accord. Pour amateur soigneux. En noir brillant, le Hoffmann 114 vaut 41 000 F, le Feurich 125, 67 000 F. Leurs pianos à queue sont des instruments de grande tradition.

Les Blüthner (ex-RDA) ont peu à leur envier. Autrefois réputés pour leur sonorité sombre et cuivrée, les pianos de ce facteur sont aujourd'hui harmonisés plus clair. Les droits ont une sonorité lumineuse et chatoyante, un peu trop légère toutefois. Le Blüthner A (120 cm) vaut 49 000 F en noir brillant. Si les nouveaux pianos à queue de la marque ont perdu leur aliqueot (un plan de cordes supplémentaires, accordées une octave plus haut, qui vibraient par sympathie), ils se signalent toujours par la profondeur veloutée de leurs sonorités, leur merveilleuse capacité à chanter.

Les Grottrian-Steinweg ont leurs partisans. Le 122 est un bel instrument, encore que sa sonorité limpide soit parfois un peu trop pure, cristalline, pour ne pas fatiguer. A réserver à une pièce moquette, aux murs tendus de tissus (55 000 F en noir brillant). Il faut aborder les pianos à queue de ce facteur avec beaucoup de précautions : les petits modèles claquent dans l'aigu, les grands sont plus intéressants, encore qu'il soit presque impossible d'y travailler sa sonorité. Ils souffrent de la concurrence des autres marques allemandes et, bien sûr, de celle des japonais.

Qui connaît Pfeiffer et Steingraeber ? La première marque est réputée chez les professionnels de la facture pour recevoir chaque année un grand nombre de futurs techniciens du piano qu'elle se charge de former. Pfeiffer se doit donc de donner l'exemple. Ses pianos droits sont onéreux (80 000 F pour un 122 cm), mais ils sont d'une qualité sonore et technique de tout premier ordre. Avec, comme le dit un professionnel, « un fond de sonorité aristocratique ». Steingraeber produit des droits splendides - peut-être les meilleurs du monde, - des pianos qui chantent. Cette marque a pris la place (en qualité, hélas ! pas encore en renom) qu'occupaient autrefois dans ce domaine des marques comme Steinway et Bechstein (sans oublier Pleyel et Gaveau !), dont les pianos droits ne sont plus actuellement ce qu'ils furent. Evidemment, cette qualité se paie : le Steingraeber 134 KL vaut près de 110 000 F en noir brillant. Mais il faut se demander si un tel investissement est rentable : au même prix, il y a d'excellents pianos à queue.

Reste en Rameau un outsider de taille. Jusqu'à une date récente, les pianos de ce facteur français installé à Alès ne brillaient pas par leur qualité : trop chers pour un premier équipement, pas assez bons pour concurrencer les meilleurs droits japonais et alle-

mands. Reprise en main, l'entreprise se redresse spectaculairement avec deux modèles aux noms pompeux. Le « Royal » (122 cm, 38 000 F) et l'« Esterel » (130 cm, 46 000 F) sont d'excellents instruments lorsqu'ils sont affinis par un technicien soigneux. Mécanique élastique, sonorité chaleureuse, brillante sans cinquante, chantante.

Et les Japonais ? Il n'est pas exagéré de dire que Yamaha propose, dans chaque gamme de prix, des instruments redoutables pour la concurrence. Et d'abord le fameux U3 AS : une véritable armoire normande, au son profond, modulable au gré de l'interprète, impeccablement fabriqué, à la mécanique parfaite, il se paie le luxe de proposer une pédale tonale, comme sur les pianos de concert ! C'est dire si le géant japonais le destine à une utilisation semi-professionnelle. A 36 000 F, la « bête » mérite toutes les attentions. Le LU 201 vaut 29 000 F. Il sera difficile de trouver mieux au même prix, mécanique plus élastique, sonorité plus musicale, piano plus attrayant, même s'il manque de mystère.

Dans la famille des pianos à queue, il n'est pas impossible que le constructeur japonais propose avec son C7 (227 cm, 130 000 F) le meilleur rapport qualité/prix du marché : allemand par la sonorité, japonais par la fiabilité mécanique, ce piano fait le bonheur de bien des professionnels, comme l'étonnant S400 E, si proche du modèle B de Steinway pour un prix deux fois moindre ou presque (175 000 F). Kawaf produit aussi de très bons pianos, mais on peut ne pas aimer (avis très personnel) la sonorité des queues de sa pourtant célèbre série KG. Ces pianos sont solides (encore que les cordes aigües aient tendance à casser sur certains modèles), mais leur sonorité est épaisse, toute faite, difficile à moduler, froide, et leur mécanique trop lourde.

Au-dessus de 200 000 F, les riches amateurs se jetteront sur les pianos à queue Bechstein, Bösendorfer, Fazioli (un italien dont la réputation monte en flèche) et Steinway. De magnifiques pianos qu'il faut choisir en prenant son temps, qu'il faut savoir apprivoiser, qui ont tous des défauts et des qualités. Ce sont des pur-sang.

Trouve-t-on des pianos dignes de ce nom sous la barre des 25 000 F ? Il ne faut pas rêver. Mais Petrof propose des pianos dont la mécanique est certes trop lourde (certains professeurs les recommandent pour cette raison !), mais la nature même de leur sonorité est saine, musicale. Le coréen Young-Chang fabrique des petits droits à la sonorité assez jolie et chatoyante, mais à la mécanique trop légère. Le finlandais Fazer des pianos fiables, solides, musicaux, même si leur sonorité homogène manque de corps.

Ne jamais oublier de faire accorder et régler son piano au moins deux fois par an. Un splendide piano qui ne serait pas bichonné sonnera toujours moins bien qu'un instrument modeste optimisé par un bon technicien. Une ligne budgétaire d'environ 1500 F par an.

ALAIN LOMPECH

* Musicora, du 10 au 14 avril, Grand Palais. Prix d'entrée : 45 F. Le Monde de la musique consacre un banc d'essai aux pianos droits dans son numéro d'avril 1991. Son numéro de juin sera consacré aux pianos à queue. L'originalité de ces bancs d'essai tient au fait que les pianistes concertistes qui jugent les instruments accompagnent leur examen de commentaires très explicites sur leur qualité. Les prix sont donnés ici à titre indicatif.

* Quelques adresses : Piano Santé, 38, rue Fondary, 75016 Paris. Tél. : 45-78-20-67. Pianos Bedel, 25, rue de la Tour, 92240 Malakoff. Tél. : 46-57-08-18. Pianos Magne, 44, avenue de la Grande Armée, 75017 Paris. Tél. : 46-22-71-71. Pianos Haniet, 264, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75017 Paris. Tél. : 47-66-51-94. Pianos Hamma, 135, rue de Rennes 75006 Paris. Tél. : 45-44-38-66. Piano Center, 71, rue de l'Aigle, 92250 La Garenne. Tél. : 42-42-26-30.



ER. VAN DE VELDE

La déferlante nipponne

1710, Cristofori fabrique le premier pianoforte. Contrairement à celle du clavier, la puissance sonore de cet instrument peut être modulée par une pression plus ou moins forte et rapide sur la touche.

1822, les frères Erard mettent au point la mécanique du double échappement, qui autorise une répétition aisée des notes.

1825, l'Américain Alpheus Babcock renforce la structure du piano en remplaçant le cadre en bois qui supporte la tension des cordes par un cadre métallique fondu d'une seule pièce.

1830, le Français Pape a l'idée de croiser les cordes de façon à mieux équilibrer leur tension et à les rallonger sans changer la taille du meuble. Au passage, ce professeur Tournesol, à qui l'on doit des centaines de brevets farfelus tombés en désuétude, remplace le cuir qui recouvrait les marteaux par du feutre de laine.

1859, l'Américain Henry Steinway combine ces quatre inventions dans un piano à queue. Le piano moderne est né.

Depuis cette date, les facteurs de pianos ont affiné ces techniques tout en passant du stade artisanal au stade mécanisé. Jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, les différentes marques vont se partager les faveurs des plus célèbres pianistes, sans pour autant négliger le marché du piano pour amateurs : les Erard, Gaveau, Pleyel, Bechstein, Feurich, Broadwood, Chickering, Petrof, Forster, Ibach, Blüthner, Steinway and Sons, Ibach, Bösendorfer, Baldwin, Mason et Hamlin étaient régulièrement utilisés dans les salles de concert, les studios d'enregistrement tout en trônant par ailleurs dans les salons bour-

geois. L'après-seconde guerre mondiale vit un bouleversement radical des hiérarchies. Usines détruites par les bombardements, Europe coupée en deux par le rideau de fer : en quelques années, les Steinway (New-York et Hambourg) devaient s'imposer presque sans partage dans les salles de concert, ne laissant que des miettes à Bechstein, Bösendorfer et Baldwin.

En mauvaise posture dès la fin des années 30 pour ne pas avoir su adapter leurs instruments aux grandes salles de concert et au répertoire contemporain, pour avoir ensuite été victimes de l'absence de politique musicale en France, Pleyel, Erard et Gaveau devaient disparaître dès la fin des années 60.

Steinway est donc actuellement « le » piano de concert plébiscité par les pianistes, même si l'autrichien Bösendorfer s'est taillé une belle réputation auprès de certains interprètes, si l'italien Fazioli trouve de plus en plus d'adeptes et si Yamaha en a rallié d'autres à sa cause (Sviatoslav Richter par exemple). Quel pianiste pourrait, en effet, résister aux soins dont les techniciens de la marque entourent leurs pianos de concert ? Entre un Steinway ou un Bösendorfer pas toujours bien réglé et un Yamaha optimisé par un technicien attentif aux demandes des interprètes, il en est plus d'un qui choisit le japonais, même si la qualité intrinsèque de sa sonorité, sa projection dans une grande salle ne peuvent encore rivaliser avec l'américano-allemand. Pour combien de temps ?

A. L.

MUSIQUES

UN ENTRETIEN AVEC GÉRARD MANSET

Je, d'ombre et de lumière



Gérard Manset

chose de la souffrance. Remixé adéquatement, *Revivre* fait aujourd'hui une seconde sortie, ce qui ne lui confère pas pour autant la qualité de *Matrice*, mais voilà qui passionnera les collectionneurs.

La création a des caprices. Manset, dit-on, fabrique des blocs, dont il tire d'abord le meilleur, puis l'acceptable. A la question des dates, de la chronologie, l'auteur-compositeur répond : « Si on passait mes albums au carbone 14, on constaterait qu'ils sont tous de la même époque. Je maquille. » Seul confident, en signe de bonne volonté : *Capitaine courageux*, plus quatre ou cinq titres de son nouvel enregistrement ont été composés avec *Matrice*. Il enlève ses lunettes noires. Et les remet aux premiers signes d'agacement. « Plus on avance, plus le bon sens disparaît. Auparavant, on pouvait passer les trois quarts de son temps à s'affiner. Le reste était consacré à la technique et au commerce ; maintenant, c'est l'inverse. Dix minutes de création et dix mois de justification, de mise au point. »

Sincère, manipulateur, fragile, tourmenté, talentueux, Gérard Manset tourne autour de la chanson, la triture en boucles répétitives. Même ton, même guitare électrique, même voix solitaire et tremblante, même rythme, même déprime. Exil. Auto-mutilation. Y a une route, *Camion bachelé* : le style Manset a un on-ne-sait-quoi d'hypnotique, comme ces spirales sans début, ni fin, par lesquelles les tourments de la dépression se prolongent dans un délire maniaque.

Gérard Manset serait-il prisonnier de lui-même ? « Dans le malentendu total et global de la mystification artistique, je suis un petit cas particulier vécu avec honnêteté. Un artisan peut-être un peu plus qualifié que les autres. Depuis Bouddha, on n'a pas inventé grand-chose. Tout n'est que redite. La personnalité, l'identité d'un individu tient à cette façon particulière d'exprimer les mêmes choses. D'où les excès d'aujourd'hui, eux seuls sont surprenants. »

La légende dit : Gérard Manset fait tout tout seul. Il écrit, compose, arrange, mélange et veille avec un soin pointilleux sur le travail de studio. « Le travail et la concentration passe par le refus du monde. » Ecrasante responsabilité que celle de l'homme retranché. « Immédiatement après la satisfaction, commence le doute. » Et le rocker avoue aujourd'hui sa tentation du groupe, son envie d'oreilles habiles à détecter les vices de fabrication avant lui, son rêve impossible de spectacles vivants. Le succès de *Matrice* — la barre des cent mille exemplaires vendus en enfin franchie — lui aurait-il donné l'envie de redescendre au rang du commun des mortels ?

Manset, qui oscille entre la divinité (un ésotérique que *Je suis dieu* a lancé dans les années 70, et pris au pied de la lettre par les fans) et le sentiment de la

nullité (« Je suis totalement stérile »), trouve l'époque impudique. « La danse, le cinéma, la chanson : du cirque, une foire infantilisante. » Chantier est exhibitionniste. « Le vagissement, le glapissement de la voix, c'est comme se déshabiller », et la boulimie de consommation made in USA a perverti cette époque « à vomir ». Manset n'est pas gai. Où met-il le plaisir ? « Dans le quotidien. » Haussement de cils.

A LA RECHERCHE DE LA MYSTIQUE PERDUE

On ne peut pas parler d'itinéraire musical à propos de Gérard Manset. Plutôt de repères, en forme d'albums, puisqu'il a rayé la scène du registre de ses phobies. 1968 : un tube météorique dans une année agitée : *Animal*, on est mal. 1975 : la *Mort d'Orion*, lettré et confidentiel. *Lumières*, en 1984, album prophétique, à la recherche du dépouillement et de la mystique perdue (*Finir pêcheur*) et *Matrice*, en 1990, incisif et dur (*Banlieue nord*). Jusqu'à 1977, il se prête au jeu du chanteur. Ne se cache pas autant. Ne se mutilé pas encore le visage du N de son nom (comme sur la pochette de *Matrice*). Mais cette année-là, lui, « l'entier, l'excessif », ne supporte plus de travailler au beau milieu du fatras de la télévision, des spectacles approximatifs. Il se retire. Part. Ailleurs, « là où les mots sont vrais. En Thaïlande, pays de western, où l'étymologie est respectée, les rapports de forces disent leur nom ». Il y écrit un roman, *Royaume de Siam*.

Sac au dos, voyageur solitaire, personnage sombre, il réserve ses œuvres à ceux qui se laissent éblouir. Dépouillé, ennemi de l'inutile et du superflu, allusif, Manset apparaît, disparaît. C'est une seconde nature,

au demeurant payante sur le plan de la carrière, un art du contraste. « La faute ne vient pas de ceux qui choisissent de rester dans l'ombre, mais des médias qui ont sous la main des gens qui veulent bien s'exposer. »

Dix ans après sa désertion physique, dix albums plus tard, il annonce son retrait définitif de la chanson. Les disques jugés imparfaits sont au pilon (tous). Les « accros » de la poésie noire, admirateurs de la première heure ou nouveaux venus dans le cercle mansétiste, essaieront de reconstituer la collection complète avec dévotion. Seul 45-tours, hormis *Filles des jardins*, tiré de *Matrice*, *Caesar*, titre chanté en latin, extrait de la *Mort d'Orion*. Rarissime. A la fin de l'année passée, avec le dédain appétit du dandy, le rocker bouddhiste fait son autocritique et sauve vingt titres de son œuvre passée. Les remixes, et les emballages dans deux CD à tirage limité et numéroté, accompagnés d'un double jeu de cartes (le bridge) estampillées d'une toile du peintre anglais Sir Edward Burne-Jones — des jeunes filles hypnotiques et diaphanes — qui orne la pochette. C'est chic, très chic. « Bien sûr, l'habillage est une opération de marketing. »

On dit Manset ésotérique, il en devient agaçant, comme une secte à lui tout seul. « Il y a des lumières, des voix soufflées de loin. » Ceux que le siècle n'aura pas encore totalement dévorés comprendront. « Un langage codé ? Ah, oui, on dit ça ? C'est normal, c'est comme ça que je reçois les mots. Je suis ami et complice avec les mots. Poète, voilà peut-être le substantif qu'il me reste, entre le respectable et l'innéité, je dis bien l'innéité. » Il note ce mot dans un carnet de poche. « Mon travail doit tendre vers la littérature. »

Manset l'écrivain ne lit pas. N'écoute pas de musique. « Beethoven, je pourrais. Mais, non, c'est trop cas-trateur. Et puis, par présidence, je débuse tous les livres de la création artistique. » La première page du premier chapitre de l'*Assommoir* de Zola lui suffit à comprendre l'ampleur de l'écrivain. De même, de courts extraits de *Tristes tropiques* donnent la mesure de Lévi-Strauss. « Un de ces êtres intelligents que les gens omettent d'écouter, quelqu'un qui a gardé le bon sens qui nous fait aujourd'hui cruellement défaut. » Pas besoin d'épiloguer. « De toute façon, la réalité d'une création artistique se mesure au volume et au poids. A l'intérieur de ces portes verrouillées, je construis des jeux de piste, des lieux où je maintiens les choses. »

VÉRONIQUE MORTAIGNE

* *Revivre*, 1 CD et *Toutes choses*, coffret de 3 CD chez Pathé-Marconi.

Singulier et sombre, rocker sans autre excès que celui de son caractère, Gérard Manset vient d'achever un album suave, *Revivre*, suite attendue du très beau et très dur *Matrice* de l'an dernier, juste après un coffret chic en forme de *best of*.

Yves Simon, à quarante-cinq ans, connaît les honneurs de l'intégrale, dix CD, à paraître en deux fois d'ici à la fin de l'année. Bien campé dans son époque, il a choisi de s'éloigner de la scène il y a plus de dix ans.

Gérard Manset peint Yves Simon écrit. Ils voyagent. L'un chante et l'autre pas. Question de mots, et question de fond : qu'est-ce que la chanson ? Réponses esquissées par deux auteurs-compositeurs-interprètes d'après soixante-huit.

MANSET est un sujet difficile. Dire que c'est un mystère serait contribuer à la construction du mythe. Bâir un prophète là où il n'y a qu'un chanteur serait insulter ses propres exigences : celles du vrai, de l'authentique. Et, d'ailleurs, est-il chanteur ? Question posée, réponse évitée : « Voilà bien un mot à proscrire. » Mais que fait-il donc dans la vie ce grand garçon brun, adolescent tourmenté de quarante-cinq ans environ, qui déteste le bruit et la fureur du siècle et qui voudrait à tout prix ne pas en être le produit ?

Les quelques traces de réalité décelées dans sa vie protégée indiquent qu'il voyage, qu'il a appris les langues orientales dans une école, et, surprise, qu'il serait plutôt sympathique une fois ôtée la noirceur mélancolique imposée par l'image Manset. De Manset, on retiendra qu'il ne donne pas d'interview, sauf quand il en donne, qu'il pratique assidûment les arts mineurs — la chanson, la photographie — et s'adonne avec une passion impatiente et déçue à un art majeur, la peinture.

Dans un café de la Murette, Manset parle. Pour le jeu des questions-réponses, c'est bon. « Ça, c'est bien quand on a vraiment quelque chose à dire. » Lui... *Revivre* vient de sortir un peu plus d'un an après *Matrice*, album unanimement censuré par la critique. Ce matin-là, l'homme secret qui habite le rock français n'est pas dans son assiette. Insatisfait du mixage de son quinzisième disque — la voix était trop en arrière — il en demandera quelques jours plus tard le retrait des bacs des disquaires. L'imperfection a quelque

Yves Simon : « Chanter un monde désenchanté »

Yves Simon a collectionné les disques d'or. Quitter la scène définitivement en 1977, à la suite d'une épuisante tournée, n'a pas nui à sa célébrité. Chanteur équilibré, pas fatigué, comblé, acteur volontaire de la vie culturelle française, il pratique un art de l'actualité proche, depuis ses débuts il y a vingt ans au Casino de Contrexéville.

Quadragénaire, il se souvient aujourd'hui que Brel, Brassens, les Beatles, Dylan ont nourri une adolescence habitée par le rêve d'écrire ou de faire du cinéma. Premier roman à vingt-trois ans, en 1971, passage à l'IDHEC et, dans la foulée, un tube, en 1973, *Au pays des merveilleuses de Juliet*. En 1988, son quatrième livre, *Le Voyageur magnétique*, obtient le prix des libraires, et, quelques mois plus tard, l'album *Liaisons* prend le chemin du disque d'or. Nés en France, *Crime d'amour* côtoient depuis sur les antennes FM des tubes d'hier : *J'ai rêvé New York*, *Les Gauloises bleues*, *De l'autre côté de ton âme*. BMG, qu'Yves Simon a quitté en 1986, vient d'édition les cinq premiers volumes d'une intégrale dont le solde (dix CD) est prévu pour les fêtes de fin d'année. *Jours ordinaires*, petit recueil de notations diverses — « Mon actualité, en somme » — datant de 1988, réaménagé et complété, devenu *Jours ordinaires et autres jours*, a paru fin mars en édition de poche.

Dans son appartement, dont les fenêtres s'ouvrent sur une jolie place du centre de Paris, Yves Simon cite Michel Serres, Mitterrand, ou René Char, regrette l'élitisme d'Alain Finkielkraut et déplore l'absence d'une chaîne musicale sur les écrans de la télévision française.

« Si vous n'étiez pas chanteur, seriez-vous tout de même écrivain ? »

« J'ai commencé par écrire des livres. La chanson, c'était un hasard heureux. Je ne fonctionne pas par compartiments. Je mets la dernière main à mon prochain roman, et en même temps j'ai composé une cinquantaine de chansons. La différence entre ces deux modes d'écriture tient au temps. Il faut une heure pour faire une chanson, un an pour terminer un livre. Mais peut-on juger de la force d'une histoire d'amour à sa durée ? Une émotion de six mois est



Yves Simon

parfois plus marquante qu'une vie commune de vingt ans. Les chansons sont des traces affectives de notre vie. Dans *Jours ordinaires*, je cite l'exemple de Juliet Berto, que je découvre à la terrasse d'un café dans les *Cahiers du cinéma*. Et je griffonne *Au pays des merveilleuses de Juliet* sur un coin du journal *le Monde*.

« La chanson parle au ventre, au cœur, à l'ouïe, un sens bien oublié, et un peu à la raison. Cocktail délicat, qui impose plus de règles que la littérature. Pour qu'une chanson marche, il faut y mettre le monde dans une formule courte. Une chanson, c'est quelque chose qui passe, que l'on entend dans sa voiture, que l'on aime ou pas, d'emblée, et qui va servir de balises, de repères dans une vie. Un livre, on peut le décortiquer, l'analyser. La chanson impose l'adhésion globale. Elle est réussie si elle marque son époque, si dix ans plus tard on la chante encore. »

— En avez-vous raté beaucoup ?

« Quelques-unes, mais, tant pis, ça passe. Les albums aussi. C'est une suite, un bon, un moins bon. J'aime beaucoup mon premier album (*Au pays des merveilleuses de Juliet*), le deuxième (*Respirer, chanter*) et le cinquième (*Un autre désir*). Mais je les assume tous, et pour cette intégrale rien n'a été touché, pas même les photos des pochettes. Les chanteurs qui reprennent à leur compte l'idée que la chanson est un art mineur m'agacent. Je n'aime pas ce côté dandy masochiste — j'exécute ce dans quoi j'exécute. »

« Certains milieux littéraires parlent de « chansonnette ». Alain Finkielkraut monte au créneau contre un supposé « fourre-tout culturel », avec le plus grand mépris pour les grands concerts qui ont fait tomber le mur de Berlin. Or, surtout depuis 1975, lorsque les idéologies ont commencé de sombrer, la jeunesse a cherché du sens ailleurs, et la chanson a pris un nouvel essor. Le personnage du chanteur est forcément lié à la jeunesse. Un écrivain de soixante ans a soixante ans. Un chanteur non. Ferré, Brel, Gainsbourg n'ont pas d'âge. »

— Lorsque vous avez décidé d'arrêter la scène, n'avez-vous pas craint de disparaître ?

« Au début, oui. Mais, rapidement, j'ai retrouvé un équilibre. J'aime écrire et enregistrer des albums. Un jour, je remonterai certainement sur une scène. Je n'ai jamais prétendu avoir décroché de la chanson. Simplement, je pense que, dans le stress inévitable du show-biz — il y a de l'argent en jeu, — un chanteur peut choisir ce qu'il lui plaît de faire ou pas. Il n'est pas obligé d'aller n'importe où, n'importe comment. Télé et FM ne sont d'ailleurs pas fondamentales dans une carrière. Je reprends la phrase de Mitterrand : « Je compte avec le temps. »

« Nous, chanteurs français, avons d'ailleurs essayé d'expliquer aux politiciens et aux diplomates comment on apprenait l'anglais avec Dylan et les Beatles. Goldman, Gainsbourg, moi et d'autres avons insisté pour promouvoir le statut de la chanson française à l'étranger. Nous avons été largement utilisés,

et se retrancher aujourd'hui derrière la CSA pour expliquer l'absence de chaîne musicale est d'une grande hypocrisie. »

— *Jours ordinaires et autres jours*, est-ce de la littérature ou de la chanson ?

« Ni l'un ni l'autre. Ce sont des notations express, une manière littéraire, politico-journalistique, de mettre en perspective des petits événements qui ne prennent d'intérêt que par la façon dont on les saisit. J'y ai aussi réuni des articles écrits pour des revues ou des quotidiens. Du journalisme, à la manière d'un écrivain ou d'un chanteur, c'est-à-dire de quelqu'un qui se glisse dans les interstices, va voir ce qui se passe quand justement il ne se passe rien. La poésie, c'est autre chose. Un poète sait rentrer vierge dans une époque et en ressortir en ayant tiré la quintessence. Char, par exemple, poète, résistant, etc. »

— Le Japon tient une place importante dans votre vie.

« J'ai connu le Japon lors de ma dernière tournée. Je n'y ai pas trouvé les clichés attendus, mais un peuple curieux, soucieux de l'éducation et de la transmission des savoirs. La photo traduit d'ailleurs à merveille l'inconscient japonais : j'y retourne très souvent, mes livres y ont été traduits, mes disques largement diffusés. J'y ai rencontré aussi une forme païenne du religieux, la politesse. Et une esthétique du quotidien. « Nous vivons dans un monde désenchanté », dit Max Weber, c'est-à-dire privé de ses liens invisibles. Le travail de l'artiste est de ré-enchanter le monde, de lier les objets séparés. De retrouver le temps d'aller vers les gens, de retrouver le chemin du spirituel dans un monde saturé d'instantanés. »

Propos recueillis par V. Mo.

* Intégrale Yves Simon, 5 CD chez BMG.

* *Jours ordinaires et autres jours*, Livre de Poche, Essais, 160 pages.

سكز ابن الامل

DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Classique

Mercredi 10 avril

Varèse

Isolation

Stockhausen

Zyklus

Bartok

Sonate pour deux pianos et percussions

Manoury

La Livre pour claviers et Sten

Xenakis

Pléiades et les Poèmes

Philippe Forcort

Michel Béroff

Jean-François Heisser (piano)

Philippe Forcort

Ulfert Fokke

Silvia Gaudin (percussions)

Les Percussionnaires de Strasbourg

Elèves du Conservatoire national supérieur de Paris

Au moment même où Muscora

ouvrira ses portes, Michel Béroff

montera sur la scène du Théâtre des

Champs-Élysées pour jouer la Sonate

Bartok en compagnie de Jean-François

Heisser et de percussionnistes triés sur le

volet. Bonne nouvelle, il a enfin

trouvé l'usage de sa main droite.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.

Tél. : 47-20-36-37, 46 F.

Mozart

Andante et variations

Schubert

Fantaisie op. 103 D 940

Dutilleul

Figures de résistances

Ravel

La Valse

Tavernier

Œuvre posthume

Bartok

Sonate pour deux pianos et percussions

Claire Désert

Emmanuel Strosser (piano)

Nicolas Martinow

Philippe Fancourt (percussions)

Partenaire de Campus à l'oreille, qui

accueille ce concert, France-Musique

diffusera chaque jour, de 14 h 30 à

18 heures, à partir du 17 avril, des

extraits des concerts donnés dans les

différentes universités, et accueillera

pour des débats, artistes et étudiants.

Le 10, il faudrait avoir reçu le don

d'ubiquité pour pouvoir suivre le

concert de Claire Désert, Emmanuel

Strosser, Nicolas Martinow et Phi-

lippe Fancourt (Dauphine) et celui

de Raphaël Oleg, Philippe Hirschhorn

(violons), Jean Sulem (alto), Daria

Horova (piano) et Léo Winland (vio-

lons) qui jouent Chostakovitch et

César Franck, le même soir à la même

heure à Centrale. La présence du vio-

lonniste Léo Winland nous fait pen-

cher en faveur de ce concert. Incom-

pré, en France, il est un fantasti-

que musicien.

Université Paris IX-Dauphine, 20 h 30.

Chostakovitch

Quintette pour piano et cordes op. 57

Franck

Quintette pour piano, deux violons, alto

et violoncelle

Raphaël Oleg

Philippe Hirschhorn (violons)

Jean Sulem (alto)

Léo Winland (violoncelle)

Daria Horova (piano)

(Lire ci-dessus).

Châteauneuf-Malabry, Centrale, 20 h 30.

Le 11 à 19 h Université Paris III-Sorbonne.

Jeudi 11

Brahms

Vier Gesänge op. 17

Chabrier

La Salamite

Caplet

Institutions champêtres

Debussy

La Danseuse du

Coleridge Allot-Lugaz (soprano)

Florence Katz (mezzo-soprano)

Georges Philomachos (piano)

Chœurs de l'Orchestre national de Lyon

Bernard Tisou (direction)

Orsay remplit bien sa mission de

découverte du répertoire français

contemporain des œuvres que ce musée

expose. Ce soir, nous partons à la

découverte de la Salamite, grande

pièce pour mezzo et orchestre de

Chabrier que Michel Plasson a exécutée

récemment chez EMI. Un chef-d'œuvre

dont on ne comprend pas qu'il ait pu

ainsi passer à la trappe.

Musée d'Orsay, 20 h 30. Tél. : 40-49-

49-78, 120 F.

Brahms

Trilogie pour piano et cordes n° 1, 2, 3

Viatcheslav Ashkenazy (piano)

Isidore Pechman (violon)

Lynn Harrell (violoncelle)

Si l'on joue assez fréquemment le

Quintette avec piano, les Sonates pour

violin, alto ou clarinette et piano de

Brahms, ses trilogies sont beaucoup

plus rarement à l'affiche. Au Châtelet, on

pourra apprécier en « vrai » la sonorité

d'Ashkenazy, qui n'est guère magnifiée

par ses disques. Chez Deutsche Gram-

ophon, Isidore Pechman a plus de

chance : les techniciens l'enregistrent

fidèlement.

Châtelet, Théâtre musical de Paris,

20 h 30. Tél. : 40-28-28-40, De 70 F à

195 F.

Brahms

Zigeunerlieder op. 103

Sonate pour alto et piano n° 1

Lieder sur des textes de Goethe

Zwei Gesänge op. 51

Brigitte Fassbaender (mezzo-soprano)

Gérard Caussé (alto)

Cyprien Katsaris (piano)

Curieux assemblage de talents qui ne

se rencontreront pas forcément dans un

programme Brahms comme on aime

à entendre plus souvent. Le mé-

lange lieder-musique de chambre est

ce que l'on peut imaginer de plus capi-

vant.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. :

40-28-28-40, 130 F.

Vendredi 12

Haydn

Symphonie n° 39

Zemlinski

Symphonie lyrique

Elizabeth Connell (soprano)

Wolfgang Schwan (baryton)

Orchestre national de France

Jeffrey Tate (direction)

Lorin Maazel a fait redécouvrir la

Symphonie lyrique de Zemlinski (même

si d'autres chefs l'ont dirigée avant lui).

Cette pièce hybride, mahlérienne, du

professeur de Schoenberg méritait

effectivement de s'inscrire au répé-

toire. Straussien et spécialiste de l'école

de Vienne, Jeffrey Tate est en situa-

tion. L'Orchestre national de Radio-

France est plus à l'aise dans cette musi-

que fin de siècle que dans celle de

Haydn. Cela ne fait aucun doute.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.

Tél. : 47-20-36-37, De 40 F à 190 F.

Samedi 13

Couperin

Œuvres 27 et 28, quatrième livre

Olivier Beaumont (clavier)

A peine sorti du studio d'Erato, éditeur

pour lequel il vient d'enregistrer le

Quatrième Livre des pièces pour clavi-

er de Couperin, Olivier Beaumont file

à Versailles pour retrouver le public.

Ce clavieriste au jeu subtil, inventif,

poétique partagera la vedette avec son

maître Kenneth Gilbert, jusqu'à

17 h 30, il lui laissera la place et qu'il

le retrouvera pour un concert à deux

claviers, à 21 heures. Ceux qui aiment

Couperin, le Chopin du clavier, se-

ront comblés.

Versailles, Hôtel-de-Ville, 15 heures. De

35 F à 50 F.

Dimanche 14

Mendelssohn

Symphonie pour cordes n° 9

Mozart

Adagio et fugue pour cordes KV 546

Symphonie salzbourgeoise KV 137

Une petite musique de nuit

Cammerata Academica du Mozarteum de

Salzbourg

Sandor Vegh (direction)

Lorsque Sandor Vegh les dirige, les

musiciens de la Cammerata du Mozar-

teum de Salzbourg forment l'orchestre

de chambre le plus vivant, le plus

joyeux du moment, le plus discipliné

aussi.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures.

Tél. : 47-20-36-37, 80 F.

Lundi 15

Schubert

Le Voyage d'hiver

José Van Dam (baryton-basse)

Valery Afanassiev (piano)

Afanassiev et Van Dam ! Le pianiste

soviétique sera-t-il à la hauteur de la

grande basse belge ? Son dernier réci-

tal, loin de convaincre, lui a attiré bien

des reproches. Cette fois-ci, en tout cas,

Afanassiev ne pourra pas musarder en

route, jouer au « génie ». La ligne de

chant a de ces exigences que l'égotisme

cahotique ne peut mettre de côté.



The Death of Klinghoffer, à Lyon.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07, De 170 F à 450 F.

Mardi 16

Brahms

Deux Motets op. 110

Mendelssohn

Motets op. 78

Reger

Deux Motets op. 110

Cornelius

Requiem

La Chapelle royale

Collégium vocal de Gand

Philippe Herreweghe (direction)

Dans le répertoire romantique, Her-

weghe travaille les sonorités avec

autant de soin, conduit les masses avec

autant de transparence que lorsqu'il

interprète Bach. Sans surcharger ses

lectures d'intentions expressives

appuyées. On ne peut rêver plus belles

caractérisations.

Eglise des Blancs-Manteaux, 20 h 30, De

50 F à 120 F.

Gabrieli

Sacrae Cantiones

Dufourt

Noche oscura

Jachet de Mantoue

Motets

Correggia

Œuvre

Ensemble A Sei Voci

Commande de Radio-France pour

l'Ensemble A Sei Voci qui en donnera

la première audition dans ce concert

dédié à saint Jean de la Croix. Noche

Oscuro, d'après le poème du grand

tournaient espagnol, marque un tour-

nant important dans le cheminement

artistique d'Hugues Dufourt. A qua-

rante-huit ans, il est, au sein du groupe

de l'itinéraire, l'une des figures mar-

quantes de sa génération. Sa musique,

comme lui-même, à toute

compromission, ne se contente pas de

châtonner l'oreille ou de flatter l'intel-

lect. Elle est d'une autre trempe.

Maison de Radio-France, 18 h 30. Tél. :

42-30-15-16, Entrée libre.

هكذا من الاجل

DISQUES

COMPILATIONS DYLAN, DEREK AND THE DOMINOS, THE BYRDS ET MARVIN GAYE

Les coffrés du rock

Avec quarante chansons inédites, *Bootlegs Series*, de Bob Dylan, est le dernier en date – et le meilleur – des coffrets rétrospectifs récemment consacrés aux grandes figures du rock. Ces parutions sont l'occasion de s'interroger sur l'histoire d'un genre musical auquel elles confèrent une respectabilité réservée jusqu'ici au jazz et à la musique classique.

«DON'T Look Back», ne regarde pas en arrière. C'est une vieille formule dylanienne, le titre qu'avait choisi D. A. Pennebaker pour le documentaire qu'il avait consacré à la tournée anglaise de Dylan en 1965. Et puis, vingt-cinq ans plus tard (trente ans, même, depuis la signature du contrat entre Robert Zimmerman et CBS disques, qui perdure à ce jour entre Bob Dylan et Sony Music),

on ne fait plus que ça, regarder en arrière : dylanophile ou fan de Clapton, amoureux de Tamla Motown ou néophyte des Byrds, le passé est là, à portée de la main.

Les coffrets de CD donnent du ventre aux étages des disques rock, et voici qu'ils commencent à leur donner aussi une respectabilité qu'on croyait réservée aux rayons jazz ou classique. Le rock était éphémère – deux minutes trente à écouter à quarante-cinq tours par minute pendant quelques jours, voici qu'il prétend à la durée, qu'il se penche sur son passé.

Avec l'apparition du CD, il a fallu reconstituer les discothèques. L'essentiel de ce travail accompli, les grandes compagnies discographiques ont affiné leurs techniques de marketing : pour rentabiliser son contrat avec Bob Dylan, qui n'est plus depuis longtemps un gros vendeur de disques, Columbia-Sony sort une compilation en trois volumes d'inédits, versions jamais entendues de chansons déjà connues ou découvertes pures et simples. Pour vendre une nouvelle fois *Layla*, d'Eric Clapton, sorti en 1971, déjà acheté une ou deux fois en disque vinyl, une fois en

cassette pour le baladeur et une autre en CD, Polydor a édité un coffret de trois CD regroupant l'album déjà publié, les *alternates* (prises non retenues de chansons que l'on trouve sur le disque), quelques *outtakes* (chansons rejetées) et, sur le troisième CD, les *jams* auxquelles se livraient les musiciens avant de passer aux choses sérieuses.

Pour servir de pierre tombale définitive à Marvin Gaye, Motown (aujourd'hui filiale de MCA et donc de Matsushita) a édité une rétrospective en quatre tomes : les meilleures chansons, les duos, les inédits et les ballades du chanteur assassiné par son père le 1^{er} avril 1984. Pour faire comprendre aux jeunes générations où REM, Green on Red et quelques autres sont allés chercher leur inspiration, Columbia-Sony publie une histoire des Byrds en quatre volumes qui regroupent l'essentiel (y compris de nombreux inédits) de la production du groupe de Roger McGuinn.

Quelles que soient les motivations mercantiles qui président à ces entreprises, force est de reconnaître qu'elles sont menées dignement. On n'en est plus seulement à réunir quelques disques déjà parus et à les emballer dans une jolie boîte en carton

qui conviendrait aussi aux chocolats. Livrets consistants (mais toujours en anglais) et précis, travail technique généralement respectueux à la fois des originaux et du confort d'écoute, ces gros objets (le format va de celui du CD au 30 x 30 qui ramène aux beaux jours du disque vinyl), parfois beaux, prenant en compte la norme première de la consommation culturelle : en avoir pour son argent.

Reste à savoir si le rock est capable de résister à ces assauts du didactisme et de la respectabilité, si la matière se prête à l'académisme. Au moment où le genre ne survit qu'en puisant dans son histoire, la réponse ne peut être qu'affirmative : ces mausolées compacts sont là pour dessiner trente-cinq ans d'histoire, pour donner un sens à des décennies d'absurdités et de ridicule, des excès en tout genre aux morts imbeciles. C'est remettre en pleine lumière non plus le mythe, l'image, mais le travail, la musique. Il arrive que l'exercice se retourne contre ses initiateurs, mais aussi qu'il révèle des trésors méconnus ou inconnus, comme le prouvent quatre exemples récents.

T. S.

Bob Dylan, *Bootlegs Series*, vol. 1-3

C'est le cadeau inattendu du mois, de l'année sans doute. Presque quatre heures de chansons de Bob Dylan jamais entendues, sauf, par bribes, sur quelques disques pirates. De 1961 à 1989, des versions alternatives de titres déjà connus (dont un essai de *Like a Rolling Stone* sur un tempo à trois temps, ou *I'll not for you* avec George Harrison) et surtout les chansons que l'on avait toujours rêvé d'entendre : *Farewell Angelina* et *Mama You Been on my Mind*, connues jusqu'ici dans la seule interprétation de Joan Baez, jusqu'à la dernière chanson, *Series of Dreams*, que Dylan avait refusé d'inclure sur *Oh Mercy!*, son dernier grand disque, en 1989, au désespoir du producteur Daniel Lanois.

Bootlegs Series sort, six ans après *Biograph*, une compilation vaguement thématique (une séquence chansons d'amour, une séquence chansons engagées, quelques inédits stratégiquement disposés sur chaque face afin de forcer l'achat). On mesurera ainsi le chemin parcouru par la science éditoriale : les *Bootlegs* sont présentées dans l'ordre chronologique, les notes de pochette lyriques ont laissé la place à un commentaire sobre et précis : titre par titre, on trouvera toutes les informations nécessaires, telles que dates et lieu d'enregistrement, personnel. Quarante chansons sur trente ans, peu de déchet, donc, et, à l'arrivée, un miracle, celui qui se produit à chaque fois que l'œuvre de Dylan s'agrandit de manière importante (dernier exemple en date, la sortie de *Oh Mercy!*) : une fois les nouvelles chansons écoutées, assimilées, le mystère est encore plus épais.

On gardait un souvenir affligé de *Shot of Love*, et voici que plusieurs titres enregistrés en même temps que cet album (*Angelina*, *Need a Woman*, *You Changed my Life*) forcent à une révision totale de la période. Sur le premier volume



Bob Dylan

(1961-1963), les métamorphoses vocales du jeune Dylan esquissent le profil de chacun des chanteurs qu'il aurait pu être. Pour toutes ces raisons, et bien d'autres encore, *Bootleg Series* est indispensable. Que l'on n'ait jamais entendu Dylan ou que l'on connaisse par cœur son catalogue, le plaisir sera nouveau.

Derek and the Dominos, *The Layla Sessions*

Vingt ans après la sortie de l'album original, *Layla and Other Assorted Love Songs*, ces *Sessions* racontent l'histoire de l'œuvre, des esquisses au produit fini. Double album thématique (la moitié des titres dessinent des figures autour du triangle amoureux que formaient à l'époque Clapton, George Harrison et Pattie Boyd, l'épouse de ce dernier), *Layla* marquait la fin d'une époque – ouverte avec les premiers albums de Cream et Jimi Hendrix. Eric Clapton avait été déifié par ses fans, embarqué dans le système naissant du rock-business où il ne trouvait pas encore ses marques. Après avoir essayé de redevenir simple musicien dans le groupe de Delaney and Bonnie, il y avait recruté quelques complices (le bassiste Carl Radle, le pianiste Bobby Whitlock,

auxquels s'étaient joints le batteur Jim Gordon, puis, sur certains morceaux, le guitariste Duane Allman) pour former Derek and the Dominos.

Les défauts de *Layla* sautent aujourd'hui aux oreilles : le groupe n'a pas de chanteur, et Clapton n'avait pas encore mis au point le marmonnement éraillé qui lui permet aujourd'hui de faire illusion ; enfin, le seul mérite de Bobby Whitlock est d'avoir essayé de seconder Clapton. Certains titres (*I am Yours*, *Thorn Tree in the Garden*) sont d'une médiocrité insigne. Et des références à la poésie persane (*Layla* et *Madjnun*, de Nizami), il ne reste aujourd'hui que le souvenir des efforts désespérés que faisait le rock à l'époque pour être pris au sérieux.

Malgré tout, *Layla* a résisté au temps. Il reste du disque une maîtrise nouvelle du vocabulaire du rock et du blues, une économie de moyens qui prend la place des débordements psychédéliques. Entre Clapton, enfant de la banlieue londonienne, et les musiciens américains – au premier rang desquels Duane Allman, vrai bluesman du Sud – l'échange est permanent, la musique circule, à la fois fidèle à ses racines et aventureuse.



Marvin Gaye

The Layla Sessions, avec ses jams interminables (mais on n'a pas envie qu'elles se terminent), ses essais plus ou moins réussis, dessine une méthode du rock tel qu'il se jouait au début des années 70, musique qui voulait garder le goût du risque des années 60 en retrouvant la rigueur instrumentale et émotionnelle du blues. On trouvera en prime dans le coffret les *tracking sheets*, c'est-à-dire la répartition des instruments à l'enregistrement, piste par piste (en ce temps il n'y en avait que huit), indications précieuses sur les techniques de production de l'époque. A ce jour, *The Layla Sessions* reste le seul ensemble construit autour d'un disque. De *Sergeant Pepper* à *Exile on Main Street*, l'exemple est à suivre.

The Byrds

Ce coffret de quatre CD est un carnet de route, celle qu'a tracée au long des années 60 une génération de musiciens américains, ici incarnée par Roger McGuinn (*le Monde* du 26 mars). A partir d'une double allégeance, a priori impossible, au folk d'une part, au rock'n'roll d'autre part, les Byrds, en même temps que Dylan, un peu avant Neil Young ou le Band, ont donné de la profondeur

de champ aux instantanés à la Chuck Berry et de la séduction à l'ascétisme musical hérité de Woodie Guthrie.

A partir de ce croisement, The Byrds suit sur une décennie les virages, les errements de musiciens qui, après une débauche d'innovations iconoclastes (jusqu'en 1967), ont fini sur une quête effrénée de légitimité musicale. Les Byrds ont trouvé la leur dans le country, grâce au passage éclair de Gram Parsons, compositeur d'exception, au sein du groupe. Formation fluide dans laquelle une quinzaine de musiciens se sont succédés, les Byrds étaient devenus une légende, surtout en France où leur discographie n'a jamais été très bien distribuée. Ce coffret les remet à leur place : essentielle.

The Marvin Gaye Collection

On trouvera sur ces quatre CD tout ce que l'on a toujours eu envie d'entendre de Marvin Gaye, et beaucoup plus encore. Le premier disque, *20 Top 20's*, regroupe les succès de Gaye de 1962 (*Stubborn Kind of Fellow*, rythme'n'blues robuste) à 1982 (*Sexual Healing*, soul sophistiquée, lubrique). Le second, *The Duets*, rassemble ses duos avec les vedettes féminines de Motown : Mary Wells, Diana Ross ou Kim Weston, et surtout Tammi Terrell, sa partenaire d'élection. Ces deux disques suffisent à faire le portrait d'un artiste généreux et érotique.

Marvin Gaye est parvenu à son apogée au début des années 70, accordant un sursis à Motown au moment où les équipes de compositeurs et de producteurs qui avaient fait le succès de la maison de disques (les frères Holland et Lamont Dozier, Norman Whitfield et Barrett Strong) avaient éclaté. Ses deux albums majeurs, *What's Going on* (1971), ou la guerre du Vietnam vue du ghetto, et *Let's Get it on* (1973), ou la libération sexuelle à son apogée, sont arrivés au bout de dix ans de carrière pendant lesquels Gaye

s'est débattu entre ses dispositions naturelles de chanteur de soul et ses aspirations de crooner.

On trouvera dans le livret de The Marvin Gaye Collection cette citation : « Je n'ai jamais voulu bouger mon cul... Je n'ai jamais voulu me faire suer. *Sinatra* était mon idole. J'aimais le côté cool de Perry Como. Je voulais m'asseoir sur un tabouret et chanter des chansons d'amour. Mais il en a été autrement. Le destin m'a forcé la main. » Et au bout de quelques titres du quatrième tome de cette compilation, intitulé *The Balladeer*, on est obligé de reconnaître que, si le destin est aveugle, il n'est pas forcément sourd.

La voix de Marvin Gaye était un instrument incomparable, capable d'une sensualité jamais nicolesque mais aussi d'un sentimentalisme un peu écorçant. Ce qu'il démontre également sur le volume consacré aux carets (*Rare, Live and Unreleased*) qui culmine avec une interprétation insupportable du *Star Spangled Banner* enregistré à l'occasion d'une finale du championnat professionnel de basket, après deux chansons de Noël, dont *The Christmas Song* (*Christmas Roasting on an Open Fire*), qui auraient dû rester derrière les boules et les girlandes, au fond du tiroir. Paradoxalement, cette compilation à la gloire d'un grand chanteur et d'un compositeur important ternit l'image de Marvin Gaye, qui en ressort diminué, ridicule même, par moments.

A moins, bien sûr, que l'on laisse prudemment les deux derniers CD sous calophas.

THOMAS SOTINEL

- * Bob Dylan : *Bootlegs Series*. 3 CD Columbia 468086-2.
- * Derek and the Dominos (Eric Clapton) : *The Layla Sessions*. 3 CD RSO/Polydor 847083-2.
- * The Byrds : *The Byrds*. 4 CD Columbia 467611-2.
- * The Marvin Gaye Collection. 4 CD Motown distribués par BMG-MOTDA-6311.



Le nouvel album de JONI MITCHELL, *Night Ride Home*.

Disponible en cd, k7, lp.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelles expositions

Dubuffet

Les œuvres inspirées des trois séjours au Sahara en 1947-1949. Pour fêter l'inauguration de la nouvelle galerie Baudouin Lebon. Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4^e. Tél. : 42-72-09-10. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Du 13 avril 1991 au 25 mai 1991.

Seurat (1859-1891)

Une grande rétrospective attendue, qui coïncide avec le centenaire de la mort du peintre, qu'il sera bon de revisiter. Ne faudrait-il pas, en effet, nuancer quelque peu l'image de la froideur toute scientifique que les modernistes ont collée à l'auteur d'*Un dimanche à la Grande Jatte* ? L'exposition, qui réunit près d'une centaine de peintures et autant de dessins, après Paris, sera accueillie par le Metropolitan Museum of Art de New-York. (Lire notre article p. 28.) Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, 92, Courbevoie, av. Gai-E. W. Churchill, Paris 9^e. Tél. : 42-88-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Les jours de vacances de 13 heures à 19 heures. Du 13 avril 1991 au 12 août 1991. 37 F, sam. 24 F.

Sélection Paris

Richard Baqué

Des mots d'amour et d'aventure découpés dans la toile, des images et des choses récupérées dans la rue et les casses de voitures. Les bricolages souvent poétiques d'un artiste natif de Marseille, l'un des meilleurs de la génération apparue sur la scène artistique au début des années 80. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-56-48-48. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 mai 1991. 35 F.

Camille Claudel

Quatre-vingts sculptures, dont différents modèles de *Sakountala*, des *Canotiers*, de *la Vierge*, une vingtaine de tableaux, gravures et dessins : la quasi-intégralité de l'œuvre de Camille Claudel. L'exposition, malheureusement, ne parvient pas à dépasser le mythe de la pauvre fille affligée d'un amour ingrat et d'un frère sans cœur. A regarder les oreilles closes. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. Tél. : 47-05-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures, mardi de 10 heures à 20 heures. Fermeture exceptionnelle le 1^{er} mai. Jusqu'au 2 juin 1991. 30 F.

Dessins de Carpeaux

Accompagnées de quelques petites terres cuites, présentées, hélas, dans deux corridors, une quarantaine d'esquisses et d'études d'après modèles, qui ont été choisies dans les séries les plus gestuelles, où le trait s'exerce avec cette incomparable liberté qui fait de Carpeaux un des plus grands dessinateurs du siècle dernier.

Musée d'Orsay - rue de la Chaussée, entrée qui Anatole-France, pl. Henri-de-Montmorillon, Paris 7^e. Tél. : 40-48-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 23 juin 1991. 27 F (billet d'accès au musée).

Jan Dibbets

Ce plasticien néerlandais, très néerlandais, est peintre de formation, mais il utilise la photographie, depuis la fin des années 60, dans une optique artistique originale. A preuve ses mises en perspectives savantes, ses architectures déployées, ses paucuniers éclatés, qui situent ses recherches sur le versant d'un art construit, à la lumière de Mondrian, de Vermeer et de Sacréda.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Fermeture le 1^{er} mai. Jusqu'au 20 mai 1991. 25 F (entrée du musée).

Frank O. Gehry

Les projets européens, réalisés ou encore dans les limbes, du grand enfant de l'architecture californienne qui va construire à Paris le nouveau Centre culturel... américain.

Centre Georges-Pompidou, galerie de l'architecture, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 10 juin 1991.

Horst

Photos de mode, publicités, natures mortes, nus suggestifs, portraits (Marilyn Dietrich ou Visconti) restituent l'univers surréel, plein d'humour et de sophistication de ce chorégraphe et de lumière qui, à quatre-vingt-quatre ans, reste fidèle à sa devise : « J'essaie toujours d'apprendre. » Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 septembre 1991. 25 F.

Piero Manzoni

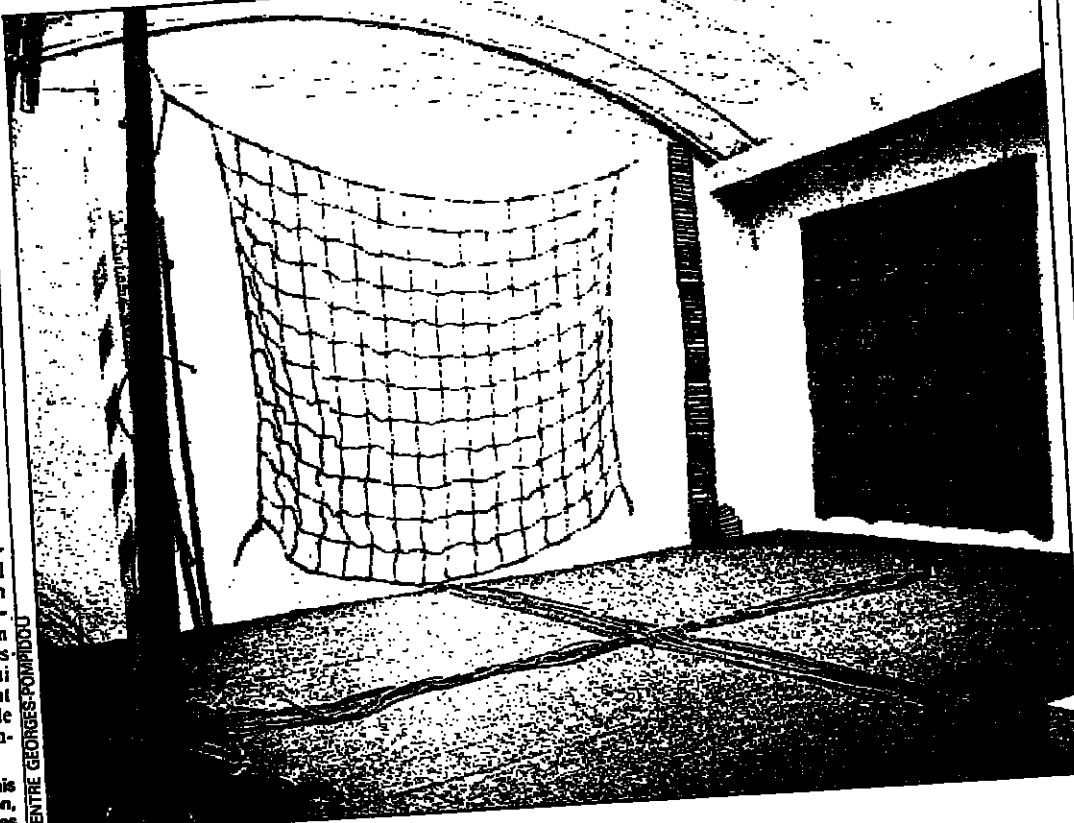
Cent cinquante pièces, soit beaucoup plus qu'on n'en a jamais vu rassemblées à Paris, pour tenter de cerner un artiste fort singulier opérant en Italie à la fin des années 50. Que l'on ne se laisse pas aller à l'enlaidissement des courants d'avant-garde. Mais on l'a raproché souvent d'Yves Klein, mettant en parallèle leurs monochromes (blancs chez Manzoni), ou leur fulgurante carrière interrompue par une mort prématurée.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 heures, samedi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 mai 1991. 30 F (possibilité de billet groupé : 35 F).

Pino Pascali, Ettore Spalletti

Deux Italiens peu connus en France. L'un, Pino Pascali, représenté par une vingtaine de grandes pièces de la fin des années 60, est une figure de l'art povera. L'autre, Ettore Spalletti, qui est plus jeune, poursuit en solitaire une œuvre abstraite propice à la méditation.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 heures, samedi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 mai 1991. 30 F (possibilité de billet groupé : 35 F).



Une exposition Supports-Surfaces en 1971 (Galerie Jean Fournier).

Paul, Max et les autres

Où le surréalisme dans les collections du Musée de Saint-Denis. Soit un ensemble de dessins, de collages, d'objets, de poèmes illustrés, de cadavres exquis, etc. de la période 1920-1940, qui ont été choisis par Dominique, la troisième femme de Paul Eluard.

Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis, 93000. Tél. : 42-43-05-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30, dimanche de 14 heures à 18 h 30. Visite commentée sur rendez-vous. Jusqu'au 27 mai 1991. 15 F.

Repentirs

Quand l'artiste, de Léonard à Matisse, a voulu corriger ou parfaire un geste, le mouvement d'un bras, d'une jambe, a balancé entre plusieurs possibilités, et ne s'est pas résolu à effacer tous les signes du tumulte de ses premières idées. Une exposition qui nous situe au plus près du travail en cours. Musée du Louvre, hall Napoléon. Entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conf. le lundi à 19 heures, jeudi à 21 h 15. Tél. : 40-20-51-66. Jusqu'au 17 juin 1991. 30 F (prix d'entrée du musée).

Trésors de bibliophilie

Des livres d'heures aux éditions illustrées par Bonnard, une centaine d'ouvrages précieux jamais ou peu exposés, conservés à la bibliothèque du Petit Palais. Ils proviennent essentiellement de la collection Dutuit léguée, en 1902, à la Ville de Paris et d'une donation d'Ambrise Voland.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 1^{er} septembre 1991. 20 F.

Galleries

Gilles Aillaud

Dessins, brouillons, projets, envies, depuis 1949, d'un peintre secret, aussi peu à la mode que possible, que l'on croit connaître à travers ses zoos, ses bestiaires, ses paysages lointains de pierre.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 mai 1991.

Claire

Œuvres choisies de 1960 à 1990 d'une artiste abstraite pure, dure et tendre à la fois, qui évolue entre triangles, cercles et formes souples mais équilibrées à toute figuration. Entre proliférations ludiques de figures géométriques et lignes aléatoires.

Galerie Denise René, 186, bd Saint-Germain, Paris 7^e. Tél. : 42-22-77-57. Tous les jours sauf dimanche de 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mai 1991.

Dokoupil

Cet artiste d'origine tchécoslovaque, qui est apparu sur la scène artistique internationale il y a dix ans, comme beaucoup de peintres de sa génération, donne tout à la fois dans le conceptuel, le caprice obscur, l'éclectisme. Voir ses œuvres récentes sur papier, des natures mortes réalisées avec des objets mêmes qu'il désire peindre : des fruits au jus de fruits.

Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais, Paris 3^e. Tél. : 42-78-40-44. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 avril 1991.

Bernard Dufour

Un peintre qui, au début des années 60, est passé à la figuration, sans que l'on puisse parler véritablement de retour. Mais, avec le temps, les traces de souvenirs, de hantises, de vieilles obsessions, la mort, l'amour, hier volontiers perdus dans le couvert de paysages intimistes.

Galerie Beaubourg, 3, rue Pierre-au-Lard, Paris 4^e. Tél. : 48-04-34-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 mai 1991.

Sam Francis

Une vingtaine d'œuvres remarquablement choisies, de 1948 à aujourd'hui, ponctuent la trajectoire lumineuse de ce peintre Américain.

Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-77-32-31. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, lundi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 26 avril 1991.

Sam Gilliam, 1969-1973

Cet Américain usait avec beaucoup d'élégance, autour de 1970, du *dripping* et du bain de couleur. Après ces manipulations au sol, il drapait, aux murs, ses toiles libérées du châssis. Toute une époque.

Galerie Daria Speyer, 6, rue Jacques-Callot, Paris 6^e. Tél. : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 avril 1991.

Kowalski

Réalisations et projets depuis 1965. Où la connaissance des mathématiques, de l'architecture et des technologies nouvelles est mise au service d'une entreprise artistique ayant pour objectif de transformer le monde en planète poétiquement habitée.

Espace Art Défense - Art 4, 15, place de la Défense, La Défense, 92200. Tél. : 49-00-15-96. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 juin 1991.

Gianni Piacentino

Un Turinois, qui a traversé l'art povera au pas de course pour décorer des motos de course, avant de se lancer, dans les années 70, dans les conceptions de *side-cars*, tout en confectionnant de curieuses sculptures à roues et ailerons aérodynamiques nickelées de plus en plus sophistiquées.

Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 43-64-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 27 avril 1991.

Ulrich Rückriem

Si l'on connaît bien la sculpture de l'Allemand Ulrich Rückriem, tailleur de grands blocs de granit, on ne connaît pas tout de ses œuvres sur papier, inédites (même en Allemagne) jusqu'à cette exposition, qui en présente un important ensemble depuis les années 70.

Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hauts-de-Seine, Paris 3^e. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mai 1991.

Province

Calais

Alain Kiril

Quand il ne forge pas le fer et l'aluminium, Alain Kiril travaille la terre, le plâtre ou, plus étrangement, le ciment dont il tire des formes puissantes. Autour du thème du modelage, thème évidemment majeur dans son œuvre, une belle leçon de sculpture entre modernité abstraite et tradition rodinienne.

Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-69-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 2 juin 1991.

Le Havre

Noir limite

En une soixantaine d'œuvres nouvelles de grand format, le trio infernal de la photographie française (Florence Chevalier, Yves Trémorin et Jean-Claude Belegou) fête les noces de la mort et du vivant, dans la « cathédrale » des abattoirs construite après la guerre, sur le port.

Andréas abattoirs du Havre, boulevard de Granville, 78600. Tél. : 27-17-77-78. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 avril 1991.

Les Sables-d'Olonne

Bataille

Sur les peintures de Lascaux, Manet ou Masson, Georges Bataille a écrit quelques-uns des textes les plus pénétrants de la critique moderne. Il était légitime qu'un hommage lui fût rendu, avec des œuvres de Balthus, Ernst, Giacometti, Masson, Miro et Picasso. Une exposition intelligente en somme.

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 51-32-01-16. Tous les jours sauf lundi de 14 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 juin 1991.

Lyon

Tony Garnier

Un grand Lyonnais, qui, dans sa bonne ville, lança les bases de l'architecture moderne en France. Cette rétrospective

complète, présentée il y a un an au Centre Pompidou, réunit des dessins et des esquisses inédits d'où émerge une image complexe de l'architecte, naviguant entre le classicisme et la modernité, le rêve et la réalité, l'utopie sociale et le béton armé.

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél. : 78-28-07-66. Tous les jours sauf lundi et mardi de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 9 juin 1991.

Marseille

Arshile Gorky

Les expositions consacrées à ce pionnier de l'expressionnisme américain ami de De Kooning et proche des surréalistes sont trop rares en France pour que l'on hésite à se rendre à Marseille. Une sélection abondante d'œuvres sur papier y retrace son histoire jusqu'à l'explosion abstraite finale.

Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 51-56-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 juin 1991.

Nancy

Centenaire de la naissance de Max Ernst

Tandis qu'une rétrospective Max Ernst circule en Europe (on la verra à Paris l'hiver prochain), le Musée des beaux-arts de Nancy fête lui aussi le centenaire de la naissance du peintre surréaliste mais plus modestement, en présentant l'œuvre gravé.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-65-01. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 avril 1991. 13 F.

Nantes

Edouard Vuillard

De la grande période nabi aux portraits mondains des années 30, quatre-vingts peintures, une cinquantaine de dessins et de lithographies retracent la carrière de ce beau peintre trop souvent négligé.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 20 avril 1991.

Quintin

Jean Hélon

Une dizaine de tableaux, principalement des scènes de rue, entourent le grand *Triptyque du dragon*, une œuvre de Jean Hélon acquise par le FRAC Bretagne, et rarement exposée en raison de son format. Entre virines, trottoir et table de bistrot, à travers son imaginaire favori, le peintre y retrace l'évolution même de sa peinture, de l'abstraction à la figuration.

Château de Quintin, 22800. Tél. : 96-74-04-63. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 mai 1991.

Rochechouart

Bernard Frize

Une rétrospective, en soixante-dix tableaux de 1976 à 1990. Elle offre pour la première fois une vue d'ensemble de l'œuvre apparemment inépuisable de l'artiste, qui est, à vrai dire, un surprenant commentateur de la peinture, et de la possibilité même de peindre aujourd'hui.

Musée départemental, Château, 87600. Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 juin 1991. 8 F.

Saint-Etienne

Supports-Surfaces

C'est fait : Viellat, Cané, Devade, Bioulès, Sayour, Dolla et les autres. Les révolutionnaires de Supports-Surfaces sont entrés dans l'histoire et au musée. Au nom de l'abstraction américaine, de leurs souvenirs de Matisse et de Malevitch, de la psychanalyse et du maotisme, ils prétendaient réduire la peinture à ses caractères matériels. C'était il y a vingt ans.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 mai 1991.

Saint-Paul-de-Vence

Le Cabinet des dessins

D'Adami à Voss en passant par Giacometti, Matisse, Miro, de Stael et Tapis, un choix de cent dessins appartenant à la collection de la Fondation Maeght.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mai 1991.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette et Frédéric Edelman. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

سكنا من الامم

صكنا من الاجل

ARTS

RÉTROSPECTIVE GEORGES SEURAT AU GRAND PALAIS

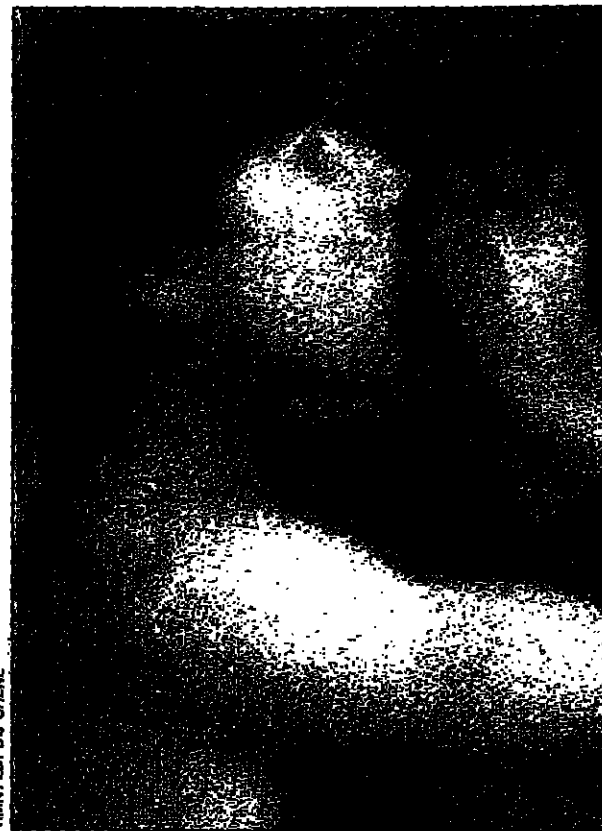
Un jeune homme méthodique

Georges Seurat eut une vie à l'image de sa peinture : rangée, merveilleusement organisée et, sous ces apparences d'ordre, mystérieuse jusqu'à l'extravagance. Le Grand Palais présente la quasi-totalité de son œuvre, exception faite de ses grands tableaux, que leurs propriétaires ont refusé d'envoyer à Paris.

SEURAT sur le motif, vu par l'un de ses disciples, le peintre Charles Angrand : « En 1885-1886, souvent je suis descendu travailler à l'île de la Grande-Jatte à côté de lui. Comme l'herbe d'être rigoureuse devenait haute sur la berge et l'empêchait de voir une barque qu'il avait mise au tout premier plan – et qu'il se plaignait de ce contretemps, – je fus lui rendre ce service de couper l'herbe ; car je ne suis pas loin de penser qu'il allait sacrifier sa barque. (...) Seurat fumait en travaillant une pipe que je qualifiais de pipe de premier communiant. Elle était mignonne et en bois. En m'apercevant venir, il ne lâchait l'outil que pour me tendre la main. Et, silencieusement comme à l'accoutumée, il se remettait à travailler, l'œil mi-clos. »

Un peintre sur le motif, silencieux et serein : telle est l'image traditionnelle de Seurat, un Seurat éternellement jeune, né en décembre 1859, mort le 29 mars 1891, à trente et un ans. Au physique, tel qu'il apparaît peu avant sa mort : rien du débraillé « artiste », une cravate à pois et une veste boutonnée jusqu'au col pour poser devant le photographe, une barbe en pointe, les cheveux frisés, l'air doux et presque absent. En société : un homme placide et discret, parlant peu, se confiant moins encore.

Il a été un fils obéissant, dans une famille bourgeoise, père huissier au tribunal de la Seine, mère « effacée », affirment ses biographes, mais héritière d'une honnête fortune. Etudiant, il n'est pas moins exemplaire. Elève à partir de février 1878, à dix-neuf ans, du peintre Henri Lehmann, lui-même disciple



Torso de garçon nu
ou
l'Echo (ou
l'Appel) :
deux études
pour
Une baignade
(1883-1884)

d'Ingres, et l'un des plus fidèles, Seurat se distingue, au dire de son camarade d'atelier Aman-Jean, par son application. « Très bon élève, régulier, soumis », Seurat dessine des plâtres d'après l'antique et copie à l'huile un portrait d'Holbein le Jeune et le Roger délivrant Angélique de M. Ingres, dont il vénère le dessin. Il aime tant le labeur aux Beaux-Arts qu'il n'en sort plus et se passe de déjeuner pour travailler plus longtemps.

Tant de rigueur et de docilité le prédisposent à une carrière exemplaire suivant les habitudes académiques. On l'imagine décorant un plafond de salle des mariages pour mairie d'arrondissement selon les

chères vieilles traditions allégoriques de son maître Lehmann et de MM. Lefebvre (Jules) et Delaunay (Elie). Pour ses parents, quelle gloire, alors ! Ils en concevaient assurément une légitime fierté.

Surprise : avec, semble-t-il, autant de résolution et aussi peu de doutes qu'il en avait mis à étudier sous Lehmann, Seurat passe en 1879 du parti de l'Académie à celui, absolument opposé, de l'impressionnisme. En mai, il visite la quatrième exposition du groupe impressionniste, décide de quitter les Beaux-Arts et de s'établir dans un atelier rue de l'Arbalète. Au nom de quoi cette conversion ? A en croire son ami Aman-Jean, « il ne se souciait aucunement des impressionnistes, dont tout le monde parlait », avant de rallier soudainement leur cause. Force est donc de supposer que Seurat a été d'un coup convaincu de la supériorité du moderne et de la nécessité de renouveler l'art de la peinture, empiété dans les usages du « beau métier ».

DES GRANDS TABLEAUX QUI SONT AUTANT DE MANIFESTES

La suite est célèbre et simple. Entre 1884 et 1891, Seurat expose régulièrement des tableaux qui sont autant de manifestes du système qu'il a élaboré. En 1884, *Une baignade à Asnières*. En 1886, *Un dimanche après-midi à l'île de la Grande-Jatte*. En 1888, *les Poseuses* et *la Parade*. En 1890, *le Chahut*. En 1891, *le Cirque*. Soit un grand tableau révélateur aux amateurs et à la critique tous les un ou deux ans, avec une régularité prodigieuse et nullement fortuite. Il s'agit pour lui d'être présent chaque année au Salon des indépendants. Il y tient tant qu'il accroche *le Cirque* inachevé. Entre ses grandes toiles, il exécute des paysages et des dessins suivant les mêmes principes.

Ceux-ci ne sont pas moins connus que ses toiles, mais moins limpides : les couleurs, selon la lumière qui les affecte, se décomposent selon des proportions variables. Pour les représenter au plus juste, le peintre doit user du mélange optique : des touches séparées, chacune dans l'une des différentes tonalités qui apparaissent à l'œil, la dominante chromatique, sa complémentaire, les nuances d'ombre ou d'éclat. Le mélange des pigments sur la palette, procédé traditionnel que les impressionnistes ont repris sans le critiquer, ne suffit pas à enregistrer ces phénomènes subtils ; il les simplifie abusivement, il néglige leur variabilité. A l'inverse, la juxtaposition des touches de couleurs non mélangées, réglée selon des proportions savamment calculées, permet de fixer dans l'immobilité de la peinture les modifications de la lumière.

Ces principes et procédés, Seurat les déduit de ses lectures savantes aux titres interminables : *Des couleurs et de leurs applications aux arts industriels* de l'aide des cercles chromatiques et de la loi du contraste simultané des couleurs et de l'assortiment des objets colorés de Chevreul, la *Théorie des couleurs* d'Odgen Rood, des articles scientifiques et un essai, *les Signes inconditionnels dans l'art*, du théoricien néo-classique Humbert de Superville. Il lit beaucoup en effet, de la chimie, de la physique optique, de la géométrie encore. Il s'efforce de mettre en système les lignes de composition autant que les couleurs et finit par élaborer une théorie stricte, qui n'est connue que par le brouillon d'une lettre programmatique qu'il écrit en août 1890. Son aphorisme fondamental : « L'Art, c'est l'Harmonie. L'Harmonie, c'est l'analyse des contraires, l'analyse des semblables de ton, de teinte, de ligne considérés par la dominante et sous l'influence d'un éclairage en combinaisons gaies, calmes ou tristes. »

Article deux : « La gaieté de ton, c'est la dominante lumineuse de teinte, la dominante chaude de ligne, les lignes au-dessus de l'horizontale. Le calme de ton, c'est l'égalité du sombre et du clair de teinte, du chaud et du froid et l'horizontale pour la ligne. Le triste de ton, c'est la dominante sombre de teinte, la dominante froide et de ligne les directions abaissées. » Selon ces maximes, il exécute le *Chahut*, lignes montantes, bruns chauds, le *Cirque*, construction en ellipse ouverte vers le haut à dominante orange, et ses paysages de Normandie, construits selon des angles droits et des triangulations où le nombre d'or a sa part.

Car telle est la singularité de Seurat : il penche vers le dogmatisme alors que son ambition, réaliste, devrait l'en défendre. Son ambition se veut à l'origine essentiellement d'observation précise de la réalité. Il prétend exécuter des tableaux plus vrais, des analyses chromatiques plus exactes que les impressionnistes. S'il accepte d'être traité de « néo-impressionniste », c'est en ce sens : celui d'un progrès dans la science de la représentation de la nature. Or, de lecture en doctrine, il finit par attribuer à la ligne et au ton des valeurs déterminées. Il construit sa mathématique de la peinture qui régit chaque élément du tableau, au risque d'éliminer de la composition ce qui dérangerait son système, si bien que ce dernier l'emporte. Mieux encore, Seurat le fétichise et se confond avec lui. Plus que l'homme d'une œuvre, il se veut l'homme d'une formule. Ingriste discipliné à dix-huit ans, impressionniste « dur » à vingt, il devient néo-impressionniste fanatique à vingt-cinq.

En 1890, il adresse à Fénéon, qui le défend depuis une demi-douzaine d'années, une lettre amère parce que Fénéon a paru attribuer à Paul Signac, l'autre astre du néo-impressionnisme, la paternité d'une partie de la doctrine. « Je proteste, écrit-il, et je rétablis à quinze jours près les dates » de ses inventions, pour aboutir à cette conclusion : Signac « a bénéficié de mes recherches ». Autrement dit : je suis le seul inventeur, le seul propriétaire de ma théorie. Il l'avait déjà proclamé sans trop de précautions oratoires en 1888 dans un billet au même, et malheureux, Signac. Déplorant la diffusion du néo-impressionnisme, il termine par cette inquiétante profession de foi avant-gardiste : « Plus nous serons, moins nous aurons d'originalité, et le jour où tout le monde pratiquera cette technique, elle n'aura plus de valeur et on cherchera du nouveau. » Comme Signac lui rapportait ces phrases, Pissarro, quoique lui-même converti au divisionnisme, répondit sagement : « Tout l'art n'est pas dans la théorie scientifique, Si Seurat n'avait fait que cela, je vous avoue qu'il ne m'intéresserait que médiocrement. » Il n'empêche, Seurat refusa d'en démordre. Il avoua froidement : « Ils – les critiques – valent de la poésie dans ce que je fais. Non, j'applique ma méthode, et c'est tout. »

PHILIPPE DAGEN

* Les citations de Seurat et de ses contemporains sont extraites de *Seurat, correspondances, témoignages, notes inédites, critiques*, réunies par Hélène Seytre, préface d'Eric Daron, Editions Actes du 334 pages, 170 francs, et du livre essentiel de John Rewald, *Seurat, Flammarion*, 248 pages, 171 illustrations, 495 francs.

* Exposition Seurat, jusqu'au 12 août (lire les renseignements pratiques en page 27).

EK ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN

CONCERT CREATION

Gerard Zinsstag
Espressivo, création

Ichiro Nodaïra
Quatorze écarts vers le défi, création

Georges Aperghis
Pièce pour douze, création

Hugues Dufourt
Antiphysis

IRCAM

Sophie Cherrier, flûte
Michel Cerutti, cymbalum
Pierre-Laurent Aimard, piano

Technique IRCAM

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Direction PETER EOTVOS

Jeudi 11, vendredi 12 avril - 20h30
Centre Georges Pompidou - 42 60 94 27

Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an

Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

<p>L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1^{er} 42-36-74-24</p> <p>TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9^e F/dim. Lundi soir 48-73-42-93/34.61</p> <p>YVONNE 13, rue de Bassano, 16^e F. ven. soir et sam. 47-20-98-13</p> <p>AU PETIT RICHE 47-70-68-68/47-70-66-50 15, rue Le Peletier, 5^e F/dim.</p> <p>LE GOURMAND CANDIDE 4, pl. Marché-Juin, 17^e Paris 15^e F. ven. midi et dim.</p>	<p>DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, frites, gress, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, selon particularités au 1^{er} étage.</p> <p>ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR « Menu de la nuit » 150 F TTC. Jusqu'à 22 h 30.</p> <p>Vieilles recettes de tradition. Spéc. de POISSONS. Huîtres et gibiers en saison. Fois gras frais, confit de canard. Carte 300/350 F. Diplômé club P. Montagné. OUVERT DIM.</p> <p>MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE FORPAIT THÉÂTRE. 300 F à 450 F. Service assuré jusqu'à 0 h 15. Décor 1880. Salons particuliers. Parking Drouot.</p> <p>Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.</p>
--	--

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENS LES GAULOS
46-33-66-07 et 66-12
39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e
Climatise

LE MAHARAJAH
43-54-26-07
GRILLE D'OR 86 de la gastro, indienne

YUGARAJ
43-26-44-91
14, rue Dauphine, 6^e
F. lundi

RESTAURANT THOUMIEUX
47-03-49-15
79, rue Saint-Dominique, 7^e

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSON DU JOUR. Plus traditionnels. Vins à découvrir.
Décor « Brasserie de l'axe »
T.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-42-90-32

36 Paris/Île-de-France
40 Pechingy résiste grâce à son emballage

41 Bourse de Paris
42 Communication

Les difficultés du fabricant de pneumatiques

Michelin va supprimer 4 900 emplois dans ses usines françaises

Une concurrence sauvage

Faut-il que M. François Michelin, PDG du fabricant de pneumatiques Michelin, a annoncé, mardi 9 avril, un plan social (le cinquième du nom depuis 1983) qui prévoit la suppression d'ici fin 1992 de 4 900 emplois en France, soit 13 % de l'effectif de l'ensemble de la manufacture. Dans un climat de concurrence vive qui oblige le constructeur, très endetté, à de fortes baisses de prix, le groupe prévoit également des réductions d'effectifs en Espagne (2 000), aux États-Unis (2 230) et en Grande-Bretagne (800).

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Dans la capitale auvergnate, les responsables syndicaux CGT, CFDT et FO, qui s'étaient d'ailleurs réunis tout récemment, ne s'attendaient pas à une telle annonce. Tous estimaient que la

convocation du comité central d'entreprise avait pour seul objet les difficultés éprouvées par la direction pour « boucler » le quatrième plan social de 1990.

De fait, sur les 2 260 suppressions d'emploi envisagées dans ce plan, 230 cas restaient sans solution. Ils seront « traités » dans le cadre du nouveau plan social, commenté par M. François Michelin lui-même, qui a déclaré mardi 9 avril sur Radio Monte-Carlo que la décision prise était pour lui « un drame », en ajoutant toutefois : « C'est la seule qui puisse nous permettre de survivre ».

Le groupe, après avoir réalisé un bénéfice consolidé de 2,633 milliards en 1989, annonçait pour 1990 une perte consolidée légèrement inférieure à 2 milliards de francs. La manufacture française quant à elle avait enregistré un bénéfice de 317 millions de francs en 1989. Elle annonce pour 1990 une perte très supérieure à 1 milliard de francs.

M. Roger Quilliot : « Il faut que Clermont-Ferrand reste le centre nerveux du groupe Michelin »

« C'est un nouveau coup douloureux et difficile à supporter pour l'ensemble de la ville, nous a déclaré mercredi 10 avril, dans la matinée M. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand. On ne peut pas dire qu'il nous prenne complètement au dépourvu, puisqu'on se doutait qu'il y aurait de nouvelles compressions de personnel, même si elles sont plus importantes qu'on ne l'imaginait. »

Pour nous ce qui compte maintenant c'est l'assurance que Clermont-Ferrand reste bien le centre nerveux du groupe Michelin. Ce qui importe, c'est que, comme ont pu le tenter d'autres

régions sinistrées comme la Lorraine, avec l'aide de l'État, de la région, du département et même de l'Europe, nous parvenions à attirer des entreprises moyennes qui recréeraient un tissu industriel solide. »

Dans l'immédiat, les services de la ville et des communes environnantes vont tout mettre en œuvre pour tenter de pallier les difficultés nées d'un tel nombre de suppressions d'emplois, comme elle le font depuis déjà plusieurs années, puisqu'une telle situation s'est déjà rencontrée.

Propos recueillis par
JOSÉE DOYÈRE

Pour la direction, ce mauvais résultat en France est certes lié à une conjonction défavorable. La guerre des prix l'a en particulier obligée à des fortes baisses de tarifs en 1990, particulièrement sur le marché de première monte. Très endetté, le groupe souffre aussi d'un accroissement de ses frais financiers, conséquence des forts investissements réalisés dans les établissements de la manufacture depuis plusieurs années et de la baisse du dollar. Les mauvaises performances mettent aussi en évidence « le problème structurel de la société », dont « les résultats depuis de nombreuses années sont insuffisants pour qu'elle puisse rétablir les conditions de sa rentabilité ».

Coup dur pour Clermont

Il y a donc urgence – toujours selon la direction – de supprimer des activités non essentielles à son fonctionnement, surtout au niveau de certaines recherches et de la fabrication sur « des équipements obsolètes ». En fait, il faut diminuer les coûts d'exploitation pour « améliorer durablement le seuil de rentabilité sans affecter pour autant son niveau de production ».

La direction est nette : « La mise en œuvre de ces mesures fait apparaître de nouveaux surcoûts très importants... » D'où le plan proposé, avec la cessation de toute activité industrielle à Orléans (606 emplois supprimés), l'arrêt de la production dans une usine à Bourges, de 616 emplois, qui entraînera la cessation de son activité de fabrication de pneus poids lourds ; et des suppressions d'emplois à Montceau (330) et à Vannes (182).

Mais c'est le site de Clermont-Ferrand qui est le plus durement touché puisque ce cinquième plan social prévoit 2 432 suppressions d'emplois dans les usines de la capitale auvergnate (937 pour les activités industrielles et commerciales, et 1 495 pour les services centraux).

Le coup est dur pour le bassin clermontois. Déjà, les quatre premiers plans sociaux ont vu, depuis 1983, la suppression de plus de 8 800 emplois. Au terme de ce nouveau plan, ce seront plus de 11 000 emplois qui auront ainsi disparu. En 1980, les usines clermontoises de Michelin comptaient 30 000 salariés... Fin 1992, on se rapprochera de la moitié de ce chiffre !

Certes, la direction veut à tout prix éviter des licenciements secs, ce qu'elle est parvenue à faire jusqu'ici. Elle table, entre autres, sur des conventions FNE et OMI (départs en préretraite et incitation

au retour dans son pays d'origine du personnel immigré), sur des mesures de préparation à un départ progressif, sur des aides à la création d'entreprise et des congés de conversion... Mais le résultat objectif, à l'évidence, est fortement préjudiciable pour la ville qu'administre M. Roger Quilliot.

Jeudi 11 avril, le conseil municipal à majorité socialiste se réunira en privé pour examiner le problème, tous groupes confondus. Il lui faudra définir une politique à moyen terme de remédiation à une situation dramatique pour la ville, puisque Michelin y représente l'industrie prédominante.

Certes, en 1990, la manufacture avait créé une mission d'industrialisation et de développement pour favoriser la création d'activités industrielles en la dotant, pour ce faire, de 40 millions de francs sur quatre ans. Elle a décidé d'augmenter son aide en engageant une somme complémentaire de 90 millions, la moitié de cette somme devant être utilisée sur la région clermontoise.

Mais est-ce suffisant ? Sur RMC, M. Michelin, a eu des propos d'une extrême rudesse pour Clermont-Ferrand : « Je me demande parfois si Clermont a envie que Michelin reste... », a-t-il déclaré, en rappelant « deux ou trois petits signes » qui lui sont restés au travers de la gorge, comme le refus de déclasser un boulevard pour relier une ancienne usine à une nouvelle. « C'est un signal très net que nous a donné la municipalité de l'époque pour dire que Michelin est trop gros à Clermont... »

Jeudi, les élus clermontois auront, à leur point de vue, en mémoire ces remarques « peu aménables ». Mais, au-delà des états d'âme, il leur faudra prévoir impérativement une action dont l'urgence n'échappe à personne. Comme l'ont souligné mardi les députés CGT et CFDT, cette « nouvelle charrette va porter un coup fatal à l'économie auvergnate... déjà sinistrée ».

JEAN-PIERRE ROUGER

Les raisons avancées en octobre 1990 pour expliquer la dégradation dramatique des comptes n'ont pas changé, mais l'horizon s'est encore assombri depuis six mois. Les deux marchés du pneumatique sont également touchés. Celui de la première monte sur les véhicules neufs est affecté par la diminution des ventes des constructeurs (-11 % en tourisme et -14 % en poids lourds aux États-Unis et respectivement -1,7 % et -11,5 % en Europe). Celui du remplacement, le plus rentable, a stoppé sa progression en 1990 et faibli en Amérique du Nord du fait du ralentissement de l'expansion. Surtout, une concurrence sauvage oppose les principaux fabricants mondiaux de pneumatiques : Michelin et sa nouvelle filiale américaine Unroyal-Goodrich, Goodyear, la japonaise Bridgestone-Firestone, Sumitomo-Dunlop, Pirelli, qui vendent souvent à perte à des constructeurs automobiles, aux-mêmes accablés à se montrer très exigeants.

Le résultat est une guerre des prix impitoyable, qui dégrade les marges de façon insupportable et éprouve l'ensemble des fabricants. Michelin, toutefois, est le plus endetté de tous (48,8 % de son chiffre d'affaires mondial de 55 milliards de francs), surtout après le rachat de Goodrich, et il s'aperçoit, un peu tardivement, que ses problèmes sont structurels.

Par sa brutalité, son nouveau plan social – d'ailleurs étendu aux usines espagnoles et américaines – va embarrasser le gouvernement, dont certains membres seront tentés de mettre en doute les qualités de gestionnaire des dirigeants du groupe, mais qui ne pourront que s'incliner.

FRANÇOIS RENARD

Selon une enquête ministérielle

Les entreprises freinent leurs dépenses de recherche

La conjonction actuelle ne semble pas très propice aux activités de recherche menées dans les entreprises françaises. Selon une enquête réalisée par le ministère de la recherche et de la technologie au début de l'année, en pleine guerre du Golfe, ces firmes auraient l'intention de ralentir la croissance de leurs dépenses de recherche et de développement. Celle-ci serait de 6,7 % en 1991 contre 9 % en 1990 ; elle resterait donc inférieure à celle du PIB (4,9 % en valeur pour 1991). Ce ralentissement se manifesterait plus particulièrement dans les PME, les grandes continuant d'accroître leur effort de recherche de 10 %.

Un entretien avec le ministre de l'aménagement du territoire

« L'État lui-même ne s'est pas adapté à la décentralisation qu'il a voulue » nous déclare M. Jacques Chérèque



L'aménagement du territoire, pour lutter contre les inégalités de développement régional, est redevenue une préoccupation des dirigeants français. « Ça bouillonne de partout. La DATAR est repartie à l'offensive », se réjouit M. Jacques Chérèque, ministre délégué qui devait présenter une communication sur ce thème au conseil des ministres le 10 avril. Il s'inquiète cependant, dans l'entretien qu'il nous a accordé, de l'attitude de Bruxelles.

« Quels enseignements tirez-vous du recensement de la population ? »

« D'abord une surprise douloureuse. La population de l'Île-de-France augmente, ce qui révèle un dérapage par rapport aux objectifs réaffirmés régulièrement depuis longtemps par les pouvoirs publics. Pour ma part, il y a plusieurs années que je tire la sonnette d'alarme. J'ai été entendu comme le montrent les dernières propositions du préfet d'Île-de-France, M. Sautter. »

« Deuxième constat : l'aggravation de la situation dans les grands bassins industriels traditionnels, avec une grave perte de substance humaine et économique, exige un coup de barre vigoureux. Les villes se renforcent. Elles ont tiré parti de la croissance. C'est un phénomène majeur que doit avoir à l'esprit tout responsable de l'aménagement du territoire. »

« Enfin, les régions rurales méritent toute notre mobilisation. La désertification de quelques centaines de cantons, qui est un phénomène grave, est une alarme même si elle ne justifie pas pour autant un pessimisme généralisé. Il existe des couples « ville-campagne environnante » qui forment des ensembles harmonieux et qui marchent bien, par exemple dans l'Ouest ou en Alsace. »

« Votre voix ne s'est guère fait entendre à l'occasion des récents

débats parlementaires sur la réforme de la décentralisation de l'aménagement du territoire, la DATAR, ou sur l'organisation territoriale de la République. »

« Vous êtes très injuste, car ma collaboration avec Pierre Joxe quand il était au ministère de l'Intérieur a été constante, pour le Pays basque ou la Corse, et elle est de même nature avec Michel Delebarre et Philippe Marchand. Nos services travaillent la main dans la main. C'est pourquoi je suis resté longtemps assis au banc du gouvernement à côté de MM. Delebarre et Marchand pour bien montrer l'intérêt que je portais à ces textes et aux amendements. Sur le fond, il est sûr que ces textes concernent fortement mon domaine. Quant à l'initiative des centristes, par exemple, d'organiser un transfert financier vers les départements ruraux les plus pauvres ou à l'idée de Robert Savy, président PS du Limousin, d'instituer des pérennités interdépartementales, elles rejoignent mes propres préoccupations. Les inégalités de développement qui perdurent provoquent et accentuent les inégalités sociales. C'est ce que je veux combattre. »

Un « chef d'entreprise de l'État »

« L'appareil d'État, pourtant, ne semble guère adapté pour ce genre de tâches. »

« Le projet Marchand avec la déconcentration des services de l'État veut précisément réformer complètement ce système dans un but d'efficacité économique. L'État lui-même ne s'est pas adapté à la décentralisation qu'il a pourtant voulue. À l'avenir, les administrations parisiennes interviendront beaucoup moins, espérons-le. Le préfet de région sera un « chef d'entreprise de l'État », auquel on devrait déléguer une enveloppe financière qu'il répartirait lui-même pour faire ses arbitrages. C'est ainsi que je voudrais qu'on prépare les

futurs contrats de plan entre l'État et les régions à partir de 1993. »

« Il y a un an, vous aviez organisé un grand débat au Palais-Bourbon sur l'aménagement du territoire. Quelles leçons en tirez-vous ? »

« D'abord une formidable relance de la mobilisation pour le sujet. Quant aux projets Delebarre et Marchand, ils sont un peu des enfants de ce débat. Ces questions y avaient été traitées et avaient même dégagé un consensus. Depuis, j'ai le sentiment que le thème de l'aménagement est bien à l'ordre du jour. Parlons même sans exagération de fièvre chez beaucoup d'élus. »

« N'avez-vous pas quand même un peu d'amertume ? »

« Bien sûr que si. Pendant longtemps, j'ai eu l'impression de n'être pas entendu en haut lieu. Mais avec la réunion gouvernementale du 5 novembre, Michel Rocard a répondu à mes attentes. Il m'a soutenu dans les arbitrages décisifs. Il y a deux ans et demi, j'avais pris en charge un secteur en déconfiture. J'ai jeté des pavés dans la mare, et maintenant ça bouillonne de partout. La DATAR est repartie à l'offensive, prêts et élus me le confirment. »

« Vous n'êtes toujours, pourtant, que ministre délégué... »

« Ne remuez pas le fer dans la plaie. La nomination d'un ministre de l'aménagement du territoire à part entière ou aux côtés du premier ministre arrivera tôt ou tard et ne pourra que conforter la politique que j'ai engagée. »

« Avant que le gouvernement n'adopte définitivement le schéma des TGV, quelles sont vos priorités ? »

« Les TGV Est, Rhin-Rhône, Sud-Est, Paris-Tours-Bordeaux. En outre, pour le Massif Central, il faut une ligne nouvelle vers Orléans, se prolongeant en Y renversé vers Nevers et Clermont-Ferrand, et vers Limoges. Pour les dix ans qui viennent, il faut établir un programme précis des équipements. Côté financement, souignons au crédit-bail. »

« Même chose pour les universités ? »

« Oui. Là aussi le schéma sera approuvé par un comité interministériel d'aménagement du territoire. La clé de répartition de l'effort budgétaire des collectivités et de l'État devra être différente, selon qu'il s'agit du Limousin ou de Rhône-Alpes. Je veillerai aussi à ne pas négliger ce que l'on peut appeler, par analogie avec la SNCF, « le réseau secondaire universitaire ». Les grandes écoles prestigieuses ne sont pas tout. Le maillage des villes par leurs IUT, leurs sections de BTS ou autres filières techniques compte beaucoup. C'est aussi le credo de Lionel Jospin. »

« Avez-vous quelque chose à dire sur le futur schéma de l'Île-de-France ? »

« Et comment ! Je demande que le traitement de l'Île-de-France ne soit pas isolé de la politique d'aménagement du territoire dans son ensemble. Si l'on réfléchit à un meilleur équilibre habitat-emploi, pensons au grand Bassin parisien et pas à l'Île-de-France stricto sensu. Même chose pour les futures universités. Organisons-les en liaison étroite avec celles d'Orléans, de Tours ou de Reims. Ne faisons pas dans cette région du « tout tertiaire ». Il faut susciter davantage de créations d'emplois industriels. Je prépare avec les préfets et les élus, pour le milieu de l'année prochaine, une charte d'aménagement du Bassin parisien. »

« Il y a quelques mois, vous avez annoncé l'intention du gouvernement de créer une « zone d'entreprises » dans la vallée de la Sambre et à Valenciennes. Bruxelles est-elle d'accord ? »

« Toujours pas. M. Leon Brittan, le commissaire compétent, est contre. Son obsession libérale nous met continuellement des bâtons dans les roues, et nous empêche de trouver des solutions adéquates aux problèmes de nos entreprises et de nos régions. À l'heure de la compétition ouverte, il ne faut pas se laisser enfermer par des technocrates prétendant savoir mieux que les maires, les députés ou nous-mêmes ce qui est bon pour Lens ou Briey... »

« Le gouvernement prépare des mesures en faveur du monde rural. Un plan de plus et des crédits à dose homéopathique... »

« Attendez de voir avant de persifler. Il y a certes des zones rurales assoupies dans un coma profond, dans la Haute-Marne, le Morvan, les Cévennes, les Pyrénées, la Bretagne centrale. Pour elles, je voudrais que le gouvernement arrête un traitement de choc applicable sur plusieurs années. Voici en vrac quelques idées : »

« Décider un moratoire, temps nécessaire pendant lequel sera élaborée une nouvelle organisation des services publics (poste, services fiscaux, caisses d'épargne, écoles) ; »

« Préparer la réforme de l'impôt sur le foncier non bâti, qui constitue paradoxalement à la fois la principale ressource des communes rurales et un facteur d'alourdissement des coûts des agriculteurs ; »

« Prévoir des aides financières, en liaison avec les conseils régionaux, pour les créations d'emplois industriels ou artisanaux ; »

« Décider des aides au logement plus déterminantes ; »

« Favoriser les mécanismes d'association de communes et de répartition des ressources provenant de la taxe professionnelle. »

Propos recueillis par
FRANÇOIS GROSCHARD

1250

هكذا من الاجل

Destination Scandinavie? Difficile de trouver mieux que SAS!



Vols quotidiens Paris-Copenhague		Vols quotidiens Paris-Stockholm		Vols quotidiens Paris-Oslo	
Aller	Retour	Aller	Retour	Aller	Retour
12.30 h	9.40 h	11.40 h	8.15 h	11.20 h	8.20 h
17.40 h	14.50 h	19.30 h	16.00 h	19.55 h	16.40 h
19.20 h	16.30 h				

Vous projetez un voyage d'affaires en Scandinavie? SAS vous offre beaucoup plus qu'un simple vol.

D'abord en vous proposant 8 liaisons non-stop avec la Scandinavie, tous les jours.

Ensuite, si vous devez passer la nuit sur place, en vous offrant le choix entre nos Business Hotels SAS, près de l'aéroport, ou au centre ville.

Et en vous enregistrant à l'hôtel SAS dès votre arrivée à l'aéroport. Vos bagages sont pris en charge. Vous êtes libre d'aller directement à vos rendez-vous d'affaires.

De même lorsque vous repartez, chez vous ou vers une autre destination, le service d'enregistrement SAS, dans l'hôtel même, s'occupe encore de vos bagages et vous délivre la carte d'embarquement sur votre vol SAS EuroClass.

Difficile de battre SAS sur son propre terrain! Pour vous en convaincre, essayez SAS. En vol comme au sol!

Pour la Scandinavie, volez Scandinave.

SAS

ÉCONOMIE

SOCIAL

Le troisième séminaire gouvernemental sur le renouveau du service public

M. Michel Rocard devait présider, jeudi 11 avril, le troisième séminaire gouvernemental consacré au « renouveau du service public », avec la participation d'une quinzaine de ministres.

En visite, mardi 9 avril à la préfecture de Loiret, érigée en préfecture pilote, le premier ministre a rappelé la nécessité de « passer de l'univers de la norme à l'univers du résultat », afin, notamment, d'améliorer la qualité du service rendu aux collectivités locales et à tous

nos concitoyens dans leur vie quotidienne. Le chef du gouvernement s'est félicité du « chemin parcouru » depuis le lancement de cette politique en février 1989. Il a fait part de son intention « d'ouvrir de nouveaux chantiers » qui devraient, à terme, bouleverser considérablement les habitudes séculaires des 2,5 millions d'agents de l'Etat, dont 98 % sont employés dans les services extérieurs.

Une évolution des mentalités qui, sur le terrain, chemine bien tortueusement...

Les fonctionnaires toulousains à l'école de la « démocratie sociale »

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

Le préfet de Haute-Garonne est d'un naturel enthousiaste et ce vieux serviteur de l'Etat en a, de toute façon, vu bien d'autres! C'est une chance, car la mission qui lui a été confiée — coordonner, sur le terrain, la politique du renouveau du secteur public — est loin de ressembler à une sinécure.

Schématiquement, M. Jean Coussirou doit, en effet, inciter les fonctionnaires de ses services à travailler mieux et d'une manière plus responsable pour répondre à une exigence de plus en plus grande, émanant tant des usagers que des collectivités territoriales ou du secteur privé. Cette mission se complique singulièrement du fait qu'elle doit être mise en œuvre dans un climat de réduction des effectifs et de désaccord salarial, que le « retour collectif de modernisation », censé récompenser ces efforts, est toujours en panne et que les administrations centrales s'accrochent à leurs prérogatives.

Si, sur le papier, le caractère réaliste d'un tel pari laisse encore dubitatif, la pression des événements est, en revanche, tout à fait concrète sur le terrain. Au sein de la direction départementale des polices urbaines (DDPU), par exemple, les premiers bilans informatiques obtenus en temps réel ont froidement mis en lumière les lacunes de la politique répressive locale. « Il fallait réagir », reconnaît M. Alain Drouille, directeur départemental : 95 % des interpellations étaient devenues le fait de policiers en tenue dont ce n'est pas le travail. Au même moment, certains inspecteurs censés, eux, arrêter les voyous n'avaient pas quitté leur bureau depuis vingt-cinq ans!

Critères d'ancienneté

La réorganisation des tâches s'impose également dans d'autres services extérieurs. « En cinq ans, indique ainsi M. Jean-Louis Deligny, directeur départemental de l'équipement, j'ai perdu 180 personnes sur 1 600 quand l'activité de la DDE a progressé de 30 à 50 % sur la même période sous le coup de la décentralisation. » Même son de cloche à la préfecture, où M. Coussirou, nommé en 1989, a vu ses effectifs fondre de plusieurs dizaines d'agents et son budget de fonctionnement diminuer de 800 000 francs, alors que son volume d'activité progresse de 10 % par an. « A chaque fois qu'un ministre lance une mission nouvelle, résume-t-il avec humour, il ne manque jamais de rappeler le rôle central que devrait jouer les préfets dans sa mise en œuvre! » Mais, en l'absence d'une remise à plat régulière, les dossiers dits « prioritaires » s'empilent, et ce commissaire de la République se retrouve écartelé entre quelque

trois cents comités départementaux et régionaux, puisqu'il est aussi préfet de la région Midi-Pyrénées.

Pour faire face à cette pression, la marge de manœuvre des responsables des services extérieurs de l'Etat varie d'un ministère à l'autre. Mais, dans tous les cas, aux yeux des intéressés, « l'un décideur local qui négocie avec ses syndicats locaux risque en permanence d'être désavoué par l'échelon national », constate, non sans amertume, M. Deligny, pour-tant le mieux loti des directeurs locaux en matière d'autonomie de gestion. Et de citer en exemple l'attribution des avances de gestion. Et de citer en exemple l'attribution des avances de gestion.

Démarches participatives

M. Drouille plaide également en faveur d'une plus grande marge de manœuvre par le biais, par exemple, de la création d'un échelon paritaire local dans la police. En attendant, il vient, en tant que DDPU « pilote », de bénéficier pour la première fois en 1990 d'un budget de fonctionnement globalisé. Une enveloppe de 8,5 millions de francs (pour 1 200 fonctionnaires) lui a permis de réorganiser en douceur ses services tout en leur offrant de meilleures conditions de travail. « Je leur ai accordé tout ce qu'ils m'avaient demandé : depuis les paillassons jusqu'aux voitures de patrouille spécialement équipées. » Sans qu'il y ait un policier de plus, se targue-t-il, la criminalité toulousaine, en hausse de 18 % au premier trimestre 1990, n'a plus augmenté que de 5 % à la fin de l'année. Avec l'appui des partenaires sociaux locaux — « sans quoi rien ne pourrait se faire », souligne-t-il. — M. Drouille compte maintenant s'attaquer au problème de l'absentéisme et des certificats de complaisance, sur la base d'un nouveau bilan chiffré : « 48 % de mes policiers en tenue ont pris, en 1990, plus de trente jours de congé-maladie. »

M. Coussirou n'en est, quant à lui, pas encore là. Les agents de la préfecture ne sont, affirme-t-il, « pas encore mûrs » pour participer à des démarches participatives trop audacieuses, car « il ne faut surtout pas, estime-t-il, donner des coups de barre trop violents dans ce domaine », sous peine de les décevoir une fois de plus. Prudence justifiée : à peine émit-il nommé à Toulouse qu'une grève paralysait pendant deux mois et demi le service des cartes grises. « Cela m'a du moins permis, reconnaît-il, de constater l'immense déficit social et le débordement physique courtois dans lequel vivaient ces agents. »

Fort de cet état des lieux

« forcé », le préfet de Haute-Garonne a « attaqué » cette année. Son premier objectif : rendre « plus communicants les onze bunkers » qui composent son administration. « Il faut absolument, dit-il, percer cette chappe que font peser les directeurs de cette maison en ne faisant pas circuler l'information. » Les sobriquets des cadres de la préfecture ont donc dû s'inscrire à un stage de management supposé leur donner « un réflexe commun de démocratie sociale ». En vue de l'adaptation de l'organigramme aux missions nouvelles (ville, environnement), M. Coussirou a parallèlement commandé un audit d'évaluation des postes afin d'identifier les « ilôts de loisirs où l'on ne fait rien et ne demande rien, et les services bagnes, comme celui des cartes grises ».

« Sur le fond, résume-t-il, je ne fais pas de miracle et cela ne se traduit jamais de façon spectaculaire. » Néanmoins, tous s'accordent à reconnaître aujourd'hui que « le préfet a vraiment payé de sa personne, ce qui n'est pas le cas de tout le monde! » Tous et même les manœuvres de la grève, qui sont depuis devenus, selon le préfet, les « champions de la modernisation ». Reste que, si le climat de la préfecture s'améliore lentement, les agents se débattent toujours entre deux logiques : l'une, centralisatrice et procédurière, l'autre dite responsable.

« Nous sommes d'accord pour tenter le coup, mais jusqu'à quand et pourquoi? », s'interroge une cadre qui, nourrie de bonnes intentions à l'issue de son stage, reconnaît avoir « craqué au bout de dix jours ». « On fait toujours de la modernisation à moitié, explique un syndicaliste : on nous demande de travailler autrement alors que ni la nouvelle répartition des compétences entre préfecture et services extérieurs ni les rémunérations n'ont suivi. » Ce dernier point laisse, de plus en plus, amer. Notamment depuis que les salaires de la fonction publique territoriale ont globalement rattrapé et même dépassé ceux des agents de préfecture. « Certains agents de catégorie C gagnent ainsi 10 000 francs de moins par an que ceux de même catégorie du conseil général alors qu'ils travaillent dans le même bureau », fait observer M. Coussirou.

Et, pourtant, même s'il y a des résistances de la part de ceux qui « cherchent à monopoliser leur petit pouvoir », le renouveau chemine tortueusement. « Les jeunes fonctionnaires pousseront, en tout cas, pour que cela continue », affirme une déléguée CFDT. Pour l'heure, tous attendent le pouvoir au tournant. M. Coussirou vient, en effet, d'obtenir la construction d'une nouvelle préfecture en 1994, plus fonctionnelle. Reste à savoir si l'Etat tiendra ses promesses. « C'est normal, glisse le préfet dans un sourire, un escalier se balaye toujours par le haut. »

V. DEVILLECHABROLLE

EN BREF

□ La CGT perd le comité d'entreprise de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV). — Au terme des élections qui se sont déroulées vendredi 5 avril, la CGT a perdu le contrôle du comité d'entreprise de la CNAV au profit d'une alliance syndicale (CFDT-CFTC-CGC-FO). Majoritaire depuis 1949, la CGT a, cette fois-ci, recueilli 45,7 % des suffrages dans le collège employé (sur 2 092 suffrages exprimés, 2 177 votants et 3 596 inscrits), ne remportant ainsi que 4 des 9 sièges à pourvoir. Les listes d'union CFDT-CFTC et FO rassemblent, elles,

40,2 % et 14,1 %. Avec 33 % des voix recueillies au sein du collège cadre (sur 537 exprimés, 550 votants et 868 inscrits), la CGT doit également abandonner les deux sièges qu'elle détenait au profit de la liste d'union.

□ Grève dans les banques le 19 avril après-midi : les syndicats envisagent son extension à toute la journée. — Les cinq fédérations syndicales des banques qui appellent les salariés à une grève le vendredi 19 avril après-midi, ont décidé, mardi 9 avril, de « laisser toute liberté » à leurs instances locales pour étendre ce mou-

vement à l'ensemble de la journée « partout où les salariés le souhaitent ». Dans un communiqué commun, le SNB-CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la CGT appellent que cette action vise à protester contre les propositions patronales faites dans le cadre de la négociation en cours sur la nouvelle convention collective du secteur bancaire.

DERNIER NOTRE SUPPLÉMENT
DES
Le Monde LIVRES

ÉCONOMIE

SOCIAL

Après les déclarations de M. Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle

Le CNPF s'inquiète de l'avenir de la politique contractuelle

Normalement consacrée à l'examen du dispositif de congés individuels de formation (CIF), la séance de négociation des partenaires sociaux sur la formation professionnelle a été en partie perturbée, le 9 avril, par les déclarations de M. André Laignel au Monde (nos éditions datées 7-8 avril).

Les syndicats, et surtout le CNPF, n'ont pas apprécié que le secrétaire d'Etat à la formation professionnelle puisse annoncer qu'il ne reprendrait pas nécessairement le contenu de l'accord à venir « si des choses ne me plaisent pas ».

« C'est extrêmement grave de voir la façon dont la politique contractuelle est considérée », a expliqué M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, qui en vient à se « deman-

der si, dans ce pays, on veut encore des syndicats ». Annonçant qu'il souhaite obtenir des garanties de la part du gouvernement, il considère que ces propos sont inquiétants, « pour l'avenir de la politique contractuelle, pour l'avenir de la négociation ».

Au cours de la discussion proprement dite, les partenaires sociaux avaient justement évoqué la possibilité de renforcer le caractère paritaire de la formation professionnelle. En proposant de créer de nouvelles instances, la délégation patronale voudrait bien « aller vers un organisme paritaire qui coordonnerait toute la formation professionnelle », a indiqué M. Giral, citant le précédent de l'UNEDIC à l'appui de sa démonstration.

A. L.

Au conseil des ministres

M. Soisson présente son projet de loi sur les œuvres sociales dans les petites entreprises

Au conseil des ministres du mercredi 10 avril, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, devait présenter un projet de loi relatif à l'instauration d'une cotisation pour financer les « œuvres sociales » en faveur des salariés travaillant dans les petites entreprises.

Cette contribution, qui correspondrait au minimum à 0,2 % de la masse salariale, serait mutualisée dans un fonds qui pourrait, après accord de branche professionnelle, être géré par des organismes paritaires. Elle permettrait d'accroître les aides afin de généraliser le droit aux activités sociales (vacances, arbres de Noël, etc.) et culturelles.

Jusqu'à présent, en effet, seuls les salariés des entreprises disposant d'un comité d'entreprise, c'est-à-dire employant plus de 50 personnes, bénéficiaient de ce type d'avantage. Quelques professions avaient bien mis en place des systèmes analogues, pour les petites entreprises (bâtiment de la région parisienne, commerce et réparation automobile, etc.) mais, ainsi que le souligne M. Soisson, leur absence « creuse le fossé qui sépare PME et grandes entreprises ».

Actuellement, on estime que les deux tiers des salariés ne profitent pas de ces avantages, alors même que la part des emplois dans les petites entreprises ne cesse d'augmenter.

Cette proposition du ministre du travail est cependant très mal accueillie dans les milieux patronaux qui, depuis quelques

semaines, avancent des arguments techniques et financiers pour s'y opposer.

M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, parle de « provocation » et fait observer que ce dossier « tombe très mal » car il survient pendant une phase de ralentissement économique, après l'appel à la revalorisation des bas salaires et la réévaluation des négociations en pleine période de négociation sur la formation professionnelle.

Une addition « insupportable »

Directement concernée, la CGPME proteste d'autant plus que, récemment, elle s'était déclarée prête à envisager une cotisation de 0,10 %, par exemple, au titre de la formation professionnelle, dans les entreprises qui ne sont pas assujetties à l'obligation du 1,2 % « Je vais être mis en minorité par ma base », a indiqué M. Gilson, vice-président de la CGPME, qui sait que l'addition ne sera pas supportée. Même le CJD (Centre des jeunes dirigeants) s'inquiète, en soulignant que « le ministre, par ce projet, semble se résigner à l'absence de comité d'entreprise dans de nombreuses entreprises ».

A l'origine toutefois, ce projet faisait partie d'un ensemble plus vaste portant sur l'amélioration de la représentation du personnel dans les petites entreprises et présenté comme le deuxième volet des lois Auroux.

Après consultation, et notamment pour ne pas mécontenter le patronat créateur d'emplois, M. Soisson avait renoncé à cette réforme, en février dernier. Et ce, pour tout compliquer, au grand dam du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

A. L.

AUTOMOBILE

Ford Scorpio Cosworth

Pour le savoir-faire

Pour peu que l'on suive de temps à autre la haute compétition automobile et spécialement la formule 1, on sait que Ford avec Cosworth produit des moteurs dont l'efficacité s'est traduite, d'ores et déjà, par plus de cent cinquante victoires sur les circuits. Aussi quand le patron de Ford-France, Alain Delaunay, met sur le marché un modèle de série de la marque doté d'un moteur mis au point par la firme sportive britannique, il faut comprendre ses arrière-pensées. Il s'agit de rappeler la compétence de Ford à fabriquer, « aussi », du haut de gamme, et il s'agit de confier à cette version très spéciale le fameux rôle de locomotive que tout responsable d'une marque recherche.

Une allure discrète

Voici donc dans quelques semaines disponible en France la nouvelle Ford Cosworth. Après la Sierra 4x4 qui avait été livrée en 1988 avec un 4 cylindres préparé par Mike Costin et Keith Duckworth (Cosworth est la contraction des deux noms), c'est une Scorpio qui reçoit un 6 cylindres en V déjà connu (2 935 centimètres cubes), mais largement « revu ». Culasse en aluminium, 4 soupapes par cylindre, deux doubles arbres à cames en tête, injection électronique avec allumage sans distributeur, le moteur sort 195 chevaux (5 750 tours pour 15 chevaux), avec un couple (effort de propulsion) situé à 28 mkg vers les 4 500 tours. Ces résultats – la puissance pure n'a pas été recherchée – donnent une grande souplesse à l'ensemble tout en permettant une réserve

de ressources confortable. Une souplesse qui apparaît d'autant plus grande que la voiture est livrée avec une boîte automatique à 4 rapports, très bien étiquée.

A la route, la Scorpio 24 soupapes n'a pas la détente que peut avoir la Sierra Cosworth 4x4 de 204 chevaux, mais, malgré l'absence d'une transmission sur les quatre roues, elle se révèle d'une exceptionnelle tenue, fruit d'une liaison au sol réussie. Nouvelles suspensions durcies, barres antidive, mais aussi différentiel à glissement limité (visco coupleur) qui permet un rattrapage du patinage des roues arrière en automatique : les conditions sont réunies pour maintenir la stabilité du véhicule dans toutes les circonstances, notamment sur itinéraire particulièrement mouillé. Des disques sur les quatre roues et l'ABS, bien sûr, sont au programme.

Allure discrète malgré de solides proportions (4,75 mètres de long pour 1,76 mètres de large) finition soignée (Ghia), silencieuse, équipement de bord très complet, la Scorpio 24 S montée en Allemagne (Cologne) vaudra 230 000 francs, ce qui situe la voiture dans la moyenne basse des prix de ce genre de modèles. Les ventes prévues ne feront guère monter sans doute le nombre de Scorpio distribuées en France (28 096 en cinq ans et 3 536 en 1990) et quelque peu boudées, mais effectivement cette version bien particulière donnera à ceux qui pouvaient en douter une belle preuve du savoir-faire de Ford-Europe. Pour la gloire en quelque sorte.

CLAUDE LAMOTTE

ÉTRANGER

Fonte des excédents courants allemands

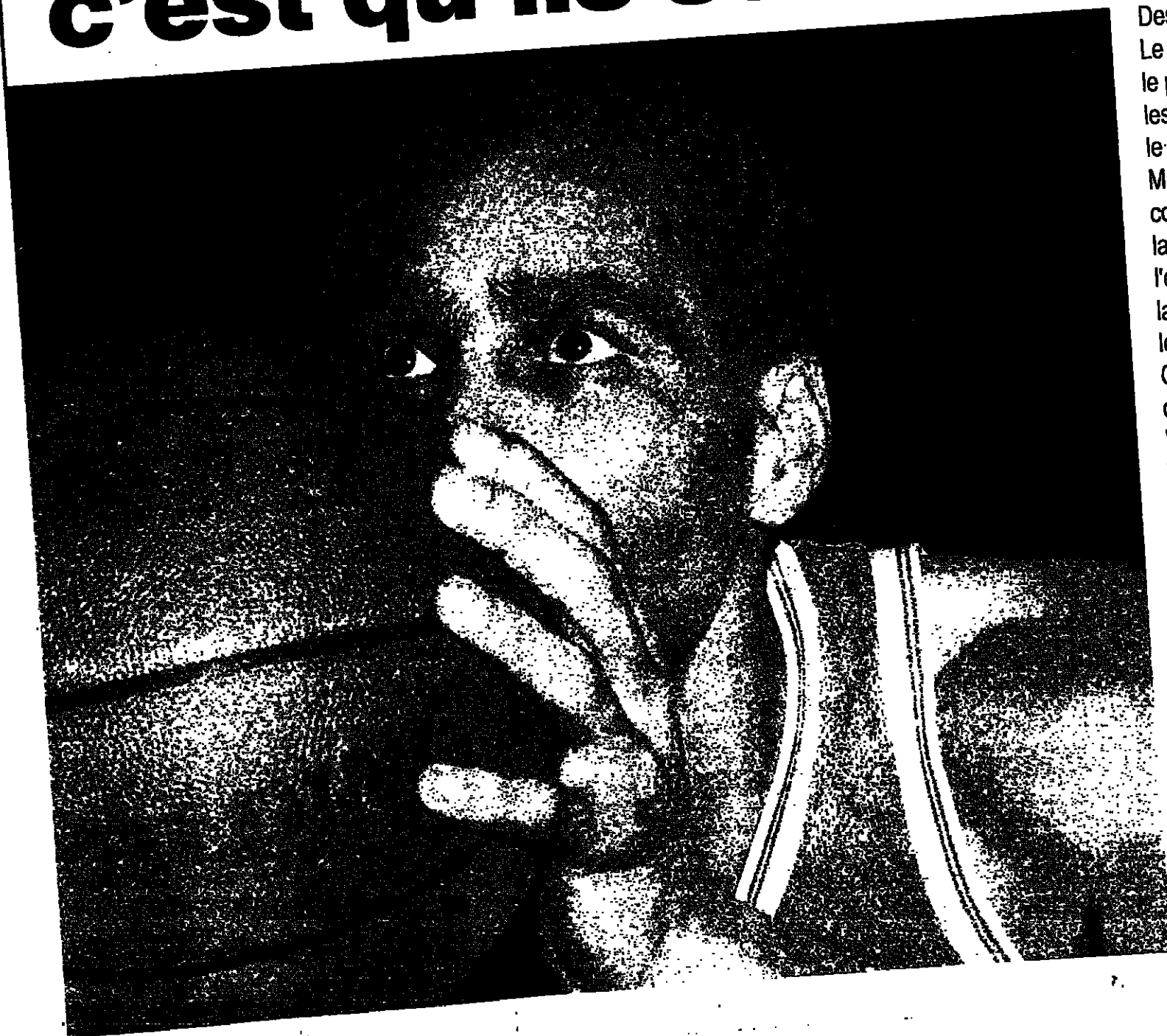
La balance commerciale allemande a été excédentaire de 2,6 milliards de marks (8,8 milliards de francs) en février après + 1,3 milliards de marks en janvier. Les importations de l'Allemagne réunifiée ont progressé de 14 % par rapport à février 1990 tandis que ses exportations diminuaient de 3,9 % en un an (février 1991 comparé à février 1990). En février 1990, l'excédent commercial de la seule RFA avait été beaucoup plus important : 10,6 milliards de DM, soit environ 36 milliards de francs.

Ainsi, sur les deux premiers mois de l'année, l'excédent moyen mensuel de l'Allemagne réunifiée n'est plus que de 2 milliards de marks alors qu'il avait été de 135 milliards de DM en 1989 pour

la RFA et encore de 105 milliards de marks en 1990 pour l'Allemagne réunifiée.

La dégradation de la balance des paiements courants est beaucoup plus nette et rapide : - 1,7 milliard de marks pour l'Allemagne réunifiée après déjà - 1,2 milliard en janvier. Les excédents sont devenus des déficits : en 1989, l'excédent de la balance des paiements courants de l'ex-RFA avait atteint 104,2 milliards de DM (soit plus de 350 milliards de francs) plus de 350 milliards de francs mensuel de 8,6 milliards de DM. En 1990, cet excédent avait déjà sensiblement fondu pour la RFA, revenant à 71,9 milliards de DM, soit 6 milliards de DM par mois en moyenne.

L'ennui avec les Limousins, c'est qu'ils sont mordants.



Des exemples?

Le sport, avec le basket du Limoges CSP, le pilote moto Gilles Lalay, les rugbymen du C.A Briviste, le nageur Cédric Penicaud... Mais aussi l'économie, avec la construction électrique et électronique, la domotique, la mécanique, la céramique, l'édition, les industries papetières, la viande et l'agro-alimentaire, le tourisme... C'est en Limousin, comme bien d'autres choses. Venez les découvrir! Tél. (16) 55 45 19 25



LIMOUSIN
CONSEIL REGIONAL

COPYRIS 10 DIRECT

سكزنا الان



RAPPORT ANNUEL D'EUROTUNNEL EXERCICE 1990

MESSAGE DES PRÉSIDENTS

Il n'est pas exagéré de dire que 1990 a été pour Eurotunnel une nouvelle année d'importance cruciale. Elle a été marquée par de nombreuses péripéties en même temps que par des progrès décisifs, à la fois dans le domaine financier et dans le domaine technique.

A la suite des considérables augmentations de coûts annoncées en juillet et en octobre 1989, Eurotunnel abordait l'année 1990 en état de virtuelle cessation de paiement. Le soutien par le Maître d'Œuvre de la position d'Eurotunnel sur les réclamations de Transmanche Link (TML) ainsi que les discussions avec les Banques poursuivies pendant la deuxième moitié de 1989, avaient permis le financement des dépenses de construction jusqu'à la fin de l'année. Il a fallu la conclusion d'un accord avec TML au début de l'année 1990, comportant notamment la participation de TML au niveau de 30% sur tous les dépassements du prix d'objectif réévalué (le prix d'objectif s'applique à la partie de contrat de construction relative aux tunnels), pour convaincre notre syndicat bancaire d'accorder à Eurotunnel les dérogations à la Convention de Crédit nécessaires pour permettre la poursuite du financement des travaux en 1990.

C'est donc dans un climat de risque extrême qu'Eurotunnel débutait une année 1990 qui devait se terminer dans un climat de confiance couronné par le percement du tunnel de service et par la réussite de l'augmentation de capital de FRF 5,8 milliards avec moins de 2% restant à la charge du syndicat de garantie. Cela parachève la mise en place du financement complémentaire de FRF 26,66 milliards nécessaires à la couverture des dépassements de coûts et à la constitution d'une marge de financement.

Il est remarquable que dans une période troublée par les événements du Golfe et par un ralentissement de l'activité dans le domaine des prêts internationaux, il ait été possible de mobiliser un montant de prêts aussi important.

L'importance européenne du Projet a été réaffirmée par les Gouvernements français et britannique et par la décision de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) d'ouvrir une ligne de crédit de FRF 3 milliards. Il est bien clair que ces prises de position ont beaucoup

contribué à convaincre les investisseurs et les banques, notamment les banques internationales, de fournir les fonds nécessaires.

La toile de fond de ces opérations financières ardues mais brillamment conclues était constituée par les très grands progrès réalisés par TML dans la construction de l'ouvrage. Si le percement du tunnel de service était quant à lui achevé avec éclat le 1^{er} décembre, toutes les sections sous-terre des différents tunnels devaient être achevées dans l'année. De grands progrès étaient faits dans la réalisation des terminaux, achevés aux deux tiers; les commandes relatives à l'équipement du tunnel, à l'installation des systèmes, à la construction du matériel de transport, étaient presque toutes passées.

Les détails de tous ces progrès sont développés dans le texte du rapport, mais il nous a paru nécessaire de les expliciter ici pour donner une juste perception à la fois des risques encourus par un tel Projet et des efforts nécessaires pour les surmonter.

Nous ne pouvons pas affirmer à l'avance qu'il n'y aura plus de difficultés pour le génie civil et la construction des tunnels et des terminaux. Mais nous notons que ces travaux respectent ou sont en avance sur le calendrier d'origine. Nous portons à présent toute notre attention sur le système de transport.

Depuis le début de l'année, nous nous trouvons confrontés à de nouvelles préoccupations à la suite de l'annonce d'un retard de l'ouverture d'une partie de la ligne du TGV Nord et des retards dans la livraison des navettes touristes. Ces deux points sont traités dans le rapport.

La mise en place efficace et dans les délais de notre système va exiger un effort important de TML, mais aussi de la Commission Intergouvernementale (CIG) chargée selon les termes de la Concession de superviser la conception, la construction et l'exploitation du Lien Fixe. L'action de ces deux parties prenantes est d'une importance capitale pour le futur exploitant que nous sommes. C'est à TML de concevoir et de construire ce Projet et à la CIG de le passer en revue et de l'approuver. TML doit commencer, d'ici un an, à livrer et à tester le système, non

seulement pour l'exploitation des navettes, mais aussi pour le passage des trains de voyageurs et de marchandises exploités par les compagnies de chemin de fer.

Le rôle d'Eurotunnel est d'obtenir la livraison du système tel que le consortium des dix grandes entreprises de travaux publics françaises et britanniques et des cinq banques fondatrices l'ont proposé aux deux Gouvernements. Quand les exigences de la CIG ou celles de l'exploitation future imposent des modifications, nous négocions dans le cadre du Contrat de construction et nous réglons les sommes dues au constructeur lorsque ces sommes apparaissent justifiées, tout en satisfaisant les conditions contractuelles imposées par les banques en échange de leur considérable engagement financier.

Pour atteindre l'objectif final, c'est-à-dire l'ouverture commerciale le 15 juin 1993, il nous faut constamment rappeler leurs responsabilités aux deux Gouvernements qui sont à l'origine du Lien Fixe, aux constructeurs qui se sont engagés à le réaliser, aux banques qui ont entrepris de le financer, ainsi qu'aux compagnies de chemin de fer, et le cas échéant, il nous appartient de rechercher des solutions qui répondent aux aspirations légitimes de tous. Notre tâche est complexe, mais notre objectif est simple.

Nous avons déjà beaucoup avancé dans la voie de sa réalisation. Le Tunnel sous la Manche sera construit. Maintenant et pour les quelques deux années à venir, nous nous consacrons à la mise en place progressive, et dans les délais, d'une exploitation sûre, viable et économiquement saine, au service d'une Europe sans frontières.

Nous voudrions exprimer ici notre gratitude à tous ceux qui ont fourni en 1990 un effort exceptionnel, qu'il s'agisse du personnel d'Eurotunnel, de ses conseils, des constructeurs, des garants de la souscription, des banques, et des quelque 600.000 actionnaires qui nous ont soutenus et dont nous défendons les intérêts.

André Bénard,
Président d'Eurotunnel S.A.
et Président du Groupe

Sir Alastair Morton,
Président d'Eurotunnel P.L.C.
et Directeur Général du Groupe

RAPPORT ANNUEL ET ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Le Rapport d'Activité et les Comptes du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 1990 seront à la disposition des actionnaires à partir du 29 avril 1991. Les Assemblées Générales Annuelles d'Eurotunnel S.A. et d'Eurotunnel P.L.C. se tiendront cette année à Londres, le 23 mai, une réunion d'information pour les actionnaires étant organisée le lendemain à Paris. Des convocations à ces assemblées seront insérées dans les comptes du groupe et publiées dans la presse.

COMPTES DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 1990

Les comptes combinés d'Eurotunnel sont établis par immobilisation de tous les coûts se rapportant au Projet. Cette année, FRF 2,4 millions de bénéfices ont été réalisés sur des activités immobilières extérieures au projet proprement dit et passées au compte de résultat (au 31 décembre 1990, le résultat cumulé du compte de résultat s'élève à FRF 13,1 millions). Le tableau ci-contre présente les coûts immobilisés jusqu'à la fin de 1988, pour les années 1989 et 1990 et leur total cumulé jusqu'à la fin de 1990. Les coûts totaux immobilisés en 1990, nets de produits financiers, se sont élevés à FRF 14,26 milliards; les coûts immobilisés cumulés au 31 décembre 1990 atteignaient FRF 33,66 milliards. Au 31 décembre 1990, les capitaux propres d'Eurotunnel représentaient FRF 15,9 milliards; à la même date, les dettes bancaires atteignent FRF 23,5 milliards.

ANALYSE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

FRF millions	à fin 1988	1989	1990	Total
Coût du Contrat de Construction	5.640	6.607	9.286	
Acquisition de terrains en concession	160	—	(5)	
	5.800	6.607	9.281	21.688
Coûts de financement	1.579	147	1.322	
Frais généraux (a)	1.775	1.338	1.958	
Frais financiers moins produits financiers	(593)	616	1.678	
	2.761	2.101	4.958	9.820
Avances et acomptes	285	(121)	194	
Immobilisations propres	1.743	895	758	
Moins: Amortissements	(175)	(495)	(927)	
	1.853	279	25	2.157
Total	10.414	8.987	14.264	33.665

(a) y inclus dotation aux amortissements.

INFORMATIONS ACTIONNAIRES PAR MINITEL : COMPOSEZ 3615 EUROTUNNEL

5022111111

حکومتی الاصل

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1. - URSS : Des mineurs se mettent en grève dans plusieurs régions. Le conflit s'étend pendant tout le mois, mais le gouvernement exige une reprise du travail avant toute négociation (3-4, 7, 8, 14, 21, 26 et 27).

2. - SRI-LANKA : Rajan Wijeratne, ministre de la défense, est assassiné à Colombo dans un attentat qui fait au moins vingt morts. Il menait d'une main de fer la lutte contre la guérilla séparatiste tamoule qui a fait près de 6 000 morts depuis le 11 juin 1990, date de reprise des combats (3-4, 5, 7, 16 et 24-25/III, 2/IV).

3. - SAO-TOMÉ-ET-PRINCE : M. Miguel Trovada, qui avait le soutien de l'opposition, remporte l'élection présidentielle avec plus de 80 % des suffrages. Il succède au président Manuel Pinto Da Costa, au pouvoir depuis l'indépendance en 1975, qui ne se représentait pas (6 et 13).

3. - URSS : Dans les Républiques baltes d'Estonie et de Lettonie, plus de 30 % des inscrits participent au référendum « illégal » organisé par les autorités locales. Le « oui » remporte 77 % des suffrages (3-4 et 5).

4. - CHILI : Le rapport de la commission « pour la vérité et la réconciliation », qui dénonce les crimes commis par de nombreux militaires sous la dictature, est rendu public. Le 27, le général Pinochet critique avec véhémence la « partialité » du rapport, dont tous les partis, même de droite, valent le sérieux et l'objectivité (6, 7, 9, 14, 24-25, 26, 28 et 30).

4-6. - FRANCE-PAYS-BAS : Visite officielle en France de la reine Beatrix des Pays-Bas et du prince Claus (du 3 au 7).

5. - ÉTHIOPIE : Les rebelles tigriniens et tigréens, qui contrôlent presque tout le nord du pays, annoncent qu'ils se sont emparés des provinces du Gogjam et du Gondar, au nord-ouest d'Addis-Abeba (7, 14, 20 et 24-25).

7. - ALBANIE : Le port de Durres est placé sous contrôle militaire pour endiguer une nouvelle vague d'émigration : depuis le début du mois, vingt mille Albanais ont pris d'assaut des bateaux pour se réfugier en Italie. Le 10, deux mille d'entre eux regagnent l'Albanie en raison du mauvais accueil reçu à Brindisi, où les autorités ont été complètement désemparées par cet afflux de réfugiés (du 6 au 13 et 26).

7. - CEE : M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, affirme, à Londres, que l'« absence » de la CEE dans le conflit du Golfe a confirmé la nécessité d'une politique de défense commune aux Douze (3-4, 6, 8, 9, 12, 24-25 et 28).

9. - YOUGOSLAVIE : A Belgrade, la répression d'une manifestation de l'opposition serbe contre le manque d'objectivité des médias fait deux morts. Sous la pression des étudiants, qui occupent une place du centre de Belgrade, les autorités serbes (ex-communistes) cèdent, le 12, sur plusieurs revendications. Le 15, M. Borisav Jovic, président serbe de la direction collégiale du pays, annonce sa démission, mais celle-ci est refusée, le 20, par le Parlement serbe. Comme M. Slobodan Milosevic, président de la Serbie, M. Jovic réclame l'instauration de l'état d'urgence et l'intervention de l'armée pour éviter la « décomposition » du pays, pronée selon lui par la Slovaquie et la Croatie (5, 6, 9, du 12 au 23, 27, 29 et 30/III, 2 et 3/IV).

10. - BURKINA-FASO : Le parti

unique au pouvoir abandonne le marxisme-léninisme et opte pour la libre entreprise et l'économie de marché (12).

10. - MALAWI : Des inondations font entre sept cents et mille morts ainsi que près de cent mille sans-abri dans le sud-est du pays (15, 16 et 21).

10. - SALVADOR : Aux élections législatives, l'ARENA (droite), parti au pouvoir depuis 1988, perd la majorité absolue avec 39 des 84 sièges. La Démocratie chrétienne obtient 26 sièges et le Parti de conciliation nationale (droite), 9, tandis que l'alliance de gauche Convergence démocratique fait son entrée au Parlement avec 8 sièges (10-11, 12, 15 et 26).

10. - URSS : Trois cent mille partisans de M. Boris Eltsine manifestent à Moscou sous les murs du Kremlin. Dans un message enregistré, M. Eltsine accuse M. Gorbatchev de « mentir en permanence » et appelle à « déclarer la guerre à la direction soviétique ». Le 28, ils sont encore deux cent mille à se rassembler à Moscou malgré l'interdiction de la manifestation et un impressionnant déploiement de forces (12, 13, 24-25, et du 28/III au 1/IV).

13. - INDE : Le Parlement est dissous après la démission, le 6, de M. Chandrashekar, premier ministre depuis quatre mois. Des élections sont prévues fin mai (7, 8, 14, 15 et 30).

14. - ALLEMAGNE-URSS : M. Erich Honecker, ancien président est-allemand, est transféré à bord d'un avion militaire soviétique d'un hôpital de la banlieue de Berlin à Moscou, pour des « raisons humanitaires ». Ce départ ne suscite que des protestations de principe à Bonn, en dépit du mandat d'arrêt lancé contre lui le 30 novembre 1990 par la justice allemande (16, 17-18, 20 et 22).

14. - GRANDE-BRETAGNE : Six Irlandais, condamnés à la détention perpétuelle en août 1975 pour des attentats à la bombe commis en novembre 1974 contre deux pubs de Birmingham, sont innocents et libérés après la révision de leur procès (6 et 16).

15. - ALBANIE-ÉTATS-UNIS : Les relations diplomatiques, rompues en 1939, sont rétablies (13 et 14).

15. - POLOGNE : Les pays chanceliers regroupés au sein du Club de Paris accordent à la Pologne une annulation de 50 % de sa dette publique, qui s'élève à 33 milliards de dollars sur une dette totale de 48 milliards. Le 21, les États-Unis portent l'allégement à 70 % pour les 3,8 milliards qui leur sont dus (16, 17-18, 21, 22 et 23).

16. - GRANDE-BRETAGNE : L'équipe d'Angleterre de rugby réussit le grand chelem dans le Tournoi des cinq nations en battant par 21 à 19 à Twickenham le Quinze français, qui termine à la deuxième place du Tournoi (5 et 19).

17. - FINLANDE : Aux élections législatives, le Parti social-démocrate, arrivé en tête de presque tous les scrutins depuis le début du siècle, n'obtient que 48 (-8) des 200 sièges et est devancé par le Parti du centre, qui remporte 55 sièges (+15). La coalition formée par les sociaux-démocrates, les conservateurs (40 sièges ; -13) et les libéraux (11 sièges ; -1), au pouvoir depuis avril 1987, ne dispose plus de la majorité absolue au Parlement (17-18 et 19).

17. - URSS : 80 % des Soviétiques participent au référendum sur le

Mars 1991 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par EDOUARD MASUREL

« maintien d'une Union renouée », sauf dans les six Républiques sur quinze (les trois baltes, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie) qui ont refusé de l'organiser et où seules les minorités russophones votent. Le « oui » recueille 76 % des suffrages, en particulier grâce au vote rural et à celui des Républiques d'Asie centrale. L'approbation est beaucoup moins massive dans les grandes villes de Russie et d'Ukraine. En Russie, l'instauration d'une présidence élue au suffrage universel est approuvée par 69,8 % des électeurs (7 et du 10 au 23).

18. - ALLEMAGNE : Les manifestations du lundi, comme à l'automne 1989, reprennent à Leipzig, où cinquante mille personnes protestent contre la montée en flèche du chômage dans l'ex-RDA et dénoncent la politique du chancelier Kohl. D'autres rassemblements ont lieu dans plusieurs autres villes de l'Est, tandis que M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, estime, le 19, que les effets de l'unification monétaire sont « désastreux » (3-4, 10-11, 12, du 20 au 23, 27, 28 et 29).

18. - TOGO : Le président Eyadéma accepte le principe du multipartisme après une semaine de manifestations et d'affrontements dans les rues de Lomé (du 15 au 20 et 22/III, 2/IV).

21. - GRANDE-BRETAGNE : Le gouvernement de M. Major annonce la suppression en avril 1993 de la poll tax, l'impôt local très impopulaire instauré par M. Thatcher en avril 1990. Pour l'année fiscale 1991-1992, la poll tax est fortement réduite grâce à une baisse du taux de la TVA qui passe de 15 % à 17,5 % (9, 14, 20, 21 et 23).

22. - SOUDAN : Un nouveau code pénal, fondé sur la charia, la loi islamique, entre en vigueur dans les régions à majorité musulmane (24-25).

24. - BÉNIN : Au second tour de la première élection présidentielle pluraliste, M. Nicéphore Soglo, premier ministre depuis mars 1990, l'emporte, avec 67,73 % des suffrages, sur M. Mathieu Kérékou, chef de l'Etat arrivé au pouvoir en octobre 1972 grâce à un putsch militaire, qui n'obtient que 32,27 % (5, 12, 13, 15, 19 et du 26/III au 2/IV).

25. - CHINE : Le discours prononcé par M. Li Peng, premier ministre, pour l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, marque un assouplissement de la ligne officielle. M. Li expose les difficultés auxquelles se heurtent les réformes économiques, sans remettre en cause la politique d'ouverture prônée par M. Deng Xiaoping (26 et 27).

25. - MALI : Le général Moussa Traoré, au pouvoir depuis novembre 1968, est renversé par un coup d'Etat militaire après quatre

jours d'émeutes dont la répression a fait au moins deux cents morts. Les putschistes promettent des élections démocratiques avant la fin de l'année (à partir du 23).

25. - SUISSE : Mort de Mgr Marcel LeFebvre, évêque français intégriste qui avait été excommunié par Jean-Paul II en juin 1988 (26 et 27/III, 3 et 4/IV).

28. - FINANCES MONDIALES : Les cours du dollar atteignent 1,71 DM, 140 yens et 5,81 F à Paris. En six semaines, malgré les interventions répétées des banques centrales, ils ont progressé de 18 % par rapport au mark. Cette hausse s'explique par le succès américain dans la guerre du Golfe, mais aussi par les perspectives de reprise de l'économie américaine, tandis que le mark est affaibli par la dégradation de la situation économique de l'ex-RDA (8, 10-11, 13, 15, du 17 au 21, 24-25, 27 et 31/III-1/IV).

29. - AUTRICHE : Deux des quatre aides soignantes de l'hôpital de Lainz, près de Vienne, qui étaient jugées par le 28 février par la cour d'assises de Vienne pour avoir tué plus de quarante patients âgés, sont condamnées à la réclusion à perpétuité et les deux autres à vingt et quinze ans de prison (2, 3-4, 28 et 31/III-1/IV).

29. - ITALIE : M. Giulio Andreotti, président du conseil depuis juillet 1989, annonce la démission de son gouvernement en raison d'un désaccord entre les cinq partis de la coalition sur le mode d'élection et le rôle du chef de l'Etat (30 et 31/III-1/IV).

29. - RWANDA : Un accord de cessez-le-feu est signé avec les rebelles d'origine tutsi, qui affrontaient l'armée dans le nord du pays depuis le 1^{er} octobre 1990 (7 et 31/III-1/IV).

31. - AFGHANISTAN : La ville de Khost, proche de la frontière pakistanaise, est la première conquise par les moudjahidins depuis le départ des troupes soviétiques en février 1989 (28/III, 2 et 3/IV).

31. - ALBANIE : Au premier tour des premières élections législatives pluralistes, le Parti du travail (communiste) obtient 64,5 % des suffrages, contre 27 % au Parti démocratique, créé en décembre 1990. Alors que la participation a atteint 98,9 %, les campagnes ont massivement voté en faveur des communistes (27 et du 30/III au 4/IV).

31. - URSS : La Géorgie organise à son tour un référendum « illégal » sur l'indépendance : le « oui » remporte 98,9 % avec une participation de plus de 90 % (2 et 3/IV).

FRANCE

3. - M. Mitterrand, tirant dans une allocution télévisée les conclusions de la guerre du Golfe, déclare « avec fierté que la France a tenu son rôle et son rang ». Il propose une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement afin « d'assurer, au Moyen-Orient et ailleurs, les bases d'une paix juste et durable ». Il souhaite que s'engagent au Parlement un débat sur l'organisation de la défense française (du 3 au 9, 12 et 14).

6. - M. Rocard explique, dans un entretien au Monde, comment il veut faire passer dans la société française le « nouvel élan » souhaité par M. Mitterrand (7 et 9).

8. - Mort accidentelle de Michel Dornane, ancien ministre et bras droit de M. Giscard d'Estaing (9, 10-11 et 14).

10. - Les économies budgétaires sont rendues publiques. D'un montant total de 10,2 milliards de francs, elles sont nécessaires, non pour financer le coût de la guerre du Golfe, qui est quasiment couvert par des contributions extérieures (Kowatch, Allemagne...), mais pour pallier la perte de recettes fiscales due au ralentissement de la croissance économique (2, 8, 12, 13, 14, 20, 23 et 28).

13. - Le bureau exécutif du PS adopte à l'unanimité un texte sur la guerre du Golfe, appelant les socialistes à « apprendre, dans l'unité et la clarté », l'action de M. Mitterrand, qui a « milité par les faits ». Mais le 14, M. Chevènement désavoue les membres de son courant qui ont approuvé ce texte (3-4, 9, 12, 13, du 15 au 21, 23, 27 et 29).

13. - M. Jacques Mellick, ministre de la mer, présente un plan de reconstruction de la flotte de pêche, qui prévoit la démolition de la vente d'environ mille bateaux (14).

15. - Alors qu'une polémique s'est engagée sur le passé d'un universitaire, M. Georges Boudarel, qui a été commissaire politique en 1953 dans un camp de prisonniers français du Vietnam, des détenus de ce camp annoncent leur intention de poursuivre M. Boudarel pour crimes contre l'humanité (14, du 16 au 23, 27, 29 et 30).

17. - Les élections territoriales en Polynésie ont un succès pour le parti de M. Gaston Flosse, proche du RPR, qui remporte 18 (+8) des 41 sièges. Le 21, M. Flosse fait alliance avec M. Emile Vernaudon (5 sièges) pour s'emparer du gouvernement du territoire, dirigé depuis décembre 1987 par M. Alexandre Léontieff, membre de la majorité présidentielle, dont la liste n'a conservé que 14 de ses 23 sièges (15, du 17 au 26 et 30/III, 2/IV).

18. - La Banque de France abaisse son taux directeur de 9,25 % à 9 % (20).

18. - La cour d'appel de Versailles aggrave les peines prononcées en première instance contre M. Jean-Marie Le Pen, poursuivi pour avoir déclaré, en septembre 1987, que l'existence des chambres à gaz était un « point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale ». M. Le Pen étant condamné à 12 millions de francs de dommages-intérêts et frais de publication, le Front national dénonce une tentative d'« asphyxie financière » (9, 20, 21 et 27).

18. - L'inspecteur Antoine Gaudin est révoqué de la police nationale. Son livre sur l'affaire des fausses factures de la SORMAE, publié en octobre 1990, avait relancé la polémique sur le financement du PS (6, 16, du 20 au 23, 27 et 29).

19. - La session extraordinaire du Parlement, qui dure jusqu'au 28, est ouverte par un débat sans vote sur les conséquences de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Ministres, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admoneste le gouvernement à propos de la Réunion, où des incidents ont repris à Saint-Denis, le 17, à l'issue d'une visite de quelques heures de M. Rocard. Le 24, tandis que s'achève un séjour de M. Mitterrand, commencé le 21, un calme précaire est rétabli dans l'île (du 1^{er} au 6, 8 et du 17 au 30).

20. - Marseille élimine Milan en quarts de finale de la Coupe d'Europe de football des clubs champions, que le club italien avait remporté en 1989 et 1990 (8, 22, 23 et 29).

21. - En février, le déficit du commerce extérieur a été de 3,6 milliards de francs, le nombre de chômeurs s'est accru de 1,8 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (15, 20, 22, 27, 29 et 30).

22. - Le Sénat adopte en première lecture le projet de loi réformant le statut de la Corse, après avoir supprimé plusieurs dispositions essentielles (15, 20, du 22 au 25, 28 et 30).

23. - L'Assemblée nationale adopte en première lecture le projet de loi sur la solidarité financière entre les communes par 288 voix contre 135. Le PS vote pour et le PC s'abstient, tandis que la droite se divise : presque tous les députés RPR votent contre, alors que la plupart des centristes et UDF s'abstiennent après l'acceptation par le gouvernement de plusieurs de leurs amendements, dont l'un prévoit un système de solidarité entre les départements (3-4, 10-11, 13 et du 15 au 28).

26. - A Sartrouville (Yvelines), la mort d'un jeune homme d'origine maghrébine, tué par un vigile d'un centre commercial, est suivie de trois nuits de violences qui confirment le mal-être des jeunes banlieusards (du 28/III au 2/IV).

26. - A Valenciennes (Drôme), six mille personnes accueillent triomphalement les premiers soldats rapatriés du Golfe. Le retour de 14 500 militaires français doit s'étaler jusqu'en juin (17-18, 27, 28 et 29).

27. - Le conseil des ministres approuve un plan social pour les étudiants. Négocié par M. Lionel Jospin et les principales organisations étudiantes, il doit améliorer les prêts, les bourses, le logement, la restauration et les transports universitaires (26 et 28).

27. - Le groupe public Bull annonce une perte record de 6,8 milliards de francs pour 1990 ainsi que 8 500 suppressions d'emplois en 1991 et 1992. L'Etat s'engage à soutenir massivement le constructeur français d'ordinateurs (28 et 29).

28. - Le Conseil supérieur de l'éducation, consulté pour avis par M. Jospin, proteste contre la modification du calendrier scolaire, annoncée après les embouteillages montés sur les routes des Alpes lors des départs en vacances de février, mais approuve l'aménagement des rythmes scolaires en maternelle et dans le primaire, qui met fin à la « guerre du catéchisme » avec l'épiscopat (du 14 au 19, 28 et 30).

que sur le financement du PS (6, 16, du 20 au 23, 27 et 29).

19. - La session extraordinaire du Parlement, qui dure jusqu'au 28, est ouverte par un débat sans vote sur les conséquences de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Ministres, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admoneste le gouvernement à propos de la Réunion, où des incidents ont repris à Saint-Denis, le 17, à l'issue d'une visite de quelques heures de M. Rocard. Le 24, tandis que s'achève un séjour de M. Mitterrand, commencé le 21, un calme précaire est rétabli dans l'île (du 1^{er} au 6, 8 et du 17 au 30).

20. - Marseille élimine Milan en quarts de finale de la Coupe d'Europe de football des clubs champions, que le club italien avait remporté en 1989 et 1990 (8, 22, 23 et 29).

21. - En février, le déficit du commerce extérieur a été de 3,6 milliards de francs, le nombre de chômeurs s'est accru de 1,8 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (15, 20, 22, 27, 29 et 30).

22. - Le Sénat adopte en première lecture le projet de loi réformant le statut de la Corse, après avoir supprimé plusieurs dispositions essentielles (15, 20, du 22 au 25, 28 et 30).

23. - L'Assemblée nationale adopte en première lecture le projet de loi sur la solidarité financière entre les communes par 288 voix contre 135. Le PS vote pour et le PC s'abstient, tandis que la droite se divise : presque tous les députés RPR votent contre, alors que la plupart des centristes et UDF s'abstiennent après l'acceptation par le gouvernement de plusieurs de leurs amendements, dont l'un prévoit un système de solidarité entre les départements (3-4, 10-11, 13 et du 15 au 28).

26. - A Sartrouville (Yvelines), la mort d'un jeune homme d'origine maghrébine, tué par un vigile d'un centre commercial, est suivie de trois nuits de violences qui confirment le mal-être des jeunes banlieusards (du 28/III au 2/IV).

26. - A Valenciennes (Drôme), six mille personnes accueillent triomphalement les premiers soldats rapatriés du Golfe. Le retour de 14 500 militaires français doit s'étaler jusqu'en juin (17-18, 27, 28 et 29).

27. - Le conseil des ministres approuve un plan social pour les étudiants. Négocié par M. Lionel Jospin et les principales organisations étudiantes, il doit améliorer les prêts, les bourses, le logement, la restauration et les transports universitaires (26 et 28).

27. - Le groupe public Bull annonce une perte record de 6,8 milliards de francs pour 1990 ainsi que 8 500 suppressions d'emplois en 1991 et 1992. L'Etat s'engage à soutenir massivement le constructeur français d'ordinateurs (28 et 29).

28. - Le Conseil supérieur de l'éducation, consulté pour avis par M. Jospin, proteste contre la modification du calendrier scolaire, annoncée après les embouteillages montés sur les routes des Alpes lors des départs en vacances de février, mais approuve l'aménagement des rythmes scolaires en maternelle et dans le primaire, qui met fin à la « guerre du catéchisme » avec l'épiscopat (du 14 au 19, 28 et 30).

28. - M. Bernard Sarraoa, chef de cabinet de M. Michel Noir, maire (ex-RPR) de Lyon, est inculpé de complicité de vol et recel après le cambriolage, le 24 janvier, de la permanence électorale de M. Pierre Botton, gendre de M. Noir et candidat soutenu par le RPR aux législatives partielles de Lyon le 27 janvier (du 24 au 30).

29. - La session extraordinaire du Parlement, qui dure jusqu'au 28, est ouverte par un débat sans vote sur les conséquences de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Ministres, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admoneste le gouvernement à propos de la Réunion, où des incidents ont repris à Saint-Denis, le 17, à l'issue d'une visite de quelques heures de M. Rocard. Le 24, tandis que s'achève un séjour de M. Mitterrand, commencé le 21, un calme précaire est rétabli dans l'île (du 1^{er} au 6, 8 et du 17 au 30).

20. - Marseille élimine Milan en quarts de finale de la Coupe d'Europe de football des clubs champions, que le club italien avait remporté en 1989 et 1990 (8, 22, 23 et 29).

21. - En février, le déficit du commerce extérieur a été de 3,6 milliards de francs, le nombre de chômeurs s'est accru de 1,8 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (15, 20, 22, 27, 29 et 30).

22. - Le Sénat adopte en première lecture le projet de loi réformant le statut de la Corse, après avoir supprimé plusieurs dispositions essentielles (15, 20, du 22 au 25, 28 et 30).

23. - L'Assemblée nationale adopte en première lecture le projet de loi sur la solidarité financière entre les communes par 288 voix contre 135. Le PS vote pour et le PC s'abstient, tandis que la droite se divise : presque tous les députés RPR votent contre, alors que la plupart des centristes et UDF s'abstiennent après l'acceptation par le gouvernement de plusieurs de leurs amendements, dont l'un prévoit un système de solidarité entre les départements (3-4, 10-11, 13 et du 15 au 28).

26. - A Sartrouville (Yvelines), la mort d'un jeune homme d'origine maghrébine, tué par un vigile d'un centre commercial, est suivie de trois nuits de violences qui confirment le mal-être des jeunes banlieusards (du 28/III au 2/IV).

26. - A Valenciennes (Drôme), six mille personnes accueillent triomphalement les premiers soldats rapatriés du Golfe. Le retour de 14 500 militaires français doit s'étaler jusqu'en juin (17-18, 27, 28 et 29).

27. - Le conseil des ministres approuve un plan social pour les étudiants. Négocié par M. Lionel Jospin et les principales organisations étudiantes, il doit améliorer les prêts, les bourses, le logement, la restauration et les transports universitaires (26 et 28).

27. - Le groupe public Bull annonce une perte record de 6,8 milliards de francs pour 1990 ainsi que 8 500 suppressions d'emplois en 1991 et 1992. L'Etat s'engage à soutenir massivement le constructeur français d'ordinateurs (28 et 29).

28. - Le Conseil supérieur de l'éducation, consulté pour avis par M. Jospin, proteste contre la modification du calendrier scolaire, annoncée après les embouteillages montés sur les routes des Alpes lors des départs en vacances de février, mais approuve l'aménagement des rythmes scolaires en maternelle et dans le primaire, qui met fin à la « guerre du catéchisme » avec l'épiscopat (du 14 au 19, 28 et 30).

28. - M. Bernard Sarraoa, chef de cabinet de M. Michel Noir, maire (ex-RPR) de Lyon, est inculpé de complicité de vol et recel après le cambriolage, le 24 janvier, de la permanence électorale de M. Pierre Botton, gendre de M. Noir et candidat soutenu par le RPR aux législatives partielles de Lyon le 27 janvier (du 24 au 30).

29. - La session extraordinaire du Parlement, qui dure jusqu'au 28, est ouverte par un débat sans vote sur les conséquences de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Ministres, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

L'après-guerre du Golfe

Le 2, le Conseil de sécurité de l'ONU vote, par onze voix contre une (Cuba) et trois abstentions (Chine, Inde, Yémen), la résolution 686, qui fixe les conditions du cessez-le-feu avec l'Irak. Des discussions vont s'engager à partir du 20 entre les cinq membres permanents du Conseil pour la mise au point d'une nouvelle résolution en vue d'établir un cessez-le-feu définitif.

A partir du 2, des soulèvements éclatent dans le sud de l'Irak. Les jours suivants, des insurgés chiites prennent le contrôle de plusieurs villes de cette région, dont Bassorah, Amara, Nassiriah, Samawa, Karbala, Najaf, tandis que les rebelles kurdes ouvrent un second front dans le nord de l'Irak. Mais les forces gouvernementales se réorganisent pour mater ces révoltes.

Le 3, les commandants alliés et irakiens concluent l'accord de cessez-le-feu temporaire sur une base aérienne irakienne proche de la frontière koweïtienne. En vertu de cet accord, dix prisonniers de guerre sont libérés par l'Irak, le 4, puis trente-cinq autres, le 5. Bagdad affirme ne pas en vouloir d'autres.

Les 4 et 5, un synode extraordinaire d'évêques consacré au Proche-Orient est réuni à Rome. Le pape Jean-Paul II, concluant le 6 les travaux, lance un appel au « dialogue entre les trois grandes religions monothéistes », et souhaite pouvoir relancer ce dialogue en se rendant à Jérusalem.

Le 8, M. George Bush prononce un discours célébrant la victoire

américaine devant les deux chambres du Congrès, qui l'ovationnent longuement. Il déclare que « le temps est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe », sans annoncer de plan précis.

Le 6, les six États arabes du Golfe ainsi que l'Égypte et la Syrie signent à Damas un accord de coopération créant une force de maintien de la paix pour assurer la sécurité dans le Golfe après le retrait des troupes de la coalition anti-irakienne. Les départs de soldats américains ont commencé et se poursuivent tout le mois au rythme de cinq mille par jour.

Le 7, un millier de prisonniers koweïtiens sont libérés : l'Irak affirme n'en détenir que sept mille, alors que le Koweït évalue à plus de trente mille le nombre de ses ressortissants, civils et militaires, enlevés par les troupes irakiennes. D'autre part, quarante journalistes occidentaux, dont dix-huit Français, qui avaient disparu depuis une semaine dans la région de Bassorah, sont libérés le 8.

Le 8, M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, commence par l'Arabie saoudite une tournée qui le conduit ensuite au Caire les 10 et 11, à Jérusalem les 11 et 12, à Damas le 13, à Moscou les 14 et 15, à Ankara le 16. A Ryad, le 10,

un accord est conclu avec les pays arabes du Golfe, l'Égypte et la Syrie dans des arrangements de sécurité régionaux.

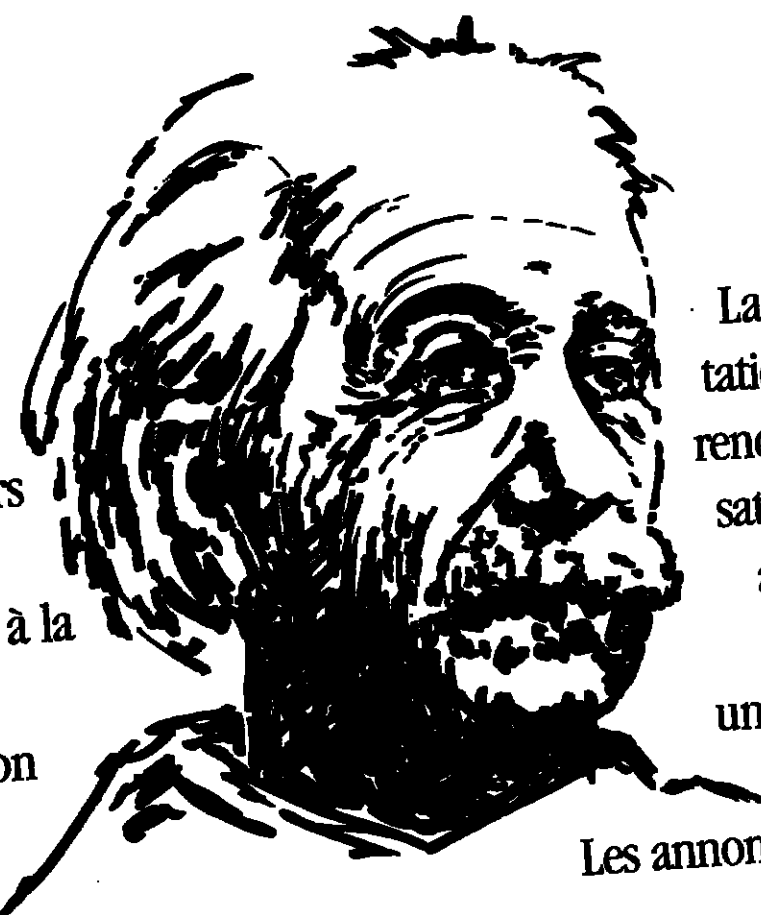
Mais l'essentiel du voyage concerne la relance du processus de règlement du conflit israélo-arabe. A ce propos, M. Baker se dit « encouragé » par les « signes de bonne volonté » et le « nouvel état d'esprit » constatés dans les pays visités. A Jérusalem, le 12, il s'entretient avec une délégation de dix personnalités nationalistes palestiniennes des territoires occupés

Vous êtes les meilleurs créatifs du monde et ça va durer.

En l'an 2010, dans 20 ans,
les "chevrons sauvages," le "contrat de confiance," le "je positive,"
le "ticket choc," le "un verre ça va," le "demain j'enlève le bas,"
et bien d'autres
seront considérés comme des chefs-d'œuvre.

CULT

On vous étudiera dans les universités. On fera des thèses et des anthologies des meilleurs d'entre vous. Mais attention ! De nouveaux talents frappent à la porte de la postérité. Ils sont la nouvelle génération qui veut asseoir son génie. Vous le savez très bien !



La multiplication des médias, la fragmentation de l'audience et la dispersion des cibles rendent plus aléatoire et plus difficile la valorisation de leur création. Il nous revient de leur apporter une réponse média rigoureuse et créative. L'achat d'espace est devenu une discipline scientifique : l'optimisation des investissements publicitaires en dépend. Les annonceurs le savent bien. Et vous aussi d'ailleurs !

CARAT

 **CARAT ESPACE**
L'INTELLIGENCE MEDIA

سكنا من الامم

PARIS/ILE-DE-FRANCE

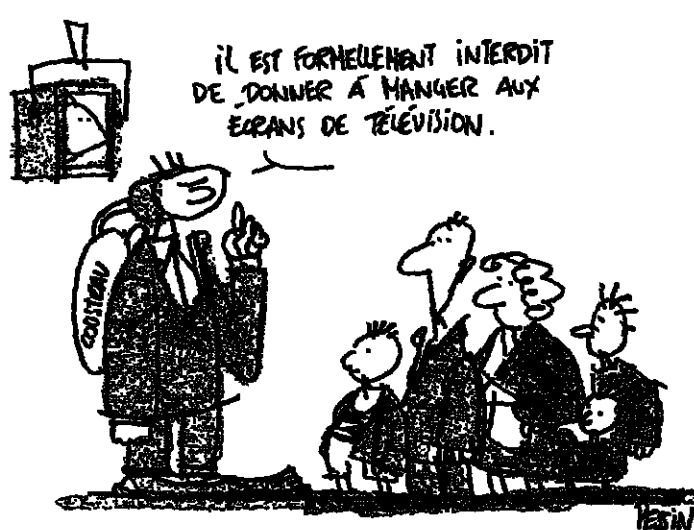
Le lent démarrage d'un centre de loisirs

Le parc Cousteau entre deux eaux

Ouvert le 11 juillet 1989 au cœur du Forum des Halles à Paris, le Parc océanique Cousteau a accueilli, en dix-huit mois d'existence, 700 000 visiteurs. Notamment moins que les objectifs visés. La nouveauté du produit et la crise du Golfe ne suffisent pas à expliquer ce manque d'engouement. La découverte du fond des mers révèle d'autres zones d'ombre.

L'idée d'un parc océanique en milieu urbain ne date pas d'hier. Sur le concept «ocean center», Jean-Michel Cousteau a travaillé pendant près de vingt ans. Son expérience américaine, qui l'a conduit à participer à la transformation d'un paquebot, le *Queen Mary*, en musée de la mer, à Long Beach (Californie), l'a inspiré pour un projet en France. Quelques années plus tard, il crée ainsi, en collaboration avec son père, le commandant Cousteau, le Parc océanique Cousteau. Sur une superficie de 8 000 mètres carrés, dont 5 000 mètres carrés sont aménagés en attractions, expositions et circulations, le complexe est réparti sur quatre niveaux, aux Halles, en plein centre de Paris, (le Monde du 30 juin 1989).

Le coût de l'opération s'élève à 180 millions de francs. Pour rentabiliser les installations, le tarif d'entrée est fixé à 75 francs pour un adulte ou un enfant à partir de douze ans, et 50 francs pour les plus jeunes de quatre à onze ans. Certes, les réductions traditionnelles, pour



ceux qui peuvent en bénéficier (carte verte, étudiant, etc.), abaissent le prix d'accès à 65 francs.

Les entrailles de la baleine

Face à un tel coût, pour un parc de dimension somme toute modeste, les visiteurs hésitent et sont moins nombreux que prévu. Sur la seule année 1990, 800 000 étaient attendus. Dix-huit mois auront été nécessaires pour atteindre le chiffre de 700 000. Cependant, la société du Parc océanique Cousteau n'a pas l'intention de réviser ses tarifs. Elle reste optimiste malgré tout, et attribue ce mauvais départ à la timidité

des Français au vu d'un tel produit, inédit dans l'Hexagone.

L'objectif a néanmoins été ramené pour l'année 1991 à 700 000 visiteurs. Mais, premier handicap, la crise du Golfe, au cours de laquelle les annulations de groupes se multiplient. Les vacances de février dernier n'auront pas connu l'engouement de celles de la Toussaint, où des records d'affluence avaient été enregistrés avec une moyenne journalière de 3 928 visiteurs, soit près de quatre fois la fréquentation quotidienne individuelle établie sur l'année.

L'enthousiasme suscité par les parcs de loisirs aux États-Unis semble faire rêver leurs «homologues»

français. Mais les produits sont-ils comparables? Les attractions du Parc océanique Cousteau seraient bien présomptueuses de vouloir rivaliser avec les américaines. Jouer sur des poissons montés sur ressort, découvrir les entrailles de la baleine, traverser dans une «pseudo-nacelle» le fond d'une mer asséchée ou converser avec la famille Cousteau sur écran géant... ces distractions sont-elles capables de séduire des enfants nés dans une société à la pointe de la technologie?

Le parc se veut instructif autant qu'attrayant. Soit, mais il faut alors aimer la lecture, car les panneaux pédagogiques sont nombreux, peut-être pour combler l'absence de légendes tout au long du parcours. Un système de casques auditifs est cependant à l'épreuve. Il serait le bienvenu dans les espaces audiovisuels, où les commentaires sur les inventions de Cousteau père et fils ne sont pas très audibles si le spectateur ne se place pas dans le champ restreint du monitor. Quel dommage également que le film *Le Feu, l'Eau et la Vie*, projeté sur écran panoramique et qui a demandé deux ans de tournage, soit muet!

Toutes ces lacunes, pour un parc qui affiche de grandes ambitions et n'emploie pas moins de vingt-huit personnes (onze agents d'accueil, neuf techniciens et huit employés administratifs) permettent d'expliquer la désertion du public. Faire découvrir le monde des océans sans offrir une seule goutte d'eau risque de faire plonger Cousteau...

AGNÈS GIRAUD-PASSOT

La révision du schéma directeur d'aménagement

«Le projet du gouvernement va accentuer les déséquilibres»

estime M. Charles Pasqua

Le rassemblement des élus de l'opposition des Hauts-de-Seine, réuni dimanche 7 avril au CNIT, à la Défense, par M. Charles Pasqua, président du conseil général, a donné aux participants l'occasion de réagir à l'esquisse du schéma directeur d'aménagement de l'Île-de-France (SDAU) présentée trois jours auparavant par le préfet de région, M. Christian Sautter.

Pour M. Charles Pasqua, le projet du gouvernement «loin de donner une réponse aux problèmes de la population de l'Île-de-France», va accentuer les déséquilibres. Le président du conseil général refuse, pour sa part, catégoriquement l'idée avancée par l'esquisse, selon laquelle la population des Hauts-de-Seine devrait augmenter de 200 000 habitants d'ici à 2015.

Discours symétrique du secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, qui reprendra la Ville de Paris: «Selon le schéma directeur préparé par le préfet, Paris devrait perdre, d'ici vingt-cinq ans, 150 000 habitants et 200 000 emplois. Au contraire, la population doit se stabiliser à son niveau actuel, environ 2 150 000 habitants. Et nous voulons - non pas accroître - mais maintenir l'emploi en le rééquilibrant vers l'est

de la capitale.» M. Juppé a aussi lancé une mise en garde au gouvernement à propos de la réforme des finances locales qui pourrait «remettre en cause les efforts financiers considérables des collectivités locales d'Île-de-France pour les infrastructures de transports et les grands équipements».

La réunion des élus RPR et UDF des Hauts-de-Seine avait pour objet la présentation de la charte d'aménagement du département qui vient d'être élaborée par l'Association des maires et les conseillers généraux. Un résumé de cette charte sera envoyé en juin à tous les habitants du département pour les inviter à donner leur avis en répondant à un questionnaire.

Le président du conseil régional d'Île-de-France, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), a annoncé que Paris et les quatre départements (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne et Val-d'Oise) produiraient, eux aussi, une charte d'aménagement avant l'été.

L'ensemble de ces documents sera synthétisé dans une charte régionale, sorte de réponse ou de contre-proposition des élus de l'opposition, à l'esquisse de SDAU du gouvernement.

JOSÉE POCHAT

1 milliard de francs sur cinq ans

La rénovation des égouts de Paris a commencé

Conçu à partir de 1850 par l'ingénieur général Eugène Belgrand, sous l'impulsion du baron Haussmann, le réseau d'égouts parisiens accuse le poids des années. Les violents orages du 27 juin dernier et la pollution de la Seine qu'ils ont provoquée en ont fait la preuve. Pour enrayer le mal, la Mairie de Paris a lancé, depuis le premier janvier 1991, une opération lourde de réhabilitation et de modernisation du système d'assainissement de la capitale. Cinq années de travaux, pour un montant total de 1 milliard de francs.

Les 15 millions de francs consacrés annuellement aux «rustines» indispensables ne suffisaient plus. La sécurité garantie sur les 2 100 kilomètres d'égouts de Paris (égouts élémentaires, collecteurs secondaires, collecteurs principaux et émissaires) exigeait plus, beaucoup plus, et rapidement. C'est 1 milliard de francs en cinq ans que la Ville a décidé d'investir désormais pour faire de son réseau d'assainissement un outil, sinon sophistiqué, du moins le plus fiable possible.

Avant tout: réhabiliter les égouts les plus dégradés. «Sur l'ensemble du réseau, nous recensons aujourd'hui 40 kilomètres de galeries à traiter en urgence», confie M. Patrick Lefebvre, ingénieur en chef des services techniques de la Ville de Paris.

Le collecteur principal des quais (il emprunte les quais sur la rive droite, du pont Morland à la place de l'Hôtel-de-Ville), et le réseau de l'Île Saint-Louis sont les plus mal en point. Ils figurent en tête du programme.

En même temps, les techniques de prévision des risques nécessitent une réelle amélioration. Un nouveau logiciel, le logiciel TIGRE (Traitement informatisé de la gestion des réseaux d'égouts) devrait ainsi permettre, dès la fin 1991, d'analyser avec la plus grande finesse les agressions subies par le réseau. Recueillies sur le terrain par les terminaux portables dont seront munis les égoûtières, les observations seront mieux utilisées pour définir de manière optimale les zones sur lesquelles intervenir en priorité. «Notre but est, en fait, de quitter définitivement le stade de l'intuition dans nos méthodes de gestion du réseau», confie M. Patrick Lefebvre.

Contre les rejets polluants

Mais la Mairie de Paris n'entend pas se limiter à une simple réhabilitation des égouts: 420 millions de francs seront affectés à la mise en place de nouveaux équipements. Sont programmées, entre autres, la rénovation de la station de pompage de Mazas (12^e arrondissement), l'implantation d'un émissaire de 17 kilomètres de long jusqu'à la station d'épuration d'Achères, la construction de la cinquième tranche de la

station d'Achères (qui devrait porter en 1993 la capacité quotidienne de traitement des eaux usagées de celle-ci de 2 à 2,7 millions de mètres cubes), et la création d'une seconde station d'épuration à Valenton. Le renforcement des capacités d'épuration de ces deux sites permettra d'éviter que près de 20 % des eaux polluées de l'agglomération parisienne aillent se déverser directement dans le fleuve.

Car l'une des préoccupations majeures des ingénieurs des services techniques de l'assainissement de la Ville est de protéger la Seine contre les rejets polluants provoqués par les fortes pluies d'orage. «La caractéristique du réseau d'égouts parisiens est d'être un réseau unitaire, qui collecte par les mêmes ouvrages les eaux usagées et les eaux pluviales», explique M. Patrick Lefebvre. Mais ces ouvrages ne sont pas conçus pour encaisser des pluies comme celles du 27 juin dernier, qui survinrent en moyenne une fois tous les quarante ans...

Collecter séparément les eaux pluviales et les eaux usagées serait le remède radical. Mais, techniquement et financièrement, une telle solution s'avère impossible à l'échelle de la capitale, et seul un réseau séparatif est prévu dans le cadre limité de l'opération Seine-Rive gauche, d'Austerlitz à Masséna. La gestion automatisée de la totalité des seuils de déversoirs de la rive gauche - le réseau des égouts de la capitale comprend au total 50 déversoirs vers la

Seine - est cependant prévue pour 1995. Par ailleurs, trois bassins de dépollution, d'une capacité totale de 15 000 mètres cubes vont être implantés dans la ZAC Seine-Rive gauche d'ici à 1994. Ils permettront de traiter les eaux polluées avant de les rejeter dans le fleuve. L'ensemble de ces mesures devrait faire baisser de 90 % le taux de pollution des rejets causés par les pluies décentes.

Autre moyen d'éviter la saturation du réseau d'égouts: améliorer le curage des galeries, et optimiser le fonctionnement des 90 bassins de dessalement de la capitale. L'objectif est ainsi de parvenir en 1995 à une robotisation optimale des tâches de curage aujourd'hui encore effectuées par les égoûtières avec des bateaux-vannes.

Corollaire inévitable de ce programme de réhabilitation et de modernisation: un plan de réduction du personnel. Sur l'effectif actuel du service de l'assainissement de la Ville de Paris - 773 agents dont 562 égoûtières et chefs-égoûtières - une diminution de 120 postes est ainsi prévue en cinq ans. De même, un certain nombre de reclassements sont à l'étude. L'égoûtière parisiene tel qu'il apparaissait sous Napoléon 1^{er}, lors de la construction des premiers 30 kilomètres d'égouts votés, entre dans le XXI^e siècle.

OLIVIER LUCAZEAU

POINT DE VUE

Dix millions de Franciliens soumis au péage?

par Guy Schmaus

EN accusant l'Etat d'inaction, suite à l'amputation du budget des routes sous le prétexte de la guerre du Golfe, le président du conseil régional d'Île-de-France, Pierre-Charles Krieg, ne dit pas tout, loin s'en faut (1). Il oublie d'abord son appui à la ruineuse expédition gouvernementale au Proche-Orient. Il oublie aussi ses propres responsabilités dans la détérioration des conditions de la circulation en Île-de-France. Qui donc a sacrifié, au fil des ans, les transports en commun dans le budget régional, si ce n'est lui et ses amis de la majorité de droite?

Qui donc approuve l'abandon du rail pour le transport des marchandises, à l'origine de l'afflux démentiel des poids lourds sur nos routes? Qui donc a, depuis tant d'années, poussé à la désindustrialisation, à la fièvre spéculative, à l'hémorragie populiste vers la périphérie, avec pour conséquence les longs et pénibles déplacements des Franciliens, deux modes de transports confortables?

En jouant à fond la carte du péage autoroutier, le président RPR du conseil régional s'aligne en fait sur le Livre blanc du gouvernement Rocard. Il lui reproche uniquement de ne pas aller assez vite. M. Krieg n'approuve-t-il pas, malgré l'opposition des habitants et des élus, les décisions électorales pour l'A-14 à Nanterre, et, ne cautionne-t-il pas l'engagement des travaux de l'A-16 à La Courneuve au mépris des procédures légales?

Ainsi la droite et le gouvernement veulent tout autant transformer l'Île-de-France en un carrefour européen et mondial de la finance et des affaires. La «course aux profits» étant, comme le rappelait récemment un journal, «la véritable clé de l'an 2000». C'est cette course effrénée aux profits qui engendre la région à deux vitesses. D'un côté sont prévues les autoroutes à péage, en surface ou souterraines, financées par les contribuables mais destinées aux hommes d'affaires, et, d'un autre côté, resteront les routes embouteillées pour les Franciliens sans moyens. Insolente perspective que ces autoroutes urbaines qui attaquent l'activité économique, coupent les villes, détruisent les sites, polluent l'air, agressent les riverains.

Quant aux protections, elles sont inexistantes en milieu popu-

laire. Rappelons que le boulevard périphérique est souterrain dans le 16^e arrondissement tandis qu'il est aérien dans le 19^e. Chacun comprend dès lors pourquoi des ripostes naissent du terrain, tout naturellement.

Des hommes, des femmes, pourtant très différents, se rapprochant, se rassemblant, apprenant à se connaître, à s'estimer, qu'ils soient communistes, socialistes, qu'ils aient une autre conviction ou qu'ils n'aient pas d'opinion arrêtée. L'un bénéficie de l'autre et, ensemble, ils définissent les formes d'action, trouvent des solutions en conformité avec leurs intérêts et ceux de la région.

Financement par l'Etat

Écoutons les Franciliens revendiquer une région associant harmonieusement essor économique et formation, transport et habitat, environnement et cadre de vie, et condamner les indignités générées par la course à l'argent pour l'argent. Écoutons les usagers réclamer un réseau de transports en commun de banlieue à banlieue et les cheminots proposer des emplois pour la préservation et la modernisation des transports de marchandises par voie ferrée. Écoutons les automobilistes exiger le bouclage sans péage et sans nuisance de l'A-86 et l'accélération des travaux de la Francilienne. Écoutons enfin les habitants et leurs élus, souvent unanimes, manifester contre l'A-14, l'A-16 ou la B-12.

Quant aux financements ils doivent être assurés par l'Etat, qui, en Île-de-France, reçoit plus qu'il ne dépense en taxes sur les transports. Ils doivent également être assurés en frappant lourdement la spéculation foncière et en mettant à contribution les bénéficiaires des transports que sont les entreprises, les banques, les grandes surfaces, les promoteurs. En définitive, les dix millions de Franciliens n'ont rien de bon à attendre de MM. Krieg et Rocard avec leurs autoroutes à péage. A eux de faire mieux entendre leurs voix, car ils sont le nombre, et, unis, ils sont la force.

M. Guy Schmaus est président du groupe communiste au conseil régional d'Île-de-France.

(1) Le Monde du 14 mars 1991.

Pour répondre à l'accroissement de la population

Cergy-Pontoise veut renforcer son réseau d'autobus

Faut-il, oui ou non, reconsidérer tout le réseau de bus de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise)? Vingt ans après la création de la ville nouvelle, ses vingt-deux lignes de transport en commun sont-elles toujours adaptées aux réalités? Et surtout, sauront-elles satisfaire à la demande des cinq années à venir, qui verront, à l'horizon 1996, la population augmenter de 26 %?

Pour mieux répondre à ces questions, le syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) avec, à sa tête, le député socialiste Alain Richard, maire de Saint-Quentin-la-Nouvelle, a procédé à deux consultations. La première auprès d'un professionnel, le RATP, qui, à sa demande, a mené l'enquête en collaboration avec l'assainissement public d'aménagement de la ville nouvelle (EPA), la direction départementale de l'équipement (DDE)

et le Syndicat des transports parisiens (STP). La deuxième auprès des habitants eux-mêmes, puis, durant deux semaines, des mini-sondages ont été organisés en certains points de la ville. Les propositions de la RATP comme les attentes de la population devaient être discutées, comparées, au cours d'une séance publique.

D'ores et déjà, on sait que l'enquête de la RATP aboutit à deux scénarios différents mais qui, tous deux, concluent à la nécessité de créer des lignes, de modifier des tracés et de faire disparaître certains tronçons.

Née en 1969, la ville nouvelle de Cergy-Pontoise compte aujourd'hui 160 000 habitants. Elle en aura 200 000 en 1996. Plus de la moitié de cette population supplémentaire viendra s'installer à Cergy-le-Haut, Courdimanche et Vau-

réal. Quelque 10 000 emplois seront créés dans la même zone dans les différentes zones d'activités de la ville. Ajoutons à cela deux nouvelles gares, à Cergy-le-Haut en 1993 et à Neuville en 1994, trois sites universitaires et trois lycées. C'est pourquoi l'enquête concerne aussi bien les onze communes incluses dans le périmètre de la ville nouvelle que les communes limitrophes, 22 au total, pour une population de 260 000 habitants. De 1986 à 1990, le nombre de voyages effectués par les bus est passé de 10 millions à 14 millions.

Le ressort également de cette enquête qu'un tiers des déplacements liés au travail se font par bus et deux tiers en voiture particulière. Mais ceux liés à l'école s'accroissent pour deux tiers par bus. Une considération importante lorsqu'on sait que 35 % des

personnes interrogées par la RATP avaient moins de vingt et un ans, et 84 % entre dix et quarante ans. D'où ces propositions réalisables tout de suite: l'amélioration du réseau le dimanche, le renforcement des lignes saturées et l'extension progressive de toutes les lignes le soir jusqu'à 22 h 30. Dans un deuxième temps, on pourrait aboutir à la création d'une rocade intercommunale qui entraînerait la modification de certaines lignes existantes.

Et pour mettre, sans plus attendre, le plus d'outils de son côté, le SAN vient de créer un billet demi-tarif pour les jeunes de moins de vingt et un ans à utiliser en dehors du temps scolaire et à se procurer en mairie. Histoire de susciter chez eux le réflexe transport en commun. Même pour le loisir.

JACQUELINE MIEULON

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

REPRODUCTION INTERDITE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
60 - OISE			16^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES		
4 PIÈCES	CHANTILLY	3 584	4 PIÈCES	27, avenue Kléber	16 125	70 m², 6 ^e étage	BOULOGNE	4 800
90 m², rez-de-ch.	15, av. Marie-Amélie	+ 1 111	145 m², 2 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 685	parking	743, avenue du Général-Leclerc	+ 900
	LOC INTER - 47-45-15-71		Honoraires de location			SAGGEL - 46-08-95-70		
						Frais de commission	46-08-96-65	3 416
75 PARIS			3 PIÈCES	4, rue Félicien-David	12 067	75 m², 1 ^{er} étage	COURBEVOIE	4 195
7^e ARRONDISSEMENT			90 m², 3 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 061	balcon	179, rue J.-B. Charcot	+ 1 080
4 PIÈCES	50, rue de Bourgogne	13 632	parking	Frais de commission	8 450		CIGIMO - 48-00-89-89	3 290
93 m², 2 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 522					Honoraires de location	3 620
parking	Frais de commission	3 463	17^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES	COURBEVOIE	+ 340
4 PIÈCES	169, rue de Grenelle	10 110	2 PIÈCES	126, rue de Tocqueville	4 676	50 m², 10 ^e étage	3, avenue du Parc	2 576
81 m², 2 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 1 400	parking	GCI - 40-16-28-71	+ 466	parking	AGF - 49-24-45-45	4 400
	Frais de commission	7 194					Frais de commission	+ 1 263
4 PIÈCES	80-82, rue St-Dominique	10 500	2 PIÈCES	4, rue de Puteaux	4 900	3/4 PIÈCES	COURBEVOIE	4 600
85 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 515	50 m², 4 ^e étage	GCI - 40-16-28-71	+ 671	78 m², 1 ^{er} étage	46, rue de l'Alme	+ 1 343
parking	Frais de commission	7 473	3 PIÈCES	9, rue des Dardanelles	7 900	parking	SAGGEL - 47-78-15-85	3 273
			80 m², 7 ^e m² chbrn	GCI - 40-16-28-71	+ 1 376		Frais de commission	4 800
8^e ARRONDISSEMENT			de serv., rez-de-ch.			4 PIÈCES	COURBEVOIE	+ 1 414
2 PIÈCES	25, avenue Montaigne	16 000	19^e ARRONDISSEMENT			77 m², 13 ^e étage	12, place des Dominicains	3 416
97 m², 5 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 089	3 PIÈCES	46 bis, rue de Mouzaïs	6 079		SAGGEL - 47-78-15-85	3 900
	Frais de commission	11 386	77 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 42-68-61-05	+ 846		Frais de commission	+ 1 000
9^e ARRONDISSEMENT			parking			3 PIÈCES	GARCHES	2 775
4 PIÈCES	74, rue d'Amsterdam	10 500	20^e ARRONDISSEMENT			70 m²	21, rue des Quatre-Vents	6 000
100 m², 4 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 7472	3 PIÈCES	2, rue Tolain	4 105	rez-de-chaussée	SAGGEL - 46-08-96-55	+ 950
	Frais de commission		64 m², 3 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 910	parking	46-08-96-55	4 270
			parking	Frais de commission	2 921		Frais de commission	6 600
11^e ARRONDISSEMENT			77 - SEINE-ET-MARNE			3 PIÈCES	MEUDON	5 270
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA NATION	5 500	4 PIÈCES	MELUN	3 655	73 m²	2, rue des Capucins	6 600
20 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-09-40-00	+ 825	88 m², 1 ^{er} étage	5, allée Nicolas-de-Stall	+ 1 031	rez-de-chaussée	SAGGEL - 46-08-96-55	+ 940
2 PIÈCES MEUBLÉES	HOME PLAZZA BASTILLE	8 500	parking	AGIFRANCE - 49-03-43-02	2 991	+ terrasse	NEUILLY-SUR-SEINE	5 022
50 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-21-22-23	+ 1 275		Frais de commission	4 572	possibilité parking	223, avenue Charles-de-Gaulle	6 247
4 PIÈCES	4, rue Mouffe	7 500	6 PIÈCES	NOISIEL	+ 1 328		CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 433
78 m², 5 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 694	116 m², 1 ^{er} étage	18, av. Pierre-Mendès-France	3 578		Honoraires de location	7 826
terrasse, parking			parking	AGIFRANCE - 49-03-43-02		5 PIÈCES	PUTEAUX	+ 990
4 PIÈCES	4, rue Mouffe	7 067		Frais de commission		119 m², rez-de-ch.	1, rue Volta	5 568
87 m², rez-de-ch.	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 765	91 - ESSONNE			parking	AGF - 49-24-45-45	8 800
terrasse, parking			PAVILLON 4 PIÈCES	LONGJumeau	5 700		Frais de commission	+ 1 384
			122 m², jardin 349 m²	1, rue des Lavandes	327	6 PIÈCES	VANVES	6 262
			garage	AGIFRANCE - 60-11-77-40	4 065	110 m², 10 ^e étage	114, avenue Victor-Hugo	
				Frais de commission	8 739	terrasse, parking	SAGGEL - 47-42-44-44	
			MAISON 6 PIÈCES	ÉVRY	198		Frais de commission	
			142 m²	46, rue de la Tour	5 454			
			garage	SOLVEG - 40-67-06-99				
				Frais de commission				
13^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE					
2 PIÈCES	67, bd Auguste-Bianqui	3 450	3 PIÈCES	BOULOGNE	10 820			
50 m², 5 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 960	102 m², 3 ^e étage	33-35, rue Anna-Jacquin	+ 2 100			
	Honoraires de location	2 754	parking	AGF - 49-24-45-45	7 699			
				Frais de commission				
14^e ARRONDISSEMENT			3/4 PIÈCES	BOULOGNE	4 903			
STUDIO	199-201, avenue du Maine	4 050	63 m², 7 ^e étage	33-35, rue Anna-Jacquin	+ 732			
35 m², rez-de-ch.	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 295	parking	AGF - 49-24-45-45				
parking				Frais de commission				
2 PIÈCES	199-201, avenue du Maine	5 692						
48 m², 5 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 399						
parking								

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



CIGIMO
GROUPE GTF



RESIDENCES HOTELIÈRES
HOME PLAZZA



SAGGEL vendôme
GROUPE WAP

SOLVEG
LOCATION, VENUE ET GESTION D'IMMEUBLES

سكن في الامم

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 AVRIL

Règlement mensuel																														Règlement mensuel																														Règlement mensuel																														Règlement mensuel																													
Compte	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%																																																																														
2600	CALF.S.T.	3850	2600	QAT. Entrep.	218	218	212	3.11	305	Lufthansa	411	405	401	-1.19	1450	Seaport (Hk.)	1520	1505	1501	1.17	210	Edo Bay	154	210	Edo Bay	154	210	Edo Bay	154																																																																											
886	B.N.P.T.P.	940	-0.32	886	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1370	Q. Ryan T.P.	924	921	921	1370	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1370	Q. Ryan T.P.	924	921	921	1370	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1120	Thomson T.P.	137	137	137	+0.09	1120	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
984	Thomson T.P.	137	137	137	+0.09	984	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
770	Accor.	638	631	631	-1.10	770	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
630	Accor.	638	631	631	-1.10	630	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
630	Accor.	638	631	631	-1.10	630	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1550	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	1550	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
450	A.L.S.P.	418	416	416	450	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
2550	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	2550	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1120	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	1120	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
540	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	540	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1120	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	1120	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
984	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	984	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
770	Accor.	638	631	631	-1.10	770	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
630	Accor.	638	631	631	-1.10	630	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
630	Accor.	638	631	631	-1.10	630	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1550	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	1550	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
450	A.L.S.P.	418	416	416	450	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
2550	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	2550	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1120	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	1120	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
540	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	540	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1120	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	1120	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
984	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	984	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
770	Accor.	638	631	631	-1.10	770	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
630	Accor.	638	631	631	-1.10	630	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
630	Accor.	638	631	631	-1.10	630	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1550	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	1550	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
450	A.L.S.P.	418	416	416	450	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
2550	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	2550	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1120	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	1120	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
540	Al. Sogem	1780	1750	1740	-1.64	540	Comp. Ind.	1220	1220	1210	-0.82	410	Labour	381	401	401	+2.32	725	SCOA	1520	1505	1501	1.17	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154	310	Edo Bay	154																																																																											
1120	Al. Sogem	1780	1750</																																																																																																																				

COMPTANT (sélection)

Obligations			VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours	
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Etrangères																				
Emp.Ét. 8,957%	...	7,78	CJM	983	985	Migron	670	...	A.E.G.	860	...	Alcan	320	...	Alcan	320	...	Alcan	320	...
Emp.Ét. 9,957%	...	7,30	CJYR&R	2805	...	Mit. Deloy	661	577	Alcan Alumin.	111	...	Alcan Alumin.	111	...	Alcan Alumin.	111	...	Alcan Alumin.	111	...
10,05% 78/84	...	6,45	Cofin	380	380	Navigat. (M)	214	...	American Branch	251	...	American Branch	251	...	American Branch	251	...	American Branch	251	...
Emp.Ét. 12,25%	110	4,03	Cy L'yon Alumin.	832	...	Opting	320	320	Asbest	868	...	Asbest	868	...	Asbest	868	...	Asbest	868	...
10,25% sans BS	111	6,16	Cocaine	4600	439	Orlé. (C)	281	1000	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	111	1,44	Cocaine	437	942	Orlé. (C)	1000	1000	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
Emp.Ét. 12,25%	105	0,81	Cocaine	32	31	Palm. Montev.	580	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...	Asbest Mines	162	...
10,25% sans BS	105	0,81	Cocaine																	

SICAV (sélection)

VALUES	Emulsion Feeds incl.	Rachet net	VALUES	Emulsion Feeds incl.	Rachet net	VALUES	Emulsion Feeds incl.	Rachet net
A.A.A.	1063 73	1037 79	Frank-Cap	38 86	127 08	Pleasant	1118 24	1090 57
Alcoa	222 76	216 79	Frank-Corn	228 38	338 01	Minerals	126 05	124 02
Aggraves	740 38	750 82	Frank-Corn	238 38	234 87	Minerals	2606 10	56007 16
Aggraves	7460 38	7460 38	Frank-Corn	31 85	31 07	Minerals	1194 49	11330 16
Aggraves	116 30	116 30	Frank-Corn	856 41	855 52	Minerals	112 74	111 24
Aggraves	1114 28	1087 10	Frank-Corn	28 82	28 06	Minerals	26550 82	26550 82
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1141 78	1143 10	Minerals	1072 82	1045 91
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	4610 74	4600 59	Minerals	152 12	128 99
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	532 05	505 10
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	191 28	158 71
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	5362 66	5309 56
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	119 80	114 67
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	347 04	344 04
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	10751 30	10700 80
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	245 88	234 73
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	756 38	722 08
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	198 39	190 39
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	808 25	561 38
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	522 59	485 85
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	12504 12	12430 32
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	512 30	482 80
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1581 94	1581 94
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	7167 87	7167 87
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	2528 07	1259 67
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1251 79	704 70
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1674 09	1671 98
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	805 75	750 74
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	415 20	404 10
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1462 06	1268 16
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	672 43	654 24
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	422 78	411 42
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	221 79	217 44
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	458 78	443 38
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1206 81	1170 88
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	324 04	312 33
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1110 21	1059 87
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1348 56	1288 36
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	578 82	560 56
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	521 04	508 78
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1283 78	1243 37
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1104 94	1072 66
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	6108 12	5873 16
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	896 24	880 17
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	128 06	128 06
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1189 02	1157 45
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	12650 56	12650 56
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	116480 02	116480 02
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	5146 47	5055 51
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	428 89	428 89
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	618 37	547 16
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	548 07	575 44
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	197 08	188 99
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	158 16	148 95
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	135 25	121 01
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1045 32	1045 32
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	121 51	121 51
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	132 71	1280 45
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	574 68	560 17
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1320 75	1287 40
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	142 10	139 24
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	2502 45	2539 95
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	2615 47	216 47
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	1301 28	1269 94
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	887 73	708 38
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	873 73	1671 86
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	4613 21	40 93 16
Aggraves	1054 72	1054 72	Frank-Corn	1212 91	1212 91	Minerals	2805 89	26080 48

Marché libre de l'or

Cote des Changes					COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS	
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/4	achat	vente			préc.	COURS 10/4		
Etats-Unis (1 USD)	5 882							65800		
Esc.	6 577							66100		
Allemagne (100 DM)	338 360									
Belgique (100 F)	18 450									
France (100 F)	300									
Italie (100 lire)	4 567									
Italie (100 lire)	88 000		4 060	4 060						
Deutsche (100 DM)	0 059									
Cote Basque (1 L)	3 118									
Chex (100 couronnes)	387 350									
Suède (100)	740									
Suède (100)	87 030									
Norvège (100)	48 008									
Autriche (100 sch)	78									
Canada (100 pes)	3 870		3 660	3 660						
Pologne (100 zlot)	4 328									
Grande (1 £)	4 152									
							Or fin (palo en barre)	65800		
							Or fin (en lingot)	66100		
							Napoleon (10 F)	379		
							Pièce (10 F)	415		
							France Suisse (20 F)	397		
							Pièce Suisse (20 F)	379		
							Souverain	487		
							Pièce 20 dollars	2080		
							Pièce 10 dollars	1080		
							Pièce 5 dollars	655		
							Pièce 50 pesos	2440		
							Pièce 10 florins	391		

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

MARCHÉS FINANCIERS

Dans une conjoncture très défavorable pour les producteurs d'aluminium

Pechiney résiste grâce à son emballage

Le tournant stratégique négocié par Pechiney, numéro trois mondial de l'aluminium, il y a trois ans, avec le rachat d'ANC, leader de la boîte à boisson, prend aujourd'hui sa pleine mesure économique. Dans une conjoncture exécrable pour les producteurs d'aluminium, le groupe public français a pu afficher des comptes 1990 présentables grâce à son activité dans le conditionnement.

La priorité aux activités d'emballage, et parmi elles à la boîte à boisson, est plus que jamais mise chez Pechiney. Le président du groupe, M. Jean Gandois, a d'ailleurs tenu à y consacrer son principal effort d'annonce, lors de sa conférence de résultats mardi 9 avril. Pechiney va ainsi implanter une nouvelle usine près de Barcelone pour couvrir les besoins du marché espagnol (le groupe français y a exporté 600 000 boîtes à boisson l'an passé). Cette unité devrait fournir près de 1,2 milliard de « cans » par an.

Selon M. Gandois, cette nouvelle implantation répondra à un double souci. Celui de défendre une position de leader (36 % des boîtes consommées) sur un marché européen qui croît très rapidement (12 % par an en volume). L'objectif de Pechiney est d'ouvrir une nouvelle unité tous les dix-huit mois pour accompagner ce développement. Second souci : celui de suivre dans leurs implantations les clients privilégiés du groupe. Pechiney pourrait alimenter l'usine Coca-Cola prévue dans la même région.

L'accent mis sur la boîte trouve sa justification dans les comptes 1990 présentés par le groupe

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 9 avril.

DES DÉCRETS

- Du 3 avril 1991 portant création de la réserve naturelle du lac Luitel (Isère).

- N° 91-340 du 3 avril 1991 pris pour l'application, en ce qui concerne le café, de la loi du 1^{er} août 1905 modifiée sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services.

- N° 91-341 du 2 avril 1991 relatif à l'utilisation des listes complémentaires d'admission pour le recrutement par voie de concours de fonctionnaires du ministère des affaires étrangères.

- N° 91-342 du 3 avril 1991 relatif au contrôle de la durée du travail en agriculture dans les activités et professions non couvertes par les décrets prévus par l'article 992 du code rural.

public français. Dans une conjoncture particulièrement néfaste, l'emballage est le seul métier du groupe dont la marge opérationnelle ait progressé en 1990.

A 2,2 milliards de francs, le résultat net hors éléments exceptionnels de Pechiney enregistre en 1990 un repli de 19 % par rapport à 1989. Seule une plus-value de 2,5 milliards de francs dégagée sur la cession du siège social de la rue Balzac permet en effet au groupe français d'afficher une progression de 47 % de son bénéfice net consolidé à 4,9 milliards de francs. Cette baisse de profitabilité est cependant limitée comparée aux chutes de 40 et 35 % accusées par l'américain Alcoa et le canadien Alcan, les deux premiers producteurs mondiaux d'aluminium. Responsable de cette débâcle : la plongée des cours du métal blanc (en baisse de 15 % sur un an) dont les effets pour le groupe français ont été accentués par l'érosion continue du dollar durant cette même année (comme toutes les matières premières, l'aluminium se négocie en dollar qui, globalement, a perdu 15 % sur l'ensemble de 1990). Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a reculé de 88,4 milliards de francs en 1989 à 76,8 milliards de francs en 1990.

CAROLINE MONNOT

ELM-Leblanc passe sous le contrôle du groupe Taittinger

Epilogue dans l'affaire ELM-Leblanc. Dans un communiqué publié le 9 avril, la Société des Bourses françaises a levé le voile sur le nom du mystérieux repreneur, qui doit succéder à M. Marcel Leblanc, le président du groupe, âgé de 84 ans, comme actionnaire de référence. Ce dernier a cédé à la Société du Louvre, holding du groupe Taittinger, déjà propriétaire du fabricant d'appareils de chauffage Deville, le contrôle de la dernière affaire indépendante de chauffage-eau en France.

M. Leblanc ne se retire pas vraiment. La Société du Louvre détient, depuis le 4 avril, 44,04 % du capital (31,12 % des droits de vote) au côté de M. Leblanc qui conserve 8,98 % des titres valant, pour 33,9 % en termes de droits de vote. Les deux parties se sont engagées à organiser de concert l'administration de l'entreprise.

La société du Louvre, afin de conforter son pouvoir, a immédiatement lancé une OPA sur le capital restant de l'entreprise, au prix unitaire de 900 francs par action.

(Publicité)

CONSEIL DE PARIS

MODIFICATION DU CHAMP D'APPLICATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN ET INSTAURATION DU SURSIS A STATUER

Par délibération du 11 février 1991, le Conseil de Paris a apporté des modifications au champ d'application du droit de préemption urbain et a décidé de soumettre à ce droit les biens visés par l'article L. 211-4 du Code de l'urbanisme et situés :

- 16, rue Ernestine (partie arrière) ;

- 36-38-40, rue Doudeauville (parties arrière).

Les copropriétés sises 55 et 57, rue Stéphenon, mentionnées dans la délibération du 10 juillet 1990, cesseront d'être soumises au droit de préemption urbain renforcé.

De ce fait, le secteur « Émile-Duployé » à Paris (18^e) sera constitué des parcelles suivantes :

- 6 à 10, 16 (partie), 18 à 28, rue Ernestine ;

- 1, 3, 5, 9, rue Marcadet ;

- 25, 27, rue Ordener ;

- 51 (partie), 59, 61, rue Stéphenon ;

- 3 à 33, 4 à 10, 14 à 30, rue Émile-Duployé ;

- 36 (partie), 38 (partie), 40 (partie), rue Doudeauville.

En outre, les projets ayant motivé l'instauration du droit de préemption urbain renforcé ayant été pris en considération, en exécution des articles L. 111-8 et L. 111-10 du Code de l'urbanisme, il pourra être sursis à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation de l'opération éditoriale.

NEW-YORK, 9 avril

Nette dégradation

Après quelques hésitations, la tendance à Wall Street s'est nettement dégradée dès la mi-séance mardi redonnant à la Réserve fédérale américaine (Fed) le contrôle des taux d'intérêt. L'indice Dow Jones des valeurs a rebondi sous la barre des 2 900, clôturant à 2 879,02 en baisse de 48,54 points (-1,66 %), tandis que l'activité était dominée par les programmes sur ordinateur.

Quelque 170 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en baisse a largement dépassé celui des hausses : 504,3 contre 362,487 titres étant inchangés. M. Alfred Goldman, vice-président de A. G. Edwards and Sons de St. Louis (Missouri), a d'autre part attribué le récent ralentissement de l'activité à l'attitude plus défensive des participants, en contraste avec l'enthousiasme affiché en février et au début de mars.

De nombreux analystes estiment néanmoins que la Fed fera baisser les taux d'intérêt afin de stimuler une reprise économique mais attendent la publication, en fin de semaine, de deux indices-clés sur l'évolution de l'inflation : celui des prix de gros et celui des prix de détail.

Sur le marché obligataire, le taux des bons du Trésor à 30 ans remonte à 8,18 % en fin d'après-midi contre 8,15 % lundi soir.

VALEURS	Cours de la semaine	Cours de la veille
Alcoa	54 7/8	53 3/4
Alcan	34 5/8	34 1/4
Boeing	48 7/8	47 3/4
Chemical Bank	17 5/8	17 1/2
Du Pont de Nemours	38 1/8	37 5/8
Eastman Kodak	42 1/8	41 5/8
General Motors	37 5/8	37 1/2
IBM	111 1/2	111
ITT	58 1/2	58
McDowell	64 7/8	64 3/8
Rockwell	57 1/2	57
Schlumberger	38 7/8	37 1/4
Texas	84 1/2	84 3/4
Union Carbide	17 1/4	17
USX	32 5/8	32 1/4
Windsor	38 1/8	38
Xerox Corp.	57 1/4	56

LONDRES, 9 avril

Léger repli

Les valeurs ont terminé la séance de mardi en très léger repli à la Bourse de Londres. À la clôture, l'indice Footsie a perdu 2,7 points soit 0,1 % à 2 527,2. Le volume des échanges s'est sensiblement contracté contre 504,3 millions de titres contre 592,7 millions lundi.

Après avoir fluctué en hausse dans une marge étroite au cours de la journée, les valeurs ont terminé la séance en fin de séance, en réaction à l'ouverture massacrée de Wall Street. Le marché est resté incertain, préférant attendre la publication de la publication du chiffre de l'inflation de mars pour s'engager. Les investisseurs espèrent toujours qu'un assouplissement de la politique monétaire du gouvernement britannique aura rapidement lieu, aidé par l'actuelle fermeté de la livre.

FAITS ET RÉSULTATS

La Caisse des dépôts et consignations a annoncé qu'elle a obtenu 11,57 % de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) a informé la Société des Bourses françaises qu'elle a obtenu la haute de 19 mars le seuil des 10 % des droits de vote dans le Club Méditerranée et qu'elle détient 11,37 % des droits de vote. La CDC a annoncé qu'elle a obtenu 9,35 % du capital. Principaux actionnaires du Club, la CDC fait partie des amis de ce groupe. Toutefois, ces deux sociétés ont des intérêts certains tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Caisse des dépôts, semble être purement technique. La CDC a annoncé qu'elle a obtenu 9,35 % du capital du holding O.P.F. Selon le groupe pétrolier, cette opération permettra à la Caisse de renforcer ses fonds propres sans dilution du bénéfice par action et simplifiera la structure financière du groupe.

Costa Viçela étend son offre sur Total jusqu'au 22 avril. Le groupe textile britannique Costa Viçela a prolongé une nouvelle fois mardi son OPA hostile de 193,7 millions de livres (1,9 milliard de francs) sur son rival Total Group jusqu'au 22 avril, après avoir reçu le soutien d'actionnaires représentant seulement 0,7 % du capital. Costa, qui détenait 29,4 % du capital de Total lors du lancement de son offre au début mars, parle désormais pour 30,11 % du capital en actions ordinaires et de 63,12 % du capital en actions préférentielles. L'OPA qui avait été repoussée le 18 mars par le conseil d'administration de Total qui la

PARIS, 9 avril

Mitigée

L'hésitation a été le sentiment dominant, mardi, à la Bourse de Paris. En hausse de 0,20 % des les premières transactions, les valeurs françaises ont varié peu au cours de la matinée, si ce n'est, en fluctuant timidement, de part et d'autre du point d'équilibre. À la mi-séance, elles effleuraient, en moyenne, un gain de 0,18 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de Wall Street, l'indice CAC 40 s'inscrivait en progression de 0,40 %. À la clôture, il affichait un repli minime de 0,09 %.

Après avoir longtemps buté sur la barre des 1 850 points, le marché donnait l'impression, en début d'après-midi, de vouloir prendre un peu d'ampleur en se stabilisant à quelques points au-dessus de ce seuil psychologique, pour finalement reculer en clôture, au terme des échanges à 1 845,96.

Sur le front du loyer de l'argent, le marché a baissé, à la suite d'une petite hausse des taux directeurs, lors d'une prise en pension à un mois en Allemagne intervenue au cours de la matinée, les marchés français ont continué d'exprimer une défiance des taux directeurs de la Banque de France, et plus particulièrement, celui des primes en pension de cinq à dix jours d'un quart de point.

Il faut préciser que le ralliement des taux allemands de 0,10 point n'est pas interprété par les professionnels comme un réel durcissement de la politique monétaire allemande, mais plutôt comme un ajustement technique. Les professionnels restent persuadés que l'institut d'émission français dispose, après avoir déjà baissé son taux d'appel de 0,25 point, d'un quart de point le 18 mars, d'une marge de manœuvre lui permettant de diminuer ses taux de 0,10 point, soit son taux de primes en pension de cinq à dix jours d'un quart de point.

TOKYO, 10 avril

Faible

La Bourse de Tokyo a terminé la journée de mercredi en léger repli. Au terme de la séance, l'indice Nikkei a perdu 53 points à 26 288,88 soit un recul de 0,18 %. Le volume des transactions a quelque peu baissé, 400 millions de titres ont été échangés contre 430 millions à la séance de la veille.

Selon les opérateurs, la baisse de 45 points de Wall Street, a pesé sur le marché, mais la bonne tenue du yen a permis de limiter les dégâts. D'autre part, ils estiment qu'il serait prématuré de vendre dans l'immédiat, préférant attendre une baisse des taux d'intérêt.

VALEURS	Cours de la semaine	Cours de la veille
Alcan	34 5/8	34 1/4
Boeing	48 7/8	47 3/4
Chemical Bank	17 5/8	17 1/2
Du Pont de Nemours	38 1/8	37 5/8
Eastman Kodak	42 1/8	41 5/8
General Motors	37 5/8	37 1/2
IBM	111 1/2	111
ITT	58 1/2	58
McDowell	64 7/8	64 3/8
Rockwell	57 1/2	57
Schlumberger	38 7/8	37 1/4
Texas	84 1/2	84 3/4
Union Carbide	17 1/4	17
USX	32 5/8	32 1/4
Windsor	38 1/8	38
Xerox Corp.	57 1/4	56

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcan	34 5/8	34 1/4	Alcan	34 5/8	34 1/4
Alcan	34 5/8	34 1/4	Alcan	34 5/8	34 1/4
Alcan	34 5/8	34 1/4	Alcan	34 5/8	34 1/4
Alcan	34 5/8	34 1/4	Alcan	34 5/8	34 1/4
Alcan	34 5/8	34 1/4	Alcan	34 5/8	34 1/4
Alcan	34 5/8	34 1/4	Alcan	34 5/8	34 1/4
Alcan	34 5/8	34 1/4	Alcan	34 5/8	34 1/4
Alcan	34 5/8	34 1/4	Alcan	34 5/8	34 1/4
Alcan	34 5/8	34 1/4	Alcan	34 5/8	34 1/4

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 avril 1991

Nombre de contrats : 100 203.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier _____	106,42	106,62	106,62
Précédent _____	106,62	106,48	105,84

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 91	Sept. 91	Juin 91	Sept. 91
106	1,16	1,68	0,70	1,23

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 9 047.

COURS	Avril	Mai	Juin
Dernier	1 828	1 872,50	1 872,50
Précédent	1 861	1 878	1 865,5

CHANGES

Dollar : 5,6365 ↓

Le dollar a baissé, mercredi 10 avril, en raison du léger relèvement du taux d'intervention de la Bundesbank qui a fait monter le mark. La monnaie américaine a terminé la matinée à 135,08 yens à Tokyo, perdant 1,92 yen par rapport à la clôture de mardi à 137,00 yens. A Paris, au cours des premiers échanges entre banques, mercredi 10, le billet vert cédait du terrain à 5,6355 F contre 5,6620 F à la clôture mardi 9 et 5,6620 F au fixing du même jour.

FRANCOFUT	9 avril	10 avril
Dollar (en DM)	1,6792	1,6710
TOKYO	9 avril	10 avril
Dollar (en yen)	137,00	135,08

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (10 avril)	9 - 9 1/2 %
New-York (9 avril)	4 1/2 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

8 avril 9 avril

Valeurs françaises : 128,78 129,60

Valeurs étrangères : 113 112,78

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 493,35

(SBF, base 1 000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 847,57 1 845,96

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

8 avril 9 avril

Industriel : 2 918,54 2 874,02

LONDRES (Indices Financial Times)

8 avril 9 avril

100 valeurs : 2 529,90 2 527,20

30 valeurs : 1 999 1 998

Fonds d'Etat : 85,47 85,43

FRANCOFUT

8 avril 9 avril

Dollar : 1 579,95 1 582,11

TOKYO

8 avril 10 avril

Nikkei Dow Jones : 26 317,29 26 288,88

Indice général : 1 986,20 1 985,07

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

Le Monde-RM

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 10 avril Bernard Maréchal, PDG de la Société Compaq.

Jeudi 11 avril Eric Grinvald, gérant de Dauphine Finance, « Le Monde Affaires » du 12 avril publie une enquête sur cette société de conseil en stratégie et financement.

COMMUNICATION

En permettant aux chaînes
de partager les recettes de Hollywood

La FCC assouplit les règles
de la production audiovisuelle aux États-Unis

Depuis des années, les trois grands réseaux de télévision américains, en déclin, réclamaient leur part du fabuleux marché des programmes d'outre-Atlantique. La Commission fédérale des communications (FCC) leur a partiellement donné satisfaction, mardi 9 avril, en assouplissant les règles de la production audiovisuelle.

Lorsqu'en 1970 la FCC - l'équivalent américain du CSA - adopte les *financial interest and syndication rules* (« règles de l'intérêt financier et la syndication ») ou « fin-syn », elle entend limiter la toute-puissance des grands réseaux de télévision d'outre-Atlantique. Des réseaux - ABC, CBS et NBC - qui totalisent 80 % de l'audience télévisée, écrasent le marché de leur puissance financière et imposent leurs lois aux producteurs de Hollywood. Une étude de la Commission montre-t-elle pas, alors, que les « big three » (les « trois grands ») ont des intérêts dans 93 % des émissions qu'ils diffusent ?

Aussi, avec le « fin-syn », la FCC décide-t-elle d'édicter des règles particulièrement restrictives. Elles interdisent aux réseaux de distribuer des programmes sur le territoire américain et même de détenir des droits dans les séries qu'ils produisent. Bref, elles organisent une stricte séparation des activités de production et de diffusion : « studios » de Los Angeles, comme Paramount, mais aussi d'une pléiade de producteurs indépendants.

Au début des années 1980, une première contre-offensive des réseaux tourne court, Hollywood bénéficiant de l'appui de Ronald Reagan, un président... issu de ses rangs. Mais les réseaux ne désarment pas et accentuent leur pression. Au fil du temps, il est vrai, les rapports de forces changent et leur domination s'affaiblit. Le nombre des stations de télévision locales indépendantes triple en dix ans. La concurrence de la vidéo (70 % des foyers possèdent au moins un magnétoscope) et surtout celle de la télévision par câble (60 % des foyers sont abonnés) se font durement sentir.

3 milliards
de dollars

La colère des réseaux est d'autant plus grande qu'en 1984, le Cable Act donne toute liberté aux entreprises du secteur : liberté des prix d'abonnement (qui bondit de 17 dollars par mois en 1983 à plus de 26 dollars l'an dernier), possibilité de contrôler des réseaux câblés et des chaînes... C'est en 1989, la télévision par câble dépasse les 16 milliards de dollars de chiffre d'affaires (14,2 milliards de recettes d'abonnements publicitaires et 1,8 milliard de publicité). L'audience du nouveau média, enfin, dépasse les 25 % quand celle d'ABC, CBS et NBC tombe à 59 %.

D'irritantes, les règles du « fin-syn » deviennent insupportables. « Pouvez-vous imaginer, plaident-ils, à la veille de la décision de la FCC, M. Bill Haratunian, l'un des responsables de la National Association of Broadcasters (NAB), qu'un network paye 70 % à (NAB), qu'un network paye 70 % à (NAB), qu'un network paye 70 % à (NAB) ? C'est tout à fait absurde. Qu'il ne se passe pas un centime sur les ventes que le producteur de Hollywood, qui s'est contenté d'apporter le complément du financement, réalise auprès des télévisions indépendantes ou des chaînes du câble ? C'est pourtant là que se fait l'argent ! Beaucoup d'argent ! »

Les Américains adorent les rediffusions. Et les prix de revente sur le second marché - le marché de la « syndication », comme on l'appelle outre-Atlantique - atteignent souvent des sommets dont les Européens n'oseraient pas rêver. « Un épisode du *Cosby show* » est vendu 300 000 dollars pour une station de Kansas-City, poursuit M. Haratunian. Mais il peut atteindre 1 million de dollars s'il est rediffusé à une télévision de New-York, de Miami ou de Los Angeles. Bref, la « syndication » est désormais un marché de 3 milliards de dollars (près de 17 milliards de francs). Un pactole...

Un pactole... que les producteurs indépendants et les grands studios de Hollywood n'ont, bien sûr, aucune envie de partager. D'abord, parce que leurs propres coûts de production ne cessent de croître. « Cheers », le feuilleton à succès dont les seules recettes publicitaires représentent 40 % des bénéfices de NBC, est ainsi vendu 1,25 million de dollars l'épisode au network quand il coûte 2,2 millions à son producteur Paramount (le cachet de sa vedette principale, Ted Danson, s'élève, il est vrai, à 450 000 dollars l'épisode). Le marché de la syndication permet de couvrir les pertes.

Ensuite, les producteurs soupçonnent les réseaux de gabegie. « Ils envoient six personnes surveiller le travail de nos auteurs quand un seul suffirait », s'énervent les responsables de Los Angeles. Ils pensent des millions de dollars à vouloir à tout prix contrôler la création, un métier pour lequel ils ne sont pas faits. Tout ce qui contribue à leur donner plus de moyens d'intervention dans ce secteur, affaiblit la créativité.

Hollywood peut se rassurer. La décision de la FCC, mardi 9 avril, d'entrouvrir le marché de la syndication aux réseaux, lui laisse encore espérer de beaux jours. Les règles de la « fin-syn » ne disparaissent pas complètement que pour les programmes de la journée ou de la nuit - les moins ambitieux. Les réseaux ne sont autorisés à produire, diffuser et redistribuer que 40 % de leurs émissions destinées aux fameux « prime-time ». Enfin, ils ne pourront faire leur entrée sur le marché de la syndication qu'à des conditions - complexes - bien précises. Autant de garde-fous qui ont fait qualifier cette décision par le porte-parole de NBC de « soulagement modeste (...) très en deça de ce qui était demandé ».

Reste aujourd'hui à savoir si les réseaux dont les difficultés ont été aggravées ces derniers mois par la récession publicitaire et la guerre du Golfe, auront les moyens de profiter du petit coup de pouce qui vient de leur être accordé. Le temps presse. CBS, dont les bénéfices au premier trimestre ont chuté de 73 % au premier trimestre, ne vient-elle pas d'annoncer 400 suppressions d'emploi ? (Le Monde daté 7-8 avril 1991).

Prix Pulitzer pour le « Washington Post »
le « New York Times » et John Updike

Les prix Pulitzer 1991 ont été décernés à New-York, le 9 avril. Plus haute distinction américaine dans le domaine du journalisme, ils récompensent aussi des auteurs d'ouvrages littéraires.

Cette année, le Pulitzer du meilleur reportage international a été attribué à Caryle Murphy, journaliste au *Washington Post*, pour une série d'articles écrits clandestinement au Koweït après l'invasion irakienne, l'été dernier, ainsi qu'à Serge Schmemmann, du *New York Times* pour sa série d'articles sur la réunification allemande.

Le prix Pulitzer de la catégorie « journalisme d'enquête » a couronné deux rédacteurs de l'*Indianapolis Star*, Joseph T. Hallinan et Susan M. Headen, celui du commentaire a été attribué à Jim Hoagland, du *Washington Post* (qui avait déjà obtenu il y a vingt ans le prix du meilleur reportage international), tandis que le prix pour « services rendus à la communauté » a été décerné à Jane Schenauer, journaliste au *Des Moines Register*, pour ses articles sur les tabous du viol.

Dans le domaine littéraire, le Pulitzer du meilleur roman a été attribué à John Updike pour son livre *Rabbit at rest*. L'auteur de *Couples* est le second écrivain, avec Booth Tarkington, à obtenir le prix Pulitzer pour la deuxième fois : il avait déjà été couronné en 1982 pour le premier tome de sa tétralogie, *Rabbit is rich*. Le prix Pulitzer de la meilleure œuvre théâtrale est allé à Neil Simon, le plus populaire des auteurs américains de théâtre, pour *Last in Yonkers*.

سكنا في الالاحل

CARNET DU Monde

Mariages

Corinne C. CHAD,
Denis B. SCHLUMBERGER

ont la joie de faire part de leur mariage qui a eu lieu à New-York, le 5 avril 1991.

235 W 48 St Apt 42 H,
New-York, NY 10036, USA.
Tél. : 1-212-256 65 75
(jusqu'au 1er mai 1991).
Fax 1-212-247-19-57.

Décès

Yvette Bousquet,
Roland Prochke,
Olivier et Guyline Arnaud,
Laurence et Pierre Danon,
Pascale Arnaud,
Frédéric et Françoise Arnaud
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Ariette ARNAUD BOUSQUET,
survenue le 8 avril 1991, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

L'inhumation aura lieu le lundi 15 avril, à 10 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

59, rue de Turenne,
75003 Paris.

Elle Duffau-Bentzen,
son épouse,
Roger Duffau et Florence Castillon,
Christian et Hélène Duffau,
seus enfants,
Marie-Laure et Léa,
seus petites-filles,
M. et M^{me} Lucien Duffau
et leurs enfants,
M. et M^{me} Henri Duffau
et leurs enfants,
seus frères,
seus cousins,
Toute sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre DUFFAU,
survenue le 8 avril 1991, à Suresnes
(Hauts-de-Seine), à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 avril, à 10 h 30, en l'église danoise, à Paris « Frederikskirken », 17, rue Lord-Byron, à Paris.

L'inhumation aura lieu le samedi 13 avril, à 14 heures, au cimetière de Kirke Hyllinge (Danemark).

(Le Monde du 10 avril.)

La famille
Et les amis de
Patrick FAUCONNET,

ont la douleur d'annoncer son décès,
survenue le 8 avril, à son domicile de Issy-les-Moulineaux.

Un rassemblement est prévu au funérarium de Montrouge, 130, rue Maurice-Arnaud, vendredi 12 avril, à 15 h 15, avant l'enterrement qui aura lieu dans l'intimité à Autigny (Seine-Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Lise Devinat,
présidente de la Fondation du Musée Clemenceau,

M. André Wormser,
président,
Et les membres de la Société des
Amis de Georges Clemenceau,
ont la douleur de faire part du décès de leur vice-président

M. Louis JOXE,
ambassadeur de France,
membre de l'Institut,
survenue à Paris, le 6 avril 1991.

Musée Clemenceau,
8, rue Franklin,
75116 Paris.

(Le Monde du 9 avril.)

Si nous sommes passés par la
mort avec le Christ, nous croyons que
nous vivrons aussi avec lui.
Saint Paul, Rom. 6

Bruno de LABRUSSE
nous a quittés accidentellement.

Une messe sera célébrée en l'église
Saint-André, à Reims, jeudi 11 avril
1991, à 14 heures.

Chantal, Anne et Nicolas de
Labrusse,
Prions !

Ni fleurs ni couronnes.
08190 Saint-Germainmont.
30300 Fourques.
52210 Aubepierre-sur-Aube.

Le directeur,
Le conseil d'administration
Et le conseil scientifique,
Les professeurs
Et l'ensemble des personnels du
Muséum national d'histoire naturelle,
ont le regret de faire part du décès de

M. Lucien LECLAIRE,
professeur au Muséum national
d'histoire naturelle,

le 8 avril 1991.

Né en 1937, Lucien Leclaire a débuté sa carrière au CNRS. En 1980, il est nommé professeur au Muséum national d'histoire naturelle, directeur du laboratoire de géologie. Spécialiste de sédimentologie marine, il a dirigé des campagnes océanographiques, notamment dans l'océan Indien. En 1981, il devient assesseur du directeur, chargé du personnel, et, en 1985, inspecteur général des Musées d'histoire naturelle de France.

Médaille de bronze du CNRS, lauréat de l'Académie des sciences, lauréat de la Société géologique de France, Lucien Leclaire a mené une pleine activité au moment où il était impliqué dans de grands projets de recherches géologiques en mer Rouge et en mer Caspienne.

(Le Monde du 10 avril.)

M. et M^{me} Alain Peyrefitte,
M. et M^{me} Michel Krail,
M. et M^{me} Bertrand Collin,
Le professeur et M^{me} Jean-Pierre Luron,
M. et M^{me} Philippe Marignier de Frédeville,
M. et M^{me} Jean-Marie Luron,
M. et M^{me} Michel Moreau,
seus enfants,

Le docteur Florence Peyrefitte,
Christel Peyrefitte,
Véronique et Gérard Mahieu,
Emmanuelle et Guénaëlle Habasque,
Benoît Peyrefitte,
Sophie et Laure Krail,
Régis et Michel Rivière,
Régis-Pierre et Stéphanie Krail,
Pierre et Corinne Collin,
Jacques et Patricia Collin,
Anne et Hubert Mallet,
Jean-Noël et Claire Collin,
Denis Collin,
Dominique Luron et Anne de Haut de Sisy, sa fiancée,
Pierre-Edouard, Marie-Aude Luron,
Géraldine, Delphine, Natacha Marignier de Frédeville,
Grégory, Augustin, Clément Luron,
Séverine, Estelle, Damien Moreau,
seus petits-enfants,

Maud, Chloé, Aurore Mahieu,
Jérôme Habasque,
Charles-Henry, Erwan Rivière,
Samuel Collin,
Paul-Eric Collin,
Sabine Mallet,
seus arrière-petits-enfants,

Les familles Jossier, Luron, Masson,
Guédel,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre LUTON,
née Marie Piatot,

le 8 avril 1991, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 avril à 8 h 30, en l'église Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts, 66, avenue Ledru-Rollin, Paris-12^e, en union avec son mari, le professeur Pierre Luron, doyen de la faculté de médecine de Clermont-Ferrand, décédé le 20 avril 1956.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Lise Mezger,
son épouse,
Et ses amis,
Seus confrères et concœurs les plus proches,
ont la douleur de faire part du décès de

Ernest MEZGER,
docteur en droit de l'Université de Berlin et de l'Université de Paris, ancien professeur

de l'Université de Münster, titulaire du Bundesverdienstkreuz, avocat honoraire au bureau de Paris dont il a fait partie depuis 1955, ancien professeur

à l'Institut de droit comparé, Paris, survenue le 4 avril 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Seus obsèques auront lieu le vendredi 12 avril, à 10 h 20, au cimetière parisien de Pantin.

Seus obsèques seront commémorées ultérieurement au Palais de justice à Paris.

La Librairie
« BIBLIOTHÈQUE
DES ARTS »

vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation du Catalogue Raisonné

Eva GONZALES
par Marie-Caroline SAINSAULIEU
et Jacques de MORS

Le jeudi 11 avril 1991, de 18 h à 20 h
En présence de l'auteur du livre

2, rue Cassini, 75006 Paris - Tél. : 01-46-34-08-08

M^{me} veuve Abel MODERNE,
née Madeleine Latorze,

s'est éteinte le 6 avril 1991, dans sa quatre-vingt-unième année.

Seus obsèques, conduites par le pasteur Lenzler, ont eu lieu le 8 avril.

Elle repose dans le cimetière familial d'Eysse (Gironde).

De la part de ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants
M. et M^{me} Jacques Moderne
et leurs enfants,
M. et M^{me} Eric Moderne,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Pierre Brossard,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Franck Moderne,
seus enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Gérard Boissinot,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Alain Moderne,
leurs enfants et petits-enfants,
Et des familles Moderne, Davergier, Pauvert,
Parentes et alliées.

M^{me} Félix Monville,
Les familles Monville, Rabathaly,
Lourier, Liane,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Félix MONVILLE,
ancien maire du Pouliguen,
ancien conseiller général,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

leur époux, frère, père, grand-père, oncle,
survenue le 8 avril 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques, suivies de l'inhumation, auront lieu le jeudi 11 avril, à 10 h 30, en l'église du Pouliguen (Loire-Atlantique).

Rue des Moulins,
44290 Guémené-Penfao,
10, rue d'Anjou,
78000 Versailles,
Terreville,
Fort-de-France (Martinique).

(Né le 29 juin 1907 à Fort-de-France (Martinique), Félix Monville s'était installé comme médecin en 1933, au Pouliguen (Loire-Atlantique). Entré au conseil municipal de cette commune en 1945, il en était devenu le maire en 1971 et l'était resté jusqu'à son retrait en 1983. Félix Monville, élu, avait représenté la commune de Croix de 1976 à 1982, puis à l'Assemblée territoriale par le PS, il avait été battu par un candidat RPR.)

Jean-Charles Poggi,
Raymond
Jacqueline Chauvet,
née Poggi,
Leur famille
Et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

M^{me} Jacques POGGI,
dans sa quatre-vingt-troisième année, à Toulon.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Louis à Toulon (Var), le jeudi 11 avril 1991, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pompes funèbres toulonnaises,
SA Deleze,
12, rue Gimelli,
83000 Toulon.
Tél. : 94-93-55-55.

Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active ont la tristesse de faire part du décès de

Maurice ROUCHY,
militant de la Libération,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandant des FFI.

Les obsèques auront lieu le 11 avril 1991, à 13 h 30, au cimetière de Bagneux (Hauts-de-Seine).

CEMEA :
76, boulevard de la Villette,
75940 Paris Cedex 19.

M^{me} Philippe Robert, née Maurice de Lorrin,
son épouse,
seus enfants,
Jérôme et sa fiancée Carine Weber,
Dominique et Jean-Paul,
M^{me} Lucienne Robert,
seus frères,
M^{me} W. Paul Robert,
M^{me} Roland Maurice de Lorrin,
sa belle-mère,
Les familles Robert, Maurice de Lorrin,
Toute la famille et ses amis,
ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Philippe ROBERT,
ingénieur de l'armement,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenue, le lundi 8 avril 1991, dans sa cinquante-cinquième année.

Le service religieux aura lieu, le jeudi 11 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, 30, rue Descartes, Paris-5^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Raynaud,
75016 Paris.

La Société des dictionnaires Le Robert,
Son président-directeur général M. Bertrand Eveno,
Son directeur général, M^{me} Nathalie Coppiquer,
Alain Rey et Josette Rey-Debove,
Ainsi que tous les collaborateurs de l'entreprise,
ont la douleur de faire part du décès prématuré du

colonel Philippe ROBERT,
fils du fondateur M. Paul Robert,
et administrateur des dictionnaires Le Robert.

Il s'agit de trouver ici l'expression de leur affectueuse sympathie, et le témoignage d'une continuité spirituelle et éditoriale, héritage du regret Paul Robert, on la pense fidèle de Philippe Robert restera présente.

Anniversaires

Il y a vingt-cinq ans, le 2 avril 1966, disparaissait dans un tragique accident

Jean-Jacques KAMMOUN,
avocat au barreau de Paris.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Ce 11 avril 1991 est le dix-huitième anniversaire du départ de

Aron LANGBORT,
ingénieur chimiste ENCEP.

Que ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

Septième anniversaire de la mort de

Maurice LUNEAU.

Que ceux qui l'ont aimé se souviennent.

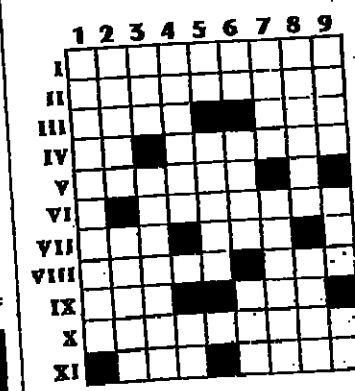
Communications diverses

Notre collaborateur Jacques Longchamps, qui a tenu pendant près de trente ans la rubrique musicale du *Monde*, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur. Le ministre de la culture, M. Jack Lang, lui a remis, lundi 8 avril, les insignes de son grade. La cérémonie s'est déroulée au ministère, rue de Valois.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5496



VERTICALEMENT

1. La maladie de ceux qui voient des mouches partout. - 2. Adjectif qui peut qualifier le bon temps. Pour le parfumeur. - 3. Endroit où l'on peut couper le courant. Couper dans le perruquier. - 4. Chercher la petite bête. Note. - 5. Adverbe. Apporte une distraction. - 6. Tient bien la bouteille. Pas satisfait. Eau douce. - 7. Peut être utilisée pour le nettoyage des rivières. Une maladie au poil. - 8. Une grande tartine. Une veuve vraiment brillante. - 9. Doit avoir de solides mâchoires. Peut avoir de nombreux coins. Pronom.

Solution du problème N° 5495

Horizontalement

1. Scripte. - II. Oreste. Ma. - III. lo. Eolien. - IV. Gueuse. - V. Np. Tépale. VI. Sapin. - VII. Uma. Tins. - VIII. R8. Soho. - IX. Spa. Dher. - X. Antée. Or. - XI. Osées. Une.

Verticalement

1. Saigneurs. - 2. Croup. Rôpes. - 3. Ré. An. Ana. - 4. Isaut. Es. Té. - 5. Prôses. Odes. - 6. Télépathie. - 7. Apton. - 8. Merlin. Éon. - 9. Pan. Enserre.

GUY BROUTY

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Cartes de visite
Invitations
Papier de haute qualité
le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas
75002 PARIS

Tél. : 42-36-94-48 - 45-08-45

LA LIBRAIRIE
« BIBLIOTHÈQUE
DES ARTS »

vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation du Catalogue Raisonné

Eva GONZALES
par Marie-Caroline SAINSAULIEU
et Jacques de MORS

Le jeudi 11 avril 1991, de 18 h à 20 h
En présence de l'auteur du livre

2, rue Cassini, 75006 Paris - Tél. : 01-46-34-08-08

سكزا نا الاحل

Depuis les émeutes de la Réunion

La mansuétude de M. Mitterrand à l'égard de Télé Free-DOM provoque des remous

Le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Jacques Boutet, a opposé une fin de non-recevoir au PDG de Télé Free-DOM, M. Camille Sudre, venu le voir, lundi 8 avril, pour obtenir la légalisation de sa chaîne privée dont la fermeture autoritaire avait provoqué, en février, le déclenchement des émeutes dans l'île de la Réunion. En revanche, M. Sudre a reçu un accueil plus ouvert à l'Elysée, où il s'est entretenu, mardi 9 avril, avec M. Gilles Ménage, directeur du cabinet de la présidence de la République.

M. Mitterrand est sensible aux arguments de M. Mitterrand. En tout cas pour ce qui concerne actuellement les difficultés de l'île de la Réunion. Le président de la

République française a fait sienne les convictions de son épouse, qui avait plaidé, au terme de sa visite dans le département de l'océan indien en qualité de présidente de l'association France-Libertés, la cause de la chaîne Télé Free-DOM dont l'émetteur pirate a été saisi le 25 février.

L'Elysée a prié les services du premier ministre et du ministre des DOM-TOM de bien vouloir faire preuve de compréhension envers le président de cette société privée, M. Camille Sudre, adjoint du maire socialiste de Saint-Denis de la Réunion, qui réclame en vain, depuis un mois et demi, la restitution de son antenne. Mais cette intervention présidentielle provoque quelques grincements de dents, à l'intérieur même du gouvernement, tandis que le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), M. Jacques Boutet, trahit les piques.

M. Mitterrand, pragmatique, cherche surtout à éviter le renouvellement des violents incidents organisés par les supporters de cette station de télévision populaire, qui ont vécu son interdiction, après cinq ans d'émissions illégales, comme une humiliation et un défi au moment où le CSA autorisait le lancement d'une autre chaîne, Antenne-Réunion, financée par l'un des principaux industriels de l'île.

Des avis très critiques

Il s'est rallié à l'avis de son épouse qui avait vu en Télé Free-DOM « l'expression d'une culture populaire » et souligné à quel point la population créole des quartiers les plus déshérités de Saint-Denis, après la saisie de l'émetteur, avait « mal ressenti une décision prise, selon elle, arbitrairement, sans en mesurer les conséquences au plan social ». « Nous avons l'impression que l'Elysée nous soutient et comprend la profonde aspiration des Réunionnais à avoir une chaîne de télévision gratuite et qui soit proche d'eux », a dit M. Sudre, mardi après-midi 9 avril, au sortir de son échange de vues avec M. Ménage.

Le moins qu'on puisse dire, toutefois, est que cette mansuétude élyséenne apparaît pour le moins inopportune à tous ceux qui, sur place, considèrent M. Sudre comme un homme dangereux et espèrent bien le voir désormais tenu à l'écart de la vie publique. Tel est l'avis du préfet, M. Daniel Constantin, qui nous déclarait, le mois dernier, en justifiant la saisie de l'émetteur : « Cet homme n'a aucune déontologie, aucune morale. Les élus sont obligés de se plier à son bon plaisir parce que personne ne peut le contrôler et qu'il peut, avec sa télé, sa radio, casser qui il veut. Il a contribué à créer un climat de haine car il y avait là un danger pour la sécurité de la société et même un danger pour la démocratie ».

Un point de vue que partage l'évêque, Mgr Gilbert Aubry : « Camille Sudre a eu un comportement de mégalomane dangereux. (...) Il s'est pris pour un héros populaire, (...) il a perverti la démocratie, il a prétendu défendre la liberté de la presse, en réalité il a méprisé le peuple en le trompant sur toute la ligne à partir de problèmes réels ».

Une certaine grogne

La mission d'information conduite en mars par M. Michel Sapin, député socialiste des Hauts-de-Seine, au nom de la commission des lois de l'Assemblée nationale a apporté de l'eau au moulin de ces critiques. Sans omettre les aspects positifs de cette « télévision de proximité » permettant aux télé-spectateurs réunionnais de s'exprimer librement, en créole, sur tous les sujets de leur vie quotidienne, le rapport de cette délégation avait mis en évidence les effets négatifs d'une programmation faisant une large place aux films consacrés à la violence et la pornographie : « Elle est le loisir des inactifs, soulignait-elle dans son rapport. Consumée à haute dose, elle peut être comparée à une drogue ». M. Sapin et les autres rapporteurs avaient confirmé, en outre, la part déterminante prise par Télé Free-DOM dans l'enchaînement des violences.

M. Mitterrand les 18 et 19 avril en Roumanie. - Le président de la République se rendra en visite d'Etat en Roumanie les 18 et 19 avril, a annoncé un communiqué de l'Elysée.

L'entreprise de réhabilitation de M. Sudre et de sa chaîne de télévision, parrainée par M. et M^{me} Mitterrand, est donc mal acceptée, au-delà même de la Réunion, par tous ceux qui, forts des enseignements du proche passé, redoutent ses conséquences et y voient ainsi la marque d'une certaine légèreté. MM. Michel Rocard et Louis Le Pen, qui partagent ces avis tranchés et les avaient fait connaître à M. Sudre, ont été les premiers obligés de se déjuger.

Reçu mardi après-midi au ministère des DOM-TOM, le PDG de Télé Free-DOM a obtenu l'assurance de bénéficier bientôt de l'assistance technique d'un « envoyé spécial » du gouvernement qui se chargera de concevoir un nouveau projet de télévision privée dans lequel M. Sudre pourrait disposer, au minimum, d'une minorité de blocage alors que ces dernières semaines il semblait voué à obtenir, au mieux, dans les schémas à l'étude, un rôle de figurant salarié.

Dans les entours du ministre de la culture, M. Jack Lang, et du ministre délégué à la communication, M^{me} Catherine Tasca, en revanche, on laisse libre cours à une vive irritation devant ces pressions élyséennes. Celles-ci vont compliquer davantage la législation sur les affaires audiovisuelles en aboutissant à une déreglementation spéciale dans le seul but d'assouplir, à la Réunion, en faveur des télévisions privées, les règles en vigueur en métropole en matière de publicité et de quotas de films diffusés. Deux décrets sont à l'étude.

Seul le président du CSA reste apparemment impassible. Lundi, M. Jacques Boutet s'est borné à confirmer à M. Sudre que le lancement d'une quatrième chaîne réunionnaise donnerait lieu, prochainement, à un appel d'offres. Sans plus, M. Sudre s'est aussitôt plaint que le CSA soit « très exigeant » à son égard.

ALAIN ROLLAT

A partir du 22 avril

La SNCF va augmenter ses tarifs de 3,7 %

La SNCF s'apprete à publier, pour l'année 1991, ses nouveaux tarifs, qui augmenteront de 3,7 % en moyenne. La dernière augmentation - de 3 % - date du 18 mai 1990.

Comme les années précédentes, la société nationale en profitera pour procéder à des aménagements tarifaires afin de rapprocher ses prix de ses coûts et concurrencer la route et l'avion. C'est ainsi que les abonnements comme le Modulopass et des formules comme la carte Kivi verront leurs tarifs progresser plus que la moyenne. En revanche, la hausse sera inférieure pour les trajets dépassant les 600 kilomètres.

La Sécurité sociale reconnaît avoir des difficultés de trésorerie

La Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) a confirmé, mercredi matin 10 avril, l'existence d'un problème de trésorerie, une information révélée, le même jour, par le *Canard enchaîné*.

En revanche, la CNAVTS a précisé que, contrairement à ce qu'écrivait l'hebdomadaire, « l'Etat et l'ACOSS avaient pris les dispositions nécessaires pour effectuer les versements [des pensions de retraite] aux dates prévues ».

De la même façon, les remboursements de la branche maladie ne devraient pas être perturbés, affirmait-on au ministère de la santé.

Citant des chiffres communiqués aux principaux administrateurs des caisses, le *Canard enchaîné* affirme qu'en dépit des rallonges accordées par la Caisse des dépôts (9,37 milliards de francs) ce « trou » devrait atteindre « 16,81 milliards de francs le 10 avril, 21,08 le 11 et 19,28 le 12 avril ».

Une situation qui devrait s'améliorer, le 16 avril, avec le versement trimestriel des cotisations des entreprises.

Le ministère de la santé nous a précisé que « ces évolutions de trésorerie étaient classiques » et que, comme d'habitude, l'Etat avait pris les dispositions nécessaires.

Les ministres des finances du groupe des sept se réuniront à Londres le 14 avril

A la veille des cérémonies d'inauguration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) de l'Europe de l'Est, les ministres des finances du groupe des sept grands pays industrialisés devraient se réunir à Londres dimanche 14 avril.

Selon le quotidien britannique *Financial Times*, le secrétaire américain au Trésor proposerait au cours de cette réunion une réflexion sur l'élargissement des terrains d'actions du groupe des sept. En effet, comme l'a indiqué le

secrétaire adjoint au Trésor M. David Mulford, les tâches du groupe des sept ont aujourd'hui largement dépassé la coopération sur les marchés des changes, et incluent des sujets aussi divers que la réduction de la dette, la reconstruction économique de l'Europe centrale et orientale, ou l'opportunité de crédits de la Banque mondiale en Chine.

Les discussions du 14 avril seront certainement largement consacrées à l'évolution de la situation en URSS et aux problèmes financiers de l'Allemagne.

M. Maxwell s'associe avec France Télécom dans les services par satellite

LONDRES

de notre correspondant M. Robert Maxwell a annoncé le 9 avril à Londres la création d'une entreprise commune à son groupe et à France Télécom dans le domaine de la télévision de services par satellite. La nouvelle société, baptisée « Maxwell Satellite Communication Ltd » (MSC), sera présidée à égalité par Maxwell Communication Corporation (MCC) et par France Cables and Radio, filiale de France Télécom.

MSC fournira aux entreprises un système de transmission audiovisuelle par satellite. Une société multinationale pourra ainsi diffuser simultanément et directement une nouvelle importante dans tous ses bureaux européens. Ou utiliser MSC pour la formation de son personnel. Une extension à d'autres continents est prévue.

MSC offrira aussi ses services aux chaînes de télévision européennes existantes pour leurs échanges de programmes. « Elle tirera le meilleur parti possible de la déréglementation en cours au

Royaume-Uni et sur le continent dans la communication par satellite ainsi que du récent accroissement des capacités dans ce domaine », selon M. Maxwell.

Le marché potentiel de la télévision de services en Europe est estimé dans les cinq années à venir à environ 250 millions de livres (2,5 milliards de francs).

DOMINIQUE DHOMBRES

BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 avril

Net repli

La Bourse de Paris affichait une tendance franchement baissière, mercredi matin, à l'ouverture. En retrait de 0,83 % dès les premiers échanges, l'indice CAG 40 abandonnait 1,3 % aux alentours de 11 heures. Dans ce contexte, les plus forts reculs étaient enregistrés par Omnium financier de Paris (OFF), Michelin, Pechiney. Du côté des hausses, on relevait celles de Total, CDME, BHV.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Mort d'un môme

Je sais pas si vous vous souvenez, la semaine dernière, j'ai poussé une énorme gueulante contre le retour à la peine de mort infligée à deux gamins, un Franco-Français et un Franco-Maghrébin, par les gardiens de l'ordre public et privé. C'était au lendemain du drame de Sartrouville, prétexte à une dégelée d'articles et d'enquêtes sur la grande misère des cités-ghettos et le droit des vigiles à tirer sur tout ce qui bouge. On en discutait hier soir encore chez Dachavanne.

Du coup, l'autre meurtre, c'est pourtant bien de ça qu'il s'agit, est passé complètement à l'es. Et puis là, pendant le week-end, nouvelle bavure policière ! Un gamin de vingt ans descendu, samedi soir, dans la Somme parce qu'il avait pas de lumière à son cyclomoteur ! Il sort de boîte, il croise une voiture à gyrophare, il l'évite, il accélère, course-poursuite, les flics le coincent contre un mur pour l'obliger à s'arrêter. Un coup part. Il en mourra.

Simple fait divers, relaté en trente lignes par la presse. Normal : on va pas se prendre la tête pour si peu ! C'est qui ce gosse ?

C'est rien, c'est personne, même pas un beur, simplement un môme de la DASS, sans passé, sans casier judiciaire, vivant seul avec ses sœurs complètement dévastées - on les a surspées à la télé - par cette exécution sommaire. Qu'est-ce que vous allez faire maintenant ? leur demandaient les confrères. Alors, elles, en toute naïveté, en toute innocence : Ben, on va porter plainte.

Porter plainte ! Ca va pas ? Contre qui ? Il est coupable, votre frangin. Défist de fuite. Et absence, non pas de papiers, de copains capables de remonter l'opinion en hurlant au scandale, pareil que le jeune Salah Ben Hadria, victime d'un passage à tabac sauvage avant-hier au commissariat d'Asnières. Lui, il a eu droit ce matin à quatre colonnes justement indignées dans l'Huma.

A moi de jouer, là, aujourd'hui. C'est plus supportable, cette merie. Faut bien se rendre à l'évidence : jaunes, blancs, rouges ou noirs, nos enfants sont directement menacés par ceux qui sont chargés de les protéger. Qu'est-ce qu'on attend pour se décider, enfin, à lutter contre cette nouvelle criminalité en désarmant les policiers ?

Les Verts déclarent « inacceptables » les propos antisémites d'un de leurs dirigeants

Après la diffusion d'un texte consacré au « rôle belligère d'Israël et du lobby sioniste » et signé par M. Jean Brière, ancien porte-parole du mouvement (le *Monde* du 9 avril), les Verts ont publié, mardi 9 avril, une mise au point dans laquelle ils considèrent les propos tenus comme « totalement inacceptables ». « Les Verts, qui ont fait de la lutte pour le respect de la personne humaine un des principaux axes de leur action, n'ont jamais admis l'antisémitisme », ajoutent-ils. M. Antoine Waechter, porte-parole du mouvement, a précisé

dans une déclaration à l'AFP que le texte diffusé constitue une « erreur inacceptable et condamnable ». « La communauté juive ne peut être tenue pour responsable de la guerre du Golfe », a-t-il indiqué. L'un des animateurs de la minorité, M. Yves Cochet, député européen, qui avait refusé, dimanche 7 avril, de désavouer ce texte au vote du conseil national des Verts, a demandé, de son côté, « aux instances des Verts d'entamer une procédure d'exclusion » à l'encontre de M. Brière.

EN BREF

■ **CORÉE DU SUD** : ouverture d'une représentation commerciale chinoise. - La Chine a ouvert, mardi 9 avril, à Séoul, une représentation commerciale, qui sera habilitée à délivrer des visas. Il n'existe toujours pas de relations diplomatiques entre la Corée du sud et la Chine, qui reconnaît le régime nord-coréen. Les échanges commerciaux sino-sud-coréens ont atteint l'an dernier près de quatre milliards de dollars. - (AFP)

■ **ETHIOPIE** : des universitaires demandent la démission du président Mengistu. - Une pétition réclamant la démission du président Mengistu Haile Mariam, la mise en place d'un gouvernement intérimaire et la signature d'un cessez-le-feu avec les rebelles kényans et tigréens, aurait recueilli la signature de quelque deux cent quarante universitaires d'Addis-Abeba. Ce texte, dont une copie est parvenue, mardi 9 avril, à Nairobi (Kenya), devait être officiellement transmis au gouvernement mercredi. - (UPI)

■ **TURQUIE** : trente-six morts dans l'incendie d'un autocar. - L'incendie survenu dans un car, mardi matin 9 avril à Istanbul (nos dernières éditions du mercredi 10 avril), causant la mort de trente-

six touristes grecs pourrait être d'origine criminelle, a estimé un porte-parole du gouvernement d'Atatürk, M. Costas Pylarinos. Le ministre grec des Affaires étrangères, M. Antonis Samaras, a demandé à son homologue turc, M. Ahmet Altınkaya, un rapport officiel sur les causes de l'accident. A Istanbul, la police turque, qui n'a pas écarté la possibilité d'un attentat, a placé en garde à vue deux témoins présents sur les lieux au moment de l'explosion du bus, qui transportait soixante-cinq passagers. - (AFP)

■ **VIETNAM** : reprise des discussions vietnamo-américaines sur le Cambodge. - Les Etats-Unis et le Vietnam ont repris, mardi 9 avril à New-York, leurs discussions sur le Cambodge et sur les questions bilatérales. Selon le département d'Etat, cette rencontre « visait à encourager un règlement rapide du conflit du Cambodge » fondé sur le plan des Nations unies. En échange de son soutien, Washington a proposé à Hanoï un plan visant à « progresser pas à pas vers une normalisation complète de leurs relations politiques et économiques ». - (AFP, Reuters)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Défense : « Le combat pour la paix », par Antoine Waechter ; « Contrôler les armements », par Bertrand Gallier ; « Le message de Jean Prat », par Claude Santali 2

Nations unies

Le Conseil de sécurité décide l'envoi d'une « force de paix » en Irak et la Koweït 13-4

Algérie

La préparation des élections législatives du 27 juin 8

Handicapés

Des mesures pour l'emploi 11

Finances vaticanes

Les diocèses riches invités à contribuer 12

Chevignon

Les cigarettes supprimées 12

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

● Le silence des agneaux, nouveau film de Jonathan Demme : voyage au pays de l'horreur absolue. Rencontre avec le réalisateur. Un instrument au banc d'essai : des pianos de toutes factures. ● Les « coffres » du rock. ● Les spectacles et manifestations 17 à 28

SECTION C

Un entretien avec M. Jacques Chérèque. Le ministre de l'aménagement du territoire demande que l'Etat « s'adapte à la décentralisation qu'il a voulue » 29

Le renouveau du service public. Les fonctionnaires de Toulouse à l'école de la démocratie sociale 30

Les œuvres sociales dans les PME. M. Solisson veut instaurer une cotisation sociale 31

Chronologie. Mars dans le monde 34

Hollywood contre les « networks ». Les règles de la production audiovisuelle aux Etats-Unis sont assouplies 42

Les prix Pulitzer. John Updike récompensé pour la deuxième fois 42

Services

Abonnements 2
Annonces classées 37 à 39
Automobile 31
Carnet 42
Marchés financiers 40-41
Météorologie 43
Mots croisés 42
Radio-Télévision 43

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 10 avril 1991 a été tiré à 363 370 exemplaires.

CELINE TARDI VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT

384 PAGES 185 Frs.

N. Murard La protection sociale

REPÈRES

E. Andréani Les retraites

REPÈRES

Ch. Euzéby Le revenu minimum garanti

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 litres LA DÉCOUVERTE